

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Le premier programme d'expansion économique (1962-1965) — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

LE PREMIER PROGRAMME D'EXPANSION ECONOMIQUE (1962-1965)

Le Gouvernement a soumis au Parlement un projet de loi portant approbation d'un programme d'expansion économique à moyen terme qu'il a arrêté sur proposition du Bureau de Programmation Economique. Etant donné l'intérêt de ce document (1), il a paru utile d'en faire un résumé à l'intention des lecteurs du Bulletin.

INTRODUCTION

APERÇU GLOBAL DU PROGRAMME

I. Les caractères du programme.

Le programme d'expansion économique constitue une œuvre collective : son élaboration a demandé le concours des techniciens des administrations publiques, des responsables de la vie économique et des dirigeants du secteur social. Il a recueilli l'approbation du Comité National de l'Expansion Economique où siègent, à côté des ministres, les dirigeants des grandes organisations d'employeurs et de travailleurs.

La programmation sera une véritable création continue, car elle sera adaptée annuellement à l'état de la conjoncture et aux réalités économiques et sociales impossibles à anticiper dans tous leurs aspects. Il faut noter que l'effort de programmation entrepris par la Belgique conserve un certain caractère expérimental et contient des imperfections et

des lacunes qui devront être corrigées par des travaux ultérieurs.

Le programme propose à la Nation, comme objectif central, une accélération de la croissance économique et du progrès social : de 1962 à 1965, il devrait porter le taux d'expansion de l'économie belge à 4 p.c. par an, le rapprochant ainsi de celui des pays voisins.

Ne visant qu'un avenir assez proche, le programme ne pouvait envisager que des modifications partielles et graduelles dans l'orientation de la production et des exportations.

L'action du Gouvernement devra s'efforcer d'utiliser les forces du marché et de maintenir ou de renforcer les conditions psychologiques et techniques

(1) Sénat, session 1962-1963, document n° 51 du 13 décembre 1962, 216 p.

favorables à l'expansion. L'intervention directe de l'Etat dans les domaines stratégiques ne sera pas exclue.

Si la réalisation des objectifs dépend en grande partie de la politique des pouvoirs publics et de la coopération de l'économie privée, elle dépend aussi d'événements extérieurs incertains échappant à toute emprise nationale. La programmation devra dès lors présenter une grande flexibilité d'application.

II. Les équilibres généraux.

Une série d'équilibres généraux qui imposent certaines contraintes à l'effort de programmation doivent être respectés. Il faut que :

— les emplois conférés par l'ensemble des secteurs correspondent au plein emploi des forces productives totales;

- les investissements à réaliser trouvent leur contrepartie dans une épargne suffisante de la Nation;
- la consommation augmente assez pour répondre à l'expansion des secteurs qui en dépendent;
- les exportations puissent couvrir les importations, ces dernières croissant rapidement lorsque le produit national augmente.

1. Offre et demande de travail.

La démographie belge est relativement stable; il en résulte que l'accélération de la croissance économique entraînerait facilement le plein emploi de la main-d'œuvre. Ce plein emploi ne serait cependant pas nécessairement assuré de façon continue, en raison de la dépendance des industries belges vis-à-vis des exportations.

Du point de vue des objectifs d'expansion, il apparaît que la quantité de travail directement dis-

Tableau I.

Evolution de la population active

(Moyenne de l'année — milliers d'unités)

	1957	1960	1965	1970
Population totale	8.990	9.153	9.440	9.688
Population active	3.622	3.606	3.716	3.819
Population au travail	3.569	3.516	3.674	3.779
Variations de la population au travail dues à :				
— accroissement naturel ¹		²	+ 65	+ 44
— allongement de la scolarité		- 24	- 32	- 8
— augmentation de l'emploi féminin		+ 31	+ 52	+ 25
— âge de la retraite		- 5	- 7	- 1
— immigration nette		²	+ 33	+ 40
— variation du chômage		+ 27	- 50	

¹ Cette différence résulte du calcul de la population active à des taux d'activité constants par groupe d'âge et par sexe.

² Données non disponibles.

ponible constitue une limite au taux de croissance possible. Une politique de plein emploi et d'expansion, comportant une extension du travail féminin et de l'immigration, doit donc s'accompagner, dans les conditions actuelles, d'une politique de productivité. De là vient la nécessité de relever le niveau de la formation professionnelle, de faciliter les transferts vers les occupations les plus productives et d'améliorer l'outillage. Aucune réduction généralisée de la durée du travail n'est envisagée entre 1962 et 1965.

Etant donné les hypothèses retenues à propos de la quantité de travail et du taux de productivité, un accroissement de 17 p.c. du produit national en quatre ans a été proposé comme objectif. Le rythme de croissance passerait ainsi à 4 p.c. par an, contre 2,6 p.c. pendant la période précédente de quatre ans.

2. Exportations et équilibre extérieur.

L'accélération du développement de l'économie belge entraînera une croissance rapide des importations; à ces importations accrues il faut pouvoir répondre par une augmentation parallèle des exportations, si on veut éviter des déficits de la balance des paiements qui compromettraient le taux de croissance projeté. En outre, la couverture d'exportations nettes de capitaux et des transferts accrus des pouvoirs publics vers les pays en voie de développement doit être prise en considération.

Le programme prévoit une augmentation des ventes à l'étranger de biens et de services au taux annuel de près de 8 p.c. contre 4 p.c. pour la production. Il apparaît ainsi que l'incitation à investir et l'adapta-

RECUEIL DECENNAL DE STATISTIQUES ECONOMIQUES PUBLIE PAR LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

La Banque publiera très prochainement un recueil de statistiques économiques portant sur la période de 1950 à 1960. Il fait suite aux recueils relatifs aux périodes de 1919 à 1928 ⁽¹⁾, 1929 à 1940 et 1941 à 1950.

Dans le but de rendre plus aisée l'interprétation des chiffres, des notices explicatives ont été consacrées aux diverses séries. Ces notices font l'objet d'un premier tome. Chacune d'elles est précédée de l'indication des sources et d'une brève bibliographie.

Un second tome comprend les tableaux statistiques, ainsi que des graphiques. Une table de concordance permet de se reporter sans difficulté aux tableaux correspondants des recueils antérieurs. L'ouvrage ne se borne cependant pas à continuer les tableaux publiés précédemment, mais contient en outre un grand nombre de statistiques nouvelles, notamment dans le domaine monétaire et financier.

Les deux tomes peuvent être obtenus contre versement d'une somme de 500 francs pour la Belgique et de 600 francs pour l'étranger, au compte de chèque postal n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, sous la mention « *Bulletin d'Information et de Documentation*, numéro statistique ».

(1) Epuisé.

tion de la production sont liées au succès des exportations.

3. Revenus et consommation.

Compte tenu de l'effort d'investissement, les revenus des particuliers et la consommation qui en dépend augmenteraient un peu moins vite que la production; le niveau de vie réel de la masse des consommateurs augmenterait néanmoins beaucoup plus vite qu'au cours de la période précédente.

Les revenus provenant de la production et des transferts des pouvoirs publics doivent s'élever suffisamment pour soutenir l'expansion, mais sans aller jusqu'à provoquer des tensions intérieures ou des déficits extérieurs.

C'est la masse salariale qui connaîtrait l'accroissement le plus rapide. Entre 1962 et 1965, les gains réels moyens par salarié augmenteraient de 14,6 p.c. contre 11,5 p.c. de 1957 à 1961.

Tableau II.

Accroissement des revenus réels (Pour cent)

Sources pour 1957-1961 : Masse salariale et revenu des indépendants : Revenu national I.N.S.

	1957-1961	1962-1965
Masse salariale totale ¹	+ 13,1	+ 20,4
payée par les entreprises belges ¹	+ 11,5	+ 19,3
Gains moyens par salarié ¹	+ 11,5	+ 14,6
Revenu par indépendant	+ 9,0	+ 14,0

¹ Incluant la contribution patronale à la Sécurité sociale et autres charges conventionnelles ou légales.

La progression des revenus par tête des indépendants serait comparable à celle des salariés.

Suivant l'objectif gouvernemental, la croissance ordonnée de l'ensemble des revenus devrait traduire, par l'amélioration du niveau de vie, l'effort de productivité réalisé.

Tableau III.

Dépenses nationales en 1957, 1961 et 1965

	1957	1961	1965	1961/1957	1965/1961
	(Milliards de francs aux prix de 1961)			(Indices)	
Consommation privée	393,4	485,0	496,8	110,6	114,2
Consommation publique ¹	66,0	72,1	79,8	109,2	110,7
Investissements bruts	100,2	119,1	151,0	118,9	126,8
Variations de stocks	6,3	1,9	6,0		
Exportations ²	188,4	234,7	315,9	124,4	134,6
Importations ²	181,6	229,4	308,5	126,3	134,5
Exportations nettes	6,8	5,3	7,4		
P.N.B.	572,7	633,4	741,0	110,6	117,0

¹ La consommation publique comprend les achats de biens et services de l'autorité publique, à l'exclusion des dépenses de transfert de celle-ci, qu'il s'agisse par exemple d'intérêts sur la dette publique, de subsides ou de versements à la Sécurité sociale. Elle exclut également toutes les opérations des organismes paraétatiques d'exploitation (ex. R.T.T., S.N.C.B., S.N.C.V. ...) qui sont inclus dans les secteurs économiques correspondants.

² Les exportations couvrent les biens et services, y compris le tourisme étranger en Belgique. Elles comprennent aussi la contribution de l'étranger au Produit National, par exemple, sous la forme de rémunérations gagnées par des Belges à l'étranger ou de dividendes payés à des Belges par les entreprises étrangères. La définition des importations est symétrique. Les données s'appliquent à la Belgique seule et ne sont donc pas directement comparables à celles de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

4. Investissements et épargne.

Si l'effort d'exportation constitue la première condition de réalisation du programme, un accroissement rapide des investissements constitue la seconde.

Le programme prévoit que les investissements totaux représenteront environ 20 p.c. du produit national brut en 1965, contre 17 p.c. en moyenne pendant la période 1957-1960; quant aux investissements directement productifs des entreprises, ils en représenteront 13,5 p.c., contre 10,5 p.c. pendant la période 1957-1960.

En même temps, le programme prévoit un développement rapide des investissements publics destinés à assurer l'infrastructure indispensable à l'industrialisation du pays, principalement par des travaux routiers et portuaires.

En matière de logement, l'effort d'investissement devra porter avant tout sur l'amélioration qualitative des logements, sur la construction sociale destinée aux personnes à revenus modestes et sur la correction de certaines déficiences régionales. Ces objectifs ne demandent pas un relèvement sensible du rythme actuel de construction.

Afin que le total de ces investissements puisse être financé sans provoquer de tension inflationnaire, l'épargne de la Nation devra se développer aussi rapidement que sa formation de capital. Le Gouvernement a pris des dispositions concernant la consommation et les dépenses de transferts des pouvoirs publics. Il faut toutefois prévoir l'évolution des charges militaires qui seront influencées par l'effort de rééquipement des forces belges et un développement rapide des dépenses de l'Education Nationale et de la Culture.

L'effort supplémentaire d'investissement et le maintien de l'équilibre financier par un développement correspondant de l'épargne se traduiraient comme suit dans l'évolution des dépenses nationales :

III. Les comptes de production.

A partir d'une analyse pour l'année 1959 des relations réciproques qui unissent toutes les branches d'activité les unes aux autres, on a estimé ces relations dans le futur, en tenant compte des évolutions les plus probables.

Cette étude a permis de calculer le niveau de production correspondant à la demande globale pour les

produits ou services que livre chaque secteur d'activité. Ultérieurement, des modifications ont été apportées à la lumière de discussions poursuivies avec les techniciens des différents secteurs.

Pour cette première expérience de programmation, on s'est limité au nombre de vingt et un secteurs ; si ces secteurs sont regroupés en grandes catégories, on obtient le tableau suivant :

Tableau IV.

Comptes de production

	1957	1961	1965	1961/1957	1965/1961
	(Milliards de francs aux prix de 1961)			(Indices)	
Valeur ajoutée dans :					
Agriculture	37,13	34,90	38,75	94,0	111,0
Energie	25,70	24,74	27,99	96,0	113,1
Industrie manufacturière	163,83	186,86	232,93	114,0	124,6
Construction	41,46	46,66	55,51	112,5	118,9
Logement	36,78	37,87	39,77	103,0	105,0
Services	149,90	167,76	196,85	112,0	117,3
Pouvoirs publics	48,46	52,91	58,48	109,0	110,5
Produit intérieur brut, au coût des facteurs	503,26	551,70	650,28	110,0	117,9
Impôts indirects bruts ¹	61,80	73,10	84,84	118,0	116,0
Contribution nette de l'étranger	7,64	8,60	5,88	113,0	68,4
P.N.B., aux prix du marché	572,70	633,40	741,00	111,0	117,0

¹ Les impôts ont été recalculés aux taux de 1961.

IV. Conclusions.

Le programme se caractérise donc par une interdépendance au double niveau des liaisons techniques et des relations d'équilibre général.

Malgré une marge d'incertitude irréductible concernant les statistiques de la comptabilité nationale, le programme est arrivé à une cohérence des hypothèses et réalise ainsi un équilibre. Celui-ci constitue un tout dont on ne peut retrancher ou modifier une partie sous peine de compromettre la valeur de l'ensemble.

La voie choisie repose sur deux grandes hypothèses à caractère international, à savoir la continuation de

l'expansion économique en Europe et le maintien ou l'accélération du timing du Marché commun. Elle vise à relever le taux global d'expansion de l'économie belge et à en corriger certaines déficiences structurelles en fonction des possibilités du marché et de leur dynamisme créateur.

La méthode utilisée a le grand avantage de souligner les interdépendances sur le plan de la politique économique. Elle permet de définir les liaisons entre les différents éléments avec une précision suffisante pour servir de guide à l'action. Le succès de celle-ci dépendra avant tout de la collaboration volontaire du secteur privé et du secteur public.

TITRE I

LES COMPTES DE PRODUCTION

L'analyse des éléments de la demande permet, en les ventilant par secteur de production, de passer à une analyse sectorielle.

Les comptes des secteurs ont été élaborés à partir des statistiques de 1959, dernière année pour laquelle des comptes détaillés de production étaient disponibles. Dans la mesure du possible, on les a prolongés jusqu'en 1961.

Ces éléments de production ont été soumis à la discussion dans les fédérations professionnelles intéressées, puis dans des groupements paritaires.

Le programme sectoriel ainsi établi est résumé au tableau ci-contre.

La valeur de la production mesure les ventes aux consommateurs finals ou à d'autres secteurs économiques ; ce concept diffère donc du chiffre d'affaires

Tableau V.

Programmes sectoriels
(Indices 1965-1959 à prix constants)

Secteurs	Valeur de la production	Valeur ajoutée	Livraisons :	
			au marché intérieur	à l'exportation
1. Energie :				
Pétrole	155	165	153	165
Charbonnages	83	86	85	66
Coke et gaz	119	119	121	93
Electricité	152	162	153	143
2. Métallurgie de base :				
Sidérurgie	139	141	138	140
Métaux non ferreux	166	145	146	175
3. Fabrications métalliques	157	161	139	182
4. Industries chimiques	152	158	144	164
5. Industries de la construction :				
Construction	135	134	—	—
Matériaux de construction	138	139	139	136
Logement	108	106	—	—
6. Industries du textile, du vêtement et du cuir	134	128	127	157
7. Industries du bois et du papier	140	135	128	196
8. Industries diverses	146	142	125	156
9. Agriculture	111	111	108	146
Industries alimentaires	125	123	118	212
10. Commerce	126	123	122	145
11. Secteurs financiers	130	130	128	154
Services divers	124	123	124	131
12. Transport	126	126	130	110
Etat	111	111	—	—
Total ...	131	127	124	158

global du secteur : seule se retrouve dans la valeur de la production, la valeur du produit fini ou du produit qui sort du secteur, par exemple pour être exporté sous forme de demi-produit.

Les indices de la production industrielle, par contre, qui sont généralement établis séparément pour les différents stades du processus de fabrication, sont plus proches d'un autre concept : celui de la valeur ajoutée. Ce dernier est également utilisé dans l'analyse qui suit et mesure la contribution propre d'un secteur à la valeur des produits qu'il vend.

Chapitre I

L'énergie

1. *Bilan énergétique.*

Les besoins énergétiques de l'économie belge en 1965 ont été établis séparément pour chaque secteur à partir de l'évolution prévue des consommations spécifiques et de l'évolution de la production elle-même.

Un bilan physique, exprimé en milliers de tonnes d'équivalent charbon, prévoit qu'au cours de la

période 1959-1965 la consommation d'énergie primaire augmentera de 18 p.c. pour une augmentation du produit national brut, en termes réels, de 27 p.c. Mais cette méthode de calcul sous-estime l'accroissement de la consommation réelle : des formes d'énergie à rendement plus élevé se substituent progressivement à l'énergie primaire.

L'évolution de la valeur de la consommation d'énergie à prix constants est une autre mesure possible. Elle augmentera de 30 p.c. de 1959 à 1965. Mais cette méthode surestime l'évolution réelle, à la suite du remplacement partiel des produits charbonniers par des produits pétroliers fortement taxés.

Si l'on ne considère que les deux principales sources d'énergie primaire (charbon et pétrole), la consommation de charbon sera stable avec une légère tendance à s'accroître. Si, par contre, on considère la forme sous laquelle l'énergie est consommée par l'utilisateur final, le charbon diminuera fortement.

Le programme prévoit un accroissement de 14,4 p.c. dans la production d'énergie primaire exprimée en tonnes d'équivalent charbon, avec une part rapidement croissante des raffineries dans le total.

2. Evolution des principales composantes de la demande.

On estime à plus de 17 p.c. l'économie spécifique qui sera réalisée dans la production d'électricité entre 1959 et 1965. Cette production conservera son rôle de régulateur du marché de l'énergie : les centrales électriques, modernisées et de grande capacité, absorberont tous les bas-produits disponibles de l'industrie charbonnière ainsi que le gaz fatal des raffineries, des cokeries et de la sidérurgie.

Dans la sidérurgie, on prévoit une diminution allant jusqu'à 12 p.c. de la mise au mille de coke par tonne de fonte, de même qu'une diminution de la quantité de fonte par tonne d'acier en raison du développement des aciers à l'oxygène. Une augmentation des achats d'électricité aux producteurs-distributeurs et aux unions de centrales est prévue.

Le gaz de cokerie représentera une part moins importante dans l'alimentation des réseaux et l'industrie devra de plus en plus faire appel à d'autres gaz.

Dans les transports, la substitution de trains diesel et électriques aux trains à vapeur, et d'autobus aux tramways jouera entièrement en faveur des produits pétroliers.

Dans les autres industries, on a prévu des réductions spécifiques dans la consommation d'énergie et des substitutions en faveur de l'électricité et des produits pétroliers, sauf cependant dans les cimenteries et dans certaines briqueteries.

On suppose que la consommation privée d'énergie augmentera un peu plus vite que la consommation totale des particuliers. Les calculs d'élasticité indiquent une augmentation un peu moins rapide, mais l'année 1959 (point de départ des calculs) a connu un hiver doux pendant lequel certains stocks constitués antérieurement ont probablement été consommés. La consommation publique sera surtout influencée par le développement de l'éclairage public des routes.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- un très lent déclin des consommations d'antracite et de charbon à qualité domestique;
- une augmentation très rapide des consommations d'électricité et de gaz, résultant d'un développement des appareils de chauffage d'appoint dans les ménages;
- une augmentation sensiblement moins rapide dans les ventes de produits pétroliers.

3. Evolution des secteurs producteurs.

Les producteurs-distributeurs d'électricité et les centrales communes accroîtront rapidement leur production; par contre, certaines centrales individuel-

les seront abandonnées au profit du rattachement au réseau. La baisse du prix moyen, haute et basse tension ensemble, est estimée à 20 p.c. pour la période 1960-1965 et à 10 p.c. pour les années 1962-1965.

La production de coke n'augmentera que de 10 p.c. par rapport à 1959 ou 1961. Par contre, la demande de gaz augmentera de 36 p.c. par rapport à 1959 et de 31 p.c. par rapport à 1961; la consommation privée de gaz augmentera même de 50 p.c.

Le programme est basé, en ce qui concerne le pétrole, sur la pleine utilisation des capacités de production des raffineries anversoises qui seront fortement augmentées en 1962-1963. La consommation d'essence s'accroîtra plus lentement que celle des autres produits et son exportation devra s'élargir rapidement afin de maintenir l'équilibre du raffinage. De nouvelles extensions des raffineries devront être envisagées à partir de 1966 ou 1967.

Les estimations concernant le charbon présentent des différences substantielles suivant qu'elles sont faites par Fédéchar ou par le Bureau de Programmation Economique. L'estimation de la production de Fédéchar dépasse de 3 millions de tonnes celle du Bureau de Programmation Economique. Fédéchar estime la consommation de charbon en 1965 à 26/27 millions de tonnes, mais le Bureau a retenu le chiffre de 24,9 millions de tonnes (consommation des mines incluse). L'augmentation prévue dans les importations est de 3,4 millions de tonnes.

L'exportation sera limitée à certaines qualités produites dans de bonnes conditions et s'écoulant difficilement dans le pays.

Une estimation précise de la capacité concurrentielle est difficile. Les rendements en Belgique se sont quelque peu rapprochés de la moyenne réalisée par l'ensemble des pays de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. Mais on prévoit qu'à l'avenir les coûts de production ne diminueront plus. Les coûts réels dans l'ensemble des pays de la Communauté vont normalement s'élever par rapport à ceux des énergies substituables importées. La Communauté devra donc décider des capacités de production à maintenir pour assurer la sécurité des approvisionnements. En Belgique, le problème se pose sous sa forme la plus grave, celle d'une régression de l'emploi.

Chapitre II

La métallurgie de base

1. Sidérurgie.

L'effort d'investissement se traduira par un accroissement de 40 p.c. de la capacité de production. Le chiffre correspondant pour l'ensemble des

pays de la Communauté sera de 32 p.c. La capacité de la sidérurgie belge sera portée de 8,1 millions de tonnes d'acier brut en 1961 à 11 millions de tonnes en 1965. La production effective passera de 6,9 millions de tonnes d'acier lingot à 8,8 millions de tonnes.

La vocation exportatrice de la sidérurgie belge continuera à s'affirmer au cours des prochaines années. Les exportations passeront de 4,1 millions de tonnes en 1961 à 5,2 millions de tonnes en 1965, soit une augmentation de 27 p.c.

La consommation intérieure de produits finis et demi-finis a augmenté de 20,5 p.c. entre 1959 et 1961, mais cette augmentation a profité en particulier aux usines luxembourgeoises et françaises.

2. *Industrie des métaux non ferreux.*

Un effort intense d'investissement et de recherche sera poursuivi. Une accélération de l'accroissement de la production est prévue. Elle résultera essentiellement de progrès nouveaux dans l'industrie transformatrice du cuivre, dans celle des métaux spéciaux et surtout dans celle des produits demi-finis en aluminium. Par contre, les secteurs du plomb et du zinc devront faire face à des difficultés d'approvisionnement.

Diverses entreprises ont élargi leur gamme de fabrication, notamment vers des métaux à haute pureté (germanium, silicium, tantale, uranium, niobium, etc.), des produits chimiques et mécaniques.

Les livraisons sur le marché intérieur augmenteront ; parallèlement, les exportations marqueront un progrès sensible. En outre, les importations de matières premières s'accroîtront plus rapidement que la production ; en effet, elles comprendront une part croissante de produits relativement coûteux.

Chapitre III

L'industrie des fabrications métalliques

Le vigoureux effort de développement des fabrications métalliques, qui est déjà en cours de réalisation, se poursuivra suivant les estimations du programme. Il se caractérise par une réorganisation des entreprises et une réorientation vers des produits plus spécialisés et à plus haute valeur unitaire. De nombreuses entreprises étrangères se sont installées en Belgique.

Le programme prévoit que, de 1959 à 1965, la demande intérieure de produits des fabrications métalliques augmentera de quelque 55 p.c. ; la hausse

des achats intérieurs atteindra 39 p.c., celle des importations 88 p.c. et celle des exportations 82 p.c. La production du secteur s'accroîtra de 57 p.c. ; la valeur ajoutée augmentera plus rapidement encore.

La production de produits interindustriels s'accroîtra de 41 p.c. par rapport à 1959 et de 25 p.c. par rapport à 1961. Elle comprend les accessoires métalliques du bâtiment, les produits de première transformation et les articles mécaniques d'utilisation courante.

La production de biens d'équipement augmentera de 58 p.c. par rapport à 1959 et les exportations de 91 p.c. Par rapport à 1961, l'expansion sera respectivement de 31 p.c. et de 40 p.c. Les évolutions défavorables dans la construction navale et le matériel ferroviaire pèsent sur l'indice global.

La production de biens de consommation s'accroîtra de 60 p.c. par rapport à 1959 et les exportations de 117 p.c. Les pourcentages correspondants pour les années 1962-1965 seront de 32 p.c. et de 58 p.c. Les groupes les plus expansifs continueront à être les biens de consommation électriques : équipements électroménagers, postes de radio et de télévision.

Le programme ne postule pas le rétablissement d'une industrie automobile nationale, mais confirme la politique d'encouragement au montage de voitures étrangères. La production d'automobiles augmentera jusqu'en 1965 à un rythme plus rapide que celui de 1957 à 1961. Sur la base de 1959, l'indice de la production est passé à 112 en 1961 et atteindra 171 en 1965.

Le programme envisage donc le développement en Belgique d'un certain nombre de produits spécialisés et une plus grande participation des fabrications métalliques belges dans l'expansion générale des économies occidentales.

Chapitre IV

Les industries chimiques

Les industries chimiques belges ont commencé un vigoureux effort d'expansion et de réorganisation. Le programme suppose que cet effort se poursuivra. De 1959 à 1965, la production de produits chimiques s'accroîtra de 58 p.c. ; pour les quatre dernières années de cette période, la progression estimée est de 39 p.c. Les exportations accuseront une expansion encore plus rapide.

La chimie minérale, axe de l'industrie chimique belge, poursuivra son expansion à un taux annuel relativement réduit : 2,5 p.c. environ. Certains produits connaîtront cependant des développements particulièrement rapides : le carbure de calcium, cer-

tains pigments minéraux, les ferro-alliages, le chlore, etc.

La chimie organique, qui s'était jusqu'ici heurtée à de nombreux obstacles, est appelée à une expansion rapide : l'augmentation de la production atteindra un taux annuel d'environ 12 p.c. Des résultats importants devraient être atteints dès 1965 en pétrochimie. Liée de plus en plus à la pétrochimie, la fabrication des matières plastiques se développe également à un rythme rapide que l'on peut estimer aux environs de 20 p.c. l'an.

Les industries parachimiques comprenant notamment les produits photosensibles, les produits pharmaceutiques, les peintures et vernis, les détergents de synthèse et les poudres et explosifs continueront leur expansion à des rythmes variables suivant les secteurs.

Les industries chimiques de transformation se développeront à une allure plus rapide en ce qui concerne la transformation des matières plastiques qu'en ce qui concerne la transformation du caoutchouc.

Chapitre V

Les industries de la construction et des matériaux de construction

1. *Industrie de la construction.*

Le programme envisage un développement continu et accéléré de la construction lié à la croissance des investissements.

On distingue habituellement dans la construction trois groupes d'activités :

- la construction d'habitations;
- les constructions industrielles et commerciales;
- les travaux publics.

Par rapport à 1959, l'indice d'activité de ces trois secteurs atteindra, en 1965, respectivement 112, 168 et 181. Le développement des travaux publics sera donc plus rapide que celui des autres activités.

De grands problèmes se posent en ce qui concerne les moyens de financement des travaux prévus (surtout des travaux publics), les disponibilités quantitatives et qualitatives en main-d'œuvre et l'équipement du secteur lui-même. Le problème de l'accroissement de la productivité devra être étudié de manière approfondie.

2. *Industrie des matériaux de construction.*

De 1959 à 1965, la production devra augmenter de 38 p.c., mais la valeur ajoutée s'accroîtra légèrement plus vite. L'augmentation des exportations sera

assez faible, le grand secteur exportateur étant l'industrie du verre.

Les exportations de ciment ne se relèveront probablement pas, mais la demande intérieure s'amplifiera. Aussi prévoit-on une augmentation de la production d'environ 20 p.c.; les capacités de production actuelles sont suffisantes à cette fin.

La production des agglomérés de ciment et produits en asbeste-ciment augmentera, suivant le programme, d'environ 45 p.c. de 1959 à 1965; l'essor des exportations de produits en asbeste-ciment se poursuivra.

La production globale du secteur de la céramique augmentera de 35 à 40 p.c. Dans la branche de la céramique industrielle, un important effort d'investissement devra être maintenu. L'expansion de l'industrie de la céramique ménagère sera fonction d'une adaptation constante au goût de la clientèle et du maintien de prix compétitifs. La céramique du bâtiment montre des tendances divergentes. L'industrie du verre semble être arrivée à un palier, surtout celle du verre plat; par contre, l'expansion de l'industrie du verre creux se poursuivra à une allure très rapide. Au total, la production de verre marquera une hausse de 20 à 25 p.c. Les industries des carrières, de la chaux et des dolomies poursuivront l'expansion de leur production.

Chapitre VI

Les industries du textile, du vêtement et du cuir

1. *Industrie textile.*

Le programme est orienté vers une accélération de la production et une intensification parallèle des exportations. Il présente le paradoxe d'une industrie dont les exportations et les importations se développent extrêmement vite, tandis que les ventes intérieures sont presque stationnaires et que la valeur ajoutée augmente assez lentement.

Les possibilités d'expansion de la production des filatures de coton et de fibres connexes dépendent du tissage belge. Or, celui-ci ne voit pas s'ouvrir des perspectives extraordinaires, malgré les reconversions et substitutions entreprises. En effet, l'augmentation de la demande intérieure sera principalement couverte par les pays de la Communauté Economique Européenne, l'Espagne, le Portugal et les pays asiatiques et non par l'industrie nationale. Par contre, une progression des exportations de tissus de coton vers les autres pays de la Communauté peut être prévue pour 1965.

Dans l'industrie de la laine, l'activité évoluera peu en ce qui concerne la préparation des matières pre-

mières. Les livraisons intérieures de fils peignés ont augmenté entre 1959 et 1961; 1961 a également vu l'amélioration de la production des tissages.

L'industrie du lin poursuit une progression régulière. De 1959 à 1961, près de 40 p.c. de la production de filés étaient exportés. Environ 75 p.c. des exportations de tissages de lin se dirigent vers les Etats-Unis.

Exposée à une dure concurrence asiatique, l'industrie du jute a entrepris une reconversion partielle vers les activités connexes. Exportatrice, elle se heurte sur les marchés extérieurs à la même concurrence que sur le marché intérieur.

La structure de l'industrie des textiles artificiels et synthétiques a été profondément modifiée à partir de 1961 par une importante concentration d'entreprises. Le niveau de production ne reflète malheureusement pas encore les importants progrès réalisés en qualité.

L'industrie de la bonneterie poursuit une progression régulière. Son expansion est fondamentalement liée à un développement des exportations et à l'ouverture de nouveaux débouchés.

L'industrie des tapis et tissus d'ameublement bénéficiera de l'amélioration du niveau de vie prévue par le programme. Elle reste toutefois largement tributaire des marchés étrangers. Le relèvement des droits de douane des Etats-Unis compromet l'effort d'exportation réalisé par cette industrie.

2. *Industrie du vêtement et de la confection.*

Cette industrie est en pleine évolution et s'oriente vers une structure nouvelle : les formes artisanales de production font place à une véritable fabrication industrielle. Une augmentation de 38 p.c. de la production doit avoir lieu entre 1959 et 1965, soit un taux d'accroissement annuel de 5,6 p.c. Quant aux exportations, elles augmenteront de 160 p.c.

3. *Industrie du cuir.*

La situation difficile dans laquelle se trouve l'industrie de la tannerie, s'explique par des phénomènes de substitution. La production de cuir lourd n'a cessé de diminuer, tandis que celle de cuir léger évoluait plus favorablement. Si le cuir lourd reste menacé, l'augmentation de la production de chaussures et le développement des ventes de vêtements de peau influenceront favorablement la production de cuir léger et notamment de cuir à dessus.

Dans l'industrie de la chaussure et de la pantoufle, la progression de la production a été assez régulière de 1953 à 1961; la poursuite de son développement à un taux annuel plus ralenti (4 p.c. environ) est

prévue. La balance extérieure de cette industrie restera cependant déficitaire, malgré l'augmentation des exportations.

Chapitre VII

Les industries du bois et du papier

1. *Industrie du bois.*

Cette industrie développera sa production de 27 p.c. de 1961 à 1965, c'est-à-dire au même rythme que de 1957 à 1961. On suppose que les exportations s'accroîtront rapidement, notamment en ce qui concerne les meubles et les bois de placage et artificiels.

2. *Industrie du papier.*

L'expansion de la production se poursuivra jusqu'en 1965 au taux de croissance annuel de 5 p.c.

Des études réalisées sur le plan international concernant la corrélation entre la consommation du papier et le produit national brut, il apparaît qu'à l'augmentation annuelle de 3,9 p.c. du produit national répondrait une augmentation de 47 p.c. de la consommation apparente de papier entre 1959 et 1965. Mais celle-ci se fait principalement au profit des importations. En revanche, les exportations de papier et carton accuseront une hausse de 61 p.c. entre 1961 et 1965.

Des investissements importants sont indispensables; certains programmes sont déjà en cours de réalisation.

L'industrie de la transformation du papier et du carton augmentera sa production de 44 p.c. entre 1961 et 1965. L'objectif en matière d'exportation marque une hausse de 116 p.c. par rapport à 1961. Les importations de produits concurrentiels se développeront également : en 1965, 75 p.c. de la demande intérieure seulement seront couverts par l'industrie nationale.

Le marché des arts graphiques s'élargit constamment, mais l'industrie graphique présente un caractère plus artisanal qu'industriel.

Chapitre VIII

Les industries diverses

Sous ce titre sont groupées les industries de l'eau, du diamant, de l'horlogerie, de la bijouterie, des jouets, etc., et, enfin, l'industrie de la récupération.

Il n'y a pas eu à leur sujet de contacts avec les milieux professionnels; les estimations ont été faites

sur la base de tendances générales. Le programme prévoit pour 1965, par rapport à 1959, une augmentation de 46 p.c. de la valeur de la production.

Chapitre IX

L'agriculture et les industries alimentaires

1. *Agriculture.*

Ce secteur comprend, outre l'agriculture proprement dite, la sylviculture et la pêche.

L'orientation de la politique agricole dans le cadre de la Communauté Economique Européenne constitue un élément fondamental de toute prévision. En attendant que les résultats de travaux plus complexes soient connus, le programme ne présente qu'une projection globale de l'évolution dans l'agriculture.

En ce qui concerne les disponibilités, le Bureau de Programmation Economique a supposé une augmentation rapide des achats courants, malgré un accroissement plus lent des achats d'engrais chimiques. Aucune augmentation des importations de matières premières, notamment les aliments pour le bétail, n'est prévue.

De 1959 à 1965, la production augmentera de 11 p.c. en valeur. Il ne semble pas que les prix doivent se modifier substantiellement.

On a supposé un parallélisme dans l'expansion des exportations et des importations. Les exportations de l'agriculture augmenteront de 46 p.c., tandis que les importations de matières premières pour l'industrie alimentaire et d'aliments pour la consommation privée progresseront ensemble de 50 p.c. Mais ces hypothèses risquent de subir des modifications importantes.

La population active agricole continuera à décroître; la productivité devra donc continuer à s'améliorer.

2. *Industries alimentaires.*

La moitié environ de la production agricole n'est livrée à la consommation qu'après transformation industrielle.

La valeur de la production des industries alimentaires, exprimée en prix constants de 1959, aura augmenté de 25 p.c. en 1965. Cette croissance moyenne ne sera que légèrement supérieure à celle de la période précédente.

On prévoit une légère augmentation de la consommation de produits laitiers et de viande, une expansion rapide de la production d'aliments surgelés, d'eaux de boisson et de jus de fruits et une

baisse de la consommation de produits à base de céréales. La production de viandes préparées et conservées, de malt, d'huiles, de pâtisserie industrielle, de conserves de légumes et de fruits, d'aliments diététiques et d'aliments composés pour animaux connaîtra une augmentation au moins égale au taux annuel de 3,8 p.c. qui correspond à l'ensemble du secteur. La consommation de pain, de sucre et de bière restera stable.

La valeur de la production de tabac augmentera de 32 p.c. entre 1959 et 1965 et les exportations de 200 p.c.

L'industrie alimentaire belge, tributaire des exportations, surtout vers les Pays-Bas, devra augmenter ses exportations de 112 p.c. pendant la période du programme.

Chapitre X

Le commerce

Le secteur du commerce tel qu'il est défini par le programme comprend les entreprises de gros et de détail qui assurent les échanges à l'intérieur et avec l'étranger, à l'exclusion des fonctions commerciales exercées par les entreprises de production elles-mêmes.

De 1959 à 1965, la valeur de la production (c'est-à-dire le total des marges commerciales, y compris les taxes de transmission) augmentera de 26 p.c., soit un accroissement presque identique à celui du produit national brut. Cette évolution parallèle résulte de l'hypothèse qui pose, comme constante, les marges commerciales moyennes.

Une modification dans les rapports des diverses composantes est aussi prévue : croissance plus faible pour les services prestés à la demande des ménages, croissance plus rapide pour les livraisons aux autres secteurs, pour les services importés et pour les services exportés.

Il faut noter que les prévisions dans le secteur de la distribution ne sont pas encore définitivement établies.

Chapitre XI

Le secteur financier et les services divers

1. *Secteur financier.*

Ce secteur comprend les institutions privées et publiques de crédit, les sociétés financières, les compagnies d'assurances, les agents de change et les autres courtiers financiers. La production du secteur a été mesurée par l'ensemble des intérêts nets, des

primes d'assurance nettes et des commissions perçues.

Les prévisions quantitatives n'ont pas fait l'objet de consultations détaillées avec les secteurs. Elles portent sur un développement des services financiers plus rapide que celui du produit national brut, notamment dans le domaine du crédit à la consommation et de l'assurance-vie, et une stabilisation des émissions publiques au niveau élevé atteint en 1959.

2. Services divers.

Ce secteur comprend, par exemple, les services médicaux, hôpitaux, pharmacies et soins de beauté; les services juridiques et autres professions libérales; les hôtels, restaurants et cafés; les services domestiques; d'autres services pour particuliers, tels que agences de voyage, pompes funèbres. Le secteur comporte également une variété de services pour entreprises, tels que les agences de publicité, les sociétés d'ingénieurs-conseils ou les comptables, ainsi que les organisations professionnelles.

L'augmentation prévue des services fournis aux ménages, à prix constants de 1959, est de 23 p.c. pour une augmentation totale de la consommation privée de 22,5 p.c. Les services aux entreprises augmenteront à un rythme légèrement plus rapide que celui de la production. Quant aux exportations, un développement plus lent est prévu; une part appréciable de ces services était fournie aux entreprises congolaises.

Le problème essentiel du secteur est la lenteur de l'accroissement de la productivité.

Chapitre XII

Les transports et les communications

Ce secteur joue un rôle important dans le programme: son expansion est une condition de l'accélération de la croissance économique du pays. Sa production globale devra augmenter, entre 1959 et 1965, d'environ 26 p.c. La valeur ajoutée connaîtra une hausse parallèle à l'évolution de la production.

1. Transport par voies ferrées.

Le transport de marchandises par la Société Nationale des Chemins de fer belges connaîtra un accroissement du trafic international et du transit, tandis que celui de la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, déjà insignifiant, disparaîtra pratiquement. Par contre, le transport de personnes par la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux accuse une légère tendance à l'augmentation, grâce

à la réforme et à la modernisation des transports urbains.

2. Transports fluviaux.

Les transports de marchandises par voies fluviales augmenteront d'environ 20 p.c. entre 1959 et 1965 pour le trafic intérieur et international. Le réseau fluvial et la batellerie seront modernisés.

3. Transports routiers.

Les transports de marchandises par route connaîtront une expansion, dont il est malaisé de prévoir le rythme exact. C'est surtout l'utilisation de véhicules propres qui augmentera pour les transports de personnes.

4. Trafic aérien.

Il semble que la progression du volume de transport sera de l'ordre de 11 p.c. par an (14 à 15 p.c. pour l'ensemble du trafic aérien européen).

5. Ports maritimes.

La modernisation des ports maritimes belges, déjà entreprise, devra être poursuivie énergiquement, même après 1965.

6. Postes, télégraphes et téléphones.

Le trafic postal croîtra d'environ 16,5 p.c. Le trafic téléphonique et par télex augmentera, entraînant une diminution du trafic télégraphique.

CONCLUSIONS

AU SUJET DE L'ORIENTATION DE LA POLITIQUE INDUSTRIELLE

La Belgique se trouve au seuil d'importantes transformations structurelles. Les exportations de demi-produits industriels, sur lesquelles était basée la structure de production, rencontrent des difficultés croissantes.

Une spécialisation dans les demi-produits apparaît désormais insuffisante. La concurrence se fondera sur le progrès technique et le Marché commun ne pourra que renforcer cette concurrence en permettant la libre circulation des produits finis dans la Communauté.

En même temps, le Marché commun, en ouvrant un marché vaste et à niveaux de vie élevés, offre à la Belgique une chance particulière de réaliser sa transformation structurelle.

Il ne s'agit pas de produire tous les types de produits finis, mais de se spécialiser dans ceux pouvant s'écouler aisément sur les marchés voisins. Ainsi apparaît nécessaire une réorganisation des entreprises pour atteindre une plus grande spécialisation. Le processus de concentration et d'accords devra être poursuivi. En outre, il faudra s'appuyer sur la recherche scientifique et technologique.

De ces orientations découlent deux conséquences pour le programme :

1. Il faut s'attendre à un développement très rapide des importations et, parallèlement, à une expansion d'exportations spécialisées. Le programme est tout entier orienté vers les exportations qui

constituent, pour la plupart des secteurs, le facteur décisif de développement.

2. Dans cette optique de spécialisation internationale, aucun des secteurs industriels n'est dans sa totalité en expansion rapide ou en expansion lente. Il importera de créer un nombre suffisant de spécialités dans les domaines en forte expansion, c'est-à-dire généralement dans les produits nouveaux, répondant aux besoins nouveaux d'un niveau de vie élevé, faisant appel à de nouvelles matières premières ou incorporant les nouveaux progrès de la technique.

Les orientations ainsi décrites sont déjà amorcées dans de nombreuses entreprises et se poursuivront au-delà de la période que couvre le programme.

TITRE II

POPULATION ACTIVE ET EMPLOI

Dans le programme d'expansion économique, l'accent a été mis sur la réalisation du plein emploi de la main-d'œuvre.

Chapitre I

L'évolution démographique

Le vieillissement relatif de la population belge peut être imputé, en majeure partie, à la forte natalité enregistrée pendant la période 1880-1910 — dont l'effet se fera sentir jusqu'en 1980 environ — et, d'autre part, à la faible natalité de la période comprise entre les deux guerres mondiales.

Ces dernières années, la population active belge accusait une faible régression, mais les prévisions pour 1960-1975 se présentent plus favorablement. Toutefois, le vieillissement de la population totale continuera.

En se limitant à la période 1960-1965, on peut constater que :

- la classe d'âge de 15 à 19 ans présentera une augmentation de quelque 150.000 unités;
- les autres catégories d'âge actif diminueront d'environ 100.000 unités;
- le groupe d'âge de plus de 65 ans augmentera de 130.000 unités environ.

Ces éléments donnent le cadre général d'une politique de l'emploi. L'augmentation quantitative des catégories d'âge actif dans la population est en tout état de cause un phénomène nouveau. Il faut y ajouter l'accroissement venant du solde positif des migrations extérieures.

Chapitre II

L'offre de main-d'œuvre

Il faut tenir compte, dans l'établissement d'une prévision de la population active, de diverses hypothèses concernant la scolarité, le travail féminin et des personnes âgées.

La Belgique est un des pays avec les plus hauts taux de scolarité. Le Gouvernement a l'intention de relever l'obligation scolaire à l'âge de 15 ans, ce qui provoquera une nouvelle baisse du taux d'activité (celle-ci sera toutefois assez minime, étant donné que le taux de scolarité à l'âge de 15 ans atteint déjà 74 p.c.). En outre, la prolongation scolaire peut encore faire augmenter la scolarité spontanée. Il en résulte qu'environ 32.000 jeunes entreront plus tard, dans la vie économique, comme travailleurs plus qualifiés.

La part des femmes dans la population active totale s'élève actuellement à 29,5 p.c. environ, contre 37,3 p.c. en Allemagne, 34,8 p.c. en France et 34,2 p.c. en Grande-Bretagne. En 1965, la part des femmes dans la population active sera de l'ordre de 30,5 p.c.

Pour le calcul de la population active, on a supposé que la régression de l'activité des groupes d'âge de 65 ans et plus pour les hommes, et de 60 ans et plus pour les femmes, sera freinée. Puisque la population totale dans ces catégories d'âge présente une forte augmentation, cette hypothèse correspond à une légère augmentation du nombre absolu de personnes actives.

Compte tenu des observations relatives à la scolarité, à l'activité des femmes et à la population âgée,

des coefficients ont été établis pour 1965 et 1970, en supposant que les taux d'activité des groupes masculins de 25 à 64 ans resteraient constants.

Il apparaît que de 1960 à 1965 et de 1965 à 1970, la population active s'accroîtra, pour chacune des périodes, de 100.000 unités environ. L'augmentation de la population active féminine sera particulièrement importante.

Chapitre III

La demande de main-d'œuvre

Afin de prévoir le niveau de l'emploi en 1965, il a fallu prendre en considération certaines hypothèses concernant les ouvriers frontaliers, les miliciens et les militaires de carrière.

La demande totale de main-d'œuvre sera, en 1965, de l'ordre de 3.480.000 unités, contre 3.310.800 unités en 1959, soit une augmentation de 5 p.c.

Afin de mieux faire ressortir les changements globaux, on les a résumés dans le tableau suivant.

Les prévisions de la demande de main-d'œuvre indiquent que pour l'avenir le glissement du secteur primaire vers des activités secondaires et tertiaires se poursuivra. La population active baissera dans l'agriculture, dans les charbonnages, dans l'industrie textile, dans les transports et communications, tandis qu'elle augmentera dans plusieurs branches industrielles, notamment dans l'industrie des fabrications métalliques, dans la construction, les services et le secteur public.

Les aspects qualitatifs des glissements intersectoriels ne peuvent être appréciés actuellement dans toute leur ampleur. Il faut souligner l'augmentation rapide du nombre d'employés et la diminution du nombre d'ouvriers dans l'ensemble du personnel occupé, ainsi que l'augmentation plus que proportionnelle de la main-d'œuvre qualifiée scientifiquement et techniquement.

Tableau VI.

Modifications de l'emploi entre 1959 et 1965

Accroissement de la population active	+ 100.500
Diminution du chômage	+ 70.300
Augmentation nette de l'emploi	+ 170.800
Diminution du nombre d'indépendants	+ 49.000
Augmentation nette de la population salariée et appointée	+ 219.800
<i>Diminution du nombre de salariés et appointés</i>	
Agriculture	— 5.400
Charbonnages	— 67.400
	— 72.800
Ouvriers frontaliers	— 6.000
Total ...	— 78.800
<i>Augmentation du nombre de salariés et appointés</i>	
Industrie	+ 108.400
Construction	+ 29.000
Pouvoirs publics	+ 43.300
Services	+ 110.300
	+ 287.500
Forces armées	+ 7.600
	+ 298.600

Si, à l'échelle nationale, l'équilibre entre l'offre et la demande de main-d'œuvre semble réalisable, des problèmes se poseront néanmoins au niveau des secteurs d'activité et des régions, qui devront être résolus par une collaboration dynamique entre les services officiels de placement, les milieux patronaux et syndicaux.

Le succès de la politique d'expansion implique des efforts particuliers en matière de productivité, de transferts et de création d'emplois nouveaux. Il implique également une immigration nette de main-d'œuvre.

TITRE III

EXPORTATIONS ET INVESTISSEMENTS

Chapitre I

Les exportations et l'équilibre extérieur

De 1959 à 1965, les exportations de biens et services augmenteront de 55 p.c. en volume. Par rapport à 1961, l'accroissement sera de 32 p.c. Les dépenses des étrangers en Belgique se développeront, grâce au tourisme et à l'installation définitive des institutions internationales à Bruxelles. Par contre, la contribution nette de l'étranger (revenus

gagnés par des Belges à l'étranger et transférés dans le pays) diminuera; le solde des mouvements nets de transferts se détériorera également.

Pour maintenir l'équilibre extérieur, il faudra que les exportations augmentent un peu plus vite que les importations. Au total, les importations de produits finis augmenteront, de 1959 à 1965, de 79 p.c. à prix constants, l'augmentation étant même plus rapide pour les biens d'équipement en relation avec l'effort d'investissement. Les importations de matiè-

res premières et de produits intermédiaires pour l'industrie augmenteront d'un peu moins de 49 p.c. de 1959 à 1965.

On compte sur une certaine stabilité des termes de l'échange de 1961 à 1965, ce qui implique une faible détérioration par rapport à 1959. Cette hypothèse est très importante.

Les différents éléments qui viennent d'être discutés permettent de présenter l'évolution proposée de la balance des paiements.

Les prêts nets au reste du monde mesurent l'accroissement des actifs internationaux du pays. On peut aussi les considérer comme le solde restant disponible pour des exportations nettes de capitaux

Tableau VII.

Balance des paiements

	1959	1961	1965	1965/1959
	(Milliards de francs à prix courants)			(Indices)
Exportations	199,3	226,1	310,2	155,6
dont : Marchandises belges	141,4		226,9	160,5
Transit et réexportations	21,1		32,1	152,1
Services	32,8		44,7	136,3
Tourisme étranger	4,0		6,5	162,5
Importations de biens et services	199,9	229,4	308,8	154,5
dont : Pour la production ¹	134,3		193,7	144,2
Pour la demande finale ²	44,5		83,0	186,5
Transit et importations temporaires	21,1		32,1	152,1
Contribution nette de l'étranger	+ 5,6	+ 8,6	+ 5,7	
Exportations nettes	+ 5,0	+ 5,3	+ 7,1	
Transferts nets	- 1,2	- 0,8	- 4,7	
Prêts nets au reste du monde	+ 3,8	+ 4,5	+ 2,4	

¹ Matières premières, produits intermédiaires et services pour les entreprises.

² Produits finis, de consommation et d'investissement, et services, y compris le tourisme belge à l'étranger.

sans diminution des réserves de change. On suppose que la croissance économique ralentira les exportations brutes de capitaux.

2° les investissements du secteur public;

3° les investissements en logements.

Chapitre II

Les investissements

Les investissements sont, après les exportations, la composante du produit national qui connaîtra l'accroissement le plus rapide : 50 p.c. à prix constants par rapport à 1959.

Les chiffres du tableau excluent les investissements militaires aussi bien en constructions qu'en véhicules et équipements. Ils excluent également les achats de véhicules privés.

Le programme examine successivement :

1° les investissements des entreprises;

Pendant la période considérée, les investissements productifs des entreprises (y compris les entreprises publiques) devront augmenter de 60 p.c. La part des investissements bruts des entreprises dans le produit national brut passera ainsi de 10,5 à 13,1 p.c. L'accroissement correspondant des investissements nets sera plus rapide.

De 1959 à 1965, les investissements des pouvoirs publics augmenteront de 77 p.c. Le programme présenté est un programme structurel. Il doit être complété par un programme conjoncturel qui sera mis en œuvre en cas de récession et qui portera essentiellement sur des petits travaux des pouvoirs subordonnés.

La priorité a été accordée aux travaux portuaires ainsi qu'aux travaux en liaison directe avec les investissements privés prévus et aux travaux devant répondre aux besoins régionaux d'industrialisation. Dans le domaine des bâtiments publics, trois priorités ont également été assignées : réalisation des cités administratives, poursuite de l'effort en matière d'enseignement, logement des communautés européennes.

Le programme structurel met l'accent sur les investissements du pouvoir central. Ceux-ci absorbent les deux tiers des dépenses totales; ils concernent 1. le département des Travaux Publics, 2. celui de

Tableau VIII.

Répartition des investissements en 1959 et en 1965

	1959	1965	1965/1959
	(Milliards de francs aux prix de 1959)		(Indices)
Investissements totaux .	98,60	148,10	150
dont : Construction .	52,20	74,20	142
Véhicules	9,30	15,70	169
Matériel	37,10	58,20	157

l'Éducation Nationale et de la Culture, 3. les départements de l'Agriculture, des Affaires Economiques et des Communications. C'est le département des Travaux Publics qui gère la partie la plus importante du programme des investissements publics.

Le programme relatif aux investissements des pouvoirs locaux se rapporte principalement aux travaux subsidiés par le pouvoir central.

Afin de constituer un instrument efficace de politique anticyclique, les investissements publics doivent comporter un programme conjoncturel préparé à l'avance et composé avant tout de petits travaux. Des programmes conjoncturels régionaux devront être établis.

La troisième grande catégorie d'investissements concerne la construction de logements.

Les prochaines années se caractériseront par un creux démographique dans la population en âge de contracter mariage. On peut, par conséquent, considérer que les besoins quantitatifs de logements seront aisément satisfaits. Les besoins résultant du remplacement des immeubles et de l'accroissement du nombre de ménages peuvent être évalués entre 20.000 et 22.000 logements par an. D'autre part, les constructions nouvelles destinées à remédier au vieillissement actuel du parc de logements sont évaluées entre 24.000 et 25.000 par an. Il faut compter en outre avec des besoins spécifiques de certaines régions portant sur quelque 7.000 logements supplémentaires par an. Dès lors, on peut chiffrer à quelque 53.000 unités le nombre de logements devant être construits en 1965.

TITRE IV

LES REVENUS ET LEURS UTILISATIONS

Les titres précédents ont présenté le programme d'expansion sous l'aspect de la production. Ils ont montré quels efforts en matière d'emploi, de productivité, d'investissement et d'exportations seront nécessaires pour le réaliser. Le titre IV portera sur les évolutions de revenus qui résultent de la réalisation du programme.

Chapitre I

Le revenu national

L'analyse de la production et des dépenses nationales a été présentée à prix constants : elle permet ainsi d'apprécier les évolutions en volume qu'envisage le programme.

Cette méthode ne peut être utilisée pour l'analyse des flux de revenus et des transferts dont la seule mesure est monétaire. Il est dès lors nécessaire d'introduire des hypothèses de prix.

De ces hypothèses résultent les évolutions suivantes pour les grandes composantes du produit national.

Les prix de la consommation privée augmenteront d'environ 5 p.c. par rapport à 1959 et de 3,6 p.c. par rapport à 1961, ceux de la consommation publique respectivement de 23 p.c. et de 14,5 p.c. Pour l'ensemble des dépenses d'investissement, l'indice des prix haussera de 7 p.c. ou de 3,8 p.c. suivant les périodes. Au total, l'indice des prix du produit national brut augmentera de 7 p.c. depuis 1959 et de 5 p.c. depuis 1961.

Ces hypothèses de prix permettent de présenter le produit national à prix courants dans les trois optiques classiques des dépenses, de la production et des revenus.

Le revenu national net constitue le concept fondamental pour l'analyse des revenus. On le mesure en soustrayant du produit national brut les impôts indirects nets (c'est-à-dire moins les subsides) et les amortissements.

Le revenu national ainsi défini se décompose comme suit :

Tableau IX.

Composantes du revenu national

	1959	1965	(Indices)
	(Milliards de francs à prix courants)		
1. Salaires et traitements	255,0	355,2	139,2
2. Revenus professionnels des indépendants	120,6	144,7	120,0
3. Revenus de la propriété et de l'entreprise alloués	92,6	120,7	130,2
aux particuliers	67,0	86,7	
aux pouvoirs publics	6,1	7,0	
aux entreprises	19,5	27,0	
4. Moins : Intérêts de la dette publique	— 13,8	— 21,2	
Revenu national	454,4	599,4	131,8

Les chapitres suivants discuteront les comptes complets des particuliers, des pouvoirs publics, des entreprises, de même que le bilan de l'épargne et des investissements.

Chapitre II

Les revenus des particuliers et leur consommation

Les quatre grandes catégories de revenus des particuliers présenteront l'évolution suivante :

Tableau X.

Revenus des particuliers

	1959	1965	Indices
	(Milliards de francs à prix courants)		
<i>Recettes</i>			
1. Salaires et traitements	255,0	355,2	139,2
2. Revenus professionnels des indépendants	120,6	144,7	120,0
3. Revenus de la propriété et de l'entreprise	67,0	86,8	130,0
4. Transferts	35,1	38,4	109,4
Total ...	477,7	625,3	130,9
<i>Utilisations</i>			
1. Consommation privée	398,5	512,6	128,6
2. Impôts directs	38,8	57,6	148,0
3. Transferts à l'étranger	2,7	4,6	167,0
4. Epargne	37,7	50,5	134,0
Total ...	477,7	625,3	130,9

La masse salariale totale verra sa part de revenu national passer de 56 à 59,4 p.c. Cette évolution tient à l'augmentation de l'emploi salarié et à la hausse des rémunérations.

Le programme ayant tenu compte d'une hausse de près de 5 p.c. du coût de la vie de 1959 à 1965, le revenu moyen par travailleur, dans la définition d'un salaire-coût, augmentera en termes réels d'environ 22,6 p.c. Comme pendant la même période, le produit national brut et l'emploi s'accroîtront respectivement de 27,8 p.c. et de 4,8 p.c., l'augmentation de la production par personne occupée atteindra 22 p.c. et correspondra exactement à celle des salaires réels. Pour la période de 1961 à 1965, l'accroissement de ceux-ci devra être de 14,6 p.c. ou 3,5 p.c. par an en termes réels.

Le revenu nominal moyen des indépendants augmentera, en termes réels, de 22 p.c. par rapport à 1959 et de 14 p.c. par rapport à 1961. Cette augmentation relativement lente est due avant tout à la diminution des effectifs.

Les revenus afférents aux loyers augmenteront au total de 13,5 p.c. Pour le poste des intérêts, on a

retenu une hausse de 57 p.c. Quant aux profits, l'accroissement prévu est de 39 p.c.

Pour les transferts, la quatrième catégorie de revenus examinés ici, l'accroissement prévu de 27 p.c. exclut l'octroi d'avantages nouveaux alourdissant les charges de l'Etat.

La première déterminante d'une politique des revenus réside évidemment dans une limitation de l'accroissement des revenus nominaux; la seconde, dans le choix entre investissements et consommation, les deux éléments essentiels de la demande intérieure. Dans le cadre du programme, le niveau de consommation doit être aussi élevé que le permet la nécessité d'affecter une part plus grande des ressources aux investissements.

La consommation des ménages occupe la place la plus importante parmi les dépenses qui n'obéissent pas à des choix programmatiques. On prévoit qu'en 1965 elle représentera plus de 65 p.c. du produit national brut. De 1959 à 1965, le revenu disponible des ménages, c'est-à-dire le revenu qu'ils sont libres de répartir entre la consommation immédiate et l'épargne, augmentera de 29,1 p.c. à prix courants et de 23,2 p.c. en termes réels.

La ventilation entre l'épargne et la consommation apparaît dans le tableau suivant :

Tableau XI.

Revenus et consommation des ménages

(Milliards de francs)

	1959	1965	1965
	(aux prix de 1959)		(aux prix courants)
Revenus des ménages	477,7		625,3
Impôts directs et transferts à l'étranger	41,5		62,2
Revenu disponible des ménages ...	436,2		563,1
Epargne des ménages	37,7		50,5
Consommation des ménages	398,5	488,3	512,6
+ Consommation des étrangers en Belgique	+ 4,0	+ 6,0	+ 6,5
- Achats d'automobiles à titre privé	- 3,7	- 5,7	- 5,9
Consommation intérieure totale, achats d'automobiles exclus	398,8	488,6	213,5

Chapitre III

Le compte des pouvoirs publics

Comme objectif minimum, le programme demande que le compte de l'Etat atteigne un équilibre des recettes et des dépenses courantes en 1965.

Le tableau suivant présente le programme des recettes et des dépenses des pouvoirs publics pour 1965, en comparaison avec les chiffres de 1959 et de 1961.

Les dépenses augmenteront de 31,3 p.c. de 1959 à 1965, tandis que les recettes s'accroîtront de 49,4 p.c. pendant la même période. Grâce à cet accroissement plus rapide des recettes, le déficit du

Tableau XII.

Compte courant des pouvoirs publics

	1959	1961	1965	1961/1959	1965/1961
	<i>(Milliards de francs à prix courants)</i>			<i>(Indices)</i>	
<i>Recettes</i>					
Impôts directs	46,3	51,8	68,4	111,8	132,0
Impôts indirects	57,9	73,1	89,4	126,2	122,8
Autres recettes	6,1	5,8	7,0	95,0	120,7
Total ...	110,3	130,7	164,8	118,4	126,0
<i>Dépenses</i>					
Consommation publique nette	64,2	71,7	91,4	111,6	127,4
Intérêts	13,8	17,9	21,2	129,7	118,4
Transferts	47,5	46,3	52,2	97,4	112,7
Total ...	125,5	135,9	164,8	108,2	121,2

compte courant qui s'élevait en 1959 à 15,3 milliards pourra être éliminé en 1965.

Chapitre IV

Le compte capital

L'effort d'investissement que demande la réalisation du programme a déjà été analysé.

Le degré d'équilibre de l'épargne et des investissements intérieurs apparaît dans la balance extérieure. Le programme prévoit l'équilibre de celle-ci à travers le cycle économique, sans provision pour des variations conjoncturelles. Pour cela, il suffit que l'épargne dépasse les investissements intérieurs d'un montant suffisant pour assurer le financement

de montants normaux d'augmentation de stocks et d'exportation de capitaux.

Le tableau suivant présente l'équilibre du compte capital dans ces hypothèses.

De 1959 à 1965, la part de l'épargne brute dans le produit national brut devra passer de 18,1 p.c. à 21,5 p.c. En 1961, le total de l'épargne brute avait déjà atteint 19,8 p.c.

L'épargne brute comprend les amortissements et l'épargne nette.

En ce qui concerne l'Etat, les amortissements imputés sont très faibles. Pour les entreprises, les amortissements augmenteront sensiblement (55 p.c.), mais moins vite néanmoins que les investissements (78 p.c.). La part de l'autofinancement diminuera, ce qui implique un recours beaucoup plus

Tableau XIII.

Compte capital

	1959	1961	1965	1965/1959
	<i>(Milliards de francs à prix courants)</i>			<i>(Indices)</i>
Epargne				
Amortissements	68,1	77,0	100,0	146,84
Epargne nette	34,4	48,5	66,3	192,70
dont : Etat	— 15,2	— 5,5	0,0	
Sociétés ¹	11,9		15,8	132,00
Particuliers	37,7		50,6	134,20
Total épargne brute ...	102,5	125,5	166,4	162,30
Investissements fixes bruts	98,6	119,1	157,9	160,10
Mouvements de stocks	0,0	1,9	6,1	
Prêt net au reste du monde	3,9	4,5	2,4	59,00
	102,5	125,5	166,4	162,30
P.N.B.	566,3	633,4	775,0	

¹ Y compris les sociétés de personnes.

important que dans le passé au financement externe.

La contribution la plus importante au relèvement rapide de l'épargne nette de la Nation devra être apportée par les pouvoirs publics. Une part importante de l'effort a d'ailleurs déjà été réalisée : la désépargne des pouvoirs publics est passée de 15,2 milliards en 1959 à 5,5 milliards en 1961.

On n'a pas prévu un accroissement très rapide pour l'épargne nette des entreprises. L'épargne des particuliers se trouve déjà à un niveau élevé en Belgique. La part de l'épargne nette dans le revenu disponible net passera de 7,95 p.c. en 1959 à 8,8 p.c.

en 1965. La stabilisation prévue de la construction privée tendra à supprimer une des incitations à l'accroissement de l'épargne.

Chapitre V

Le compte des entreprises

La discussion du compte des entreprises permet de relier les éléments de la demande et de la production aux flux des revenus.

Le tableau suivant présente l'ensemble de la demande et indique les agents économiques qui la satisfont.

Tableau XIV.

Entreprises et flux de biens et services

(Milliards de francs à prix courants)

	Demande totale		Fournie par :							
			Importations		Etat				Entreprises belges	
	1959	1965	1959	1965	Biens et services		Impôts indirects		1959	1965
					1959	1965	1959	1965		
1. Consommation des ménages ...	398,5	512,6	26,1	46,8	0,3	0,3	10,5	14,0	361,6	451,5
2. Consommation brute des administrations	66,0	93,8	1,8	2,3	47,8	69,0	—	—	16,4	22,5
3. Formation de capital et stocks .	98,6	163,9	16,5	33,9	—	0,1	5,1	11,9	76,9	118,0
4. Exportations	199,3	310,2	21,2	32,1	—	—	0,2	0,2	178,0	277,9
5. Livraisons de production courante	229,4	299,3	—	—	1,5	2,0	—	—	227,8	297,3
Total ...	991,7	1.379,8	65,6	115,1	49,6	71,4	15,8	26,1	860,8	1.167,2
Moins : Achats pour la production courante									229,4	299,3
Importations de matières premières et de produits intermédiaires									134,3	193,71
Impôts indirects à charge des entreprises									42,1	63,3
Reste : valeur ajoutée									455,0	610,9

Nota : Les totaux ne correspondent pas toujours aux additions, à cause de l'arrondissement des chiffres.

Une première source d'approvisionnement est constituée par des importations. Vient ensuite la contribution des administrations, sous la forme soit d'une rémunération pour des biens ou des services livrés (par exemple, la vente du bois des domaines), soit du paiement des impôts indirects. Enfin, le reste de la demande est satisfait par les entreprises nationales et fournit leurs recettes brutes.

Lorsqu'on soustrait des recettes brutes des entreprises l'ensemble des charges, il reste la contribution propre des entreprises au produit national qu'on appelle leur valeur ajoutée, et qui constitue un solde répartitionnable entre les facteurs de production, capital et travail. C'est cette valeur qui forme la partie essentielle du produit national et qui est à l'origine de la plupart des flux de revenus. Ceux-ci ont déjà été discutés dans les chapitres précédents.

En guise de conclusion, le programme présente une synthèse des différents équilibres des comptes particuliers qui souligne l'interdépendance des flux analysés (voir tableau ci-contre).

Les différentes sources des recettes se lisent horizontalement, les différents motifs de dépenses, verticalement.

Reposant sur l'équilibre comptable des flux monétaires, les totaux des lignes et des colonnes d'un agent économique doivent nécessairement être égaux.

Il ne s'agit pas d'un système complet de flux monétaires, car toutes les mutations de propriété en sont exclues. Les classifications sont aussi trop sommaires pour que ce tableau puisse servir à une analyse détaillée des besoins de financement, par exemple : c'est ainsi que la construction résidentielle est classée comme investissement des entreprises et

Tableau XV.

Equilibre des flux monétaires

(Milliards de francs)

Dépenses \ Recettes	en 1959 (aux prix de 1959)						en 1965 (aux prix de 1965)					
	Entreprises	Ménages	Administrations	Formation de capital	Reste du monde	Total	Entreprises	Ménages	Administrations	Formation de capital	Reste du monde	Total
<i>Entreprises</i>												
a. Biens et services	227,8	361,6	16,4	76,9	178,0		297,3	451,5	22,5	118,0	277,9	
b. Revenus propriétés + entrepr.	—	—	5,4	—	4,4		—	—	9,0	—	4,0	
c. Transferts	—	—	14,1	—	—		—	—	13,8	—	—	
d. Total	227,8	361,6	35,9	76,9	182,4	884,6	297,3	451,5	45,3	118,0	281,9	1.194,0
<i>Ménages</i>												
a. Salariés	207,3		44,4		3,3		285,8		64,8		4,8	
b. Indépendants	120,6		—		—		144,7		—		—	
c. Revenus propriétés + entrepr.	56,5		7,4		3,1		71,7		11,0		4,1	
d. Transferts	—		31,0		4,1		—		35,2		3,2	
e. Total	384,4		82,8		10,5	477,7	502,2		111,0		12,1	625,3
<i>Administrations</i>												
a. Biens et services	1,5	0,3	—	—	—		2,0	0,3	—	0,1	—	
b. Revenus propriétés + entrepr.	3,9	—	2,2	—	—		4,3	—	2,7	—	—	
c. Impôts indirects	42,1	10,5	—	5,2	0,1		63,3	14,0	—	11,9	0,2	
d. Impôts directs	7,5	38,8	—	—	—		10,8	57,6	—	—	—	
e. Total	55,0	49,6	2,2	5,2	0,1	112,1	80,4	71,9	2,7	12,0	0,2	167,2
<i>Formation de capital</i>												
a. Consommation de capital	66,9	—	1,2				98,5	—	1,5			
b. Epargne nette	11,9	37,7	-15,2				15,8	50,5	0,0			
c. Total	78,8	37,7	-14,0			102,5	114,3	50,5	1,5			166,3
<i>Reste du monde</i>												
a. Biens et services	134,3	26,1	1,8	16,5	21,2		193,7	46,8	2,3	33,9	32,1	
b. Revenus propriétés + entrepr.	4,2		1,0				6,0	—	1,2	—	—	
c. Transferts	0,1	2,7	2,4	3,9	—		0,1	4,6	3,2	2,4	—	
d. Total	138,6	28,8	5,2	20,4	21,2	214,2	199,8	51,4	6,7	36,3	32,1	326,3
Total ...	884,6	477,7	112,1	102,5	214,2		1.194,0	625,3	167,2	166,3	326,3	

l'amortissement sur le parc immobilier, comme un amortissement pour elles.

L'intérêt du cadre comptable utilisé réside dans la cohérence des diverses optiques de la vie économi-

que : production, dépenses, revenus. Il permet aussi d'étudier les répercussions de diverses hypothèses de croissance et ne permet de négliger aucune de leurs conséquences sur les principaux flux économiques.

CONCLUSIONS GENERALES

Le programme tout entier est tourné vers la préparation d'un avenir dans un cadre européen.

Il propose une accélération du taux de croissance structurel de l'économie, mais ses objectifs restent relativement modestes : jusqu'en 1965, aucune transformation profonde n'est attendue. Il est cependant ambitieux en ce sens qu'il demande les efforts concertés de tous les agents de décision de la vie économique du pays.

La réalisation de ses objectifs exige :

1° un effort important des entreprises dans le domaine des exportations, des investissements, des capacités de production et de la productivité;

2° l'acceptation d'une discipline librement consentie en ce qui concerne les revenus et la consommation;

3° l'acceptation par l'Etat d'une discipline d'accroissement de l'épargne et des investissements, et de réduction de sa consommation;

4° l'utilisation la plus efficace de la force de travail du pays.

Les auteurs du programme soulignent que leur tâche est loin d'être terminée. Il s'agira de traduire sur le plan régional les objectifs proposés à l'échelle nationale, de développer, compléter et adapter

l'appareil statistique et l'appareil de mesure et de contrôle de la réalisation des objectifs. En outre, le problème essentiel se posera au niveau de l'action.

Le programme actuel accorde la priorité à l'accélération de la croissance. S'il se réalise, la période

suiivante permettra plus de liberté dans les orientations à prendre, notamment concernant les choix sociaux. Dans une optique plus large le grand souci, d'ici 1965, sera de préparer l'intégration européenne; le problème de la période suivante sera de la réaliser.



BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* de février 1963. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

2. INSTITUTIONS MONETAIRES

Le rôle des banques dans l'économie. (*Kredietbank, Bruxelles, 1963, 46 p.*)

3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

ANCIAUX P., La Bourse des valeurs. (*Epargner et Investir, Bruxelles, n° 110, février 1963, pp. 5-13.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

Aperçu général concernant le nouvel impôt sur le revenu. (*Bulletin des Contributions, Bruxelles, XXXIX, n° 395, mars 1963, pp. 722-738.*)

BLONDIAU J., DE MUYNCK W. & MORTIER L., La réforme fiscale. (*Comptafisca, Watermael, 1963, 174 p.*)

BRUTSAERT D., La nouvelle loi fiscale. (*Bruxelles, 1963, 24 p.*)

Etude comparative des budgets de l'Etat des pays du Benelux, 1960-1962. (*Secrétariat général de l'Union Economique Benelux, Bruxelles, 1962, 33 p.*)

La loi de réforme fiscale du 20 novembre 1962; pré-comptes et sociétés. (*Société Belge de Banque, Bruxelles, 1963, 70 p.*)

WILMART J., Commentaire des dispositions de la loi du 20 novembre 1962 portant réforme des impôts sur les revenus, relatives à l'imposition des sociétés (suite). (*Journal pratique de Droit fiscal et financier, Bruxelles, XXXVI, n° 12, décembre 1962, pp. 413-453.*)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

Les Fonds Communs de Placement — Les fonds économiques de la répartition des risques. (*Bulletin financier de la Banque de Bruxelles, Bruxelles, n° 8, 22 février 1963, pp. 1-2, 7.*)

NOLS E., L'effort d'investissement en Wallonie. (*Revue du Conseil Economique Wallon, Liège, n° 59, novembre-décembre 1962, pp. 32-38.*)

6. DEMOGRAPHIE

MINEUR J., Les conditions d'une nouvelle immigration en Wallonie. (*Bulletin social des Industriels, Bruxelles, XXXIV, n° 292, décembre 1962, pp. 367-373.*)

RESPENTINO M., L'immigration italienne en Wallonie. (*Revue du Conseil Economique Wallon, Liège, n° 59, novembre-décembre 1962, pp. 25-31.*)

7. PRIX ET SALAIRES

Enquête sur les salaires dans l'industrie belge. Résultats définitifs pour le mois d'avril 1962. Résultats provisoires pour le mois d'octobre 1962. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, IL, n° 2, février 1963, pp. 322-340.*)

PAELINCK J. & MARKEY P., Impact des dépenses d'énergie et de main-d'œuvre sur l'économie belge. (*Bulletin mensuel de la Direction générale des Etudes et de la Documentation, Bruxelles, XV, n° 2, février 1963, annexe, 47 p.*)

VERSCHUEREN A., Programmation sociale. (*Meunerie belge, Bruxelles, LVIII, n° 48, octobre-décembre 1962, pp. 7-10.*)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

LEROY R., Signification du chômage belge. (*Office Belge pour l'Accroissement de la Productivité, Bruxelles, 1962, 211 p.*)

ROUSSEAU L. & QUENON J., Contribution de l'organisation scientifique à la réduction de la durée du travail. II. Analyse des résultats. (*Cahiers du Centre National de Sociologie du Travail, Bruxelles, n° 3, 1963, 69 p.*)

VERSCHUEREN A., L'année sociale (II). (*Industrie, Bruxelles, XVII, n° 2, février 1963, pp. 140-142.*)

9. SECURITE SOCIALE

VERSCHUEREN A., Programmation sociale. (*Meunerie belge, Bruxelles, LVIII, n° 48, octobre-décembre 1962, pp. 7-10.*)

10. SITUATION ECONOMIQUE — POLITIQUE ECONOMIQUE

DUQUESNE de la VINELLE L., Le diagnostic de la conjoncture économique de la Belgique. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XIX, n° 1, 6 février 1963, pp. 3-36.*)

KERVYN de LETTENHOVE A., La programmation en Belgique. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, n° 18, 1962, pp. 24-30.*)

LAEVAERT W., De verdeling der voordelen van de economische expansie. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, LIV, n° 2, février 1963, pp. 127-134.*)

Les problèmes de la planification. Colloque de janvier 1962. (*Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 1963, 264 p.*)

LINDEMANS I., Wij willen de volledige tewerkstelling en de economische expansie in stand houden ! (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, LIV, n° 2, février 1963, pp. 117-125.*)

ROGER C., La portée et les limites d'une politique de développement régional. (*Energie, Bruxelles, n° 161, 1962, pp. 207-210.*)

SAUVY A., Réflexions sur les principes de l'expansion. (*Revue du Conseil Economique Wallon, Liège, n° 59, novembre-décembre 1962, pp. 1-13.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

de HENAU G., Les rapides développements de la pétrochimie dans les pays de Benelux. (*Industrie chimique belge, Bruxelles, XXVIII, n° 1, janvier 1963, pp. 23-30.*)

DE LEENER, Situation de l'autoproduction industrielle d'énergie électrique en Belgique. (*Energie, Bruxelles, n° 161, 1962, pp. 191-206.*)

L'expansion de l'industrie électrique. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XVIII, n° 11, 16 mars 1963, pp. 89-92.*)

HATRY P., Le développement récent de l'industrie pétrolière belge. (*Revue commerciale de la Chambre de Commerce néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg, Bruxelles, n° 2, février 1963, pp. 9-12.*)

La papeterie belge. (*Bulletin économique de la Banque de la Société Générale de Belgique, Bruxelles, II, n° 14, mars 1963, pp. 1-7.*)

La tannerie en Belgique. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XVIII, n° 10, 9 mars 1963, pp. 81-84.*)

Le remembrement des terres. (*Revue de l'Agriculture, Bruxelles, XVI, n° 1, janvier 1963, pp. 151-163.*)

MEEUS J., De Belgische landbouw in nieuw perspectief. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, LIV, n° 2, février 1963, pp. 135-143.*)

PAELINCK J. & MARKEY P., Impact des dépenses d'énergie et de main-d'œuvre sur l'économie belge. (*Bulletin mensuel de la Direction générale des Etudes et de la Documentation, Bruxelles, XV, n° 2, février 1963, annexe, 47 p.*)

PERTINAX, La reconversion des bassins miniers wallons : mythe ou réalité ? (*Revue du Conseil Economique Wallon, Liège, n° 59, novembre-décembre 1962, pp. 14-24.*)

THYS A., Aspects de l'approvisionnement en énergie primaire de l'industrie électrique. (*Electricité, Bruxelles, n° 109, février 1963, pp. 1-6.*)

14. COMMERCE EXTERIEUR — BALANCE DES PAIEMENTS

Commerce extérieur de l'U.E.B.L. en 1962. (*Bulletin économique de la Banque de la Société Générale de Belgique, Bruxelles, II, n° 14, mars 1963, pp. 9-11.*)

Le commerce extérieur de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. (*Office Belge du Commerce Extérieur, Bruxelles, 1962, 21 p.*)

Notre expansion commerciale en France. (*Bulletin commercial belge, Bruxelles, LXXVII, n° 1, janvier 1963, pp. 15-25.*)

Rapport de la mission économique belge en Extrême-Orient (Japon, Hong-Kong, Malaisie, Singapour). (*Office Belge du Commerce Extérieur, Bruxelles, 1963, 95 p.*)

Un partenaire de l'U.E.B.L. : la Colombie. (*Bulletin commercial belge, Bruxelles, LXXVII, n° 2, février 1963, pp. 30-36.*)

Un partenaire de l'U.E.B.L. : l'Iran. (*Bulletin commercial belge, Bruxelles, LXXVII, n° 1, janvier 1963, pp. 64-70.*)

15. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

BUSSCHAU W., Gold and International Liquidity. The Flow of Credit in relation to Gold in the International Monetary System. (*South African Institute of International Affairs, Johannesburg, 1961, 102 p.*)

COOMBS C., Treasury and Federal Reserve Foreign Exchange Operations. (*Monthly Review of the Federal Reserve Bank of New York, New-York, XLV, n° 3, mars 1963, pp. 39-45.*)

La Banque Mondiale, la Société Financière Internationale et l'Association Internationale de Développement. Principes et opérations. (*Paris, 1963, 140 p.*)

L'unité de compte. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XVIII, n° 8, 23 février 1963, pp. 65-67.*)

TARR R., Bibliographie commentée sur la politique financière internationale. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, n° 18, 1962, pp. 98-115.*)

The Problem of International Liquidity. (*Review of the Economic Conditions in Italy, Rome, XVII, n° 1, janvier 1963, pp. 5-16.*)

TRIFFIN R., L'or et la crise du dollar. (*Presses universitaires de France, Paris, 1962, XI+201 p.*)

16. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

ANGELOPOULOS A., Le « Tiers-Monde », le Marché commun européen et l'Occident. (*Les Annales de l'Economie collective, Liège, L, n° 4, octobre-décembre 1962, pp. 657-670.*)

BAILEY R., Towards a Euro-Planbureau ? (*Westminster Bank Review, Londres, février 1963, pp. 11-22.*)

BROWN A., Common Market Criteria and Experience. (*The Three Banks Review, Edimbourg, n° 57, mars 1963, pp. 3-18.*)

COSTON H., L'Europe des banquiers. (*La Librairie Française, Paris, 1963, 383 p.*)

CROMBE H., The Monetary and Financial Market in Europe; Latest Developments and Prospects for the Future. (*Bruxelles, 1962, 31 p.*)

Dix années de Marché commun du Charbon et de l'Acier. (*Bruxelles, 1963, 42 p.*)

ERHARD L., Une planification européenne est-elle souhaitable ? (*Revue politique et parlementaire, Paris, LXV, n° 731, février 1963, pp. 3-10.*)

- Etude sur les perspectives énergétiques à long terme de la Communauté européenne. (*Bulletin de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, Luxembourg, décembre 1962, 197 p.*)
- FRISCH A., Progrès et retards dans la construction européenne. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, n° 18, 1962, pp. 73-76.*)
- HETMAN F., La conjoncture économique de la Communauté. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, n° 18, 1962, pp. 77-80.*)
- La nouvelle convention d'association entre le Marché commun et les Etats africains. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 54, janvier 1963, pp. 22-36.*)
- MEADE J., The Common Market : Is there an Alternative? (*Institute of Economic Affairs, Londres, 1962, 20 p.*)
- MILLET P., Une programmation économique européenne. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, n° 18, 1962, pp. 7-11.*)
- NOEL E., Comment fonctionnent les institutions de la Communauté Economique Européenne. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 54, janvier 1963, pp. 14-21.*)
- PINTO R., Les organisations européennes. (*Payot, Paris, 1963, 443 p.*)
- SHANKS M. & LAMBERT J., Britain and the New Europe - The Future of the Common Market. (*Londres, 1962, 253 p.*)
- SMULDERS B., L'organisation administrative de la Commission de la Communauté Economique Européenne. (*Industrie, Bruxelles, XVII, n° 2, février 1963, pp. 111-118.*)
- STRAUSS E., European Reckoning. The Six and Britain's Future. (*Allen & Unwin, Londres, 1962, 177 p.*)
- The Common Market - The Sequence of Events. (*National Provincial Bank Review, Londres, n° 61, février 1963, pp. 9-17.*)
- WERNER P., Problèmes de l'intégration financière de l'Europe. (*Bulletin de Documentation, Luxembourg, XVIII, n° 10, 31 décembre 1962, pp. 6-11.*)

17. DIVERS

- BASYN J., Problèmes économiques des classes moyennes en Belgique. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXII, n° 204, janvier-février 1963, pp. 19-35.*)
- OLEFFE A., Perspectives du fédéralisme économique. (*Les Dossiers de l'Action sociale catholique, Bruxelles, XL, n° 2, 15 février 1963, pp. 81-88.*)
- SAMOY A., Wat doet België voor de ontwikkelingslanden? (*Meunerie belge, Bruxelles, LVIII, n° 48, octobre-décembre 1962, pp. 11-16.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge, au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — *Economie générale*
2. — *Monnaie, crédit et banque*
3. — *Finances publiques*
4. — *Agriculture*
5. — *Industrie*
6. — *Travail*
7. — *Commerce intérieur*
8. — *Commerce extérieur*
9. — *Transports*
10. — *Prix et salaires*
11. — *Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers*

1. — ECONOMIE GENERALE

Arrêté royal du 1^{er} février 1963

maintenant en vigueur certains arrêtés ministériels prescrivant des statistiques mensuelles, trimestrielles et semestrielles de l'activité et des stocks (Moniteur du 12 février 1963, p. 1.270).

Loi du 1^{er} février 1963

relative au droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux (Moniteur du 14 février 1963, p. 1.354).

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Convention du 1^{er} février 1963

entre l'Etat belge et la Banque Nationale de Belgique approuvée par le Conseil des Ministres (Moniteur du 9 février 1963, p. 1.222).

Vu la loi du 28 juillet 1948 modifiant la loi organique de la Banque Nationale, et spécialement l'article 1^{er}, § 3, littéra a, de cette loi, stipulant que « jusqu'à disposition ultérieure, le montant du portefeuille détenu par la Banque ensuite d'opérations faites conformément à l'article 11, 3^o et 9^o, ne pourra dépasser une limite qui sera fixée par conventions entre le Ministre des Finances et la Banque Nationale après avis conforme du Conseil de Régence » et que « ces conventions seront approuvées par le Conseil des Ministres et publiées dans la huitaine au *Moniteur belge* »;

Vu les conventions déjà intervenues entre l'Etat belge et la Banque Nationale les 14 septembre 1948 et 15 avril 1952;

Vu la loi du 4 janvier 1963 approuvant l'adhésion du gouvernement belge à la décision du conseil d'administration du Fonds Monétaire International en date du 5 janvier 1962;

Considérant qu'il y a lieu, d'une part, de régler les modalités particulières de l'intervention de la Banque Nationale de Belgique dans le financement des obligations imposées à l'Etat belge par ladite adhésion, d'autre part, d'amender les dispositions de la convention susvisée du 14 septembre 1948 fixant les conditions auxquelles la Banque Nationale de Belgique consent des avances au Trésor public;

Après avis conforme du Conseil de Régence;

Entre l'Etat, représenté par le Ministre des Finances, d'une part,

et la Banque Nationale de Belgique, représentée par son Gouverneur, d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. — L'article 1^{er} de la convention du 14 septembre 1948, modifié par la convention du 15 avril 1952, est complété par la disposition suivante qui en constituera le second alinéa :

« Cette limite de dix milliards trois cent trente-trois millions de francs est majorée du montant des bons du Trésor spéciaux qui seront émis par le Ministre des Finances à concurrence des prêts consentis par la Belgique au Fonds Monétaire International sur base de la décision du conseil

d'administration du Fonds en date du 5 janvier 1962 et de l'article 2 de la loi du 4 janvier 1963, et qui seront détenus par la Banque. Le montant de ces bons du Trésor spéciaux ne pourra pas dépasser sept milliards cinq cents millions de francs. »

Art. 2. — L'article 3 de la convention du 14 septembre 1948 est abrogé et remplacé par le texte ci-après :

« Les avances consenties par la Banque au Trésor public, conformément aux dispositions de l'article premier, alinéa

premier, et de l'article 2, qui précèdent, seront décomptées au taux d'escompte de la Banque pour les traites acceptées domiciliées en banque.

» Sur les bons du Trésor spéciaux dont il est question dans le second alinéa de l'article premier et qui seront acquis par la Banque, l'Etat paiera à la Banque une commission et un intérêt calculés sur la valeur nominale des bons aux taux des commission et intérêt fixés par le Fonds Monétaire International pour les prêts qui lui sont consentis. »

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 15 mars 1962

contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1956, 1957 et 1958 et des budgets d'organismes d'intérêt public pour les années 1956, 1957 et 1958 ou pour des années antérieures (Moniteur du 21 février 1963, p. 1.594).

TITRE I^{er}. — Exercice 1956.

§ 1^{er}. Fixation des engagements.

Article 1^{er}. — Les engagements de dépenses effectués à charge des crédits de l'exercice 1956 s'élèvent (...) à la somme de huit milliards cinq cent nonante-quatre millions quatre cent vingt et un mille quatre-vingt-cinq francs cinquante-neuf centimes (8.594.421.085,59 francs).

§ 1^{er}. Fixation des recettes.

Art. 5. — Les droits et produits constatés au profit de l'Etat sur l'exercice 1956 s'élèvent (...) à la somme de cent vingt-six milliards deux cent douze millions deux cent septante-sept mille six cent septante-deux francs septante-huit centimes (126.212.277.672,78 francs).

§ 2. Fixation des dépenses.

Art. 8. — Les dépenses de l'exercice 1956 constatées dans le compte général rendu par le Ministre des Finances sont arrêtées (...) à la somme de nonante-six milliards six cent six millions deux cent septante et un mille six cent vingt-deux francs dix centimes (96.606.271.622,10 francs).

§ 3. Fixation des crédits de paiement.

Art. 11. — Les crédits de paiement ouverts aux départements ministériels pour l'exercice 1956 s'élèvent au total à cent vingt-quatre milliards huit cent trente-neuf millions six cent nonante-deux mille septante-sept francs trente-neuf centimes (124.839.692.077,39 francs).

TITRE II. — Exercice 1957.

§ 1^{er}. Fixation des engagements.

Art. 17. — Les engagements de dépenses effectuées à charge des crédits de l'exercice 1957 s'élèvent (...) à la somme de dix milliards quatre cent vingt-sept millions cinq cent cinquante-sept mille huit cent septante-quatre francs douze centimes (10.427.557.874,12 francs).

§ 2. Fixation des crédits d'engagement.

Art. 18. — Les crédits d'engagement ouverts aux départements ministériels pour les engagements de l'exercice 1957 s'élèvent au total à dix-neuf milliards deux cent nonante millions trois cent quatre-vingt mille quatre cent septante-deux francs nonante et un centimes (19.290.380.472,91 francs) (...).

§ 1^{er}. Fixation des recettes.

Art. 21. — Les droits et produits constatés au profit de l'Etat sur l'exercice 1957 s'élèvent (...) à la somme de cent vingt-cinq milliards sept cent soixante-six millions sept cent quarante-cinq mille cinq cent septante francs seize centimes (125.766.745.570,16 francs).

§ 2. Fixation des dépenses.

Art. 24. — Les dépenses de l'exercice 1957 constatées dans le compte général rendu par le Ministre des Finances sont arrêtées (...) à la somme de cent onze milliards sept cent soixante-cinq millions septante mille cinq cent soixante-trois francs seize centimes (111.765.070.563,16 francs).

§ 3. Fixation des crédits de paiement.

Art. 27. — Les crédits de paiement ouverts aux départements ministériels pour l'exercice 1957 s'élèvent au total à cent vingt-six milliards cent quarante-cinq millions cinq cent cinquante-cinq mille cent neuf francs quarante-six centimes (126.145.555.709,46 francs) (...).

TITRE III. — Exercice 1958.

§ 1^{er}. Fixation des engagements.

Art. 33. — Les engagements de dépenses effectués à charge des crédits de l'exercice 1958 s'élèvent (...) à la somme de douze milliards cent soixante-quatre millions cinq cent trente-deux mille deux cent cinquante-sept francs huit centimes (12.164.532.257,08 francs).

§ 2. Fixation des crédits d'engagement.

Art. 34. — Les crédits d'engagements ouverts aux départements ministériels pour les engagements de l'exercice 1958 s'élèvent au total à vingt et un milliards cinq cent septante-sept millions huit cent mille cinq cent vingt-quatre francs septante-trois centimes (21.577.800.524,73 francs).

§ 1^{er}. — Fixation des recettes.

Art. 37. — Les droits et produits constatés au profit de l'Etat sur l'exercice 1958 s'élèvent (...) à la somme de cent

vingt milliards cent millions six cent nonante-six mille neuf cent quatre-vingt-un francs septante-cinq centimes (120.100.696.981,75 francs).

.....
§ 2. Fixation des dépenses.

Art. 40. — Les dépenses de l'exercice 1958 constatées dans le compte rendu par le Ministre des Finances sont arrêtées (...) à la somme de cent dix-huit milliards cinq cent vingt-sept millions neuf cent quatre-vingt-sept mille quatre cent dix-huit francs cinquante-neuf centimes (118.527.987.418,59 francs).

.....
§ 3. Fixation des crédits de paiement.

Art. 43. — Les crédits de paiement ouverts aux départements ministériels pour l'exercice 1958 s'élèvent au total à cent trente-quatre milliards trois cent vingt-six millions cinq cent quarante-huit mille sept cent trente-six francs quarante et un centimes (134.326.548.736,41 francs).

Arrêté ministériel du 7 novembre 1962

déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et horticoles. Erratum (Moniteur du 6 février 1963, p. 1.101).

Arrêté royal du 25 janvier 1963

déterminant les conditions et modalités d'exécution des dispositions relatives aux sommes versées à valoir sur l'impôt des personnes physiques, l'impôt des sociétés et l'impôt des non-résidents (Moniteur du 7 février 1963, p. 1.124).

Arrêté ministériel du 4 février 1963

déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 8 février 1963, p. 1.196).

Arrêté royal du 7 février 1963

interprétant et modifiant l'arrêté royal du 23 novembre 1961 relatif à la répartition d'une somme de quatre-vingts millions de Deutsche Mark à verser par la République fédérale d'Allemagne en exécution de l'accord entre le Royaume de Belgique et la République fédérale d'Allemagne sur les prestations à effectuer en faveur des ressortissants belges ayant été l'objet de mesures de persécutions national-socialistes, signé à Bonn, le 28 septembre 1960 (Moniteur du 28 février 1963, p. 2.138).

Arrêté royal du 12 février 1963

modifiant les arrêtés royaux relatifs à l'exécution des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus (Moniteur du 20 février 1963, p. 1.571).

Loi du 13 février 1963

autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1962 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1961 et antérieurs (Moniteur du 27 février 1963, p. 1.994).

Loi du 13 février 1963

complétant l'article 6 de la loi du 28 février 1962 modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, en ce qui concerne les revenus des biens immobiliers (Moniteur du 28 février 1963, p. 2.107).

Arrêté royal du 14 février 1963

autorisant la Société Nationale du Logement à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de huit cent cinquante millions de francs (Moniteur du 28 février 1963, p. 2.108).

Article 1^{er}. — La garantie de l'Etat est attachée à un emprunt d'un montant effectif de huit cent cinquante millions de francs, à émettre par la Société Nationale du Logement.

Art. 2. — L'emprunt sera émis par tranches et à des conditions qui seront préalablement approuvées par le Ministre des Finances.

.....
Arrêté royal du 14 février 1963

autorisant la Société Nationale du Logement à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de quatre cent cinquante millions de francs, en vue de la réalisation d'un programme complémentaire de construction d'habitations pour ouvriers mineurs et sidérurgistes (Moniteur du 28 février 1963, p. 2.109).

Article 1^{er}. — La garantie de l'Etat est attachée à un nouvel emprunt, au montant effectif de quatre cent cinquante millions de francs, à émettre par la Société Nationale du Logement et dont la souscription sera réservée à la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (C.E.C.A.).

Art. 2. — Le produit de l'emprunt sera affecté à la réalisation d'un programme complémentaire de construction d'habitations pour ouvriers mineurs et sidérurgistes.

Loi du 15 février 1963

contenant le budget du Ministère des Affaires économiques et de l'Energie pour l'exercice 1963 (Moniteur du 27 février 1963, p. 2.070).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1963 afférentes au Ministère des Affaires économiques et de l'Energie (...) des crédits s'élevant à la somme de 2.569.034.000 francs.
.....

Arrêté royal et arrêté ministériel du 20 février 1963

relatifs à l'émission de l'emprunt 1963-1983 (Moniteur du 26 février 1963, p. 1.933).

Article 1^{er}. — Notre Ministre des Finances est autorisé à émettre, aux conditions qu'il déterminera, un emprunt intérieur dénommé « Emprunt 1963-1983 ».

Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt aux taux indiqués ci-après :
5 p.c. l'an à partir du 12 mars 1963 jusqu'au 11 mars 1973;
5,25 p.c. l'an à partir du 12 mars 1973 jusqu'au 11 mars 1983.
.....

Art. 4. — L'emprunt est amortissable à partir de la deuxième année (...).
.....

Le remboursement est effectué aux taux ci-après :
le 12 mars des années 1965 à 1977 : au pair;
le 12 mars des années 1978 à 1982 : à 101 p.c.

Les obligations non amorties avant le 12 mars 1983 sont remboursables à cette date à 106 p.c. de leur valeur nominale.
.....

Art. 6. — Les porteurs ont la faculté d'obtenir le remboursement anticipatif de leurs obligations :

le 12 mars 1973, au pair de leur valeur nominale
ou le 12 mars 1978, à 101 p.c. de leur valeur nominale.

Art. 7. — L'Etat se réserve la faculté de rembourser anticipativement le 12 mars 1973 ou à toute échéance d'intérêt suivante et moyennant un préavis de deux mois à publier au *Moniteur belge*, tout ou partie des obligations restant à amortir. Dans ce cas, les obligations seront remboursées au taux prévu pour l'amortissement de l'année au cours de laquelle ce remboursement a lieu.
.....

Arrêté ministériel du 21 février 1963

mettant en vigueur certaines dispositions de la loi du 19 mars 1961 concernant les accises (Moniteur du 26 février 1963, p. 1.936).

Arrêté ministériel du 22 février 1963

réglant l'exécution de l'article 49 de la loi du 19 mars 1951 concernant les accises (Moniteur du 26 février 1963, p. 1.936).

Arrêté ministériel du 23 février 1963

relatif au régime d'accise des bières (Moniteur du 26 février 1963, p. 1.937).

4. — AGRICULTURE

Arrêté ministériel du 11 février 1963

fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 14 février 1963, p. 1.358).

Arrêté ministériel du 19 février 1963

modifiant celui du 11 février 1963 fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 22 février 1963, p. 1.827).

5. — INDUSTRIE

Arrêté royal du 22 janvier 1963

modifiant l'arrêté royal du 24 mai 1954 coordonnant et modifiant les arrêtés relatifs aux statistiques annuelles de la production industrielle (Moniteur du 23 février 1963, p. 1.871).

Arrêté royal du 24 janvier 1963

modifiant l'arrêté royal du 23 avril 1959 prescrivant une statistique annuelle de la production dans l'industrie du sciage du bois (Moniteur du 23 février 1963, p. 1.876).

Arrêté royal du 25 janvier 1963

modifiant l'arrêté royal du 14 février 1955 prescrivant l'établissement d'une statistique annuelle de la production, du transport et de la distribution dans l'industrie de l'électricité (Moniteur du 23 février 1963, p. 1.880).

Arrêté royal du 26 janvier 1963

maintenant en vigueur et modifiant l'arrêté ministériel du 15 avril 1960 prescrivant une statistique annuelle de la production dans les houillères et leurs centrales électriques (Moniteur du 26 février 1963, p. 1.941).

6. — TRAVAIL

Loi du 28 janvier 1963

modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie et la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail (Moniteur du 8 février 1963, p. 1.170).

Arrêté royal du 31 janvier 1963

modifiant l'arrêté du Régent du 13 juin 1949 organique des conseils d'entreprise (Moniteur du 8 février 1963, p. 1.173).

Addendum à l'accord national du 16 juillet 1958

relatif au fonctionnement et aux missions des conseils d'entreprise (Moniteur du 22 février 1963, p. 1.849).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté ministériel du 7 novembre 1962

déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et horticoles. Erratum (Moniteur du 6 février 1963, p. 1.101).

Arrêté ministériel du 27 décembre 1962

pris en exécution de l'arrêté royal du 12 décembre 1955 relatif à l'exportation des viandes (Moniteur du 7 février 1963, p. 1.133).

Arrêté royal du 24 décembre 1962

modifiant l'arrêté royal du 12 décembre 1955 relatif à l'exportation des viandes (Moniteur du 7 février 1963, p. 1.132).

Arrêté ministériel du 4 février 1963

déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 8 février 1963, p. 1.196).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté royal du 28 janvier 1963

rendant obligatoire la décision du 13 juillet 1962 de la Commission paritaire nationale de l'industrie de l'habillement et de la confection concernant la liaison des salaires à l'indice des prix de détail du Royaume dans les entreprises ressortissant à cette commission (Moniteur du 14 février 1963, p. 1.390).

Arrêté royal du 8 février 1963

rendant obligatoire la décision du 3 mai 1962 de la Commission paritaire régionale de l'industrie des briques de la région comprise entre la Nèthe et le Démer, fixant les salaires minimums et rattachant ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 19 février 1963, p. 1.534).

Arrêté royal du 8 février 1963

rendant obligatoire la décision du 30 mars 1962 de la Commission paritaire régionale de l'industrie des briques de la province de Hainaut, fixant les salaires minimums, pour la campagne 1962-1963, et rattachant ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 19 février 1963, p. 1.536).

Arrêté royal du 8 février 1963

rendant obligatoires les décisions des 25 mai 1962 et 13 novembre 1962 de la Commission paritaire

nationale pour les entreprises de valorisation de matières premières de récupération, concernant une augmentation des salaires et fixant le salaire horaire minimum des ouvrières (Moniteur du 19 février 1963, p. 1.540).

Arrêté royal du 8 février 1963

rendant obligatoire la décision du 5 avril 1962 de la Commission paritaire régionale de l'industrie des briques de la province de Brabant, fixant les salaires minimums pour la campagne 1962-1963 et rattachant ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 28 février 1963, p. 2.135).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Arrêté royal du 24 décembre 1962

fixant les modalités d'application de l'article 27 de la loi du 3 avril 1962 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés (Moniteur du 1^{er} février 1963, p. 976).

Arrêté royal du 29 décembre 1962

étendant aux ressortissants de tous les Etats membres de la Communauté Economique Européenne le bénéfice de prêts à faible intérêt consentis aux ouvriers mineurs en vue de l'achat ou de la construction d'une habitation ainsi que le bénéfice de primes à fonds perdus octroyées en vue de la construction ou de l'achat d'habitations sociales, de petites propriétés terriennes et d'habitations y assimilées (Moniteur du 1^{er} février 1963, p. 980).

Arrêté royal du 18 janvier 1963

portant modification des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (Moniteur du 16 février 1963, pp. 1.468).

Arrêté royal du 21 janvier 1963

portant majoration du taux des cotisations fixées par les articles 77 et 78 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (Moniteur du 16 février 1963, p. 1.469).

Arrêté royal du 29 janvier 1963

portant modification de l'article 150 de l'arrêté royal du 22 septembre 1955 organique de l'assurance maladie-invalidité (Moniteur du 8 février 1963, p. 1.197).

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère du Travail.

	Source	1947	1950	1960	1961
		(milliers, à fin d'année)			
Population totale	I.N.S.	8.512	9.129	9.178	9.190 ²
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	5.902	5.906	5.921
dont : Hommes	»	2.902	2.927	2.928	2.937
Femmes	»	2.948	2.975	2.978	2.984
Population active ¹ :	Revue du Travail	3.481	3.506	3.505	3.527
dont : Agriculture	»	423	264	257	250
Industries extractives	»	191	151	131	114
Industries manufacturières	»	1.311	1.174	1.201	1.240
Bâtiment et construction	»	197	240	243	250
Transports	»	243	244	240	243
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.291	1.312	1.334
Chômeurs complets	»	92	142	120	95

¹ Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

² D'après le recensement de 1961; la population calculée à partir du recensement de 1947, s'élèverait au 31-12-1961 à 9.229.

I - 2. REVENU NATIONAL NET AU COUT DES FACTEURS

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
1. Rémunération des salariés et appointés (avant taxation) :									
a) Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale ou à certaines dispositions spéciales	112,5	115,8	122,4	132,0	143,8	145,7	145,7	154,5	163,3
b) Contribution des employeurs à la sécurité sociale	21,2	21,8	23,8	26,1	29,7	30,5	29,8	32,8	35,1
c) Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale (y compris forces armées)	41,8	43,3	45,6	48,5	51,6	56,3	57,3	61,6	63,6
d) Corrections diverses	4,3	4,8	5,7	6,4	6,5	6,3	7,0	8,3	9,9
Total ...	179,8	185,7	197,5	213,0	231,6	238,8	239,8	257,2	271,9
2. Revenu des travailleurs indépendants (avant taxation) :									
a) Agriculture, horticulture et sylviculture	19,6	19,3	20,0	19,3	22,6	20,9	22,0	22,7	26,3
b) Professions libérales	8,7	9,3	9,5	10,0	10,2	11,3	11,9	12,7	13,3
c) Commerce et artisanat	66,1	69,3	71,6	73,9	73,0	72,7	74,1	76,6	79,5
Total ...	94,4	97,9	101,1	103,2	105,8	104,9	108,0	112,0	119,1
3. Revenu de l'entreprise résultant de l'activité exercée par des sociétés de personnes (après taxation)	4,9	5,3	6,0	6,5	6,2	5,5	5,9	6,4	7,1
4. Intérêts, loyers et dividendes versés aux particuliers et institutions privées sans but lucratif (avant taxation) :									
a) Intérêts	11,8	12,9	14,3	15,3	16,3	17,9	19,2	21,4	23,3
b) Loyers	29,4	32,9	33,5	33,7	34,1	34,1	34,3	34,2	34,2
c) Dividendes et tantièmes	8,8	8,9	10,3	11,9	12,9	11,9	11,0	12,7	14,0
Total ...	50,0	54,7	58,1	60,9	63,3	63,9	64,5	68,3	71,5
5. Libéralités des sociétés	0,3	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,5	0,6
6. Revenus non distribués des sociétés par actions (après taxation)	6,2	8,8	11,4	12,5	9,4	6,3	9,7	10,6	13,0
7. Impôts directs des sociétés quelle que soit leur forme juridique	7,3	6,9	6,7	8,3	8,7	7,8	7,6	9,2	9,2
8. Revenus de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	2,0	2,4	2,3	2,4	3,1	2,1	2,3	2,9	2,8
9. Revenus non distribués des entreprises publiques autonomes	0,5	0,7	1,0	0,8	0,8	0,9	0,9	0,8	0,8
10. Moins : intérêts de la dette publique ...	- 8,7	- 9,2	-10,1	-11,0	-11,7	-11,8	-12,5	-14,5	-16,7
11. Revenu national net au coût des facteurs ¹	336,7	353,6	374,5	397,1	417,7	418,8	426,6	453,4	479,3

¹ Bien qu'elles soient toutes deux établies suivant le système normalisé, les estimations de l'I.N.S. (tableau I - 2, rubrique 11) et de DULBEA (tableau I - 8a, rubrique 4) présentent un écart sensible en raison de l'utilisation de séries statistiques, de méthodes et de bases d'évaluation différentes. L'estimation de l'I.N.S. (tableau I - 2, rubrique 11) ne peut donc pas être rapprochée des données figurant dans les tableaux I - 8a et suivants.

I - 3. — PRODUIT NATIONAL BRUT

(Estimations Dulbéa, système normalisé)

I - 3a. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES REVENUS AUX PRIX COURANTS

(milliards de francs).

Source : Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbéa).

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1. Part du Revenu national échéant aux Particuliers et Revenus non identifiés	307,4	353,6	351,9	362,1	383,9	401,6	434,6	463,1	460,7	473,4	502,4
1.1. <i>Rémunération des salariés</i>	148,8	171,8	179,5	185,0	189,4	200,4	216,7	233,9	240,6	242,3	258,7
a) Salaires et traitements civils	130,4	150,2	155,1	156,9	162,6	172,0	185,6	200,0	205,2	206,8	220,1
b) Forces armées (y compris le personnel civil attaché à la Défense Nationale)	4,4	6,1	7,4	8,5	8,7	8,9	9,3	9,7	10,3	10,9	11,3
c) Contributions patronales à la Sécurité sociale	14,0	15,5	17,0	19,6	18,1	19,5	21,8	24,2	25,1	24,6	27,3
1.2. <i>Revenu de la propriété et de l'entreprise, Intérêts de la dette publique et Revenus non identifiés</i>	158,6	181,8	172,4	177,1	194,5	201,2	217,9	229,2	220,1	231,1	243,7
a) Intérêts et dividendes	16,2	19,0	21,2	21,9	22,7	24,8	27,0	29,2	29,8	31,2	34,5
b) Loyers	15,7	17,0	17,1	22,5	26,2	26,5	26,6	25,6	25,0	25,3	25,1
c) Fermages	4,0	4,2	4,5	4,8	4,9	4,9	5,0	5,2	5,3	5,5	5,5
d) Professions libérales	6,3	6,6	7,0	7,5	8,0	8,3	8,9	9,7	10,4	11,2	11,6
e) Agriculteurs et sylviculteurs	22,0	24,7	23,7	25,3	24,8	24,9	24,4	26,7	25,6	27,8	26,4
f) Administrateurs de sociétés	2,7	3,1	3,3	3,5	3,6	3,9	4,5	4,6	4,5	4,0	4,4
g) Autres entreprises individuelles et Revenus non identifiés	91,7	107,2	95,6	91,6	104,3	107,9	121,5	128,2	119,5	126,1	136,2
2. Part du Revenu national échéant aux Entreprises (Revenu non distribué des Entreprises avant déductions des impôts directs)	4,7	7,0	10,4	8,5	5,9	7,6	8,5	7,9	6,5	7,7	9,3
2.1. <i>Epargne des Sociétés de capitaux</i>	0,5	0,6	5,3	4,0	1,8	2,2	2,9	2,0	0,5	0,5	2,1
2.2. <i>Impôts directs payés par les sociétés de capitaux</i>	4,7	6,6	5,7	4,9	4,8	4,9	5,3	6,0	6,3	6,7	6,6
2.3. <i>Epargne des Entreprises publiques</i>	- 0,5	- 0,2	- 0,6	- 0,4	- 0,7	0,5	0,3	- 0,1	p-0,3	p 0,5	p 0,6
2.4. <i>Impôts directs payés par les Entreprises publiques</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Part du Revenu national échéant à l'Etat	- 4,4	- 4,3	- 4,7	- 4,8	- 4,5	- 5,4	- 5,8	- 6,8	- 7,3	- 7,7	- 9,0
3.1. <i>Revenu de la propriété et de l'Entreprise</i>	3,1	3,3	3,3	3,7	3,9	3,9	4,3	4,2	4,6	4,9	5,3
3.2. <i>Moins Intérêts de la Dette publique</i>	- 7,5	- 7,6	- 8,0	- 8,5	- 8,4	- 9,3	-10,1	-11,0	-11,9	-12,6	-14,3
4. Revenu national ¹	307,5	356,1	357,4	365,7	385,4	403,8	437,2	464,3	460,0	473,6	502,9
5. Impôts indirects moins subventions	28,6	31,4	35,4	34,8	35,9	39,4	41,7	44,2	41,8	47,6	52,0
5.1. <i>Impôts indirects</i>	32,6	36,6	39,8		40,7	44,8	49,2	51,5	52,4	56,9	61,5
5.2. <i>Moins subventions</i>	- 4,0	- 5,2	- 4,4		- 4,8	- 5,4	- 7,5	- 7,3	-10,6	- 9,3	- 9,5
6. Consommation de capital	27,4	31,8	35,2	35,9	37,3	39,2	41,5	45,7	49,2	51,2	53,1
6.1. <i>Entreprises</i>	26,7	31,0	34,3	35,0	36,4	38,3	40,5	44,7	48,1	50,1	52,0
6.2. <i>Etat</i>	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1
7. Produit national brut (4 à 6)	363,5	419,3	428,0	436,4	458,6	482,4	520,4	554,2	551,0	572,4	608,0

¹ Bien qu'elles soient toutes deux établies suivant le système normalisé, les estimations de l'I.N.S. (tableau I - 2, rubrique 11) et de DULBEA (tableau I - 3a, rubrique 4) présentent un écart sensible en raison de l'utilisation de séries statistiques, de méthodes et de bases d'évaluation différentes. L'estimation de l'I.N.S. (tableau I - 2, rubrique 11) ne peut donc pas être rapprochée des données figurant dans les tableaux I - 3a et suivants.

I - 3b. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX COURANTS

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbéa).

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
A. Agriculture, sylviculture et pêche	30,6	33,4	33,6	35,3	35,6	35,5	34,3	37,2	36,3	38,7	37,4
B. Industries extractives (charbonnages uniquement)	17,1	18,9	20,2	19,6	18,9	20,0	20,8	23,8	21,7	16,9	16,2
C. Industries alimentaires .	25,9	30,4	31,6	30,4	32,8	33,4	37,4	39,3	40,2	41,3	44,4
D. Textile et vêtement ...	18,2	20,3	15,8	16,7	18,1	17,2	19,3	20,6	16,7	18,3	20,4
E. Matériaux de construction	7,9	9,8	8,9	9,5	10,6	12,2	13,7	13,1	13,1	13,7	15,0
F. Métallurgie de base ...	10,0	17,0	16,2	12,6	12,6	17,5	20,3	22,2	21,0	21,8	26,3
G. Fabrications métalliques	22,0	25,2	27,6	28,3	29,6	29,9	32,9	33,6	31,7	34,5	37,4
H. Autres industries ¹	26,6	33,9	32,5	32,7	35,8	40,5	44,2	45,5	45,6	50,2	54,1
<i>Ensemble de l'industrie manufacturière (C à H)</i>	<i>110,6</i>	<i>136,6</i>	<i>132,6</i>	<i>130,2</i>	<i>139,5</i>	<i>150,7</i>	<i>167,8</i>	<i>174,3</i>	<i>168,3</i>	<i>179,8</i>	<i>197,6</i>
I. Construction	25,7	25,7	25,7	27,7	29,6	29,3	32,4	37,9	36,0	38,2	40,9
J. Electricité, gaz et eau .	7,3	8,5	9,2	9,4	11,0	11,4	12,9	12,4	12,4	13,0	14,6
K. Transport et communications	24,4	28,3	29,5	30,0	30,5	33,0	36,6	37,8	38,3	40,2	42,9
L. Commerce de gros et de détail	25,6	27,7	27,3	27,5	28,7	30,1	31,8	35,3	32,5	34,3	35,9
M. Banques, assurances et affaires immobilières ...	7,2	8,3	8,9	9,3	9,9	10,5	11,6	12,4	12,5	13,1	13,9
N. Immeubles d'habitation	19,8	21,4	22,1	27,2	31,0	31,8	32,2	32,6	32,6	33,3	33,9
O. Etat ²	26,4	31,3	34,4	36,3	37,6	38,8	40,8	43,3	47,8	51,2	56,5
P. Autres services ³	39,7	42,3	43,5	43,9	45,1	47,3	49,7	52,1	56,3	56,5	58,5
Q. Produit intérieur brut identifié au coût des facteurs (A à P)	334,4	382,4	387,0	396,4	417,4	438,4	470,9	499,1	494,7	515,2	548,3
R. Contribution du Reste du monde	4,9	5,7	5,1	5,0	5,5	6,3	8,6	8,8	8,9	7,7	9,9
S. Produit national brut identifié au coût des facteurs (Q + R)	339,3	388,1	392,1	401,4	422,9	444,7	479,5	507,9	503,6	522,9	558,2
T. Impôts indirects moins subventions	28,6	31,4	35,4	34,8	35,9	39,4	41,7	44,2	41,8	47,6	52,0
U. Produit national brut aux prix du marché (S + T)	367,9	419,5	427,5	436,2	458,8	484,1	521,2	552,1	545,4	570,5	610,2
V. Ajustement statistique .	- 4,4	- 0,2	+ 0,4	+ 0,2	- 0,2	- 1,7	- 0,8	+ 2,1	+ 5,5	+ 1,9	- 2,2
W. Produit national brut aux prix du marché (U + V)	363,5	419,3	428,0	436,4	458,6	482,4	520,4	554,2	551,0	572,4	608,0

¹ Comprend : bois et meubles, pâtes et papier, impression, chimie et caoutchouc et autres industries.

² Y compris la santé publique et l'enseignement public.

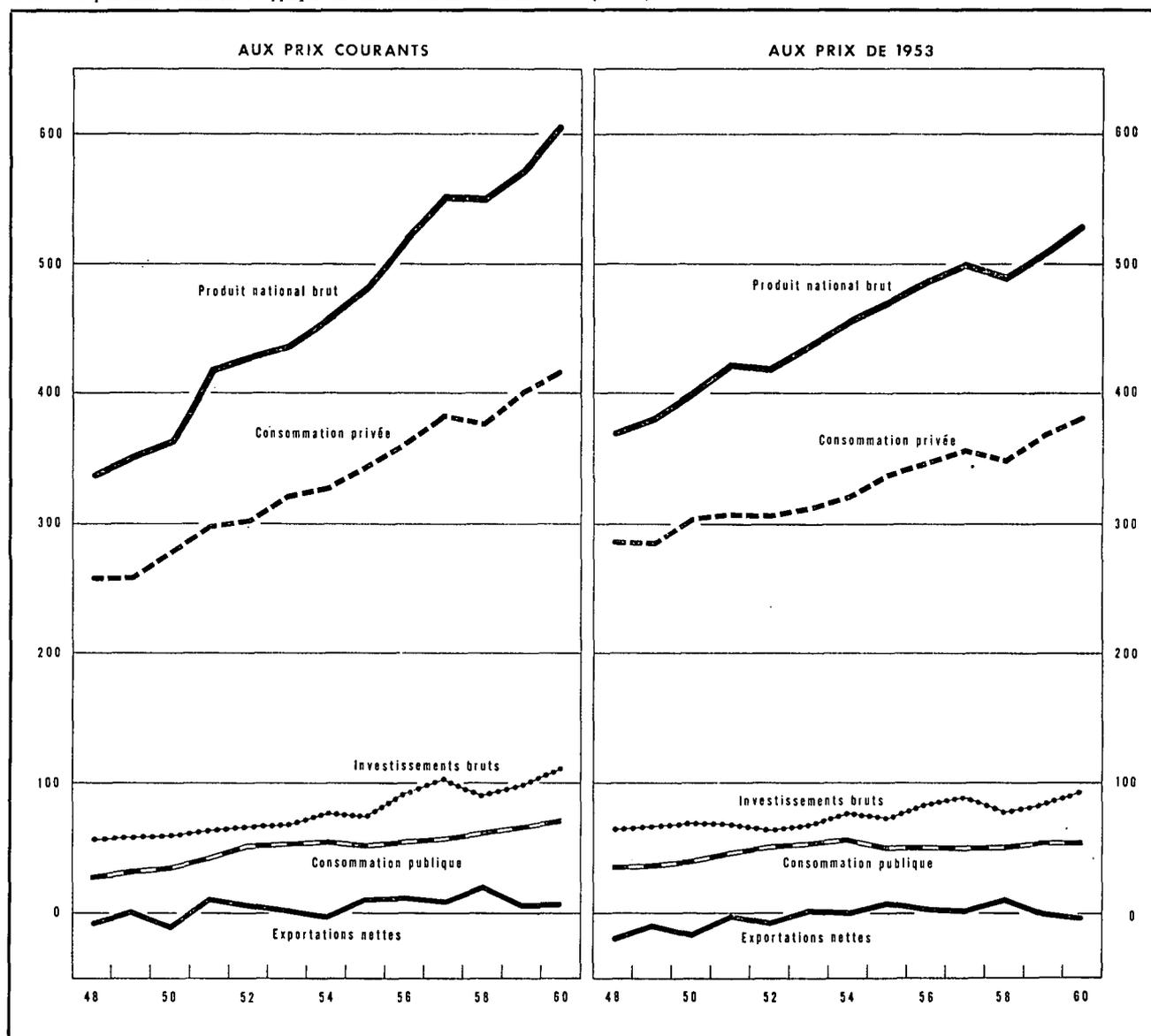
³ Comprend : professions médicales et autres services.

I - 3c et 3d. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbéa).



I - 3c. — DEPENSES AUX PRIX COURANTS

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1. Consommation privée ...	278,0	299,4	303,7	312,0	328,4	344,0	361,6	384,1	377,2	401,0	417,4
2. Consommation publique	35,6	44,2	52,8	54,9	55,8	53,2	55,6	58,2	62,8	67,0	72,3
3. Formation brute de capital fixe :	59,9	57,8	61,5	65,0	72,3	74,7	86,4	95,2	89,6	98,5	106,5
<i>Entreprises</i>	52,9	49,9	54,7	58,0	65,6	66,5	76,7	85,2	80,6	88,1	95,8
<i>Etat</i>	7,0	7,9	6,8	7,0	6,7	8,2	9,7	10,0	9,0	10,4	10,7
4. Accroissement de stocks	- 0,1	6,0	3,8	1,8	3,0	- 0,4	4,0	6,7	0,8	- 1,3	3,7
5. Dépenses intérieures de l'économie	373,4	407,4	421,8	433,7	459,5	471,5	507,6	544,2	530,4	565,2	599,9
6. Exportations nettes : ...	- 9,9	11,9	6,2	2,7	- 0,9	10,9	12,8	10,0	20,6	7,2	8,1
<i>Exportations</i>	97,1	146,8	135,8	130,1	136,9	162,6	188,7	195,8	191,6	194,7	221,8
<i>Moins importations</i> ...	107,0	134,9	129,6	127,4	137,8	151,7	175,9	185,8	171,0	187,5	213,7
7. Produit national brut ...	363,5	419,3	428,0	436,4	458,6	482,4	520,4	554,2	551,0	572,4	608,0

I - 3d. DEPENSES AUX PRIX DE 1953

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbéa).

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1. Consommation privée ...	305,1	308,7	308,1	312,0	321,2	338,1	347,0	356,9	349,6	368,5	382,5
2. Consommation publique	40,7	47,5	52,8	54,9	57,9	51,7	52,0	51,8	52,5	55,2	55,7
3. Formation brute de capital fixe :											
.....	69,8	62,2	61,2	65,0	73,3	72,8	80,5	82,8	77,6	85,2	90,5
<i>Entreprises</i>	61,3	54,4	54,3	58,0	66,1	65,7	72,5	75,2	70,0	76,5	82,0
<i>Etat</i>	8,5	7,8	6,9	7,0	7,2	7,1	8,0	7,6	7,6	8,7	8,5
4. Accroissement de stocks	- 0,3	5,5	3,6	1,8	3,0	- 0,4	3,7	6,1	0,4	- 0,7	3,6
5. Dépenses intérieures de l'économie	415,3	423,9	425,7	433,7	455,4	462,4	483,2	497,6	480,1	508,2	532,3
6. Exportations nettes : ...	-15,0	- 0,7	- 6,0	2,7	1,2	8,5	4,9	2,7	11,3	1,4	- 1,2
<i>Exportations</i>	108,1	123,9	116,7	130,1	144,2	165,6	182,0	184,4	190,1	203,2	226,5
<i>Moins importations</i> ...	123,1	124,6	122,7	127,4	143,0	157,1	177,1	181,7	178,8	201,8	227,7
7. Produit national brut ...	400,3	423,2	419,7	436,4	456,6	470,7	488,1	500,3	491,4	509,6	531,1

I - 4. — INVESTISSEMENTS BRUTS DANS L'ENSEMBLE DE L'ECONOMIE *

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

Années	Secteur privé								Secteur public 1				Total général (secteur public et privé)
	Immeubles d'habitation	Locaux professionnels	Outillage industriel	Autre outillage 2	Véhicules utilitaires	Autres véhicules	Divers 3	Total	Bâtiment et génie civil	Outillage	Défense nationale	Total	
1951	14,0	7,1	n.d.	n.d.	2,0	2,8	n.d.	46,5	n.d.	n.d.	4,4	19,1	65,6
1952	14,3	6,4	n.d.	n.d.	2,4	3,0	n.d.	50,1	n.d.	n.d.	9,2	23,1	73,2
1953	15,6	7,5	19,3	5,1	2,1	3,3	0,8	53,7	9,9	4,1	8,5	22,5	76,2
1954	18,1	8,1	18,9	5,5	2,6	4,1	0,7	58,0	10,2	3,8	6,4	20,4	78,4
1955	18,0	8,9	20,2	5,8	2,4	4,6	0,4	60,3	11,7	5,8	5,0	22,5	82,8
1956	19,0	9,8	25,6	7,7	2,3	4,6	0,5	69,5	13,3	4,3	4,3	21,9	91,4
1957	28,0	10,9	25,4	7,8	2,4	4,8	1,2	80,5	13,2	4,7	5,0	22,9	103,4
1958	24,3	10,4	24,6	8,4	2,3	4,8	0,9	75,7	13,6	4,7	4,1	22,4	98,1
1959	25,2	10,0	25,2	7,2	2,1	5,0	1,3	76,0	17,1	5,5	2,8	25,4	101,4
1960	28,5	12,0	27,9	9,9	2,7	5,5	0,3	86,8	15,2	4,5	3,4	23,1	109,9
1961	30,0	16,0	32,0	10,1	3,0	6,0	1,0	98,1	16,4	4,9	3,0	24,3	122,4

1 Etat, Administrations subordonnées, S.N.C.B., O.N.J., S.N.C.V., R.V.A., Postes et Office des Chèques Postaux, R.T.T., R.T.B., S.N.D.E., voies hydrauliques, ports de mer et ports intérieurs.

2 Avions, navires et bateaux, outillage agricole, chemins de fer et tramways et outillage destiné à d'autres branches.

3 Travaux agricoles et variation du cheptel.

* Cette estimation, établie par le Ministère des affaires économiques et de l'Energie, ne peut être rapprochée des données figurant au tableau I - 3c en raison de l'utilisation de séries statistiques, de méthodes et de bases d'évaluation différentes.

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Publications du Centre National de Calcul Mécanique*. — *Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947*. — *Bulletin de l'I.R.E.S.P.* — *Annuaire démographique* (O.N.U.). — *Revue Internationale du Travail* (B.I.T.). — *Annuaire des Statistiques du Travail* (B.I.T.).

Revenu national et P.N.B. : *Cahiers Economiques de Bruxelles* (D.U.L.B.E.A.). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.). — *Bulletin statistique* (O.C.D.E.). — *Données statistiques* (Conseil de l'Europe). — *Yearbook of International Accounts Statistics* (O.N.U.).

Investissements : *L'Economie belge* (Ministère des Affaires économiques).

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100

Source : Ministère du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construction
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques						
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques	Construction de matériel de transport			
1959	96,4	89,3	97,2	99,6	92,4	97,7	94,6	88,3	98,7	97,8	
1960	97,6	76,9	100,7	103,4	98,8	108,8	100,3	89,5	99,5	99,7	
1961	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	118,5	113,7	89,2	99,1	100,7	
1961 1 ^{er} trimestre	97,1	71,0	101,9	106,2	103,0	113,2	110,6	86,2	99,9	93,0	
2 ^e trimestre	99,6	68,6	103,6	106,7	106,3	116,3	111,4	88,9	99,7	101,8	
3 ^e trimestre	100,1	66,4	104,8	107,5	106,8	121,5	114,4	90,6	98,2	104,3	
4 ^e trimestre	100,9	64,6	105,7	108,1	109,9	122,9	118,3	91,1	98,7	103,6	
1962 1 ^{er} trimestre	100,4	62,9	104,9	106,6	109,2	124,0	118,1	95,8	98,0	101,1	
2 ^e trimestre	102,4	62,2	105,3	105,6	107,3	125,2	113,7	99,8	96,7	107,3	
3 ^e trimestre	103,8	61,5	106,0	105,2	108,3	127,7	112,9	101,1	97,2	109,5	
1961 Septembre	101,3	65,7	105,5	108,2	108,3	121,6	115,7	90,6	98,4	105,6	
Octobre	101,5	65,3	106,0	108,3	109,2	122,8	117,6	88,8	98,1	105,3	
Novembre	101,3	64,6	106,1	108,2	109,7	123,3	118,8	92,1	99,4	104,0	
Décembre	100,0	63,8	105,0	107,7	110,8	122,6	118,6	92,3	98,7	101,6	
1962 Janvier	100,3	63,3	104,8	107,4	109,6	123,3	118,5	94,5	97,9	100,6	
Février	100,4	62,9	105,0	106,6	108,7	123,9	118,5	96,7	98,2	100,8	
Mars	100,5	62,6	104,9	105,9	109,2	124,8	117,3	96,3	98,0	101,9	
Avril	101,1	62,6	105,0	105,6	107,9	125,7	113,7	98,0	96,9	104,7	
Mai	102,0	62,2	105,3	105,7	107,4	124,6	114,1	100,1	96,7	109,3	
Juin	104,2	61,9	105,6	105,4	106,7	125,2	113,4	101,2	96,6	107,9	
Juillet	104,0	61,8	105,3	104,9	107,0	125,8	113,0	101,0	97,0	107,8	
Août	104,1	61,4	105,8	104,9	107,2	128,1	112,8	101,1	97,2	110,3	
Septembre	103,2	61,2	106,8	105,8	110,7	129,3	112,9	101,3	97,3	110,3	

II - 2. — CHOMAGE

Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) 2			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois 3		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics 2	Demandes d'emploi 4 5	Offres d'emploi 4	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs complets	Chômeurs partiels et accidentels			reçues pendant le mois	en suspens à fin de mois
1954	303	224,8	167,0	57,8	5.677	20,7	7,9	14,0	111,4	25,7	7,2
1955	304	172,4	116,5	55,9	4.366	20,2	8,9	22,7	70,9	27,7	13,4
1956	308	144,8	91,0	53,8	3.717	20,5	8,5	9,8	49,2	23,9	14,9
1957	302	116,8	77,9	38,9	2.942	19,9	7,6	5,3	40,1	19,4	12,9
1958	302	180,9	109,7	71,2	4.556	20,0	7,0	10,5	73,1	16,2	5,6
1959	302	199,2	125,0	74,2	5.014	20,7	8,2	17,3	82,8	19,3	5,3
1960	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8	61,2	18,9	7,5
1961	308	126,3	87,9	38,4	3.241	21,2	7,7	7,1	31,4	20,1	12,5
1962 6	* 252	85,5	47,1	38,4	1.791	16,0	6,7	6,6	18,1	18,3	14,6
1961 3 ^e trimestre	76	90,3	70,6	19,7	2.288	20,9	6,3	8,5	18,6	19,9	15,4
4 ^e trimestre	80	124,5	76,5	48,0	3.320	21,0	8,5	6,9	24,7	17,6	12,8
1962 1 ^{er} trimestre 6	* 60	140,9	74,6	66,3	2.818	16,1	6,8	4,4	28,2	20,1	13,1
2 ^e trimestre	61	64,0	41,8	22,2	1.302	15,5	5,9	7,6	14,6	20,6	16,6
3 ^e trimestre	69	52,1	34,5	17,6	1.199	16,8	6,6	8,1	12,5	17,1	15,5
4 ^e trimestre	62	90,1	39,8	50,3	1.845	15,4	7,1	6,5	17,1	15,7	13,0
1963 1 ^{er} trimestre	65	176,1	47,0	129,1							
1962 Mars	20	113,4	55,8	57,6	2.268	15,8	6,8	5,0	24,1	21,2	15,0
Avril	23	71,1	46,6	24,5	1.636	17,2	6,4	6,6	17,8	21,9	17,0
Mai	19	62,0	41,2	20,8	1.179	14,7	5,7	7,9	14,3	21,9	17,0
Juin	19	57,4	36,6	20,8	1.092	14,5	5,6	8,2	11,8	18,0	15,7
Juillet	25	54,4	35,4	19,0	1.860	18,6	7,0	7,6	12,7	14,7	14,3
Août	19	50,4	33,3	17,1	958	14,8	5,9	8,3	11,4	17,6	15,5
Septembre	25	51,1	34,5	16,6	1.278	17,0	6,9	8,4	13,3	19,0	16,7
Octobre	19	51,1	34,4	16,7	918	13,5	5,6	8,0	12,8	20,9	14,8
Novembre	20	65,6	39,0	26,6	1.313	15,2	4,7	6,5	17,1	14,1	12,9
Décembre	23	143,6	44,7	98,9	3.303	17,2	8,3	5,1	21,3	12,1	11,4
1963 Janvier	20	245,7	50,9	194,8	4.914	17,1	14,8	3,0	25,9	14,8	10,2
Février	20	219,4	49,9	169,5	4.387	16,6	13,5	3,1	24,3	13,2	11,0
Mars	25	85,8	41,6	44,2							

1 Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

2 Moyenne journalière par mois de chômage.

3 Duré moyenne du chômage = $\frac{\text{Nombre de journées perdues par mois}}{\text{Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois}}$

4 Demandes et offres d'emploi se rapportant uniquement aux ouvriers et ouvrières.

5 Chômeurs complets normalement aptes.

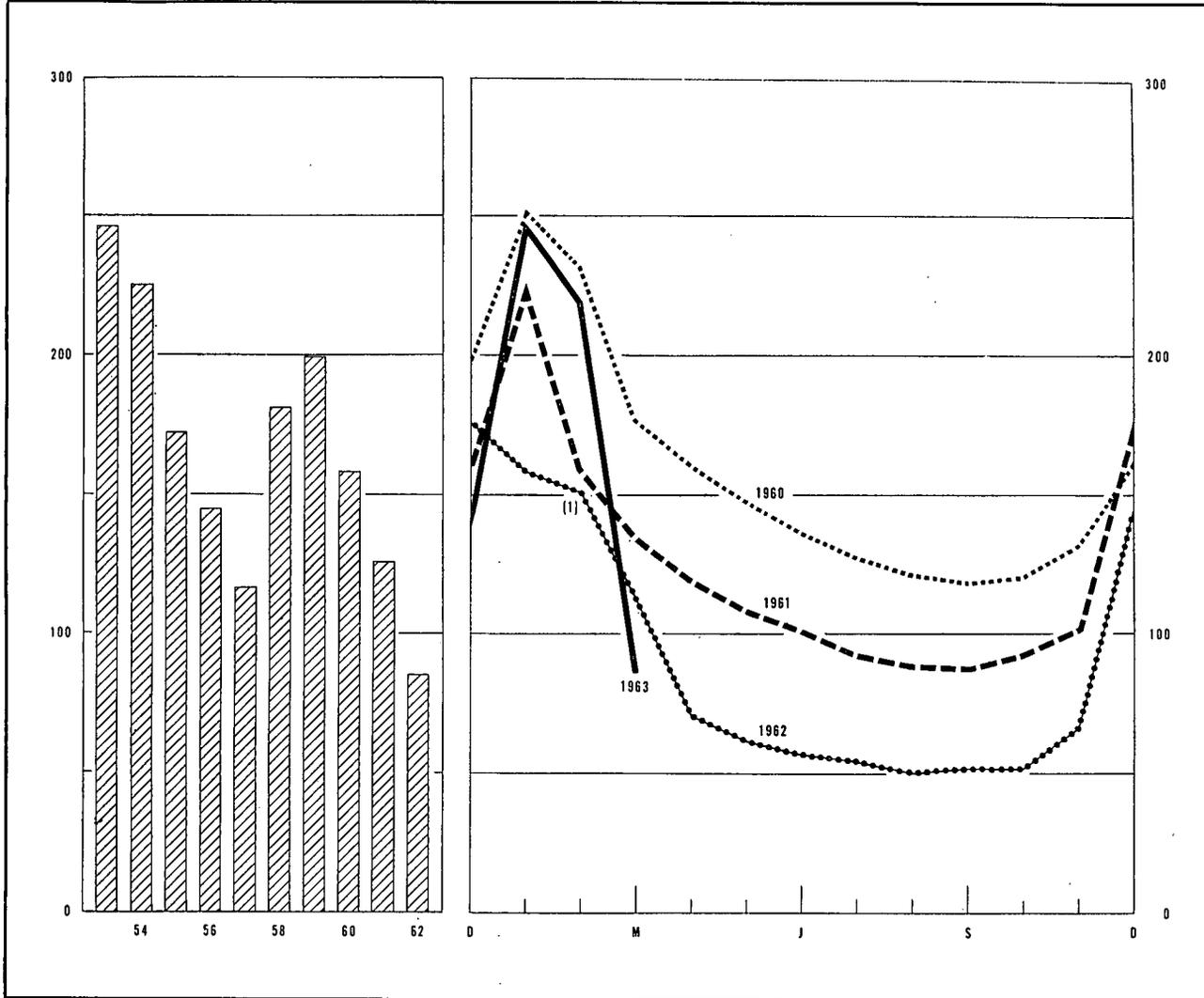
6 Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

* Depuis 1962, la semaine n'est plus comptée que pour 5 jours dans le total du nombre de jours ouvrables; auparavant elle était de 6 jours.

II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés
Chômeurs complets + chômeurs partiels
(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1960	1961	1962	1963
1954	225	319	219	179	179	Janvier	252	226	158	246
1955	172	280	152	116	137	Février	229	160	151 ¹	219
1956	145	247	122	95	115	Mars	177	135	113	86
1957	117	144	96	88	138	Avril	161	120	71	
1958	181	204	166	149	204	Mai	148	109	62	
1959	199	292	182	150	171	Juin	137	102	57	
1960	158	221	149	123	137	Juillet	128	93	54	
1961	126	177	111	90	124	Août	122	89	50	
1962 ¹	85	141	64	52	90	Septembre ...	119	88	51	
1963		176				Octobre	121	93	51	
						Novembre ...	132	102	66	
						Décembre ...	162	176	144	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).
¹ Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficies cultivées).

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Superficie cultivées ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	274	272	260	280	296	275	273	256	252
dont : froment	184	191	188	208	219	201	203	206	209
seigle	82	74	68	66	69	66	63	44	39
Céréales non panifiables	233	234	254	238	240	256	252	263	260
Plantes industrielles	95	98	99	92	94	89	96	92	93
Plantes racines et tuberculifères	163	152	151	145	141	143	131	120	116
Légumes cultivés pour la graine	13	13	14	13	12	12	11	11	10
Prés et prairies	815	815	818	814	811	827	819	821	829
Divers	149	147	132	137	128	133	134	142	135
Total ...	1.742	1.731	1.728	1.719	1.722	1.735	1.716	1.705	1.695
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	575	714	597	751	779	793	773	722	^p 835
Autres céréales	972	1.008	985	961	983	1.046	1.036	992	1.058
Betteraves sucrières	2.132	2.246	2.203	2.486	2.832	1.485	3.063	2.703	2.019
Lin (graines et paille)	236	272	235	182	170	125	214	196	231
Chicorée à café	109	95	54	51	56	44	55	60	37
Pommes de terre	2.634	2.184	2.034	2.044	1.914	1.466	1.894	1.789	1.872
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	208	195	189	182	178	170	159	148	141
Total des bovidés	2.373	2.393	2.413	2.485	2.596	2.643	2.690	2.728	2.832
dont : vaches laitières et de trait	971	985	973	976	995	1.012	1.021	1.025	1.051
Porcs	1.310	1.419	1.471	1.366	1.423	1.427	1.726	1.772	2.053
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	1.153	1.168	1.198	1.277	1.319	1.303	1.420	1.538	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	381	392	400	391	412	424	441	429	462

¹ Recensements au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

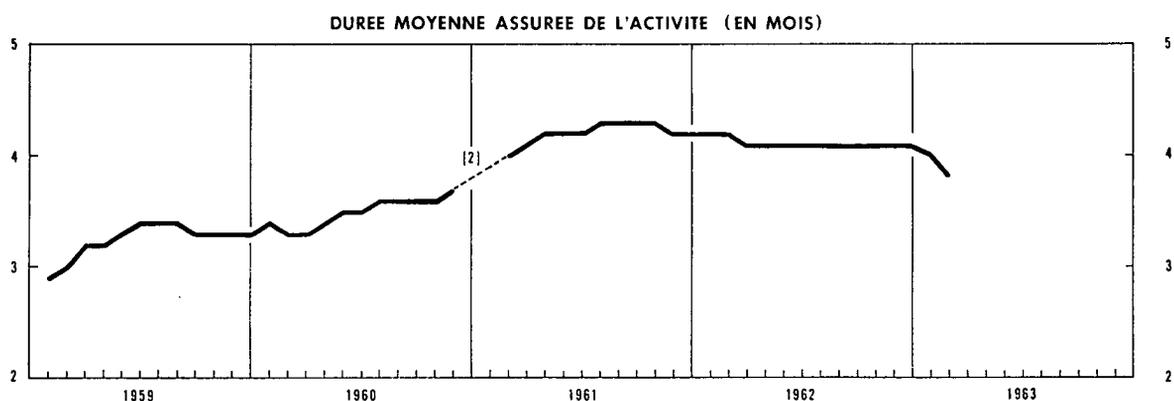
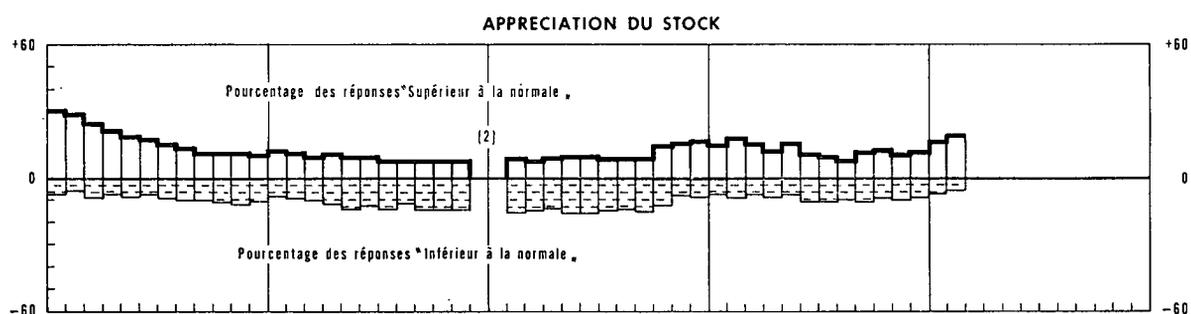
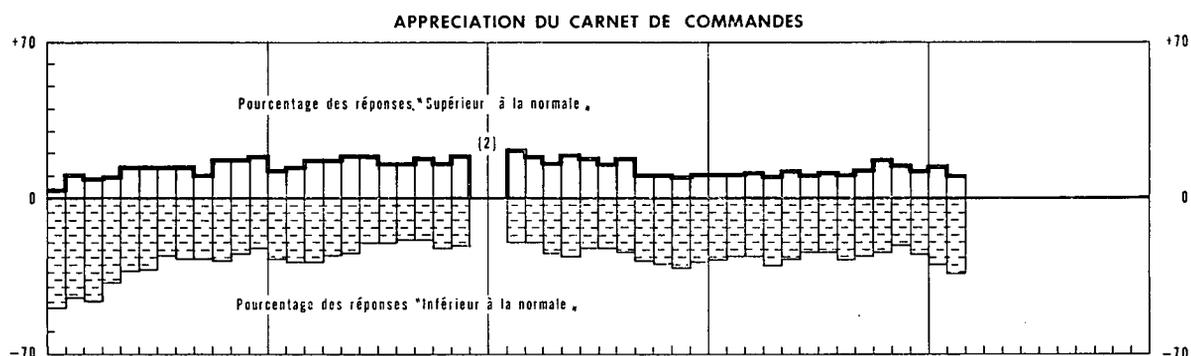
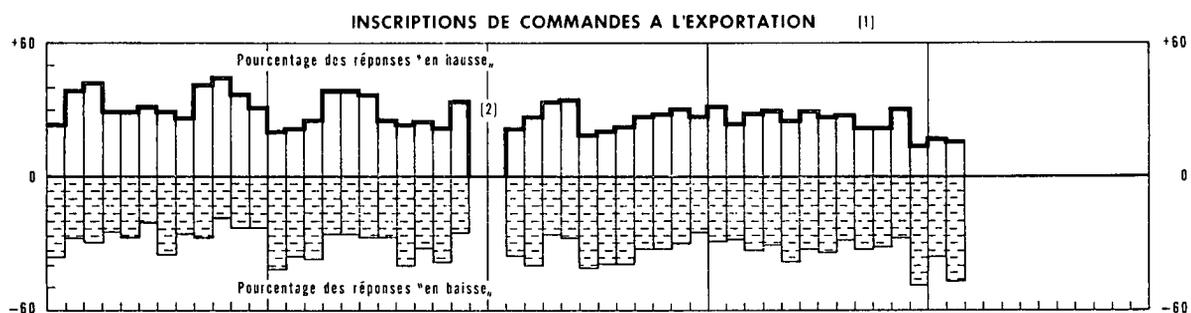
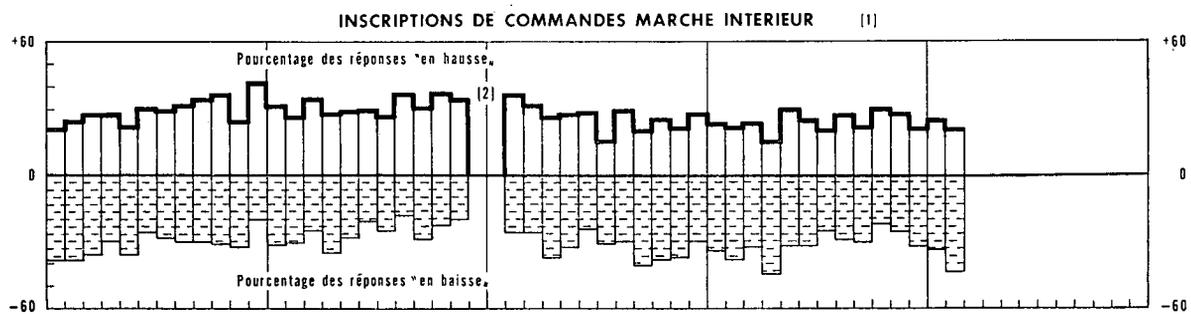
	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Aiglefin	383	448	546	519	445	374	232	262	285
Cabillaud	852	715	870	764	662	834	653	689	698
Plie	421	378	392	379	427	451	381	390	291
Sole	502	465	323	299	289	315	257	350	314
Raie	277	241	312	314	356	337	342	323	328
Hareng	1.370	1.400	1.650	716	254	201	260	528	409
Crevettes	164	122	178	266	84	64	89	39	80

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistique agricole (F.A.O.).

IV. — INDUSTRIE

IV - 1. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir.



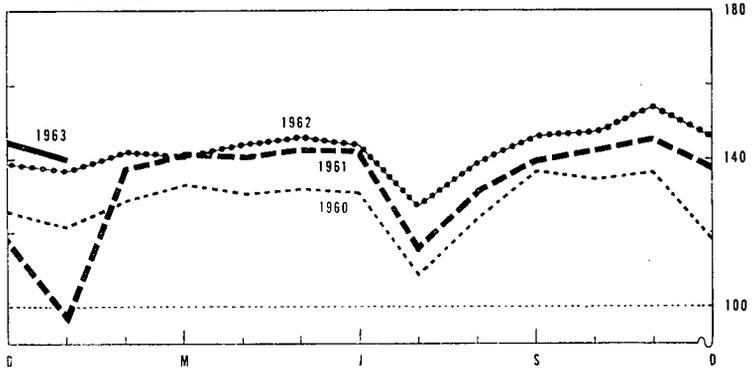
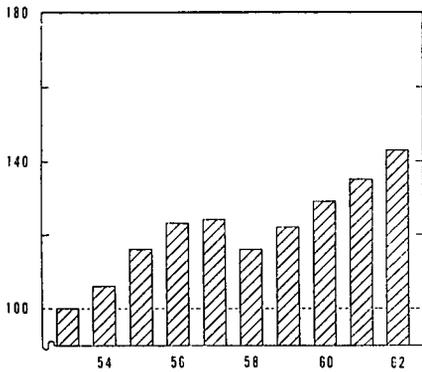
1 Mouvements saisonniers éliminés.

2 Grèves dans les industries de la sidérurgie et des fabrications métalliques.

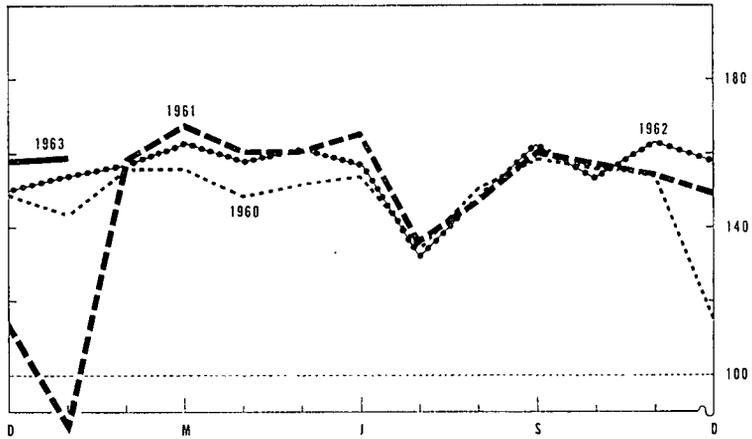
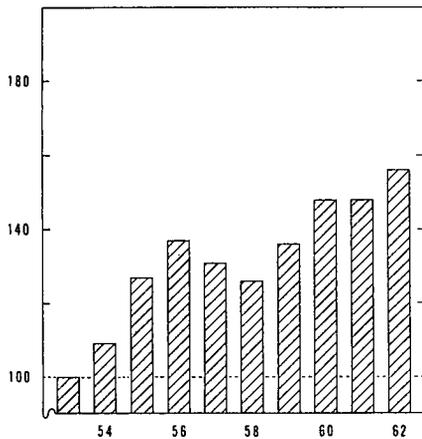
IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.R.E.S.P.)

Base 1953 = 100

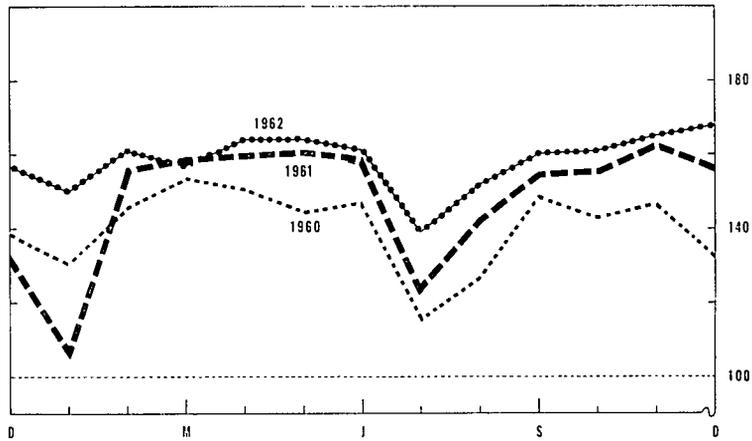
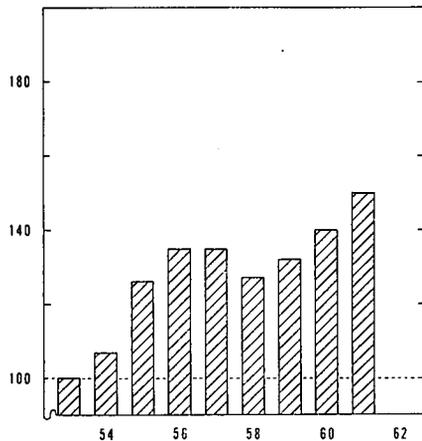
ENSEMBLE DES INDUSTRIES



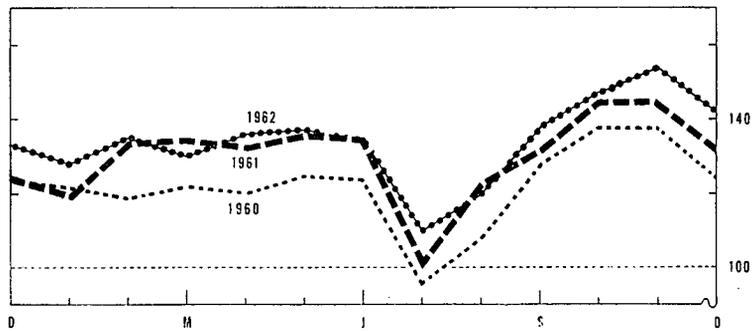
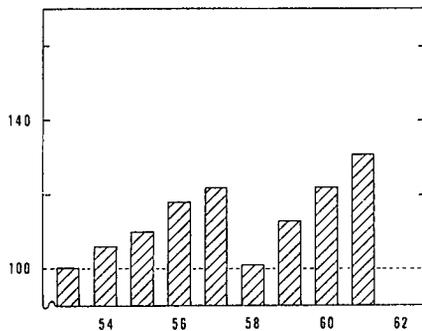
SIDERURGIE ET METAUX NON FERREUX



FABRICATIONS METALLIQUES



TEXTILES



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Direction générale des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Industrie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (3), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue 1	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(milliers de tonnes)				(kg)	(millions kWh)	(millions l.)	(millions de m ³)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1954	2.437	2.815	— 125	2.563	784	862	365	84	159
1955	2.498	371	— 287	2.702	826	912	453	92	168
1956	2.463	179	35	2.777	841	987	522	99	182
1957	2.424	1.413	126	2.738	838	1.051	519	97	180
1958	2.255	6.928	221	2.319	841	1.043	630	100	182
1959	1.896	7.496	233	2.410	907	1.097	643	103	188
1960	1.872	6.565	159	2.472	1.019	1.174	669	109	200
1961	1.794	4.394	122	2.486	1.090	1.247	769	102	196
1962	1.769	1.351			1.149	1.368	821	104	214
1961 3 ^e trimestre	1.656	5.384	94	2.394	1.074	1.189	836	104	185
1961 4 ^e trimestre	1.844	4.394	137	2.684	1.110	1.406	759	102	212
1962 1 ^{er} trimestre	1.790	3.360	96	2.584	1.119	1.378	778	103	227
1962 2 ^e trimestre	1.801	2.597	118	2.591	1.148	1.274	854	106	206
1962 3 ^e trimestre	1.615	2.002	180	2.312	1.145	1.253	805	101	189
1962 4 ^e trimestre	1.869	1.351			1.187	1.565	864	105	233
1963 1 ^{er} trimestre	<i>p</i> 1.858	<i>p</i> 978							
1962 Mars	1.837	3.360	126	2.669	1.123	1.423	808	110	239
1962 Avril	1.743	3.030	98	2.622	1.146	1.280	851	102	208
1962 Mai	1.844	2.808	116	2.574	1.141	1.304	872	111	215
1962 Juin	1.817	2.597	141	2.577	1.156	1.238	840	105	194
1962 Juillet	1.870	2.434	184	2.069	1.124	1.133	837	95	178
1962 Août	1.812	2.221	165	2.552	1.153	1.266	836	106	192
1962 Septembre	1.663	2.002	191	2.314	1.157	1.360	742	102	196
1962 Octobre	1.929	1.845	254	2.874	1.169	1.541	895	106	211
1962 Novembre	1.922	1.642	296	2.700	1.185	1.555	861	99	225
1962 Décembre	1.756	1.351			1.206	1.600	786	110	264
1963 Janvier	<i>p</i> 2.011	<i>p</i> 1.271			<i>p</i> 1.201	1.665	950	103	282
1963 Février	<i>p</i> 1.716	<i>p</i> 1.146							
1963 Mars	<i>p</i> 1.847	<i>p</i> 978							

1 Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,8 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1954	413	302	3,12	1,67	4,79	4,86
1955	492	366	3,49	1,96	5,45	5,54
1956	532	397	4,34	2,78	7,12	6,32
1957	523	371	3,87	2,27	6,14	6,63
1958	501	350	3,44	1,99	5,43	6,62
1959	536	386	3,98	2,55	6,53	6,69
1960	599	407	4,40	2,93	7,33	7,26
1961	584	405	5,43	3,76	9,19	8,09
1962	613	451	<i>p</i> 5,32	<i>p</i> 3,76	<i>p</i> 9,08	<i>p</i> 8,91
1961 2 ^e trimestre	649	440	5,96	4,02	9,98	8,23
1961 3 ^e trimestre	614	403	4,89	3,06	7,95	7,97
1961 4 ^e trimestre	594	437	5,93	4,71	10,64	8,67
1962 1 ^{er} trimestre	622	463	5,18	4,32	9,50	8,63
1962 2 ^e trimestre	626	458	5,20	3,84	9,04	9,00
1962 3 ^e trimestre	592	423	<i>p</i> 5,12	<i>p</i> 3,20	<i>p</i> 8,32	<i>p</i> 8,50
1962 4 ^e trimestre	614	462	<i>p</i> 5,79	<i>p</i> 3,68	<i>p</i> 9,47	<i>p</i> 9,51
1962 Mars	662	497	5,73	5,04	10,77	9,25
1962 Avril	605	444	4,88	3,66	8,54	8,43
1962 Mai	648	476	5,69	4,44	10,13	9,18
1962 Juin	626	454	5,03	3,42	8,45	9,39
1962 Juillet	527	365	<i>p</i> 4,33	<i>p</i> 2,88	<i>p</i> 7,21	<i>p</i> 8,21
1962 Août	625	434	<i>p</i> 5,33	<i>p</i> 3,28	<i>p</i> 8,61	<i>p</i> 8,47
1962 Septembre	624	469	<i>p</i> 5,70	<i>p</i> 3,45	<i>p</i> 9,15	<i>p</i> 8,83
1962 Octobre	614	468	<i>p</i> 7,04	<i>p</i> 3,56	<i>p</i> 10,60	<i>p</i> 9,89
1962 Novembre	610	470	<i>p</i> 5,45	<i>p</i> 3,59	<i>p</i> 9,04	<i>p</i> 9,14
1962 Décembre	617	449	<i>p</i> 4,88	<i>p</i> 3,90	<i>p</i> 8,78	<i>p</i> 9,51
1963 Janvier	627 ¹					
1963 Février	573 ¹					
1963 Mars	637 ¹					

1 Estimation sur base chiffre Agefi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre
Nombre										
1954	38.600	25.220	8.752	1.114	32.783	3.288	7.450	2.318	2.791	5.029
1955	36.615	23.564	9.468	1.220	31.698	3.588	8.561	2.569	3.731	5.422
1956	33.742	22.793	9.266	1.226	32.604	3.921	10.997	3.123	4.482	5.982
1957	34.904	24.063	9.407	1.318	31.724	3.618	9.255	3.009	3.772	6.090
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	30.605	2.636	6.059	2.619	2.843	4.809
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	35.333	3.036	8.661	3.135	4.951	5.209
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.800	3.151	11.805	3.567	6.360	5.530
1961	44.552	31.603	10.436	1.407	38.010	3.498	12.785	3.958	7.071	6.170
1962	38.869				32.069					5.102

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation ¹		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation ²	
	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés
1961 2 ^e trimestre	4.262	3.922	731	602
3 ^e trimestre	3.594	3.492	671	582
4 ^e trimestre	3.110	2.477	560	433
1962 1 ^{er} trimestre	r 3.535	1.869	r 617	287
2 ^e trimestre	r 3.158	3.294	r 630	474
3 ^e trimestre	3.320	3.226	1.000	476
4 ^e trimestre	2.894	2.301	882	464
1961 Décembre	2.975	1.884	517	373
1962 Janvier	r 3.438	1.307	r 539	214
Février	r 3.280	1.632	r 572	220
Mars	r 4.036	2.668	r 741	427
Avril	r 4.676	3.372	r 851	474
Mai	r 1.817	3.457	r 374	416
Juin	r 2.982	3.052	r 664	531
Juillet	r 3.517	2.859	r 945	390
Août	3.398	3.466	1.003	501
Septembre	3.044	3.353	1.052	538
Octobre	3.150	3.355	1.044	646
Novembre	2.870	2.422	839	478
Décembre	2.661	1.126	763	267

¹ Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

² Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (non ajustés pour variations saisonnières)

Base 1953 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale ¹		
	1960	1961	% variat. *	1960	1961	% variat. *	1960	1961	% variat. *
1 ^{er} trimestre	166	179	+ 7,8	130	126 ²	- 2,6	169	185	+ 9,5
2 ^o trimestre	175	185	+ 5,7	133	142	+ 6,7	182	193	+ 6,0
3 ^o trimestre	163	171	+ 4,9	125	130	+ 4,1	174	181	+ 4,0
4 ^o trimestre	183	194	+ 6,0	131 ²	143	+ 9,3	194	202	+ 4,1
	1961	1962		1961	1962		1961	1962	
1 ^{er} trimestre	179	189	+ 5,6	126 ²	140	+ 10,9	185	188	+ 1,6
2 ^o trimestre	185	197	+ 6,5	142	145	+ 1,8	193	203	+ 5,2
3 ^o trimestre	171	182	+ 6,4	130	137	+ 5,9	181	192	+ 6,1
4 ^o trimestre	194	206	+ 6,2	143	149	+ 4,3	202	214	+ 5,9
	France			Italie			Pays-Bas		
	1960	1961	% variat. *	1960	1961	% variat. *	1960	1961	% variat. *
1 ^{er} trimestre	174	184	+ 5,7	175	196	+ 12,0	150	159	+ 6,0
2 ^o trimestre	180	187	+ 3,9	182	199	+ 9,3	160	161	+ 0,6
3 ^o trimestre	152	158	+ 3,9	179	197	+ 10,1	154	153	- 0,6
4 ^o trimestre	185	195	+ 5,4	191	217	+ 13,6	165	164	- 0,6
	1961	1962		1961	1962		1961	1962	
1 ^{er} trimestre	184	196	+ 6,5	196	220	+ 12,2	159	162	+ 1,9
2 ^o trimestre	187	199	+ 6,4	199	219	+ 10,1	161	167	+ 3,7
3 ^o trimestre	158	168	+ 6,3	197	211	+ 7,1	153	161	+ 5,2
4 ^o trimestre	195	207	+ 6,2	217	236	+ 8,8	164	171	+ 4,3

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

¹ A l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest.

² Grève.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique*. — *Revue du Travail*. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.F.)*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal*. — *Bulletin statistique mensuel de Fédéchar*. — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie*. — *Figas*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière*. — *L'Construction*. — *Statistiques générales (O.C.D.E.)*.

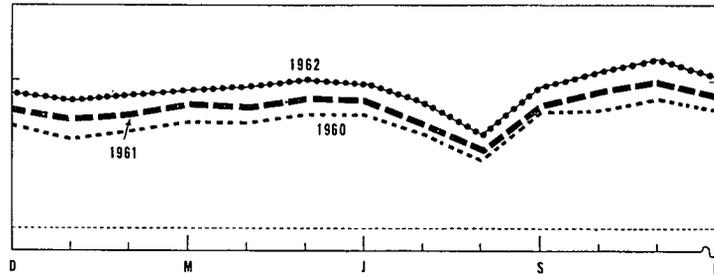
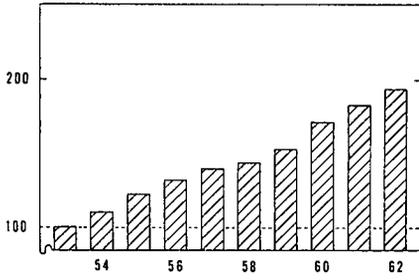
IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

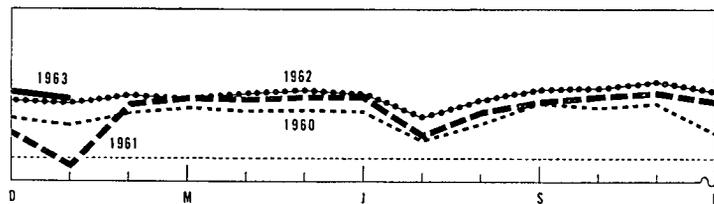
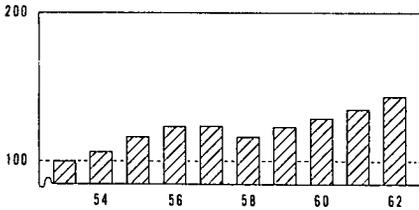
Base 1953 = 100

(non ajustés pour variations saisonnières)

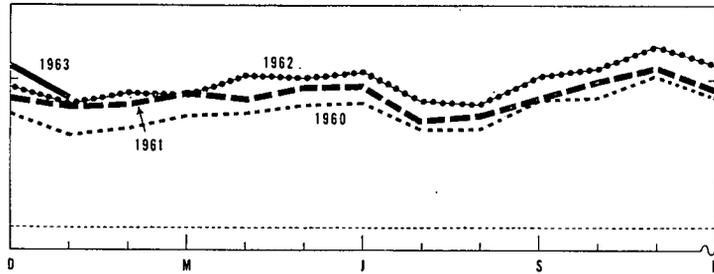
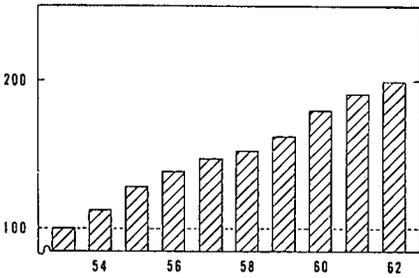
ENSEMBLE DES PAYS DE LA C. E. E.



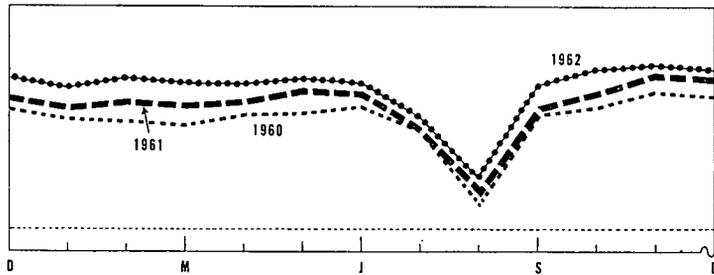
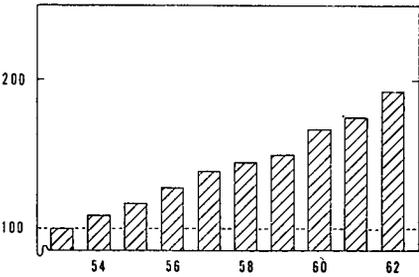
BELGIQUE



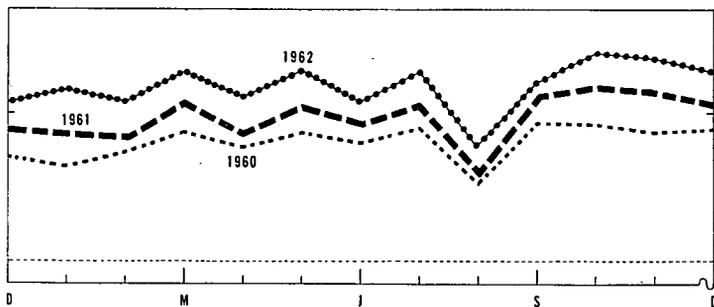
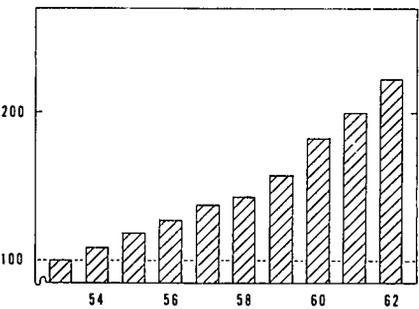
ALLEMAGNE OCCIDENTALE (à l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest)



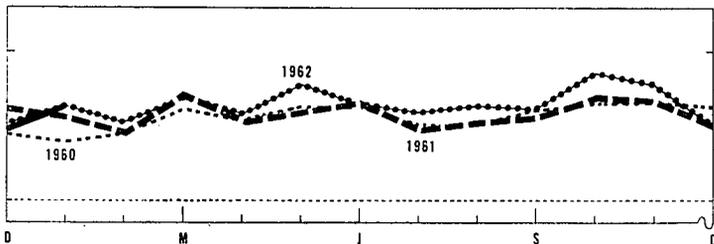
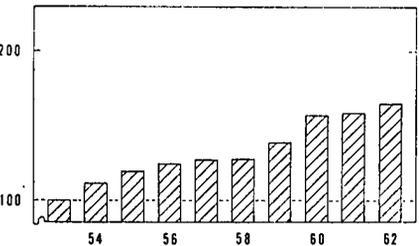
FRANCE



ITALIE



PAYS-BAS



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a). — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2	SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2		Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives 1	Tonnage total			dont		(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
	combustible et huiles minérales				Minerais			
(millions)	(milliers de tonnes)	(milliers de tonnes)	(milliers de tonnes)	(milliers de tonnes)	(milliers)	(milliers)	(milliers)	
1954	630	470	5.104	2.239	794	1.423	40,8	6,0
1955	654	547	5.745	2.504	946	1.201	48,2	7,0
1956	694	577	5.874	2.389	980	965	56,7	8,2
1957	713	548	5.558	2.321	966	797	77,4	10,0
1958	755	486	4.818	1.876	959	618	99,7	12,2
1959	710	505	4.874	1.866	1.043	364	88,7	11,3
1960	715	525	5.070	1.935	1.155	294	108,7	13,8
1961	724	538	5.115	1.937	1.177	225	98,2	12,9
1962		539	5.189			212	115,3	13,7
1961 2 ^e trimestre	737	557	5.360	2.031	1.251	154	98,1	13,1
3 ^e trimestre	759	543	5.153	1.913	1.270	196	137,2	16,3
4 ^e trimestre	733	584	5.534	2.071	1.255	432	80,4	11,1
1962 1 ^{er} trimestre	p 728	536	5.130	2.004	1.208	233	77,5	10,1
2 ^e trimestre	p 753	546	5.232	1.984	1.259	234	122,7	14,3
3 ^e trimestre	p 766	505	4.897	1.856	1.173	188	173,0	18,8
4 ^e trimestre		569	5.499			191	88,2	11,4
1962 Février	p 693	490	4.723	1.845	1.106	205	69,2	9,2
Mars	p 744	558	5.363	1.984	1.297	233	86,6	11,2
Avril	p 744	520	4.997	1.935	1.184	233	103,8	12,7
Mai	p 749	561	5.372	2.009	1.322	239	111,2	13,4
Juin	p 767	556	5.327	2.008	1.270	230	153,1	17,1
Juillet	p 768	492	4.577	1.631	1.216	192	183,2	19,9
Août	p 781	512	5.082	1.987	1.148	170	170,1	18,4
Septembre	p 749	511	5.032	1.949	1.154	202	165,7	18,0
Octobre	p 745	567	5.648	2.146	1.212	239	114,9	13,7
Novembre	p 749	579	5.634	2.204	1.195	183	71,4	9,7
Décembre		561	5.214			152	78,3	10,8
1963 Janvier		608	5.453			158		
Février		643	5.647					

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b). — Navigation maritime

Sources : Administration du Port d'Anvers [col. (1)], du Port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1954	2.634	1.276	1.091	119	113	85
1955	2.830	1.439	1.234	154	155	118
1956	3.172	1.865	1.279	178	216	82
1957	3.296	1.828	1.227	171	209	79
1958	3.545	1.723	1.210	163	169	82
1959	3.622	1.668	1.266	145	152	83
1960	3.774	1.816	1.288	150	166	75
1961	3.846	1.936	1.284	139	167	61
1962	4.167			137		
1961 3 ^e trimestre	3.935	2.019	1.295	161	195	56
4 ^e trimestre	4.011	2.090	1.408	128	168	69
1962 1 ^{er} trimestre	4.142	2.005	1.427	121	133	70
2 ^e trimestre	4.213	2.322	1.359	127	141	71
3 ^e trimestre	4.181	1.915	1.224	153	137	68
4 ^e trimestre	4.133			146		
1963 1 ^{er} trimestre	4.225			150		
1962 Mars	4.294	1.818	1.442	135	140	64
Avril	4.071	2.178	1.402	117	107	55
Mai	4.382	2.495	1.202	128	101	75
Juin	4.185	2.292	1.474	136	216	82
Juillet	4.272	2.111	1.138	157	139	53
Août	4.221	2.124	1.099	157	126	86
Septembre	4.049	1.511	1.436	145	145	64
Octobre	4.258	2.530	1.260	139	201	67
Novembre	4.139	1.950	1.319	150	168	82
Décembre	4.003			149		
1963 Janvier	4.118			142		
Février	3.961			152		
Mars	4.597			156		

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 1c). — Navigation intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics 1	
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes km.)
(1)	(2)
4.258	343
4.737	385
4.659	374
4.642	383
4.269	361
4.534	402
5.097	436
5.426	456
5.553	452
5.917	489
5.440	452
5.276	422
5.858	471
5.744	461
5.336	452
5.903	481
5.368	434
6.074	482
6.133	498
5.873	479
5.923	473
5.435	430
5.927	503
5.278	448
4.803	406
5.278	
4.803	

V - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1953	761	577	41	28	45	14	16
1954	911	692	50	31	57	19	17
1955	1.019	766	60	33	68	22	19
1956	1.084	815	66	35	71	23	19
1957	1.186	898	71	33	81	25	18
1958	1.341	877	84	37	102	69	51
1959	1.249	979	55	30	82	27	20
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1961 1 ^{er} trimestre	347	226	23	16	13	16	9
2 ^e trimestre	1.184	874	50	32	93	39	26
3 ^e trimestre	3.602	2.886	196	68	232	77	34
4 ^e trimestre	383	232	27	20	17	20	15
1962 1 ^{er} trimestre	322	194	22	18	13	19	12
2 ^e trimestre	1.369	997	77	36	115	42	28
3 ^e trimestre	3.590	2.852	199	70	238	82	38
1961 Novembre	357	218	27	18	14	18	12
Décembre	352	221	25	20	15	16	11
1962 Janvier	309	187	21	16	11	17	10
Février	304	184	21	17	12	17	11
Mars	354	210	24	20	15	22	14
Avril	1.258	918	97	31	98	34	21
Mai	785	517	45	31	58	32	29
Juin	2.065	1.555	88	47	193	60	33
Juillet	4.785	4.047	159	67	273	80	46
Août	4.866	3.781	336	106	347	119	38
Septembre	1.118	728	103	37	95	46	30
Octobre	460	266	32	25	21	29	24
Novembre	391	231	31	20	14	22	15

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a). — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples					Coopératives	Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement 4		Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimen-tation	Habille-ment	Ameu-blement	Ménage 1		Indice général	Hom-mes 2			Sous-vête-ments et acces-soires 3	Alimen-tation générale	Alimen-tation	Grands maga-sins	Coopé-ratives	Grossiè-res en alimen-tation générale
1954	106	113	102	105	105	109	104	80	107	103	104	107	104
1955	114	120	111	108	114	115	113	88	111	107	113	114	109
1956	124	133	120	114	127	125	123	97	132	120	119	121	126
1957	129	132	126	124	139	125	125	105	131	123	121	117	122
1958	139	140	138	129	149	131	132	105	139	131	128	121	129
1959	144	145	149	126	150	132	136	104	145	138	131	120	132
1960	156	159	159	141	162	138	144	106	155	144	143	125	142
1961	161	160	164	145	165	144	168	116	163	152	145	130	147
1962	170	172	172	154	171	152	166	142	174	171	151	135	154
1961 2 ^e trimestre	156	154	169	144	162	142	212	109	159	151	146	132	145
3 ^e trimestre	154	152	151	147	169	139	141	116	169	147	144	127	145
4 ^e trimestre	187	180	190	136	173	154	173	118	169	167	143	131	150
1962 1 ^{er} trimestre	149	173	139	151	155	149	139	146	161	165	146	134	153
2 ^e trimestre	168	168	184	153	165	149	210	129	174	166	154	135	153
3 ^e trimestre	159	153	157	159	172	143	136	134	172	162	149	130	146
4 ^e trimestre	205	195	209	153	191	167	180	158	188	192	155	140	165
1962 Février	134	161	114	141	153	140	107	99	153	158	143	132	152
Mars	165	190	155	164	169	156	159	127	166	180	154	136	152
Avril	166	172	180	151	158	142	243	129	170	151	148	129	153
Mai	165	169	174	155	170	153	199	123	175	169	150	137	155
Juin	174	164	198	153	168	153	188	134	177	178	165	139	151
Juillet	162	143	173	158	175	137	142	157	166	157	139	124	141
Août	153	154	139	150	167	145	109	129	178	163	154	136	150
Septembre	163	162	160	168	175	147	156	117	171	165	153	129	147
Octobre	178	186	192	149	178	164	199	132	196	185	151	139	175
Novembre	201	177	200	148	170	154	164	122	182	178	158	142	175
Décembre	235	221	236	161	225	182	177	220	185	212	155	140	145
1963 Janvier	153	178	153	141	148	146	213	182	188	144	153	170	
Février	147	178	127	149	158	118	109						

1 Articles de ménage et appareils ménagers. — 2 Comprend principalement des vêtements de dessus. — 3 Sous-vêtements : hommes et/ou femmes.
 4 Un certain nombre de firmes supplémentaires ayant été incorporées à l'échantillon, les indices, à partir de 1962, ne sont plus entièrement comparables à ceux des années antérieures.

V - 3b). — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1960 2 ^e semestre ...	1.339	620	153	566	10,20	2,54	3,44	4,22	4,90	1,57	1,50	1,83
1961 1 ^{er} semestre ...	1.418	643	159	616	11,36	2,82	3,72	4,82	5,14	1,68	1,58	1,88
2 ^e semestre ...	1.430	625	169	636	11,75	2,92	3,80	5,03	4,99	1,67	1,51	1,81
1962 1 ^{er} semestre ...	1.405	634	170	601	11,86	3,15	3,91	4,80	5,29	1,73	1,65	1,91
2 ^e semestre ...	1.373	646	163	564	11,94	3,30	3,96	4,68	5,24	1,87	1,47	1,90

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 8 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 8 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1960 1 ^{er} semestre	46	22	1	23	72,3	27,2	6,1	39,0
2 ^e semestre	51	24	1	26	81,1	27,8	6,8	46,5
1961 1 ^{er} semestre	55	27	1	27	87,1	31,4	6,3	49,4
2 ^e semestre	50	26	1	23	81,8	30,0	5,9	45,9
1962 1 ^{er} semestre	53	27	1	25	84,6	30,3	6,2	48,1

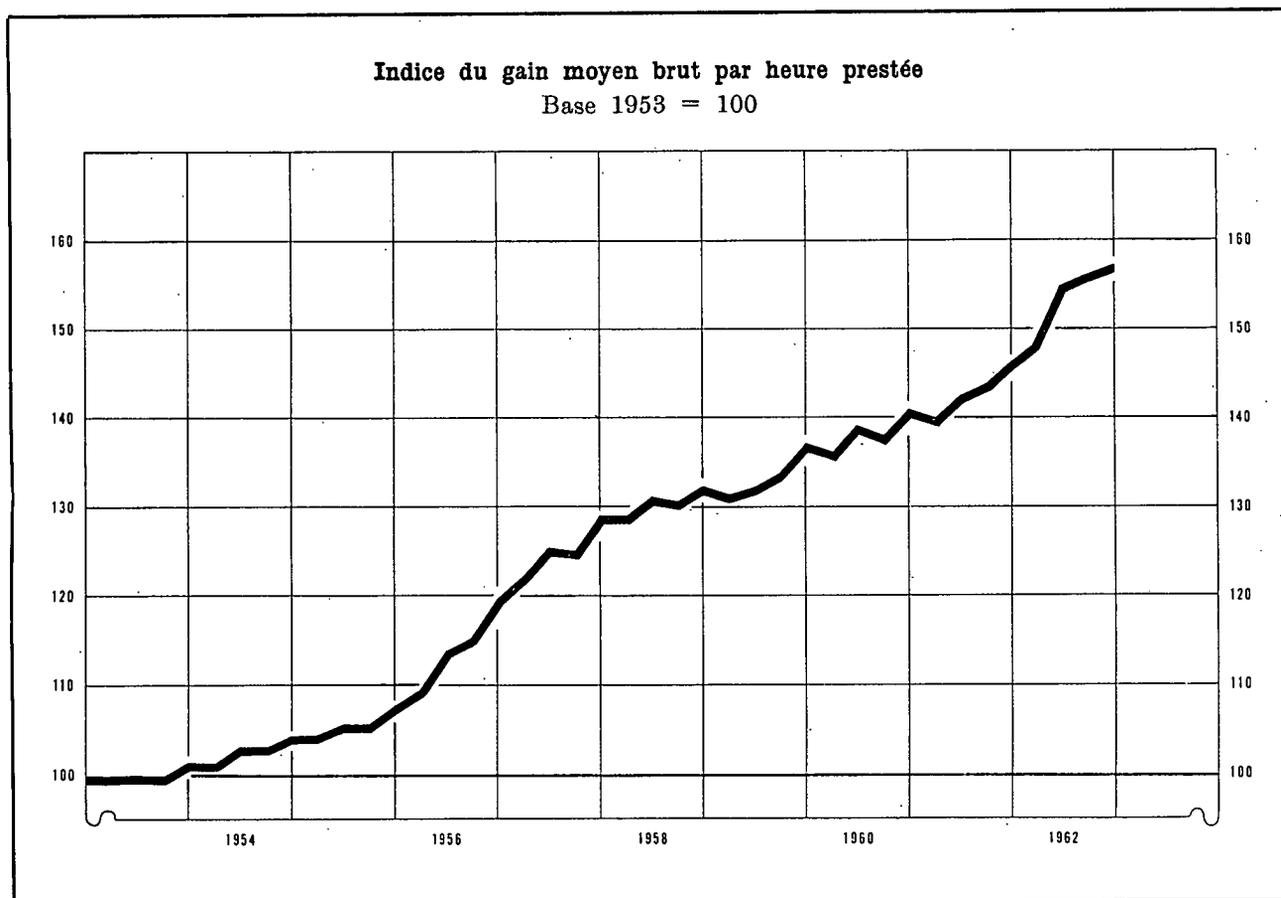
3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes excepté autobus		Motos, scooters, vélomoteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
Nombre de contrats (milliers)												
1960 2 ^e semestre ...	722	3,4	1,0	2,8	24,3	12,6	18,1	324,0	22,3	8,5	298,6	6,4
1961 1 ^{er} semestre ...	754	4,1	1,1	3,2	28,6	15,1	18,8	368,0	25,4	8,9	274,3	6,6
2 ^e semestre ...	829	3,5	1,2	2,6	24,4	12,6	14,4	433,1	19,6	9,5	299,1	8,9
1962 1 ^{er} semestre ...	742	3,7	1,2	2,8	30,5	15,3	15,8	337,6	21,4	8,0	300,6	5,1
2 ^e semestre ...	781	3,5	1,1	2,2	26,6	14,1	15,6	368,6	17,3	7,2	319,2	5,1
Crédit accordé (millions de francs)												
1960 2 ^e semestre ...	4.899	386	51	128	1.300	313	129	358	41	337	1.810	46
1961 1 ^{er} semestre ...	5.141	488	69	104	1.496	390	147	297	38	388	1.666	58
2 ^e semestre ...	4.991	419	66	123	1.268	334	124	354	39	444	1.751	69
1962 1 ^{er} semestre ...	5.290	475	76	89	1.626	411	122	294	45	423	1.689	40
2 ^e semestre ...	5.238	463	66	106	1.407	353	108	384	38	428	1.855	30
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1960 2 ^e semestre ...	100,0	7,9	1,1	2,6	26,5	6,4	2,6	7,3	0,8	6,9	37,0	0,9
1961 1 ^{er} semestre ...	100,0	9,5	1,4	2,0	29,1	7,6	2,9	5,8	0,7	7,5	32,4	1,1
2 ^e semestre ...	100,0	8,4	1,3	2,4	25,4	6,7	2,5	7,1	0,8	8,9	35,1	1,4
1962 1 ^{er} semestre ...	100,0	9,0	1,4	1,7	30,7	7,8	2,3	5,6	0,8	8,0	31,9	0,8
2 ^e semestre ...	100,0	8,8	1,3	2,0	26,9	6,7	2,1	7,3	0,7	8,2	35,4	0,6

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers*. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.)*. — *Chronique du Transport (bimensuel)*. — *Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.)*. — *Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes)*.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 413). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaires horaires type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non-qualifié (3)		
1954	103	103	102	102	103
1955	106	105	106	108	106
1956	115	114	114	118	114
1957	125	125	125	129	125
1958	131	129	129	125	132
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	p 154	p 149	p 151		159
1961 Juin	142	139	140		148
Septembre .	144	141	142		148
Décembre .	146	141	142		152
1962 Mars ... p	148	144	146		153
Juin ... p	155	148	150		161
Sept. ... p	156	151	153		161
Déc. ... p	159	152	154		163

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

4	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas
1953	28,25	85,8	91,0	63,9
1954	28,74	86,0	94,3	69,0
1955	29,91	88,2	98,4	71,9
1956	32,68	87,8	97,6	72,5
1957	35,67	90,6	93,7	70,4
1958	37,04	94,0	95,0	70,2
1959	38,30	97,4	95,0	70,4
1960	39,71	102,8	98,4	74,8
1961	41,76	114,8	100,6	p78,6
1959 Février-Avril .	37,80	95,1	95,4	69,1
Août-Octobre .	38,80	96,7	94,6	68,6
1960 Février-Avril .	39,48	99,0	97,3	72,7
Août-Octobre .	39,93	106,7	99,5	75,6
1961 Février-Avril .	41,20	112,8	100,0	p78,0
Août-Octobre .	42,32	116,7	101,3	p79,2
1962 Février-Avril .	43,72	120,0	100,3	p80,0

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction, et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XV^e Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre, et non pas le coût par unité produite.

4 Les chiffres annuels sont des moyennes des taux horaires de février-avril et de août-octobre.

5 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus n'ayant pas été pondérés par les indices du coût de la vie, ils ne reflètent pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE

(hommes + femmes — en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1958 octobre	1959 octobre	1960 octobre	1961 avril	1961 octobre	1962 avril	1962 octobre (provisoire)
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction du charbon (fond et surf.) ¹	39,24	39,89	40,09	40,40	41,29	42,66	43,38
Carrières ¹	30,99	31,83	34,61	33,62	34,79	35,56	35,65
Total industries extractives ¹	38,63	39,36	39,72	39,90	40,81	42,13	42,81
<i>Industries manufacturières :</i>							
Dérivés alimentaires (sauf boissons)	24,25	25,24	25,98	27,10	27,67	28,50	29,09
Boissons	27,79	29,05	29,21	29,94	30,27	30,35	32,22
Tabac	21,10	21,54	22,27	22,57	22,94	24,52	25,76
Industries textiles	23,09	23,96	25,04	25,60	26,94	27,41	27,45
Chaussures, habillement	18,92	19,20	20,09	20,91	21,23	22,10	23,27
Bois (sauf meubles)	25,13	25,07	26,67	27,57	28,25	29,07	30,42
Industrie du meuble	26,14	26,08	27,59	28,37	30,05	30,97	31,72
Papier, articles en papier	27,82	26,99	28,98	30,52	30,85	31,92	34,08
Impressions et reliures	31,85	32,58	32,85	33,73	34,97	37,50	36,46
Cuir (sauf chaussures, habillement)	22,53	23,25	24,34	24,65	25,80	26,48	27,94
Industrie du caoutchouc	28,50	30,19	30,85	30,33	31,65	32,12	32,86
Industries chimiques	29,14	30,92	31,64	32,14	32,84	34,87	35,50
Dérivés du pétrole et du charbon	42,54	44,20	45,29	48,10	47,48	50,81	50,40
Produits minéraux non métalliques	28,03	29,23	30,37	31,45	32,05	33,14	34,22
Industries métallurgiques de base	37,45	39,19	41,11	41,39	42,13	43,12	45,00
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	31,61	30,12	31,08	32,76	32,72	34,88	36,43
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	32,36	32,46	33,66	34,79	34,92	37,17	38,00
Industrie électrotechnique	28,44	28,89	29,60	29,56	30,18	32,24	33,11
Construction de matériel de transport ...	37,06	36,61	37,36	39,29	37,58	40,48	43,32
Industrie du diamant	23,88	24,90	25,42	26,31	25,99	26,60	26,73
Total des industries manufacturières	27,91	28,56	29,59	30,51	31,01	32,32	33,33
dont : hommes	31,60	32,20	33,30	34,14	34,63	36,02	37,15
femmes	18,58	19,13	20,00	20,57	21,10	22,10	22,55
Construction ¹	30,42	30,72	32,76	32,55	33,17	33,68	36,87
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	29,75	30,24	31,36	31,84	32,40	33,58	34,92
dont : hommes	32,51	32,98	34,16	34,57	35,14	36,34	37,84

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).*
— *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail.* — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne,*
Etudes et Documents nouvelle série, no 58, 1959 (B.I.T.). — *Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).*

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New-York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » price n° 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par barril
1954	278	78,1	128	35,1	20	249	719	29,8	2,65
1955	271	56,8	107	34,6	34	352	740	40,5	2,65
1956	270	57,9	113	35,5	29	329	788	53,5	2,65
1957	272	56,4	125	36,4	26	219	755	47,7	2,90
1958	256	48,2	89	36,2	23	197	735	37,8	2,90
1959	251	36,8	91	34,6	30	238	785	40,3	2,78
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962	267	34,0	94	35,4	23	234	897	29,3	2,89
1961 2 ^e trimestre	247	37,5	95	34,1	25	236	865	36,3	2,89
3 ^e trimestre	254	35,3	93	35,1	25	230	937	36,7	2,89
4 ^e trimestre	259	33,5	86	35,4	23	229	953	36,0	2,89
1962 1 ^{er} trimestre	259	34,1	91	35,5	24	233	954	36,3	2,89
2 ^e trimestre	267	34,2	97	35,8	23	234	915	28,5	2,89
3 ^e trimestre	270	34,2	92	35,5	22	234	855	27,3	2,89
4 ^e trimestre	273	33,5	93	34,9	24	234	863	25,0	2,89
1962 Mars	261	34,0	96	35,6	24	235	962	33,0	2,89
Avril	264	34,0	98	35,7	23	234	949	31,7	2,89
Mai	268	34,0	97	35,7	23	234	919	27,7	2,89
Juin	270	34,7	97	36,0	22	234	876	26,0	2,89
Juillet	272	34,8	96	36,0	22	234	863	26,5	2,89
Août	268	34,2	90	35,5	22	234	852	28,8	2,89
Septembre	269	33,5	90	34,9	22	234	851	26,6	2,89
Octobre	271	33,4	92	34,9	23	234	856	24,9	2,89
Novembre	273	33,5	93	34,8	23	234	874	23,5	2,89
Décembre	276	33,6	95	34,9	24	234	859	26,5	2,89
1963 Janvier	276	34,0	103	35,1	23	234	852	27,5	2,89
Février	279	34,0	102	35,5	p 23	234	852	28,5	
Mars	p 284	p 34,4		p 35,8	p 23	p 234	p 856		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indice Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) 1 2
			général	industriel	alimentaire	
1954	99	103	102	101	104	111
1955	100	98	103	105	99	165
1956	98	102	105	108	100	203
1957	93	100	104	107	98	145
1958	84	96	98	100	96	87
1959	84	93	100	103	94	93
1960	85	90	99	104	90	95
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1961 2 ^e trimestre	85	89	100	104	90	104
3 ^e trimestre	84	91	99	104	90	103
4 ^e trimestre	83	90	99	102	90	102
1962 1 ^{er} trimestre	83	90	99	103	90	92
2 ^e trimestre	83	89	98	101	91	90
3 ^e trimestre	83	90	97	100	89	76
4 ^e trimestre	85	89	97	101	89	83
1962 Mars	83	89	99	102	91	93
Avril	84	89	99	102	91	95
Mai	83	89	98	101	91	94
Juin	83	89	97	101	90	81
Juillet	83	90	97	101	90	75
Août	83	90	97	100	89	76
Septembre	83	89	96	100	89	78
Octobre	83	88	97	100	89	81
Novembre	85	88	97	101	89	84
Décembre	87	90	98	101	90	84
1963 Janvier	90	90	99	102	92	89
Février	91	90	99	102	93	90
Mars	92	89				

1 Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

2 La composition de la statistique ayant été élargie, les chiffres à partir de 1960 ne sont plus tout à fait comparables à ceux des périodes précédentes.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

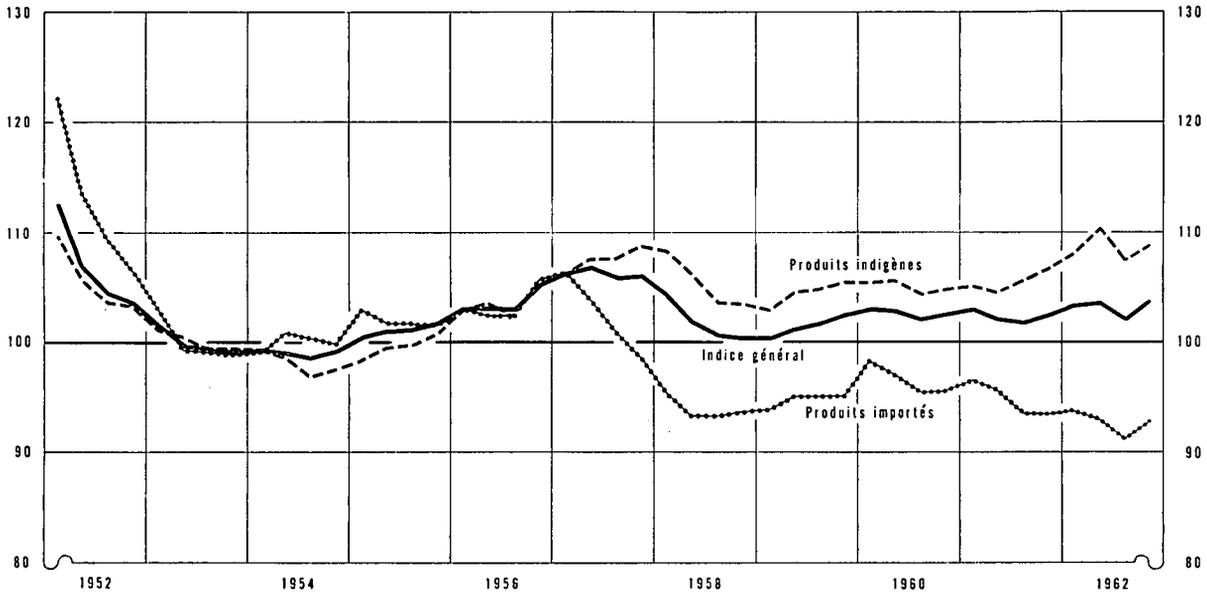
Moyennes mensuelles ou mois	Source : Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie											Source : I.R.E.S.P.			
	Indice général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels					Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.			
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métal.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières brutes	demi-produits	produits finis
1954	98,8	97,8	100,0	97,8	99,2	96,4	99,2	98,1	97,5	98,7	100,3	103,8	95,6	97,4	98,6
1955	101,0	99,4	101,8	94,0	97,7	90,3	102,9	100,7	105,0	97,7	104,6	105,4	98,1	100,1	102,2
1956	103,5	103,5	103,3	97,2	101,0	93,5	105,4	105,8	111,6	95,8	105,6	106,9	104,3	103,9	105,4
1957	106,3	107,4	102,2	98,7	103,1	94,5	108,3	112,1	114,4	98,2	108,9	111,9	112,2	107,5	110,6
1958	101,8	105,4	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	100,3	99,6	106,6
1959	101,4	104,7	95,2	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	95,7	99,3	105,5
1960	102,6	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	94,5	99,3	107,1
1961	102,4	105,0	94,8	94,3	110,2	81,5	104,5	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	90,9	97,1	105,7
1962	103,2	108,7	92,7	100,7	106,9	95,1	103,8	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	p88,9	p95,8	p103,9
1961 3 ^e trimestre	101,9	105,5	93,5	94,3	111,3	80,9	103,9	98,4	109,0	92,3	103,2	121,8	91,0	96,5	105,1
1961 4 ^e trimestre	102,6	106,6	93,4	98,2	109,4	88,6	103,7	98,4	108,3	91,4	104,0	121,9	89,2	96,1	104,8
1962 1 ^{er} trimestre	103,4	108,1	93,7	100,7	110,7	92,0	104,0	98,2	108,6	91,0	105,3	122,1	89,7	p96,1	104,3
1962 2 ^e trimestre	103,6	110,3	93,0	103,5	106,2	100,7	103,7	97,1	108,7	90,5	105,0	123,8	89,6	p95,5	103,3
1962 3 ^e trimestre	102,1	107,4	91,3	96,9	102,2	92,1	103,4	97,5	108,3	89,5	103,0	127,9	88,3	p95,4	104,0
1962 4 ^e trimestre	103,6	108,7	92,9	102,0	108,7	95,9	104,0	98,2	108,2	91,0	104,4	128,6	p88,3	p96,0	p104,2
1963 1 ^{er} trimestre	105,5	111,3	94,5	108,2	114,5	102,3	104,9	98,3	108,5	94,4	105,8	129,0	p90,1	p97,2	p104,6
1962 Mars	104,0	109,6	94,0	103,5	112,7	95,3	104,0	98,1	108,8	90,8	105,7	122,1	89,8	p96,0	104,1
1962 Avril	103,6	109,7	93,5	102,8	107,3	98,5	103,8	97,1	108,8	91,0	105,7	122,1	89,9	p95,7	103,4
1962 Mai	103,5	110,2	92,8	103,5	106,5	100,4	103,5	97,1	108,9	90,3	104,7	122,5	89,4	p95,5	103,3
1962 Juin	103,8	111,0	92,7	104,1	104,7	103,2	103,7	97,0	108,5	90,3	104,7	126,8	89,4	p95,3	103,2
1962 Juillet	102,5	108,3	91,9	98,6	101,4	95,8	103,5	97,1	108,5	89,9	103,8	127,3	88,6	p95,0	103,6
1962 Août	102,0	107,2	91,1	97,3	104,4	90,9	103,2	97,4	108,1	89,2	102,4	127,9	88,4	p95,6	104,2
1962 Septembre	101,7	106,6	90,9	94,9	100,8	89,5	103,4	97,9	108,4	89,5	102,9	128,6	87,9	p95,6	104,2
1962 Octobre	103,0	108,1	92,3	99,9	105,8	94,3	103,7	98,0	108,3	89,9	103,9	128,6	p87,5	p95,6	p104,1
1962 Novembre	103,4	108,5	92,9	101,6	107,5	96,1	103,9	98,0	108,2	90,7	104,6	128,6	p88,0	p95,9	p104,0
1962 Décembre	104,4	109,5	93,4	104,6	112,7	97,3	104,3	98,7	108,0	92,5	104,8	128,6	p89,4	p96,6	p104,4
1963 Janvier	105,7	111,9	94,1	109,1	117,0	101,9	104,9	98,3	108,1	94,8	105,5	129,0	p89,9	p97,1	p104,5
1963 Février	105,5	111,2	94,6	107,9	113,8	102,4	104,9	98,3	108,1	94,9	105,8	129,0	p90,3	p97,3	p104,6
1963 Mars	105,4	110,9	94,8	107,5	112,7	102,7	104,8	98,3	109,2	93,6	106,0	129,0	p90,2	p97,2	p104,6

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

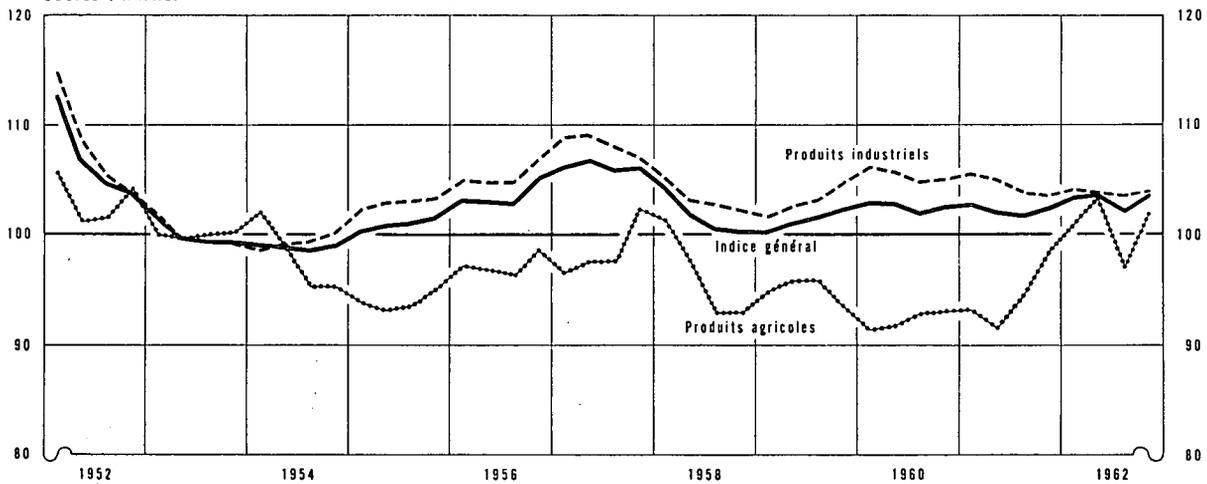
Source : M.A.E.

PRODUITS INDIGENES ET PRODUITS IMPORTES



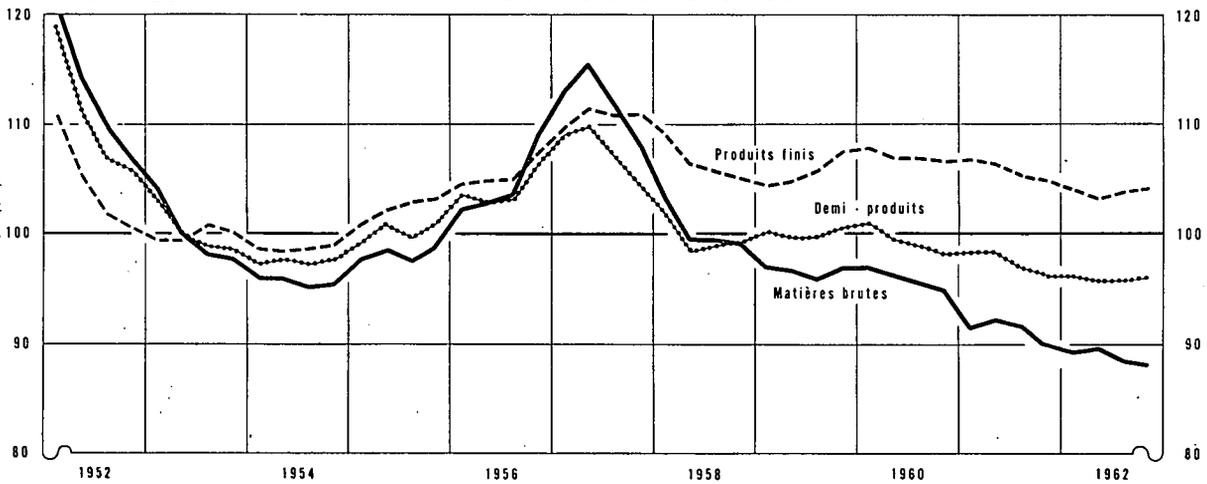
Source : M.A.E.

PRODUITS AGRICOLES ET PRODUITS INDUSTRIELS



Source : I.R.E.S.P.

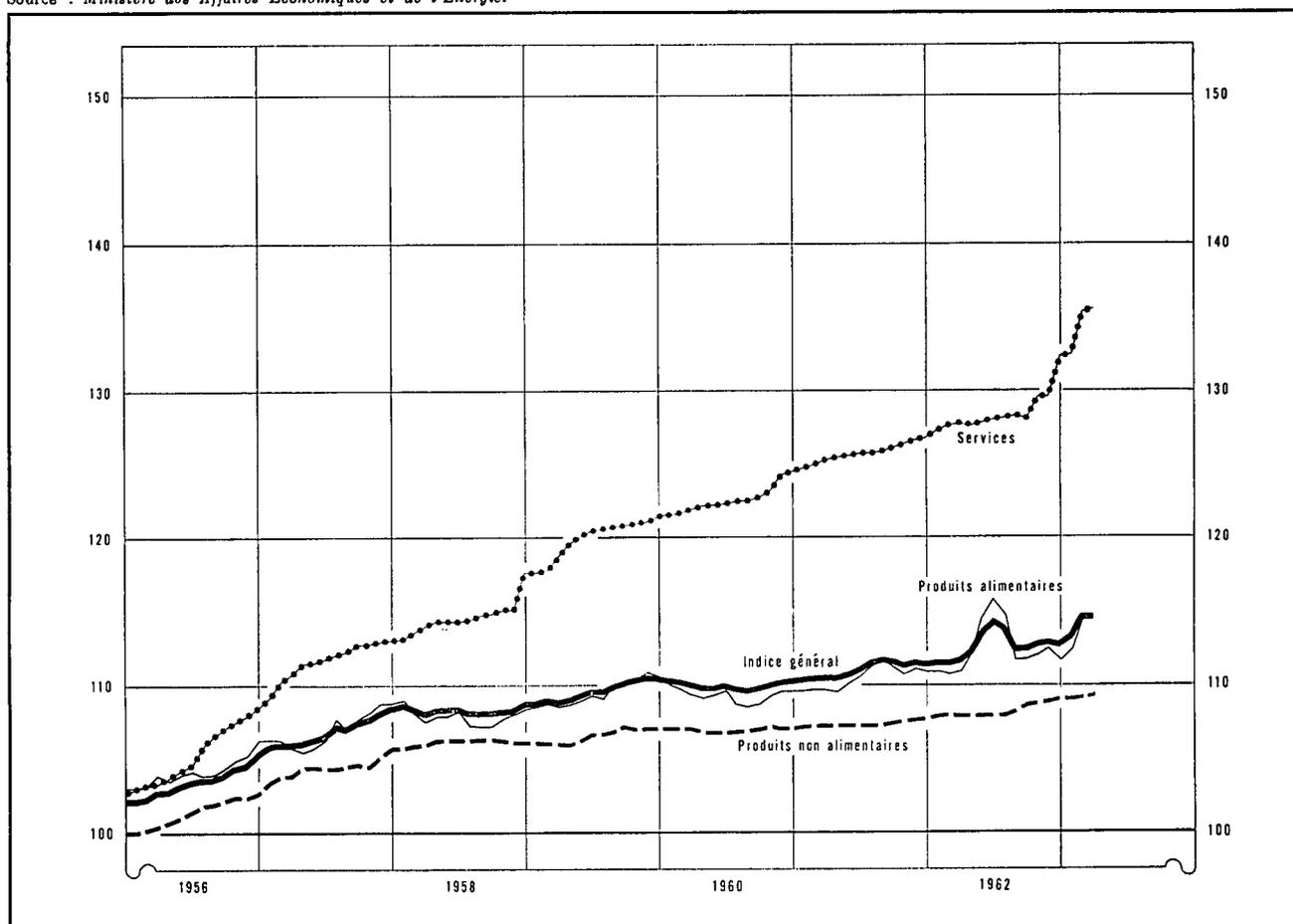
PRIX A TROIS STADES DE FABRICATION



VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

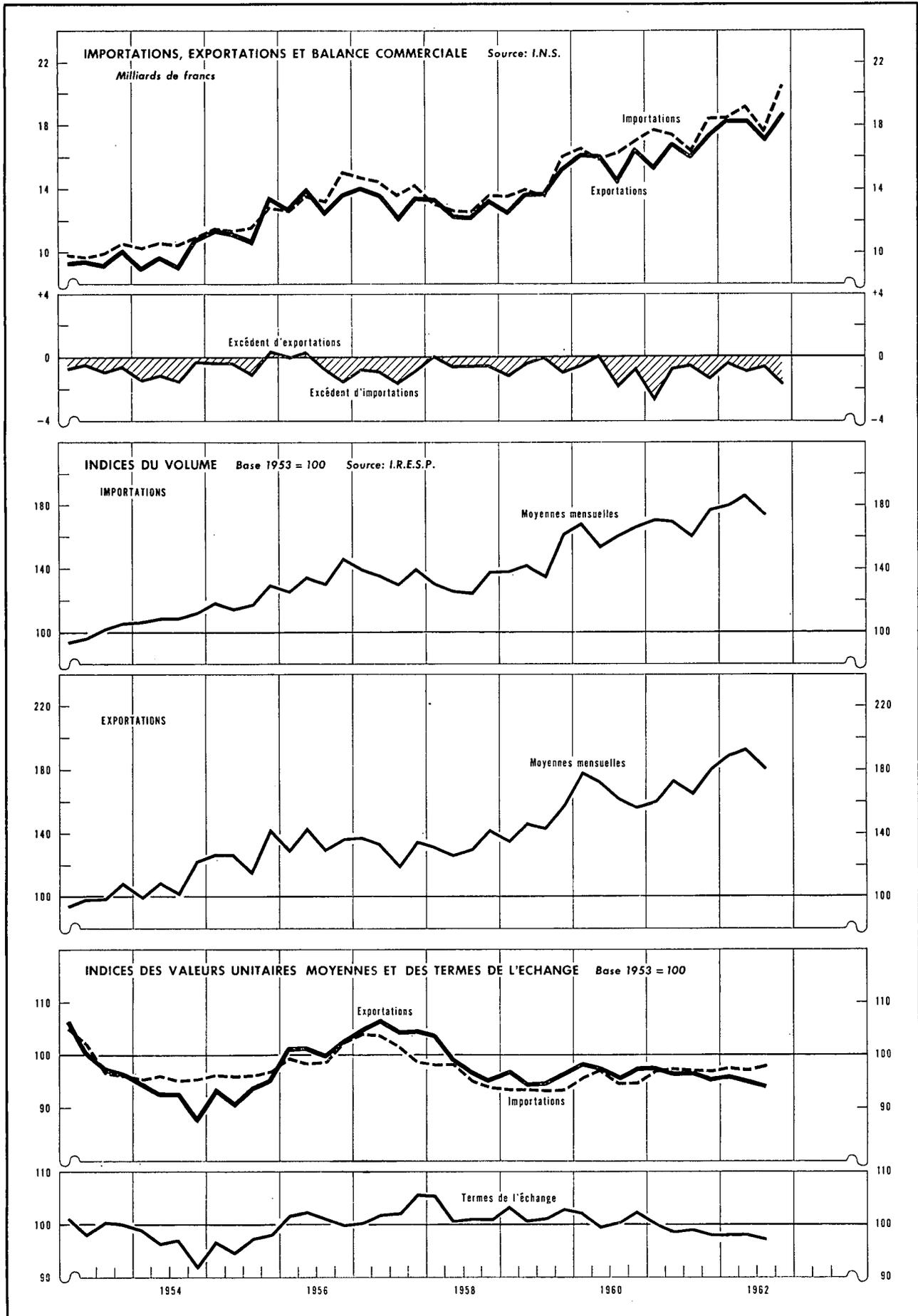
Source : Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits		Produits alimentaires 85 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 produits	
	1962	1963	1962	1963	1962	1963	1962	1963
1953	100,00		100,0		100,0		100,0	
1954	101,30		102,7		99,2		100,0	
1955	100,80		101,6		99,2		101,0	
1956	103,65		104,2		101,5		105,5	
1957	106,93		107,0		104,5		111,7	
1958	108,31		107,9		106,2		114,6	
1959	109,64		109,5		106,6		120,0	
1960	109,97		109,3		107,0		122,6	
1961	111,06		110,5		107,4		125,7	
1962	112,62		112,5		108,3		128,5	
1 ^{er} trimestre	111,56	114,13	110,8	113,7	107,9	109,3	127,5	134,5
2 ^e trimestre	113,36		114,1		107,9		127,8	
3 ^e trimestre	112,77		112,7		108,3		128,1	
4 ^e trimestre	112,80		112,1		108,9		130,5	
Janvier	111,51	113,19	110,9	112,4	107,9	109,1	127,2	132,5
Février	111,49	114,58	110,7	114,4	108,0	109,3	127,6	135,4
Mars	111,67	114,63	110,9	114,4	107,9	109,4	127,7	135,6
Avril	112,22		112,1		107,9		127,6	
Mai	113,61		114,5		107,9		127,7	
Juin	114,26		115,8		107,9		128,0	
Juillet	113,66		114,7		108,0		128,1	
Août	112,25		111,7		108,3		128,2	
Septembre	112,41		111,8		108,7		128,1	
Octobre	112,74		112,1		108,8		129,6	
Novembre	112,92		112,5		108,9		129,6	
Décembre	112,74		111,8		109,1		132,4	

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — L'industrie textile belge, revue de Febeltex. — Der Volkswirt. — Wirtschaft und Statistik. — Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.). — Monthly Digest of Statistics. — Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E. — Bulletins statistiques : Statistiques générales (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Journaux financiers : Agéfi, Het Financieel Dagblad, The Financial Times, L'Information.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.R.E.S.P.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1953 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange 1
1954	10,6	9,6	- 1,0	90	110	108	95	92	96
1955	11,8	11,6	- 0,2	98	120	128	96	93	97
1956	13,6	13,2	- 0,4	97	135	135	100	101	101
1957	14,3	13,3	- 1,0	93	137	132	102	105	103
1958	13,0	12,7	- 0,3	97	131	133	96	98	102
1959	14,3	13,7	- 0,6	96	145	146	93	95	102
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	160	164	96	97	102
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	171	169	97	96	99
1962	19,0	18,0	- 1,0	95					
1961 3 ^e trimestre	16,5	16,0	- 0,5	97	162	165	97	97	99
4 ^e trimestre	18,5	17,3	- 1,2	94	179	180	98	95	97
1962 1 ^{er} trimestre	18,5	18,2	- 0,3	98	181	190	98	96	98
2 ^e trimestre	19,1	18,2	- 0,9	95	187	192	97	95	98
3 ^e trimestre	17,6	17,0	- 0,6	97	173	180	98	94	97
4 ^e trimestre	20,8	18,7	- 2,1	90					
1963 1 ^{er} trimestre p		18,2							
1962 Mars	19,7	18,8	- 0,9	96	187	192	97	95	98
Avril	18,0	17,8	- 0,2	99					
Mai	19,9	18,0	- 1,9	91					
Juin	19,2	18,7	- 0,5	98					
Juillet	18,0	17,7	- 0,3	98					
1962 Août	17,0	15,2	- 1,8	89	173	180	98	94	97
Septembre	17,0	18,2	+ 1,2	107					
Octobre	21,3	19,9	- 1,4	93					
Novembre	19,2	19,0	- 0,2	99					
Décembre	20,7	17,1	- 3,6	83					
1963 Janvier p	17,8	17,6	- 0,2	99					
Février p	17,9	16,4	- 1,5	92					
Mars p		20,5							

1 Termes de l'échange = $\frac{\text{indice des prix à l'exportation}}{\text{indice des prix à l'importation}}$

N.B. — En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, le chiffre du trimestre ne correspond pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. PAR GROUPES DE PRODUITS

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.)

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
<i>Ancienne série</i>												
1954	1,8	1,7	0,9	1,9	0,8	0,4	0,2	0,2	0,4	0,2	1,1	9,6
1955	2,5	2,1	1,1	1,9	0,9	0,5	0,3	0,3	0,5	0,3	1,2	11,6
1956	3,0	2,3	1,2	2,1	1,0	0,5	0,4	0,3	0,6	0,3	1,5	13,2
1957	3,1	2,5	1,0	2,2	1,0	0,5	0,4	0,3	0,5	0,3	1,5	13,3
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
<i>Nouvelle série</i>												
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1961 2 ^e trimestre	3,37	4,07	1,32	2,54	1,24	0,22	0,43	0,45	0,81	0,42	1,93	16,80
3 ^e trimestre	3,15	3,62	1,22	2,42	1,20	0,24	0,49	0,45	0,78	0,45	1,93	15,95
4 ^e trimestre	3,13	3,96	1,38	2,76	1,22	0,24	0,44	0,48	0,98	0,64	2,10	17,33
1962 1 ^{er} trimestre	3,28	4,37	1,40	2,90	1,31	0,23	0,50	0,54	0,93	0,61	2,16	18,23
2 ^e trimestre	3,36	4,46	1,45	2,90	1,35	0,22	0,48	0,54	0,75	0,54	2,11	18,16
3 ^e trimestre	3,03	4,19	1,18	2,72	1,20	0,22	0,47	0,47	0,78	0,62	2,14	17,02
4 ^e trimestre	3,14	4,35	1,42	3,16	1,25	0,22	0,41	0,51	0,88	0,96	2,35	18,65
1961 Décembre	2,69	3,66	1,36	2,63	1,12	0,25	0,43	0,42	0,95	0,68	1,94	16,13
1962 Janvier	3,53	4,30	1,41	2,90	1,34	0,27	0,54	0,58	0,99	0,59	2,21	18,66
Février	2,94	4,34	1,29	2,79	1,23	0,22	0,44	0,44	0,89	0,58	2,03	17,19
Mars	3,38	4,46	1,50	3,01	1,36	0,21	0,53	0,58	0,89	0,66	2,22	18,80
Avril	3,24	4,36	1,40	2,89	1,27	0,19	0,44	0,54	0,72	0,61	2,14	17,80
Mai	3,39	4,42	1,37	2,84	1,47	0,22	0,45	0,56	0,78	0,50	2,00	18,00
Juin	3,44	4,60	1,58	2,97	1,31	0,25	0,53	0,54	0,73	0,52	2,23	18,70
Juillet	3,11	4,75	1,14	2,73	1,26	0,21	0,45	0,47	0,89	0,58	2,11	17,70
Août	2,79	3,68	0,98	2,40	1,22	0,21	0,50	0,44	0,49	0,56	1,92	15,19
Septembre	3,19	4,14	1,41	3,03	1,25	0,24	0,45	0,50	0,95	0,72	2,30	18,18
Octobre	3,46	4,70	1,50	3,34	1,28	0,23	0,42	0,59	0,93	0,99	2,50	19,94
Novembre	3,15	4,35	1,37	3,15	1,34	0,22	0,51	0,49	1,04	0,98	2,38	18,98
Décembre	2,84	3,98	1,39	3,02	1,11	0,20	0,32	0,45	0,77	0,91	2,15	17,14

N. B. - Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Pour une analyse du commerce extérieur de 1948 à 1957 : voir le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXIV^e année, vol. II, n° 1, juillet 1959. — Pour l'analyse de l'année 1959 : XXXV^e année, vol. II, n° 1, juillet 1960; de l'année 1960 : XXXVI^e année, vol. II, n° 1, août 1961; de l'année 1961 : XXXVII^e année, vol. II, n° 1, juillet 1962.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. PAR GROUPES DE PRODUITS

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation					Total général				
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production					Total	non durables			Biens d'équipement 13		
													combustibles		produits chimiques 9	produits métalliques 10	autres produits 10		alimentaires		durables 12			
													liquides 8	autres					produits animaux				produits végétaux	autres 11
Ancienne série																								
1952	6.876	2.153	1.035	1.043	234	142	106	109	73			478	329	208	966	2.316	478	599		1.239	1.060	10.252		
1953	6.652	1.864	1.236	958	279	159	114	84	76			484	340	202	856	2.311	390	608		1.313	1.131	10.094		
1954	7.197	1.957	1.212	1.033	293	194	118	103	74			541	439	250	983	2.263	349	643		1.271	1.164	10.624		
1955	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74			649	474	306	1.172	2.367	369	637		1.361	1.245	11.850		
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78			809	612	367	1.178	2.554	385	735		1.434	1.647	13.635		
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88		1.022	717	401	410	1.257	2.844	404	767		1.673	1.644	14.302		
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410	1.133	2.758	351	742		1.665	1.683	13.037		
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445	1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.690	14.341		
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666	1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	16.488		
1960 1 ^{er} semestre	11.198	3.684	1.325	1.339	634	201	175	196	103	222		997	632	635	1.054	3.062	338	848	310	1.566	2.003	16.263		
1960 2 ^e semestre	11.707	3.931	1.214	1.216	912	342	170	293	107	232		894	672	696	1.028	3.109	380	761	315	1.553	1.897	16.713		
Nouvelle série																								
1960 *	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.630	1.850	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	283	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.224	17.579
1961 1 ^{er} trimestre	12.165	3.909	1.644	1.393	894	192	214	219	98	222	88	610	396	671	657	265	693	3.299	364	774	303	1.858	2.360	17.824
1961 2 ^e trimestre	12.064	4.190	1.433	1.171	733	257	195	237	105	248	81	667	310	743	692	277	725	3.261	336	837	319	1.769	2.131	17.456
1961 3 ^e trimestre	11.275	3.937	1.283	995	680	342	184	248	103	253	76	599	278	728	661	267	641	3.113	394	734	281	1.704	2.133	16.521
1961 4 ^e trimestre	12.777	4.147	1.527	1.418	868	347	191	234	131	246	77	618	390	757	773	297	706	3.466	486	901	334	1.745	2.273	18.516
1962 1 ^{er} trimestre	12.758	4.259	1.683	1.505	733	194	222	220	94	213	79	627	457	720	756	308	688	3.281	367	742	337	1.835	2.472	18.511
1962 2 ^e trimestre	13.115	4.461	1.566	1.523	792	206	182	226	100	259	72	765	396	765	766	313	723	3.411	346	914	313	1.838	2.542	19.068
1962 3 ^e trimestre	11.948	4.233	1.316	1.289	686	344	171	239	102	271	57	474	368	720	702	293	683	3.268	365	754	319	1.830	2.370	17.586

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée, à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement » ;

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de la production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960, : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée :

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

VIII - 4 a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1960	1961				1962		
										4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1e trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.)																	
Biens de production	108,7	94,5	96,8	101,3	104,7	95,7	94,4	96,5	95,9	95,2	95,8	96,6	95,6	95,9	95,5	94,7	93,7
Biens de consommation	103,3	98,4	96,7	95,7	97,3	94,1	91,2	91,3	93,3	93,8	92,9	93,3	92,8	94,6	93,0	94,7	93,3
Biens d'équipement	100,4	93,6	95,9	94,3	102,3	101,6	93,6	99,1	102,8	95,5	103,9	106,7	104,4	105,1	108,8	108,1	110,3
Ensemble ...	106,2	95,1	96,7	99,1	102,8	96,1	93,6	95,6	96,1	94,9	95,9	96,8	95,9	96,5	96,5	96,1	95,3
EXPORTATIONS (F.O.B.)																	
Sidérurgie	133,2	88,5	98,9	110,2	118,0	104,0	96,9	107,1	102,4	106,0	103,6	103,5	102,3	100,8	98,5	97,6	96,6
Fabrications métalliques	99,7	90,1	94,0	97,3	107,5	104,1	99,1	96,8	98,6	97,8	98,3	98,3	98,8	100,2	100,0	99,3	99,7
Métaux non ferreux	123,0	95,7	110,7	121,1	99,2	83,6	93,1	97,5	92,5	94,5	91,8	94,7	91,1	92,7	92,8	91,8	90,1
Textiles	109,8	94,5	90,0	88,2	90,8	82,0	77,7	82,1	83,1	81,6	82,8	82,8	83,5	83,4	82,8	82,8	82,7
Produits chimiques	117,6	96,9	99,0	97,9	93,4	90,9	89,6	89,2	89,6	86,3	91,3	88,9	88,5	90,8	87,1	87,7	85,4
Industrie houillère	128,5	90,5	92,6	112,0	130,5	127,1	104,0	94,8	89,3	98,7	92,1	89,0	87,0	89,9	86,7	89,2	93,5
Industrie pétrolière	104,8	93,2	94,8	170,6	210,3	202,5	190,1	172,4	172,4	173,6	177,9	175,5	167,7	170,7	171,5	170,5	166,2
Verres et glaces	100,0	97,9	101,2	108,2	110,1	111,3	111,4	110,7	112,5	109,2	111,8	113,5	114,5	113,2	113,3	112,2	110,1
Produits agricoles	108,7	105,4	101,9	113,2	108,0	106,6	105,9	104,7	106,9	110,3	106,2	107,8	104,0	108,7	112,5	116,6	109,0
Ciments	104,5	100,1	96,9	102,0	101,6	102,6	100,1	97,0	101,6	97,7	99,4	98,3	103,1	104,8	105,2	100,8	100,6
Carrières	102,9	99,9	105,1	111,7	120,3	118,4	113,8	120,3	116,3	119,9	121,6	116,3	115,2	113,8	119,0	113,0	166,6
Céramiques	104,4	96,4	102,9	110,1	114,5	113,8	111,3	100,5	103,7	100,6	103,3	100,8	103,9	104,1	104,4	109,0	111,4
Bois et meubles	105,5	97,0	103,7	105,7	108,7	103,2	99,6	101,5	102,5	102,9	101,8	104,0	101,0	102,3	98,1	100,2	100,1
Peaux, cuirs et chaussures	105,9	89,4	82,5	83,2	89,2	86,0	93,7	95,1	94,8	92,7	95,9	90,4	96,2	95,9	98,3	93,2	93,5
Papier et livre	118,2	98,4	98,9	96,7	95,8	96,7	89,5	91,3	89,3	89,1	92,4	91,8	90,8	91,4	92,6	92,5	92,8
Tabacs manufacturés	108,9	92,8	94,5	93,0	94,7	93,3	88,9	89,3	93,8	89,5	89,1	93,8	95,9	96,5	97,9	103,8	114,7
Caoutchouc	122,0	93,0	96,7	96,6	92,7	88,6	86,3	82,1	78,4	80,3	79,6	77,7	78,4	78,1	76,4	78,4	76,0
Industries alimentaires	125,5	101,4	96,7	94,0	100,5	91,7	83,5	83,5	83,5	80,7	83,4	83,4	84,0	84,3	82,7	81,3	82,2
Divers	112,7	84,2	85,1	87,6	106,5	102,5	101,6	97,7	92,3	100,0	92,7	95,1	89,3	92,5	86,9	99,8	85,6
Ensemble ...	115,7	92,8	96,6	101,5	105,8	98,3	94,8	97,1	96,2	96,7	96,5	96,5	95,8	96,5	95,5	95,4	94,5
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	108,9	97,6	99,9	102,4	102,9	102,3	101,3	101,6	100,1	101,9	100,6	99,7	99,9	100,0	99,0	99,3	99,2

¹ Indices des termes de l'échange : $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

VIII - 4 b. — INDICES DU VOLUME

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1960	1961				1962		
										4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.)																	
Biens de production	96,6	113,6	124,5	136,7	137,4	131,6	146,5	163,8	172,3	172,7	172,0	173,5	163,8	184,4	186,9	192,1	178,3
Biens de consommation	98,4	101,2	108,4	118,7	129,1	129,2	143,3	157,1	165,6	157,5	169,2	166,7	160,4	173,9	168,4	169,7	165,8
Biens d'équipement	94,6	110,5	114,4	142,8	137,4	141,7	159,4	174,2	209,4	199,7	200,5	208,3	197,4	215,1	219,7	227,2	215,7
Ensemble ...	96,8	110,6	119,7	133,8	135,7	132,4	147,5	163,9	175,2	172,9	174,6	175,9	166,7	185,7	186,9	191,7	180,1
EXPORTATIONS (F.O.B.)																	
Sidérurgie	105,7	107,0	131,2	143,3	140,1	140,8	156,0	179,4	165,4	179,2	146,4	178,1	168,6	169,4	182,1	187,7	171,4
Fabrications métalliques	111,5	114,9	131,6	137,8	137,4	149,1	162,7	194,6	210,6	203,7	205,1	232,7	204,3	231,8	250,2	263,7	232,3
Métaux non ferreux	101,3	107,2	110,3	118,8	110,5	122,0	135,8	151,7	161,0	159,7	174,0	155,9	149,3	166,9	167,0	174,5	145,9
Textiles	81,0	110,2	119,8	133,2	134,9	122,6	146,6	158,8	170,4	171,2	167,8	169,8	160,7	184,4	194,3	194,3	180,5
Produits chimiques	85,9	115,7	125,2	137,6	152,5	161,2	186,3	185,7	198,7	172,1	198,1	204,6	199,6	195,0	219,4	223,1	205,5
Industrie houillère	72,7	130,0	163,7	121,0	108,7	78,9	62,2	65,0	71,6	74,8	58,2	71,2	80,1	76,8	76,8	71,1	66,8
Industrie pétrolière	97,0	104,8	128,0	160,3	140,3	171,3	171,5	177,8	166,4	148,5	136,5	164,8	194,2	170,2	193,8	185,5	186,7
Verres et glaces	70,7	117,0	153,9	163,6	145,6	159,6	207,8	229,4	231,7	223,4	200,7	214,0	258,5	226,6	275,3	283,1	246,8
Produits agricoles	82,4	112,9	131,1	151,7	137,1	191,1	185,2	191,3	211,2	240,2	237,2	183,5	199,1	271,3	250,9	216,1	295,5
Ciments	78,3	91,4	103,7	89,4	94,3	66,1	75,7	71,5	73,6	72,1	47,5	83,4	89,7	73,6	57,7	78,5	73,8
Carrières	92,8	103,1	114,8	126,4	125,8	116,1	129,3	136,5	152,7	140,8	122,0	161,5	165,2	165,7	149,5	191,3	195,5
Céramiques	107,4	119,5	135,8	147,6	124,9	112,9	136,3	195,0	259,0	213,7	189,5	281,2	297,6	290,6	229,0	245,5	206,9
Bois et meubles	87,2	110,5	162,0	187,1	179,6	158,4	205,0	257,1	325,5	269,8	276,4	333,7	326,8	408,3	417,3	460,9	427,1
Peaux, cuirs et chaussures	76,0	107,6	123,8	128,0	113,9	115,6	139,8	143,9	185,2	155,9	185,6	188,9	179,2	190,7	195,8	207,4	197,2
Papier et livre	84,6	125,9	146,8	180,4	202,8	206,0	234,8	274,7	288,7	294,0	274,4	297,8	277,7	284,9	328,0	334,6	343,6
Tabacs manufacturés	93,1	89,0	131,5	172,0	244,2	295,2	372,5	436,6	527,8	455,2	537,9	520,4	511,3	540,9	548,4	425,9	474,5
Caoutchouc	83,9	121,9	148,4	181,2	167,4	167,7	196,2	209,3	248,4	202,5	232,7	276,5	226,0	266,6	274,5	281,7	259,3
Industries alimentaires	75,6	74,3	96,0	97,2	92,7	100,3	113,1	130,9	154,6	183,0	142,2	143,1	159,3	174,4	179,0	185,4	170,1
Divers	86,1	85,6	94,8	110,3	85,9	86,8	101,9	120,2	128,4	119,7	138,7	120,4	123,7	135,2	156,3	96,6	155,0
Ensemble ...	94,4	109,4	125,7	135,3	131,8	134,7	150,3	168,3	175,0	173,9	167,6	179,9	173,0	185,1	197,7	200,4	186,9

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

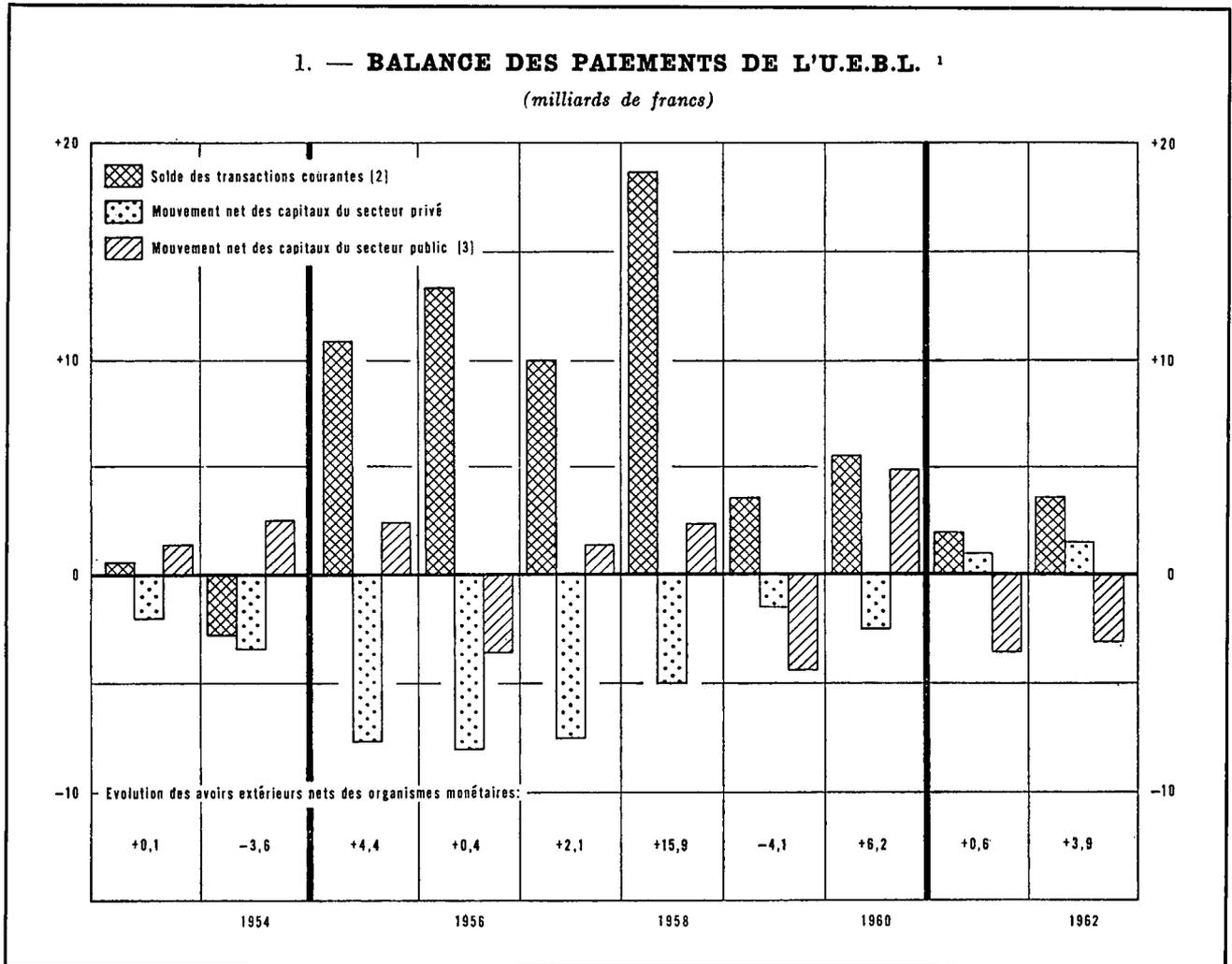
Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale ¹			France ¹			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1954	1,45	0,93	- 0,52	1,27	0,92	- 0,35	1,42	2,01	+ 0,59
1955	1,64	1,36	- 0,28	1,47	1,16	- 0,31	1,56	2,40	+ 0,83
1956	2,03	1,34	- 0,69	1,62	1,41	- 0,21	1,78	2,89	+ 1,11
1957	2,23	1,36	- 0,87	1,70	1,46	- 0,24	2,02	3,02	+ 1,00
1958	2,23	1,46	- 0,77	1,51	1,34	- 0,17	2,05	2,63	+ 0,58
1959	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1961 2 ^e trimestre	3,15	2,45	- 0,70	2,69	1,98	- 0,71	2,65	4,12	+ 1,47
3 ^e trimestre	3,04	2,52	- 0,52	2,33	1,64	- 0,69	2,58	3,59	+ 1,01
4 ^e trimestre	3,26	2,66	- 0,60	2,57	1,96	- 0,61	2,81	3,93	+ 1,12
1962 1 ^{er} trimestre	3,44	2,79	- 0,65	2,76	2,15	- 0,61	2,86	4,07	+ 1,21
2 ^e trimestre	3,48	3,17	- 0,31	2,72	2,30	- 0,42	2,65	4,15	+ 1,50
3 ^e trimestre	3,48	3,21	- 0,27	2,49	1,97	- 0,52	2,64	3,85	+ 1,21
4 ^e trimestre	3,79	3,56	- 0,23	3,10	2,53	- 0,57	3,07	4,36	+ 1,29
1961 Décembre	3,19	2,55	- 0,64	2,53	1,99	- 0,54	2,58	3,69	+ 1,11
1962 Janvier	3,23	2,65	- 0,58	2,64	2,19	- 0,45	2,92	4,09	+ 1,17
Février	3,40	2,79	- 0,61	2,70	2,00	- 0,70	2,65	3,77	+ 1,12
Mars	3,69	2,93	- 0,76	2,94	2,25	- 0,69	3,00	4,36	+ 1,36
Avril	3,34	2,90	- 0,44	2,59	2,25	- 0,34	2,53	4,37	+ 1,84
Mai	3,71	3,16	- 0,55	2,70	2,19	- 0,51	2,83	3,94	+ 1,11
Juin	3,34	3,45	+ 0,11	2,86	2,45	- 0,41	2,59	4,14	+ 1,55
Juillet	3,53	2,92	- 0,61	2,68	2,22	- 0,46	2,62	4,01	+ 1,39
Août	3,48	3,39	- 0,09	2,20	1,48	- 0,72	2,46	3,50	+ 1,04
Septembre	3,40	3,32	- 0,08	2,57	2,21	- 0,36	2,78	4,06	+ 1,28
Octobre	4,03	3,72	- 0,31	3,34	2,56	- 0,78	3,19	4,66	+ 1,47
Novembre	3,67	3,58	- 0,09	2,92	2,53	- 0,39	3,09	4,23	+ 1,14
Décembre	3,60	3,39	- 0,22	3,00	2,49	- 0,51	2,80	4,20	+ 1,40
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métropoles O.C.D.E. ²		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1954	0,16	0,27	+ 0,11	4,30	4,13	- 0,17	6,07	6,05	- 0,02
1955	0,18	0,25	+ 0,07	4,87	5,17	+ 0,30	6,78	7,44	+ 0,66
1956	0,20	0,26	+ 0,07	5,63	5,90	+ 0,27	7,75	8,26	+ 0,51
1957	0,27	0,28	+ 0,01	6,22	6,12	- 0,10	8,47	8,42	- 0,05
1958	0,28	0,29	+ 0,01	6,01	5,72	- 0,29	8,03	7,92	- 0,11
1959	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1961 2 ^e trimestre	0,49	0,52	+ 0,03	8,98	9,07	+ 0,09	11,46	12,00	+ 0,54
3 ^e trimestre	0,47	0,50	+ 0,03	8,42	8,25	- 0,17	10,87	11,29	+ 0,42
4 ^e trimestre	0,51	0,64	+ 0,13	9,15	9,19	+ 0,04	12,10	12,35	+ 0,25
1962 1 ^{er} trimestre	0,56	0,69	+ 0,13	9,62	9,70	+ 0,08	12,37	12,79	+ 0,42
2 ^e trimestre	0,55	0,68	+ 0,13	9,40	10,30	+ 0,90	12,20	13,29	+ 1,09
3 ^e trimestre	0,57	0,63	+ 0,06	9,18	9,66	+ 0,48	11,77	12,47	+ 0,70
4 ^e trimestre	0,57	0,86	+ 0,29	10,53	11,31	+ 0,78	13,68	14,45	+ 0,77
1961 Décembre	0,38	0,59	+ 0,21	8,68	8,82	+ 0,14	11,39	11,84	+ 0,45
1962 Janvier	0,52	0,70	+ 0,18	9,31	9,63	+ 0,32	11,93	12,92	+ 0,99
Février	0,54	0,63	+ 0,09	9,29	9,19	- 0,10	11,88	11,97	+ 0,09
Mars	0,60	0,73	+ 0,13	10,23	10,27	+ 0,04	13,26	13,48	+ 0,22
Avril	0,50	0,68	+ 0,18	8,96	10,20	+ 1,24	11,57	13,05	+ 1,48
Mai	0,56	0,63	+ 0,07	9,80	9,92	+ 0,12	12,76	12,93	+ 0,17
Juin	0,57	0,75	+ 0,18	9,36	10,79	+ 1,43	12,17	13,89	+ 1,72
Juillet	0,55	0,70	+ 0,15	9,38	9,85	+ 0,47	11,97	12,58	+ 0,61
Août	0,60	0,53	- 0,07	8,74	8,90	+ 0,16	11,20	11,52	+ 0,32
Septembre	0,55	0,67	+ 0,12	9,30	10,26	+ 0,96	11,95	13,31	+ 1,36
Octobre	0,65	0,91	+ 0,26	11,21	11,85	+ 0,64	14,42	15,04	+ 0,62
Novembre	0,52	0,81	+ 0,29	10,20	11,15	+ 0,95	13,27	14,50	+ 1,23
Décembre	0,54	0,85	+ 0,31	9,94	10,93	+ 0,99	13,00	13,81	+ 0,81

¹ La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.

² Y compris l'Espagne à partir de 1960.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS



¹ Les balances des années 1953 et 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes. En outre, les balances des années 1961 et 1962 ne peuvent être rapprochées exactement de celles des années antérieures en raison notamment de la ventilation, pour ces deux années, de la rubrique « Opérations non déterminées » entre le « Solde des transactions courantes » et le « Mouvement net des capitaux du secteur privé ».

² Les transactions courantes groupent les transactions sur biens et services, les transferts privés et les transferts de l'Etat.

³ Le secteur public comprend l'Etat, les pouvoirs publics subordonnés et les organismes paraétatiques administratifs, d'exploitation et de crédit.

IX - 1. — BALANCE DES PAIEMENTS *
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Chiffres annuels

(milliards de francs)

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
A. Transactions sur biens et services.										
1. Opérations sur marchandises ¹ :										
1.1. Exportations - Importations (f.o.b.) ²	+ 11,1	- 1,7	- 5,9	+ 1,5	+ 1,0	- 6,4	+ 0,9	- 4,2	- 1,9	- 5,7
1.2. Travail à façon	+ 3,1	+ 2,1	+ 1,6	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,6	+ 2,4	+ 1,8	+ 2,6	+ 3,4
1.3. Opérations d'arbitrage	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,6	+ 0,6	+ 2,3
2. Or non monétaire	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,8	- 1,1	...	- 0,6	- 0,6	- 1,1
3. Transports ²	- 4,6	- 2,3	- 2,7	+ 1,1	+ 0,8	+ 3,0	+ 2,8	+ 2,5	+ 1,2	- 0,6
4. Primes et indemnités d'assurances	- 0,2	...	- 0,1	- 0,7	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 0,7
5. Déplacements à l'étranger ^{1 3}	- 1,5	- 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 3,3	- 1,4	- 1,4	- 1,1
6. Revenus d'investissements	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,1	+ 3,5	+ 3,3	+ 2,5	+ 1,1	+ 2,3	+ 2,4
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,6	- 0,4	- 1,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	- 0,6	- 2,2	- 2,4	- 2,7
8. Autres	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	+ 2,4	+ 3,6	+ 3,9	+ 5,7	+ 4,3	+ 5,4	+ 5,6
Total des transactions sur biens et services ...	+ 10,9	...	- 3,8	+ 9,8	+ 12,0	+ 8,5	+ 17,5	+ 1,2	+ 4,9	+ 1,8
B. Transferts.										
9. Transferts privés	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 3,2	+ 3,1	+ 3,5
10. Transferts de l'Etat	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,8	- 2,5	- 0,8
Total des transferts ...	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 2,4	+ 0,6	+ 2,7
C. Mouvements des capitaux.										
11. Etat				+ 2,3	- 3,8	+ 0,8 ⁵	+ 1,2	- 3,0	+ 3,2	- 5,8
12. Autres pouvoirs publics ..				+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	...	- 0,8	+ 1,7	+ 0,1
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	- 3,7	+ 1,4	+ 2,6	...	...	...	+ 1,8	- 0,1	- 0,1	+ 1,9
14. Organismes paraétatiques de crédit .....				...	...	+ 0,8	- 0,6	- 0,5	+ 0,1	+ 0,2
15. Autres :										
15.1 Court terme recensé ..	- 1,3	+ 0,4	+ 0,5	- 0,5	+ 1,0	- 0,9	- 0,1	- 1,2	+ 0,2	- 1,3
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières ⁴	-	-	-	-	-	-	-	-	- 4,0	- 3,2
15.3 Autres ^{1 3 4}	- 1,5	- 2,4	- 3,9	- 7,2	- 9,0	- 6,6 ⁵	- 4,9	- 0,3	+ 1,3	+ 5,5
Total du mouvement des capitaux ...	- 6,5	- 0,6	- 0,8	- 5,2	- 11,6	- 6,1	- 2,6	- 5,9	+ 2,4	- 2,6
D. Opérations non déterminées ¹	-	-	-	- 1,3	- 1,8	- 2,2	- 0,7	- 1,9	- 2,1	- 1,9
E. Erreurs et omissions	- 1,6	+ 0,1	...	...	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,6
Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 3,4	+ 0,1	- 3,6	+ 4,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 15,9	- 4,1	+ 6,2	+ 0,6

* Les balances des années 1952 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes.

¹ Les opérations non déterminées paraissent comprendre surtout des opérations sur marchandises (rubrique 1), des déplacements à l'étranger (rubrique 5) et des mouvements de capitaux (rubrique 15.3) sans qu'il soit possible de les ventiler entre ces différentes rubriques pour toutes les années couvertes par le présent tableau. Une telle ventilation est possible cependant pour 1961 et elle a été effectuée au tableau IX 2. Elle n'a, par contre, pas été effectuée dans le présent tableau, car si elle l'avait été, les chiffres de 1961 n'auraient plus été comparables à ceux des années antérieures.

² La rubrique 1.1 « Exportations et importations f.o.b. » comprend, en principe, les dépenses de transports autres que celles afférentes à l'importation des marchandises.

³ Il n'est pas toujours aisé de faire le départ entre les déplacements à l'étranger et les mouvements de capitaux qui doivent être recensés sous la rubrique 15.3 « Autres ». Il semble qu'en 1955, 1956 et 1957, le solde de la première de ces rubriques a été en réalité moins favorable et le solde de la seconde plus favorable qu'il ne ressort du présent tableau, tandis qu'en 1958 l'inverse paraît avoir été le cas. On ne dispose cependant pas d'éléments suffisamment précis pour pouvoir rectifier les chiffres.

⁴ Pour les années 1960 et 1961, des transactions sur valeurs mobilières (rubrique 15.2) ont pu être isolées des autres mouvements de capitaux du secteur privé (rubrique 15.3); pour la période 1952-1959, cette répartition n'a pu être effectuée, faute d'informations.

⁵ Les entrées de capitaux incluses dans la rubrique 11 « Etat » et les sorties de capitaux recensées dans la rubrique 15.3 « Autres » comprennent la partie de l'emprunt de \$ 80 millions de l'Etat belge sur le marché américain qui a été souscrite par des résidents belgo-luxembourgeois; le montant de ces souscriptions n'est cependant pas connu.

**IX - 2. — BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ¹**

Chiffres trimestriels
(milliards de francs)

Soldes (crédit moins débit)	1961				1962			
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre
1. Transactions sur biens et services et transferts privés	- 0,5	- 1,4	+ 1,7	+ 3,0	+ 3,1	- 0,1	+ 1,1	- 0,6
2. Transferts de l'Etat .....	...	...	...	- 0,8	...	...	...	+ 0,1
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics et des parastataux de crédit et d'exploitation	- 0,4	- 5,2	- 0,2	+ 2,2	+ 2,9	- 4,2	- 1,8	...
4. Mouvement des autres capitaux :								
4.1 Court terme recensé	- 0,3	+ 0,4	- 1,0	- 0,4	- 1,2	+ 0,9	- 1,7	+ 1,8
4.2 Autres	+ 0,2	- 0,4	+ 1,0	+ 1,6	+ 0,6	+ 0,5	+ 2,0	- 1,4
5. Erreurs et omissions	- 0,2	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,4	+ 1,2	+ 0,4	- 0,4	+ 0,7
6. Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	- 1,2	- 6,4	+ 2,2	+ 6,0	+ 6,6	- 2,5	- 0,8	+ 0,6

¹ Certains chiffres du présent tableau diffèrent de ceux qui ont figuré dans ce tableau jusqu'au numéro de juin 1962 et de ceux qui figurent au tableau IX 1. La différence la plus importante est que les opérations non déterminées (rubrique D du tableau IX 1 et antérieurement rubrique 5 du présent tableau) ont été reclassées sous la rubrique 1 « Transactions sur biens et services » et sous la rubrique 4.2 « Mouvement des autres capitaux : Autres ». Cette nouvelle classification, plus précise que l'ancienne, sera désormais utilisée dans les balances des paiements qui seront publiées pour les années 1962 et ultérieures, avec des chiffres comparables pour 1961.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : voir XXXVII^e année, vol. I, n° 5, page 480 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1961 ». — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *L'économie belge en 1959* (M.A.E.). — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *Cahiers économiques de Bruxelles* (D.U.L.B.E.A.). — *Bulletin statistique* (O.C.D.E.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.).

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Moyennes journalières	1 \$ U.S.A.	1 fr. français ou 100 fr. français anciens	1 Livre Sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 Deutsche Mark	100 liras italien.	1 Cour. suéd.	1 Cour. norv.	1 Cour. dan.	1 \$ canadien		100 escudos	100 schillings autrich.
											câble	courrier		
1958	49,89	11,84 ¹	139,41	13,17	11,40	11,90	7,99	9,63	6,97	7,21	51,397	51,395	174,04	192,21
1959	49,96	10,19	140,33	13,24	11,56	11,96	8,05	9,66	7,01	7,25	52,110	52,108	174,98	193,14
1960	49,86	10,17	139,98	13,22	11,54	11,96	8,03	9,65	6,99	7,23	51,427	51,425	174,41	192,11
1961	49,86	10,16	139,72	{13,19 ² 13,85 ³ }	11,54	{11,95 ² 12,51 ³ }	8,03	9,65	6,98	7,22	{50,469 ⁴ 48,153 ⁵ }	{50,468 ⁴ 48,149 ⁵ }	174,21	192,32
1962	49,76	10,15	139,71	13,81	11,51	12,45	8,02	9,65	6,97	7,21	46,553	46,552	174,19	192,77
1962 1 ^{er} trimestre ..	49,78	10,16	140,05	13,78	11,50	12,45	8,02	9,65	6,99	7,23	47,507	47,506	174,57	192,73
2 ^e trimestre ..	49,77	10,16	139,92	13,84	11,50	12,45	8,02	9,67	6,98	7,22	46,355	46,354	174,49	192,88
3 ^e trimestre ..	49,74	10,15	139,47	13,82	11,51	12,45	8,01	9,66	6,96	7,19	46,139	46,138	173,91	192,78
4 ^e trimestre ..	49,75	10,15	139,41	13,81	11,52	12,43	8,01	9,63	6,96	7,20	46,222	46,220	173,82	192,68
1963 1 ^{er} trimestre ..	49,82	10,17	139,64	13,84	11,52	12,45	8,02	9,61	6,97	7,22	46,224	46,224	174,09	192,88
1962 Mars	49,78	10,16	140,13	13,78	11,47	12,45	8,02	9,66	6,99	7,24	47,430	47,430	174,69	192,80
Avril	49,79	10,16	140,10	13,83	11,46	12,45	8,02	9,67	6,99	7,23	47,419	47,418	174,69	192,93
Mai	49,77	10,16	139,95	13,85	11,50	12,45	8,02	9,67	6,98	7,22	45,924	45,921	174,53	192,86
Juin	49,75	10,15	139,71	13,84	11,53	12,46	8,02	9,67	6,97	7,22	45,723	45,722	174,24	192,84
Juillet	49,74	10,15	139,59	13,84	11,52	12,48	8,01	9,66	6,97	7,20	46,078	46,077	174,06	192,76
Août	49,73	10,15	139,44	13,80	11,51	12,44	8,01	9,66	6,96	7,19	46,138	46,136	173,88	192,74
Septembre ..	49,76	10,15	139,37	13,81	11,51	12,44	8,02	9,66	6,96	7,19	46,202	46,201	173,78	192,84
Octobre	49,76	10,15	139,40	13,81	11,51	12,42	8,02	9,66	6,96	7,19	46,238	46,236	173,82	192,80
Novembre	49,75	10,15	139,39	13,80	11,53	12,41	8,01	9,63	6,96	7,19	46,195	46,192	173,79	192,56
Décembre	49,75	10,15	139,45	13,82	11,53	12,45	8,01	9,59	6,96	7,21	46,233	46,233	173,86	192,69
1963 Janvier	49,78	10,16	139,61	13,82	11,51	12,43	8,02	9,61	6,97	7,21	46,208	46,208	174,05	192,73
Février	49,81	10,17	139,64	13,83	11,52	12,45	8,02	9,61	6,97	7,21	46,212	46,211	174,10	192,83
Mars	49,87	10,18	139,66	13,87	11,52	12,48	8,03	9,61	6,98	7,23	46,253	46,252	174,12	193,07

¹ Moyenne du 1^{er} janvier au 28 décembre 1958. — ² Moyenne du 1^{er} janvier au 3 mars 1961. — ³ Moyenne du 6 mars au 31 décembre 1961. — ⁴ Moyenne du 1^{er} janvier au 20 juin 1961. — ⁵ Moyenne du 21 juin au 31 décembre 1961.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 31 mars 1963

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis 1	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
		vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur 4	vendeur 5	pour :
				en francs belges		
Autriche	26,— sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4080	195,2519	100 sch.
Belgique	50,— FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	6,90714 C. dan.	+ 0,729	- 0,719	7,1325	7,3459	1 C. dan.
France	4,93706 FF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne	4,— DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30,— Dr.	+ 0,500	- 0,500	—	—	—
Islande	43,— C. isl.	+ 0,140	- 0,116	—	—	—
Italie	625,— Liras	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Liras
Pays-Bas	3,62 Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286 C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1050	1 C. nor.
Portugal	28,75 Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	60,— Pesetas	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Suède	5,17321 C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5203	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282 F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7287	1 F.S.
Turquie	9,— L.t.	+ 0,500	-	—	—	—
Royaume-Uni	2,80 £ 2	+ 0,714 ³	- 0,714 ³	137,9575	142,0575	1 £

¹ Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

² Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

³ Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuation de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

⁴ (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

⁵ (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

Références bibliographiques : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

XI. — FINANCES PUBLIQUES

1. — SITUATION DE TRESORERIE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Exécution du budget ordinaire			Exécution du budget extraordinaire			Solde budgétaire global (7) = (8) + (6)	Financement du solde budgétaire				
	Dépenses (1)	Recettes (2)	Solde (8) = (2) - (1)	Dépenses (4)	Recettes (5)	Solde (6) = (5) - (4)		Emprunts consolidés intérieurs (8)	Dettes flottantes intérieures (9)	Emprunts consolidés et dette flottante extérieurs (10)	Fonds de tiers (11)	Encaisse (augmentation - diminution +) (12)
1957	88,0	95,8	+ 7,8	15,3	0,3	-15,0	- 7,2	+ 7,9	- 0,2	+ 2,5	- 2,1	- 0,9
1958	101,4	94,3	- 7,1	18,0	0,4	-17,6	-24,7	+10,7	+12,8	+ 3,9	- 1,7	- 1,0
1959	108,4	100,2	- 8,2	18,1	0,2	-17,9	-26,1	+20,3	+ 0,2	+ 5,2	- 1,0	+ 1,4
1960	111,2	108,1	- 3,1	23,7	0,3	-23,4	-26,5	+27,1	- 9,4	+10,6	- 0,2	- 1,6
1961	126,0	120,4	- 5,6	14,6	0,4	-14,2	-19,8	+13,0	+ 5,5	+ 3,4	- 2,5	+ 0,4
1962	130,1	131,2	+ 1,1	17,8	0,5	-17,3	-16,2	+20,1	+ 6,0	- 9,3	- 0,5	- 0,1
1961 3 prem. mois .	34,1	29,1	- 5,0	3,5	...	- 3,5	- 8,5	+ 0,4	+ 6,0	+ 4,7	- 1,5	- 1,1
6 prem. mois .	66,8	58,3	- 8,5	6,2	0,1	- 6,1	-14,6	+ 7,2	+ 3,2	+ 5,7	- 1,7	+ 0,2
9 prem. mois .	95,8	88,2	- 7,6	9,1	0,2	- 8,9	-16,5	+ 7,2	+ 6,1	+ 4,1	- 1,6	+ 0,7
1962 3 prem. mois .	37,6	30,9	- 6,7	3,3	0,1	- 3,2	- 9,9	+ 7,2	+ 4,1	- 1,8	- 0,7	+ 1,1
6 prem. mois .	68,6	61,7	- 6,9	7,2	0,2	- 7,0	-13,9	+ 7,7	+13,6	- 6,7	- 1,0	+ 0,3
9 prem. mois .	97,7	93,8	- 3,9	11,7	0,3	-11,4	-15,3	+ 9,9	+14,3	- 8,4	- 0,3	- 0,2
1961 Décembre	11,3	12,4	+ 1,1	2,3	0,1	- 2,2	- 1,1	...	- 0,7	- 0,2	+ 2,0	...
1962 Janvier	13,6	12,2	- 1,4	0,8	...	- 0,8	- 2,2	...	+ 4,8	- 0,5	- 1,0	- 1,1
Février	11,3	9,0	- 2,3	1,5	...	- 1,5	- 3,8	+ 7,2	- 2,8	- 0,9	- 0,5	+ 0,8
Mars	12,7	9,7	- 3,0	0,9	...	- 0,9	- 3,9	...	+ 2,1	- 0,4	+ 0,8	+ 1,4
Avril	10,5	9,3	- 1,2	1,1	...	- 1,1	- 2,3	...	+ 6,4	- 1,6	- 1,6	- 0,9
Mai	9,9	10,3	+ 0,4	1,7	...	- 1,7	- 1,3	...	+ 0,2	- 0,2	+ 1,2	+ 0,1
Juin	10,7	11,3	+ 0,6	1,1	0,1	- 1,0	- 0,4	+ 0,4	+ 2,9	- 3,1	+ 0,1	+ 0,1
Juillet	12,4	14,8	+ 2,4	1,4	...	- 1,4	+ 1,0	+ 2,2	- 1,6	- 0,2	- 1,1	- 0,3
Août	7,2	8,8	+ 1,6	1,5	...	- 1,5	+ 0,1	...	+ 1,2	- 0,9	- 0,6	+ 0,2
Septembre ...	9,4	8,4	- 1,0	1,5	...	- 1,5	- 2,5	...	+ 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,4
Octobre	9,6	10,7	+ 1,1	1,9	...	- 1,9	- 0,8	...	+ 3,5	- 1,3	- 2,0	+ 0,6
Novembre ...	10,6	11,4	+ 0,8	2,3	0,1	- 2,2	- 1,4	+10,2	- 7,8	- 0,4	- 0,8	+ 0,2
Décembre	12,1	15,2	+ 3,1	2,0	0,1	- 1,9	+ 1,2	...	- 4,0	+ 0,9	+ 2,6	- 0,7

¹ Les chiffres de ce tableau ne correspondent pas aux chiffres comptabilisés dans la situation de trésorerie officielle qui est communiquée au Parlement. En effet, toutes les opérations en comptabilité ne donnent pas lieu simultanément à des mouvements de fonds. Par exemple, l'imputation budgétaire d'un virement au budget pour ordre ne provoque au moment de l'opération aucun décaissement. Les chiffres fournis dans le présent tableau représentent les dépenses et les recettes effectivement faites. Les chiffres comptables concernant l'exécution des budgets sont publiés chaque mois au *Moniteur belge* sous forme d'un tableau intitulé « Aperçu de l'exécution des budgets », émanant de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

XI - 2. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

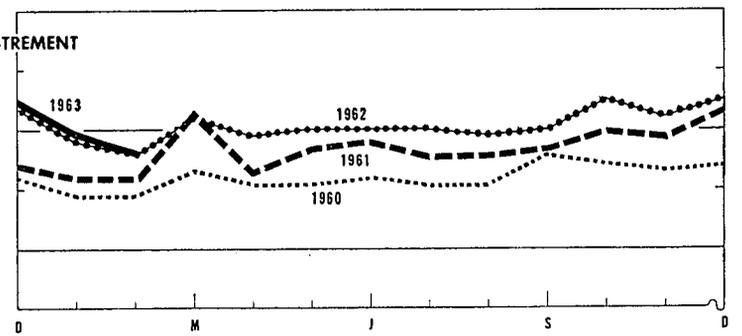
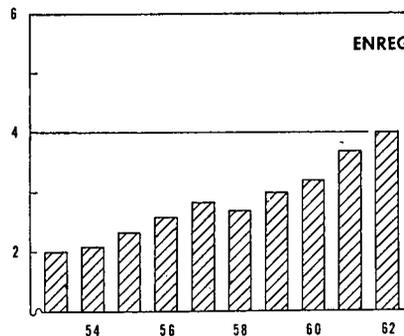
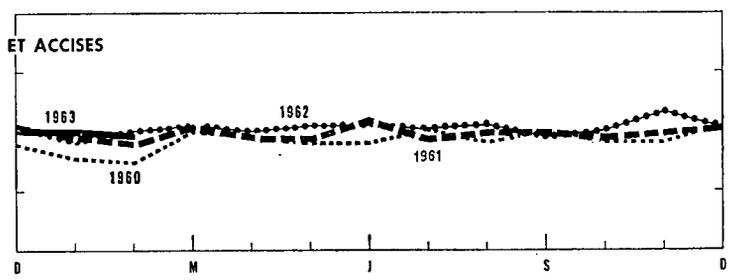
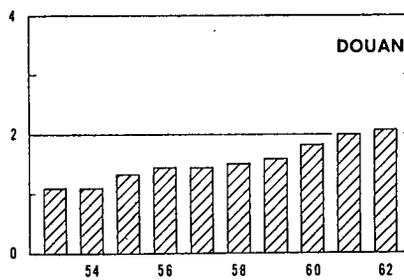
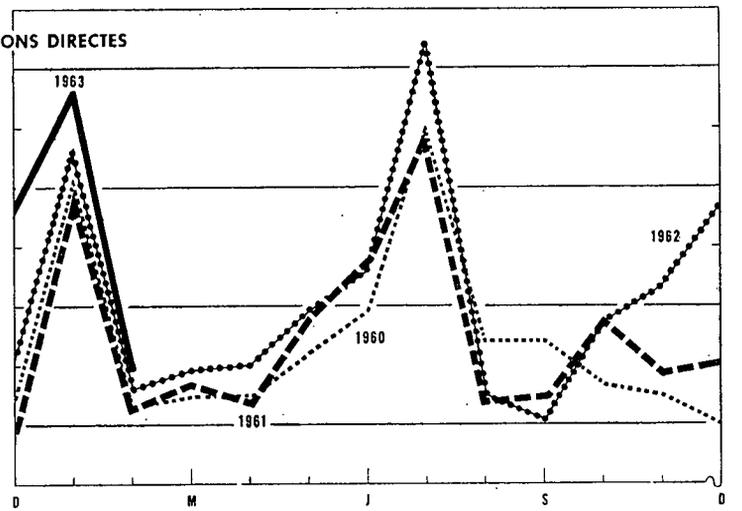
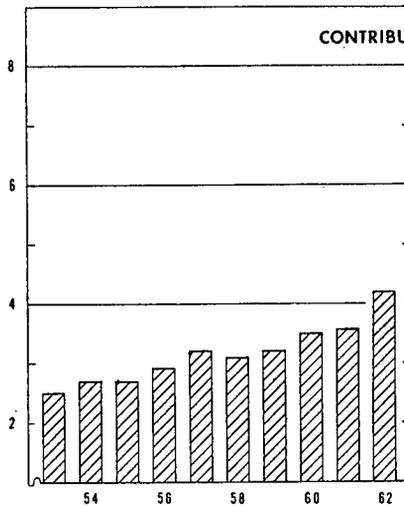
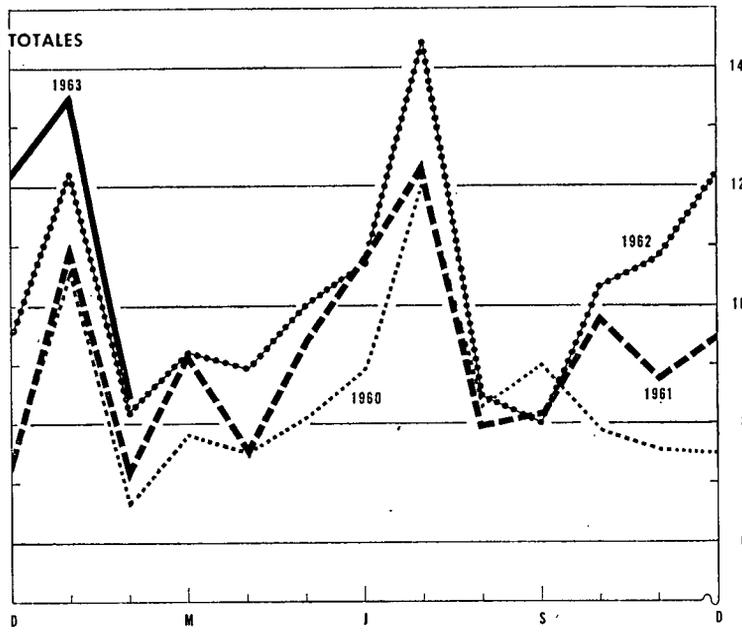
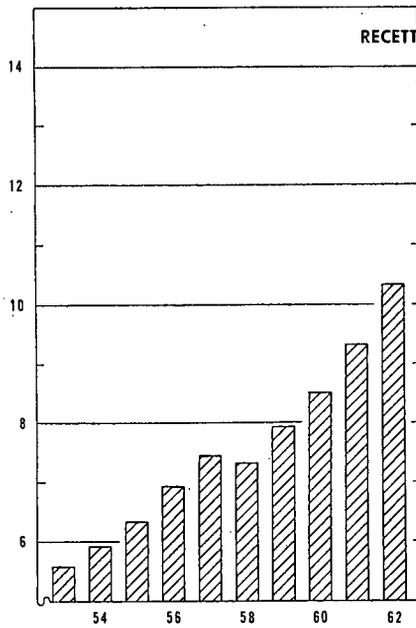
Moyennes mensuelles	Contributions directes 2	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1954	2,7	1,1	2,1	5,9	0,28
1955	2,7	1,3	2,3	6,3	0,33
1956	2,9	1,4	2,6	6,9	0,41
1957	3,2	1,4	2,8	7,4	0,41
1958	3,1	1,5	2,7	7,3	0,35
1959	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,68
1960 9 premiers mois	3,8	1,8	3,1	8,7	0,67
1961 3 premiers mois	3,7	1,9	3,5	9,1	0,38
6 premiers mois	3,6	2,0	3,6	9,2	0,35
9 premiers mois	3,7	2,0	3,6	9,3	0,69
1962 3 premiers mois	4,0	2,0	3,9	9,9	0,38
6 premiers mois	3,9	2,0	3,9	9,8	0,25
9 premiers mois	4,1	2,0	3,9	10,0	0,71
1962 Février	2,6	2,0	3,6	8,2	0,01
Mars	2,9	2,1	4,2	9,2	0,05
Avril	3,0	2,0	3,9	8,9	0,10
Mai	3,9	2,1	4,0	10,0	0,03
Juin	4,6	2,1	4,0	10,7	0,23
Juillet	8,4	2,0	4,0	14,4	4,86
Août	2,5	2,1	3,9	8,5	0,01
Septembre	2,1	1,9	4,0	8,0	0,02
Octobre	3,8	2,0	4,5	10,3	0,06
Novembre	4,3	2,3	4,2	10,8	0,04
Décembre	5,7	2,0	4,5	12,2	1,49
1963 Janvier	7,6	2,0	3,9	13,5	1,78
Février	2,9	1,9	3,6	8,4	0,04

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Ruanda-Urundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 2. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



XI - 3. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.

B : différence par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total		
	A	B	A	B	A	B	A	B	
1952	31,7	+ 2,6	13,7	+ 1,0	24,8	+ 2,5	70,2	+ 6,1	
1953	32,7	- 1,5	13,2	+ 0,3	24,0	- 0,1	69,9	- 1,3	
1954	30,3	- 3,4	13,4	+ 0,4	24,7	- 0,6	68,4	- 3,6	
1955	32,2	- 1,6	15,7	+ 0,6	28,0	+ 2,6	75,9	+ 1,6	
1956	35,0	+ 2,8	16,6	+ 1,0	31,4	+ 1,7	83,0	+ 5,5	
1957	38,5	+ 3,9	17,6	+ 1,0	33,2	+ 1,8	89,3	+ 6,7	
1958	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1	
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4	
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1	
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2	
1961 12 premiers mois ...	38,0	- 0,9	23,3	+ 1,1	44,6	- 1,9	105,9	- 1,7	
1962 12 premiers mois ...	44,3	+ 2,2	24,1	- 0,2	48,5	- 0,5	116,9	+ 1,5	
Exercice 1962	1962 Janvier	2,5	...	1,4	...	3,8	- 0,1	7,7	- 0,1
	Février	1,5	...	2,0	+ 0,2	3,6	- 0,1	7,1	+ 0,1
	Mars	2,0	- 0,1	2,1	- 0,1	4,2	- 0,1	8,3	- 0,3
	Avril	3,0	+ 0,1	2,0	...	3,9	- 0,2	8,9	- 0,1
	Mai	3,9	...	2,1	+ 0,1	4,0	- 0,1	10,0	...
	Juin	4,6	+ 0,1	2,1	...	4,0	- 0,1	10,7	...
	Juillet	8,4	+ 0,2	2,0	- 0,1	4,0	+ 0,1	14,4	+ 0,2
	Août	2,5	- 0,3	2,1	+ 0,1	3,9	...	8,5	- 0,2
	Septembre	2,1	- 0,3	1,9	- 0,3	4,0	- 0,2	8,0	- 0,8
	Octobre	3,8	- 0,2	2,0	...	4,5	+ 0,1	10,3	- 0,1
	Novembre	4,3	+ 0,5	2,3	+ 0,2	4,2	+ 0,1	10,8	+ 0,8
	Décembre	5,7	+ 2,2	2,0	- 0,3	4,5	+ 0,1	12,2	+ 2,0
1963	1963 Janvier	4,9	+ 0,1	0,4	- 0,1	...	...	5,3	...
	Février	1,2	- 0,2	...	...	...	...	1,2	- 0,2
Ex. 1963	1963 Janvier	2,7	...	1,6	+ 0,1	3,9	- 0,2	8,2	- 0,1
	Février	1,7	...	1,9	- 0,1	3,6	- 0,2	7,2	- 0,3

1 Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Ruanda-Urundi.

2 Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 4. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1961 ²		Exercice 1962 : février 1962		Exercice 1963 : février 1963	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	44,0	45,4	1,5	1,5	1,7	1,7
contribution foncière	0,5	0,5	...	...	...	...
taxe mobilière	4,3	3,9	0,1	0,1	...	...
précompte mobilier	—	—	—	—	0,1	0,2
taxe professionnelle ³	28,5	29,6	1,0	1,0	...	...
précompte professionnel	—	—	—	—	1,2	1,2
impôt complémentaire personnel ...	4,8	4,7	0,2	0,2	...	...
contribution nationale de crise ...	2,4	2,2	...	...	...	...
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	2,9	2,8	0,2	0,2	0,2	0,2
divers ⁴	0,6	1,7	...	...	0,2	0,1
II. Douanes et accises	23,8	22,7	2,0	1,8	1,9	2,0
dont : douanes	6,5	5,9	0,5	0,6	0,5	0,6
accises	16,2	16,6	1,3	1,2	1,2	1,4
taxes spéciales de consommat.	0,8	...	0,1	...	0,1	...
III. Enregistrement	44,6	46,5	3,6	3,7	3,6	3,8
dont : enregistrement	4,4	4,0	0,3	0,3	0,3	0,3
successions	2,4	2,0	0,2	0,2	0,2	0,2
timbre et taxes assimilées ...	37,3	40,1	3,1	3,2	3,1	3,3
Total ...	112,4	114,6	7,1	7,0	7,2	7,5
Différence par rapport aux éval. budgét.	- 2,2		+ 0,1		- 0,3	

1 Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Ruanda-Urundi.

2 L'exercice 1961 commencé le 1^{er} janvier 1961 a été clôturé le 31 mars 1962.

3 Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

4 Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos.

N. B. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

— Les statistiques concernant la situation de la Dette publique sont rangées au chapitre XVI.

— Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge* (voir note 1 du tableau XI - 1). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXVI^e année, vol. II, n^o 6, novembre 1961 : « Les budgets de 1961 et 1962 ».

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

I. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires	Divers 2
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat	Créances nettes sur le Fonds des Rentes	Créances sur les autres pouvoirs publics	Total	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires			
		Dépôts 1 en francs belges	Dépôts en devises												
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12)	(18)	(14)	(15)	
1956 Mars	191,0	24,5	2,4	0,1	218,0	57,5	121,8	0,7	4,1	126,6	43,4	52,0	- 4,0	+ 1,1	- 6,6
Juin	195,1	24,5	2,8	0,1	222,5	58,5	124,2	1,4	4,1	129,7	42,1	52,6	- 4,1	+ 1,4	- 5,1
Septembre	195,9	23,6	2,6	0,1	222,2	56,4	123,4	1,3	5,0	129,7	45,1	55,3	- 4,2	+ 1,4	- 6,2
Décembre	198,3	22,3	3,2	...	223,8	54,0	123,4	2,0	5,6	131,0	49,0	58,4	- 4,3	+ 1,2	- 7,1
1957 Mars	198,2	23,3	3,3	...	224,8	50,4	128,6	0,7	4,0	133,3	50,1	60,3	- 4,4	+ 1,2	- 5,8
Juin	201,9	21,9	3,3	...	227,1	51,5	127,5	1,8	4,2	133,5	50,9	61,0	- 4,4	+ 1,0	- 5,4
Septembre	194,4	22,1	3,9	...	220,4	49,3	124,3	1,2	4,2	129,7	50,9	60,0	- 4,5	+ 1,3	- 6,3
Décembre	198,0	23,4	3,2	0,2	224,8	55,9	121,8	1,7	4,3	127,8	52,3	61,5	- 4,9	+ 1,3	- 7,6
<i>Nouvelle série 3</i>															
1957 Décembre	198,0	23,4	3,2	0,2	224,8	56,1	121,6	1,7	1,8	125,1	52,3	61,5	- 4,9	+ 2,3	- 6,1
1958 Mars	197,0	25,4	3,0	0,4	225,8	60,2	122,5	0,4	2,0	124,9	48,8	60,2	- 5,3	+ 2,8	- 5,6
Juin	206,1	25,0	2,5	0,5	234,1	66,2	125,0	2,0	2,2	129,2	45,7	58,3	- 5,8	+ 3,0	- 4,2
Septembre 4	202,0	26,9	2,6	0,5	232,0	70,1	120,4	3,7	1,7	125,8	43,5	55,8	- 6,3	+ 3,6	- 4,7
Décembre	209,5	27,4	2,6	0,6	240,1	72,1	126,4	4,1	2,1	132,6	43,8	56,3	- 6,6	+ 4,1	- 5,9
1959 Mars	209,7	30,1	3,3	0,7	243,8	70,3	129,5	3,9	2,9	136,3	45,2	55,9	- 6,8	+ 4,4	- 5,6
Juin	214,0	29,2	3,1	0,7	247,0	69,7	129,6	5,0	3,9	138,5	44,8	55,8	- 6,9	+ 4,7	- 3,8
Septembre	209,6	30,9	3,1	0,6	244,2	71,2	128,0	2,0	4,0	134,0	45,1	55,9	- 6,9	+ 5,3	- 4,5
Décembre	216,3	31,5	4,3	0,5	252,6	70,7	132,4	4,6	4,0	141,0	48,1	59,6	- 6,9	+ 5,1	- 5,4
1960 Mars	212,5	36,1	4,8	0,5	253,9	72,8	133,6	2,0	4,3	139,9	48,5	60,1	- 6,9	+ 5,6	- 6,0
Juin	219,9	33,5	5,8	0,3	259,5	74,5	136,2	2,1	4,5	142,8	49,2	61,2	- 7,0	+ 5,6	- 5,6
Septembre	214,2	33,7	8,0	0,3	256,2 5	67,2	142,7	3,9	3,7	150,3	48,8	60,0	- 7,2	+ 5,3	- 8,2
Décembre	220,4	34,7	7,2	0,2	262,5 5	74,8	135,9	5,8	4,7	146,4	53,0	65,4	- 7,6	+ 4,9	- 9,0
1961 Mars	222,6	37,5	7,9	0,1	268,1 5	73,3	143,6	4,0	4,2	151,8	51,4	64,5	- 7,9	+ 5,4	- 5,9
Juin	226,8	38,0	7,9	0,1	272,8 5	68,2	149,3	4,1	4,7	158,1	54,1	67,3	- 8,2	+ 6,1	- 5,5
Septembre	228,6	41,1	8,4	...	278,1 5	70,9	154,3	3,4	4,2	161,9	54,6	69,7	- 8,4	+ 6,3	- 7,2
Décembre	237,4	43,6	8,0	...	289,0	77,8	147,4	5,2	6,1	158,7	61,2	75,2	- 8,6	+ 6,8	- 6,9
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6	147,3	3,2	5,6	156,1	61,7	73,9	- 9,1	+ 7,0	- 8,2
Juin	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	4,4	5,5	161,8	63,5	77,8	- 9,8	+ 8,9	- 6,0
Septembre	246,7	50,4	8,0	...	305,1	p 80,3	p154,7	5,8	p 6,8	p 167,3	66,8	78,6	-10,4	p+ 8,8	p- 7,7
Décembre	254,5	48,5	7,4	...	310,4	p 80,4	p149,9	7,0	p 7,5	p 164,4	72,9	86,7	-11,1	p+10,0	p- 6,2

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

2 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire et de la C.N.C.P., des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre.

3 A partir de décembre 1957, l'adoption d'une ventilation plus détaillée des créances des organismes monétaires sur les pouvoirs publics a entraîné une modification des rubriques suivantes : « Avoirs extérieurs nets » ; « Créances sur l'Etat » ; « Créances sur les autres pouvoirs publics » ; « Total des créances sur les pouvoirs publics » ; « Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires » et « Divers ».

4 Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques ne sont plus compris dans la rubrique « Stock monétaire », mais dans la rubrique « Liquidités quasi monétaires détenues par les entreprises et particuliers : dépôts en francs belges ».

5 En principe les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en novembre, d'un montant supplémentaire de 0,2 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en février, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,2 milliard en octobre 1961.

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, vol II, n° 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1958.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

(milliards de francs)

Actif

	Banque Nationale de Belgique						Organismes publics monétaires 1		Banques de dépôts		Total	
	30 juin 1962	30 sept. 1962	30 nov. 1962	31 déc. 1962	31 janv. 1963	28 févr. 1963	30 sept. 1962	31 déc. 1962	30 sept. 1962	31 déc. 1962	30 sept. 1962	31 déc. 1962
A. Créances sur l'étranger :												
1. Or	66,8	67,1	67,0	68,3	68,1	68,2	—	—	—	—	67,1	68,3
2. Participation au F.M.I.	7,5	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	—	—	—	—	6,7	6,7
3. Actions et obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	—	—	p 1,2	p 1,3	p 1,3	p 1,3
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	2,3	0,8	3,0	3,8	3,5	1,6	0,2	0,2	2,1	0,8	3,1	4,8
5. Créance sur l'U.E.P. 2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	—	—	—	—	0,3	0,3
6. Autres :												
a) en monnaies étrangères convertibles ...	13,4	14,3	13,1	12,8	14,4	15,7	—	—	15,6	n. d.	29,9	n.d.
b) autres 3 .....	...	0,1	...	...	...	...	...	...	2,1	n. d.	2,2	n.d.
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	p+0,6	n. d.	p+0,6	n.d.
Total des créances sur l'étranger .	90,4	89,4	90,2	92,0	93,0	92,5	0,2	0,2	p 21,6	p 23,6	p111,2	p115,8
dont : à vue 4	80,5	81,7	80,3	81,4	82,7	84,1	...	...	12,6	15,3	94,3	96,7
autres 5	9,9	7,7	9,9	10,6	10,3	8,4	0,2	0,2	p 9,0	p 8,3	p 16,9	p 19,1
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :												
1. Pièces et billets	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,1	...	2,2	2,6	2,7	2,9
2. Autres :												
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	—	—	—	—	—	—	...	...	0,1	1,6	0,1	1,6
b) sur les organismes publics .....	...	...	0,3	...	...	...	...	...	0,9	2,6	0,9	2,6
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	1,5	1,3	0,1	...	...	0,3	3,4	3,3	3,4	4,9
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :												
1. Sur l'Etat :												
a) à un an au plus	8,1	9,9	4,6	5,1	7,3	9,2	36,8	38,6	38,9	p 14,4	85,6	p 58,1
b) à plus d'un an :												
— obligations généralement accessibles au public	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	5,1	5,3	p 25,1	p 28,4	p 32,5	p 36,0
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	—	—	p 2,6	p 21,8	p 36,6	p 55,8
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :												
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	3,2	3,4	—	—	3,2	3,4
b) à plus d'un an :												
— obligations généralement accessibles au public	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	p 2,2	p 2,8	p 2,6	p 3,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	p 1,0	p 1,0	p 1,0	p 1,0
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :												
a) acceptations .....	...	...	...	...	...	...	0,2	0,1	5,1	3,0	5,3	3,1
b) effets commerciaux	1,7	1,7	2,3	6,3	2,5	2,4	0,7	0,9	27,2	26,9	29,6	34,1
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	31,8	35,6	31,9	35,7
d) obligations :												
— généralement accessibles au public .....	...	...	...	...	...	...	—	—	p 2,9	p 2,9	p 2,9	p 2,9
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	p 0,9	p 0,9	p 0,9	p 0,9
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus 6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :												
a) à un an au plus .....	...	...	1,0	0,6	0,3	...	—	—	...	0,1	...	0,7
b) à plus d'un an :												
— obligations généralement accessibles au public .....	...	...	...	...	...	...	—	—	p 8,3	p 8,3	p 8,3	p 8,3
— autres	—	—	—	—	—	—	0,1	0,1	p 0,7	p 0,7	p 0,8	p 0,8
D. Autres	23,6	22,6	19,5	20,6	21,5	26,6	4,7	4,6	p 37,5	p 37,6	p 64,8	p 62,8
TOTAL DE L'ACTIF ...	160,8	160,5	156,3	162,7	161,6	167,6	51,4	53,7	212,4	218,1	424,3	434,5

1 Office des Chèques postaux, Fonds Monétaire belge (actifs à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actifs à court terme), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescampte et de Garantie (actifs financés par un recours aux organismes monétaires). Dans le cas du Fonds Monétaire belge et de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'excédent éventuel des actifs recensés sur les passifs recensés est compris dans la rubrique D. « Autres ».

2 Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.
3 Cette sous-rubrique comprend presque exclusivement des francs belges dont la plus grande partie est convertible. Elle correspond au total des sous-rubriques b) « En francs belges convertibles » et d) « Autres » qui n'avaient pu être distinguées sans une large part d'arbitraire dans les tableaux publiés aux pages 20 à 27 du Bulletin d'Information et de Documentation de juillet 1961. La sous-rubrique c) « En monnaies étrangères U.E.P. et en francs belges sur les pays U.E.P. » de ces mêmes tableaux n'a plus de raison d'être depuis la liquidation de l'U.E.P.

4 Total des rubriques A1, 5 et 6.

5 Total des rubriques A2, 3 et 4.

6 Aux fins pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D « Autres ».

**XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS**

(milliards de francs)

Passif

	Banque Nationale de Belgique						Organismes publics monétaires 1		Banques de dépôts		Total	
	30 juin 1962	30 sept. 1962	30 nov. 1962	31 déc. 1962	31 janv. 1963	28 févr. 1963	30 sept. 1962	31 déc. 1962	30 sept. 1962	31 déc. 1962	30 sept. 1962	31 déc. 1962
A. Engagements envers l'étranger :												
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	—	—	—	—	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :												
a) en monnaies étrangères convertibles ...	...	...	...	...	...	...	—	—	17,2	n.d.	17,2	n.d.
b) autres 2	0,6	0,5	0,6	0,8	0,7	0,7	2,0	1,9	11,2	n.d.	p 13,7	n.d.
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	-0,2	n.d.	p-0,2	n.d.
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,7	0,8	1,0	0,9	0,9	2,0	1,9	28,2	p 32,5	p 30,9	p 35,4
dont : à vue	0,8	0,7	0,8	1,0	0,9	0,9	2,0	1,9	24,4	p 29,0	p 27,1	p 31,9
autres	—	—	—	—	—	—	—	—	3,8	3,5	3,8	3,5
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :												
1. Pièces et billets 3	2,4	2,3	2,2	2,6	2,4	2,4	0,4	0,3	—	—	2,7	2,9
2. Autres :												
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	...	...	...	1,3	...	1,3
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	0,3
c) envers les banques de dépôts	0,1	0,1	0,1	1,6	0,1	0,1	0,9	2,6	3,4	3,3	4,4	7,5
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :												
1. Monnaie fiduciaire 4	129,7	131,0	131,8	135,9	134,7	136,9	5,7	5,8	—	—	136,7	141,7
2. Monnaie scripturale :												
a) détenue par les entreprises et particuliers 5	0,4	0,4	0,3	0,5	0,3	0,4	31,1	32,4	67,5	69,3	99,0	102,2
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	11,0	10,6	—	—	11,0	10,6
3. Liquidités quasi monétaires :												
a) détenues par les entreprises et particuliers :												
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	31,9	28,6	31,9	28,6
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	18,4	19,9	18,4	19,9
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	8,0	7,4	8,0	7,4
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	—	—	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	10,4	11,1	10,4	11,1
5. Autres :												
a) envers le Fonds des Rentes 6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	0,2	0,3	0,2
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	27,4	26,0	21,1	21,1	23,2	27,9	0,3	0,1	44,3	44,2	70,6	65,4
TOTAL DU PASSIF ...	160,8	160,5	156,3	162,7	161,6	167,6	51,4	53,7	212,4	218,1	424,3	434,5

1 Office des Chèques postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passif à vue et à un mois au plus), Crédit Communal de Belgique (passif à vue et à un mois au plus), Institut de Réécompte et de Garantie (passif envers les organismes monétaires). Dans le cas du Fonds Monétaire belge et de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'excédent éventuel des passifs recensés sur les actifs recensés est compris dans la rubrique D « Autres ».

2 Cette sous-rubrique comprend presque exclusivement des francs belges dont la plus grande partie est convertible. Elle correspond au total des sous-rubriques b) « En francs belges convertibles » et d) « Autres » qui n'avaient pu être distinguées sans une large part d'arbitraire dans les tableaux publiés aux pages 20 à 27 du Bulletin d'Information et de Documentation de juillet 1961. La sous-rubrique c) « En monnaies étrangères U.E.P. et en francs belges envers les pays U.E.P. » de ces mêmes tableaux n'a plus de raison d'être depuis la liquidation de l'U.E.P.

3 B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

4 Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

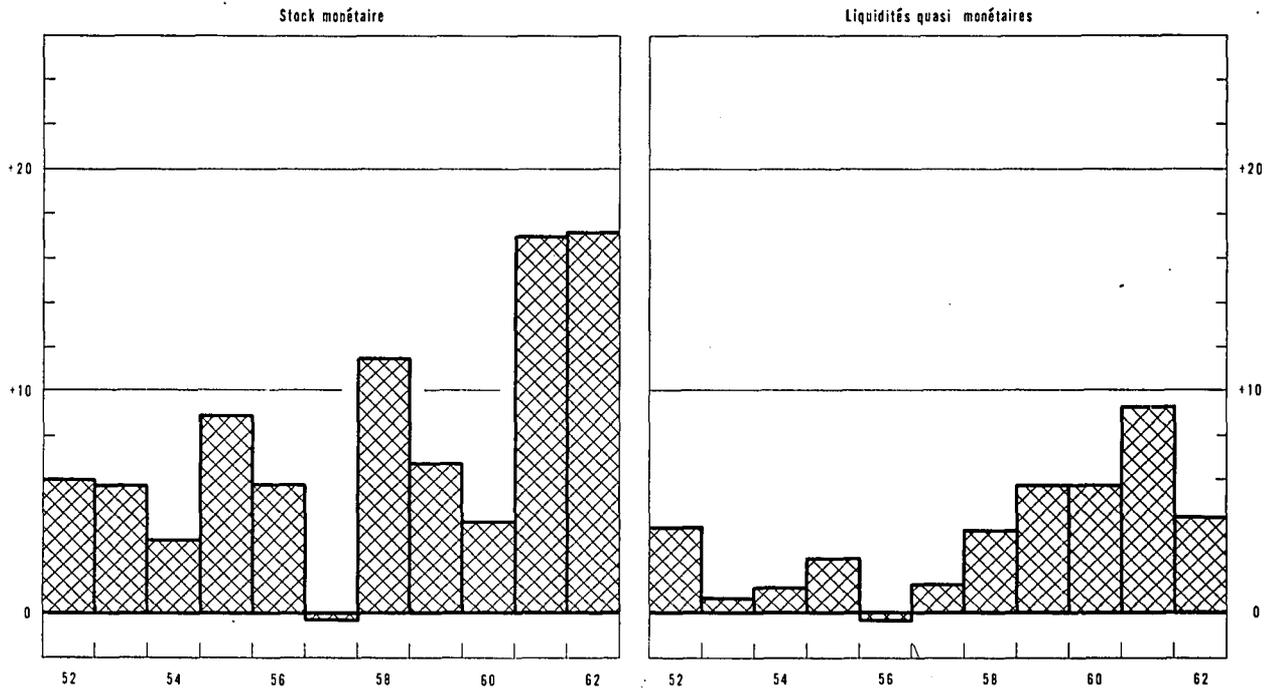
5 B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C. 5a ou D « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D « Autres ».

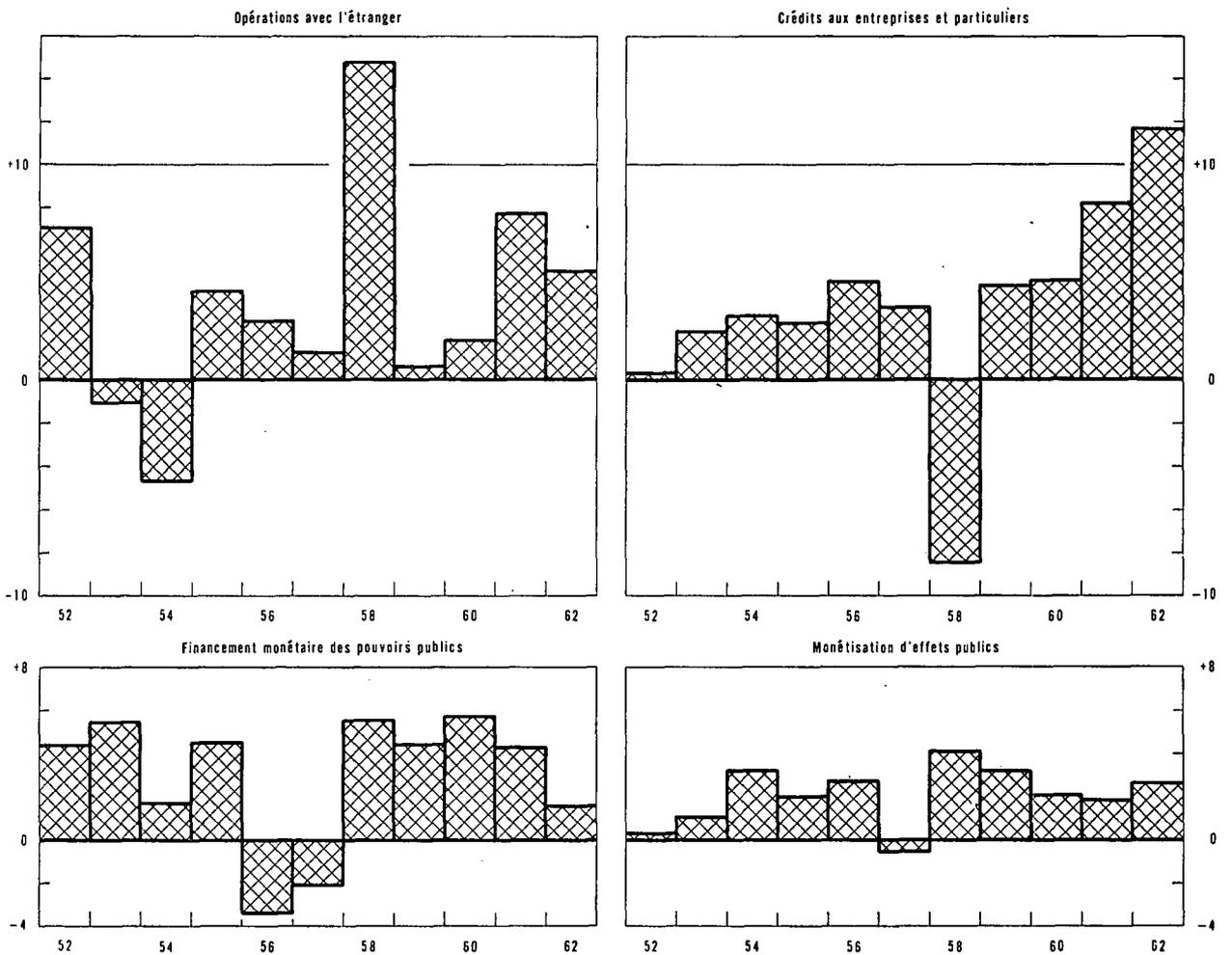
XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONÉTAIRES

(variations en milliards de francs)

A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B.- ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (à l'exclusion des opérations en capital et des donations des pouvoirs publics)	Financement monétaire des pouvoirs publics			Monétisation d'effets publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations aux entreprises et particuliers résidant en Belgique	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
					de l'Etat		des autres pouvoirs publics	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes				
					par cession de titres de la dette	par cession nette de devises							
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	
1956 1 ^{er} trimestre	- 1,5	+ 1,1	- 0,4	+ 3,2	- 0,7	- 0,7	- 0,9	+ 0,3	- 0,1	- 1,0	- 0,2	- 0,2	- 0,1
2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	+ 1,9	+ 2,2	- 1,0	- 0,3	+ 0,5	+ 0,8	- 1,3	- 0,1	+ 0,4	+ 1,4
3 ^e trimestre	+ 0,8	- 1,1	- 0,3	- 1,0	- 1,2	- 0,9	+ 0,8	+ 0,5	- 0,2	+ 3,0	- 0,1	...	+ 1,2
4 ^e trimestre	+ 2,4	- 0,7	+ 1,7	- 1,3	- 0,1	- 1,2	+ 0,6	...	+ 1,0	+ 3,9	- 0,1	- 0,3	- 0,8
Total ...	+ 5,8	- 0,3	+ 5,5	+ 2,8	+ 0,2	- 3,8	+ 0,2	+ 1,3	+ 1,5	+ 4,6	- 0,5	- 0,1	- 0,7
1957 1 ^{er} trimestre	- 0,2	+ 1,1	+ 0,9	- 1,2	+ 5,3	- 1,9	- 2,0	+ 0,2	- 1,5	+ 1,1	- 0,1	...	+ 1,0
2 ^e trimestre	+ 3,7	- 1,4	+ 2,3	- 0,1	- 1,5	+ 1,1	+ 0,1	+ 0,5	+ 1,1	+ 0,8	...	- 0,2	+ 0,5
3 ^e trimestre	- 7,5	+ 0,8	- 6,7	- 2,5	- 3,5	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,3	- 0,6	...	- 0,1	+ 0,2	- 1,0
4 ^e trimestre	+ 3,7	+ 0,8	+ 4,5	+ 5,1	- 1,4	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,2	- 0,7	+ 1,5	- 0,4	+ 0,1	- 1,2
Total ...	- 0,3	+ 1,3	+ 1,0	+ 1,3	- 1,1	+ 0,7	- 1,6	+ 1,2	- 1,7	+ 3,4	- 0,6	+ 0,1	- 0,7
1958 1 ^{er} trimestre	- 1,0	+ 1,9	+ 0,9	+ 3,9	- 0,6	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,3	- 0,1	- 3,6	- 0,4	+ 0,5	+ 0,3
2 ^e trimestre	+ 9,1	- 0,8	+ 8,3	+ 5,6	+ 2,7	+ 0,3	- 0,1	+ 0,4	+ 1,4	- 3,0	- 0,5	+ 0,1	+ 1,4
3 ^e trimestre	- 2,7 ¹	+ 0,7 ¹	- 2,0	+ 2,8	- 4,9	+ 0,8	- 0,6	+ 1,0	+ 1,3	- 2,2	- 0,5	+ 0,6	- 0,3
4 ^e trimestre	+ 7,5	+ 0,6	+ 8,1	+ 2,6	+ 7,1	- 0,1	+ 0,4	+ 0,2	- 0,4	+ 0,4	- 0,3	+ 0,5	- 2,3
Total ...	+12,9 ¹	+ 2,4 ¹	+15,3	+14,9	+ 4,3	+ 1,4	- 0,1	+ 1,9	+ 2,2	- 8,4	- 1,7	+ 1,7	- 0,9
1959 1 ^{er} trimestre	+ 0,2	+ 3,4	+ 3,6	- 2,1	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,3	+ 1,2	+ 1,4	- 0,2	+ 0,2	+ 0,1
2 ^e trimestre	+ 4,3	- 0,9	+ 3,4	+ 0,3	+ 0,3	- 1,1	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,9	- 0,4	- 0,1	+ 0,3	+ 1,9
3 ^e trimestre	- 4,4	+ 1,6	- 2,8	- 0,3	- 2,2	+ 0,3	- 0,8	+ 0,7	- 0,4	+ 0,3	...	+ 0,6	- 1,0
4 ^e trimestre	+ 6,7	+ 1,7	+ 8,4	+ 2,8	+ 7,7	- 3,3	...	- 0,4	- 0,3	+ 3,1	...	- 0,2	- 1,0
Total ...	+ 6,8	+ 5,8	+12,6	+ 0,7	+ 7,0	- 4,0	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,4	+ 4,4	- 0,3	+ 0,9	...
1960 1 ^{er} trimestre	- 3,9	+ 5,1	+ 1,2	+ 4,7	- 2,8	- 3,9	+ 1,7	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,4	...	+ 0,6	- 0,7
2 ^e trimestre	+ 7,4	- 1,8	+ 5,6	- 0,1	+ 3,7	+ 1,3	- 0,1	- 0,5	+ 0,2	+ 0,7	- 0,2	+ 0,1	+ 0,5
3 ^e trimestre	- 5,2 ²	+ 2,8 ²	- 2,4 ²	- 4,6	+ 7,3	- 1,8	- 0,7	...	+ 1,0	- 0,5	- 0,2	- 0,4	- 2,5
4 ^e trimestre	+ 6,1 ²	... ²	+ 6,1 ²	+ 1,6	- 5,2	+ 5,3	+ 1,3	- 0,3	+ 0,5	+ 4,1	- 0,3	- 0,4	- 0,5
Total ...	+ 4,4 ²	+ 6,1 ²	+10,5 ²	+ 1,6	+ 3,0	+ 0,9	+ 2,2	+ 0,2	+ 1,9	+ 4,7	- 0,7	- 0,1	- 3,2
1961 1 ^{er} trimestre	+ 2,1 ²	+ 3,3 ²	+ 5,4 ²	- 1,9	+ 5,3	+ 0,2	- 0,6	+ 1,1	- 0,5	- 1,6	- 0,3	+ 0,8	+ 2,9
2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	+ 0,1	+ 5,9	- 6,1	+ 0,6	- 0,1	+ 0,3	+ 2,7	- 0,3	+ 0,7	+ 0,7
3 ^e trimestre	+ 1,7 ²	+ 3,6 ²	+ 5,3 ²	+ 4,3	+ 3,6	- 1,3	- 0,4	+ 0,4	...	+ 0,5	- 0,2	+ 0,4	- 2,0
4 ^e trimestre	+ 8,8 ²	+ 1,8 ²	+10,6 ²	+ 5,3	- 6,2	+ 0,9	+ 2,5	+ 0,1	+ 0,6	+ 6,6	- 0,2	+ 0,5	+ 0,5
Total ...	+16,7 ²	+ 9,1 ²	+25,8 ²	+ 7,8	+ 8,6	- 6,3	+ 2,1	+ 1,5	+ 0,4	+ 8,2	- 1,0	+ 2,4	+ 2,1
1962 1 ^{er} trimestre	- 1,1	+ 4,2	+ 3,1	+ 3,8	- 1,2	+ 2,5	- 0,2	+ 0,2	- 0,6	+ 0,5	- 0,5	- 0,3	- 1,1
2 ^e trimestre	+ 8,7	...	+ 8,7	+ 1,7	+ 4,0	- 3,8	- 0,1	+ 0,5	+ 0,5	+ 1,8	- 0,7	+ 2,4	+ 2,4
3 ^e trimestre	+ 1,6	+ 2,6	+ 4,2	p + 0,3	p + 4,1	p - 1,9	p + 0,8	p + 0,9	- 0,1	+ 3,3	- 0,6	p - 0,4	p - 2,2
4 ^e trimestre	+ 7,9	- 2,5	+ 5,4	p - 0,5	p - 3,8	p + 0,5	p + 0,5	p + 0,4	+ 0,9	+ 6,1	- 0,6	p + 0,3	p + 1,6
Total ...	+17,1	+ 4,3	+21,4	p + 5,3	p + 3,1	p - 2,7	p + 1,0	p + 2,0	+ 0,7	+11,7	- 2,4	p + 2,0	p + 0,7

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Les comptes bancaires à plus d'un mois des sociétés financières qui jusqu'en juillet 1958 étaient englobés dans le stock monétaire ont pu être reclassés dans les liquidités quasi monétaires à partir d'août 1958. Les chiffres qui figurent aux colonnes (1) et (2) du présent tableau pour les variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires au 8^e trimestre de 1958 et durant l'année 1958 font abstraction des mouvements comptables qui ont résulté de cette modification de la statistique. — 2 Au 8^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges, qui étaient confondus jusque là dans les statistiques monétaires avec les comptes de résidents, ont été convertis en comptes étrangers « financiers »; ultérieurement, une partie de ces comptes a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires, une diminution purement comptable de 0,9 milliard au 8^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,8 0,2 0,1 et 0,2 milliard, respectivement au 4^e trimestre de 1960 et au 1^{er}, 8^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées des variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires telles qu'elles apparaissent aux colonnes (1) à (8) du présent tableau.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Stock de monnaie scripturale	Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Total			
					comptes courants à la B.N.B. ²	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements parastatiques ²				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (8) : (10)	
1952 Juin	5,8	96,3	100,6	6,8	0,5	18,8	44,9	64,2	71,0	171,6	58,6
Décembre	5,9	97,8	102,0	7,5	0,6	18,0	46,4	65,0	72,5	174,5	58,4
1953 Juin	5,8	98,4	102,6	6,9	0,6	19,6	46,1	66,3	73,2	175,8	58,4
Décembre	5,9	101,6	105,9	7,1	0,6	19,9	46,8	67,3	74,4	180,3	58,7
1954 Juin	5,9	100,2	104,3	8,1	0,7	20,2	49,0	69,9	78,0	182,3	57,2
Décembre	5,9	102,7	106,7	7,4	0,5	20,6	48,4	69,5	76,9	183,6	58,1
1955 Juin	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁴	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Février	6,0	126,8	129,8	8,1	0,5	28,8	64,5	93,8	101,9	231,7	56,0
Mars	6,0	127,9	131,0	9,5	0,4	27,8	67,6	95,8	105,3	236,3	55,4
Avril	6,0	129,5	132,5	7,7	0,4	29,3	66,6	96,3	104,0	236,5	56,0
Mai	6,0	130,0	132,9	8,9	0,4	29,0	69,1	98,5	107,4	240,3	55,3
Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Juillet	6,1	133,2	136,2	9,8	0,4	30,5	67,6	98,5	108,3	244,5	55,7
Août	6,1	133,2	136,5	8,7	0,4	29,0	67,5	96,9	105,6	242,1	56,4
Septembre	6,1	133,2	136,7	11,0	0,4	29,3	69,3	99,0	110,0	246,7	55,4
Octobre	6,1	134,5	137,9	8,6	0,4	30,2	69,5	100,1	108,7	246,6	55,9
Novembre	6,1	134,0	137,5	8,4	0,3	29,5	71,1	100,9	109,3	246,8	55,7
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Janvier	6,2	137,1	140,5	9,2	0,3	32,7	70,5	103,5	112,7	253,2	55,5
Février	6,2	139,3	142,7	10,1	0,4	30,0	73,1	103,5	113,6	256,3	55,7

¹ Y compris des organismes paraétatiques administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire. (cf. tableau XIII - 1, note 4.)

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il se serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution						Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations de donation et en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Opérations avec l'étranger 4 (à l'exclusion des opérations de donation et en capital des pouvoirs publics)	Différence entre les chiffres des organismes monétaires [col. (6)] et ceux de la balance des paiements de l'U.E.B.L. (11) 5	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. (11)
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat 2	Autres 3			
(1)	(2)	(8) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(10)	(11)		
1952 Année	51,6	- 1,2	50,4	+ 1,1	+ 2,8	+ 3,9	- 3,2	...	+ 7,1	- 0,5	+ 3,4
1953 Année	52,7	- 2,4	50,3	+ 1,1	- 0,2	+ 0,9	+ 1,9	...	- 1,0	- 0,8	+ 0,1
1954 Année	50,9	- 2,6	48,3	- 1,8	- 0,3	- 2,1	+ 2,6	...	- 4,7	- 1,5	- 3,6
1955 Année	57,2	- 2,5	54,7	+ 6,3	+ 0,4	+ 6,7	+ 2,4	+ 0,2	+ 4,1	- 2,3	+ 4,4
1956 1 ^{er} trimestre	59,2	- 1,7	57,5	+ 2,0	+ 0,6	+ 2,6	- 0,7	+ 0,1	+ 3,2	+ 0,1	+ 2,7
2 ^e trimestre	59,8	- 1,3	58,5	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,9	- 1,0	...	+ 1,9	- 0,9	...
3 ^e trimestre	59,6	- 3,2	56,4	+ 0,2	- 1,7	- 1,9	- 0,9	...	- 1,0	+ 2,1	+ 0,2
4 ^e trimestre	57,8	- 3,8	54,0	- 1,8	- 0,5	- 2,3	- 1,2	+ 0,2	- 1,3	- 0,2	- 2,5
				+ 0,6	- 1,3	- 0,7	- 3,8	+ 0,3	+ 2,8	+ 1,1	+ 0,4
1957 1 ^{er} trimestre	54,3	- 3,9	50,4	- 3,5	+ 0,2	- 3,3	- 1,9	- 0,2	- 1,2	...	- 3,3
2 ^e trimestre	54,1	- 2,6	51,5	- 0,2	+ 1,2	+ 1,0	+ 1,1	...	- 0,1	+ 0,1	+ 1,1
3 ^e trimestre	52,5	- 3,2	49,3	- 1,6	- 0,5	- 2,1	+ 0,4	...	- 2,5	+ 0,4	- 1,7
4 ^e trimestre	58,4	- 2,3	56,1	+ 5,9	+ 0,3	+ 6,2	+ 1,1	...	+ 5,1	- 0,2	+ 6,0
				+ 0,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,7	- 0,2	+ 1,3	+ 0,3	+ 2,1
1958 1 ^{er} trimestre	60,9	- 0,7	60,2	+ 2,5	+ 1,8	+ 4,3	+ 0,4	...	+ 3,9	- 0,2	+ 4,1
2 ^e trimestre	67,5	- 1,3	66,2	+ 6,6	- 0,7	+ 5,9	+ 0,3	...	+ 5,6	+ 0,4	+ 6,3
3 ^e trimestre	72,3	- 2,2	70,1	+ 4,8	- 1,2	+ 3,6	+ 0,8	...	+ 2,8	+ 0,4	+ 4,0
4 ^e trimestre	75,5	- 3,4	72,1	+ 3,2	- 0,7	+ 2,5	- 0,1	...	+ 2,6	- 1,0	+ 1,5
				+17,1	- 0,8	+16,3	+ 1,4	...	+14,9	- 0,4	+15,9
1959 1 ^{er} trimestre	70,6	- 0,3	70,3	- 4,9	+ 2,9	- 2,0	+ 0,1	...	- 2,1	+ 0,3	- 1,7
2 ^e trimestre	73,5	- 3,8	69,7	+ 2,9	- 3,7	- 0,8	- 1,1	...	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
3 ^e trimestre	74,7 ⁷	- 3,5	71,2 ⁷	+ 0,9	- 1,6 ⁷	+ 0,9	+ 0,3	- 0,7 ⁸	- 0,3	- 0,3	- 1,0
4 ^e trimestre	72,3 ⁷	- 1,6	70,7 ⁷	- 2,5 ⁷	+ 1,9	- 0,6 ⁷	- 3,3	- 0,1	+ 2,8	- 1,1	- 1,7
				- 6,1 ⁷	+ 2,0	- 4,1 ⁷	- 4,0	- 0,8 ⁸	+ 0,7	...	- 4,1
1960 1 ^{er} trimestre	74,0	- 1,2	72,8	+ 1,7	+ 0,2	+ 1,9	- 3,9	+ 1,1	+ 4,7	+ 1,5	+ 3,4
2 ^e trimestre	76,3	- 1,8	74,5	+ 2,3	- 0,7	+ 1,6	+ 1,3	+ 0,4	- 0,1	+ 0,1	+ 1,7
3 ^e trimestre	69,7	- 2,5 ⁹	67,2 ⁹	- 6,6	+ 0,3 ⁹	- 6,3 ⁹	- 1,8	+ 0,1	- 4,6	+ 0,3	- 6,0
4 ^e trimestre	80,5	- 5,7 ⁹	74,8 ⁹	+10,8	- 3,7 ⁹	+ 7,1 ⁹	+ 5,3	+ 0,2	+ 1,6	...	+ 7,1
				+ 8,2	- 3,9 ⁹	+ 4,3 ⁹	+ 0,9	+ 1,8	+ 1,6	+ 1,9	+ 6,2
1961 1 ^{er} trimestre	79,7	- 6,4 ⁹	73,3 ⁹	- 0,8	- 1,2 ⁹	- 2,0 ⁹	+ 0,2	- 0,3	- 1,9	+ 0,8	- 1,2
2 ^e trimestre	82,6	-14,4	68,2	+ 2,9	- 8,6	- 5,7	- 6,1	+ 0,3	+ 0,1	- 0,7	- 6,4
3 ^e trimestre	86,0	-15,1 ⁹	70,9 ⁹	+ 3,4	- 0,4 ⁹	+ 3,0 ⁹	- 1,3	...	+ 4,3	- 0,8	+ 2,2
4 ^e trimestre	92,7	-14,9 ⁹	77,8 ⁹	+ 6,7	- 0,4 ⁹	+ 6,3 ⁹	+ 0,9	+ 0,1	+ 5,3	- 0,3	+ 6,0
				+12,2	*-10,6 ⁹	+ 1,6 ⁹	- 6,3	+ 0,1	+ 7,8	- 1,0	+ 0,6
1962 1 ^{er} trimestre	90,5	- 5,9	84,6	- 2,2	+ 8,8	+ 6,6	+ 2,5	+ 0,3	+ 3,8	...	+ 6,6
2 ^e trimestre	89,6	- 7,2	82,4	- 0,9	- 1,2	- 2,1	- 3,8	...	+ 1,7	- 0,4	- 2,5
3 ^e trimestre	p 88,6	- 8,3	80,3	- 1,0	- 0,5	- 1,5	- 1,9	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,7	- 0,8
4 ^e trimestre	p 91,0	-10,6	80,4	+ 2,4	- 2,4	...	+ 0,5	...	- 0,5	+ 0,6	+ 0,6
				p - 1,7	+ 4,7	+ 3,0	- 2,7	+ 0,4	+ 5,3	+ 0,9	+ 3,9

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Cette colonne est la même que la colonne (6) du tableau XIII - 3.

3 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paratitiques administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 8 ci-dessous).

4 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 3.

5 Cette différence provient en majeure partie de ce que les trois données ci-après sont comprises dans les avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements belgo-luxembourgeois, mais non dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires belges :

a) les variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique; b) jusqu'au 31 décembre 1960 les variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises; c) les variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2^e trimestre de 1958, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L.

6 Voir tableau IX - 1, total, et tableau IX - 2, rubrique 6.

7 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser, dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

8 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiements. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,8 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influences sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (9). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

9 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux » ou « financiers »; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassemblée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,3 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4^e trimestre de 1960, au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)

(millions de francs)

Rubriques	1951 31 décembre	1952 31 décembre	1953 31 décembre	1954 31 décembre	1955 31 décembre	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	63.487
Avoirs sur l'étranger	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir	—	2.492	1.994	—	—	2.986	350	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P.	15.202	14.951	12.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P.	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays	868	646	304	580	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2.170	1.476	20	1.448	1	79	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique	8.890	9.152	8.319	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (arr. 22-3-1952 et 26-7-1952)	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	1.824	445	...	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics	69	225	70	44	118	89	1	...
Compte courant du Trésor public	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...								
Compte A	1	2	2	2	—	—	—	—
Compte B	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.243
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
PASSIF								
Billets en circulation	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.353
Comptes courants et divers :								
compte ordinaire ...	30	24	27	29	11	11	19	8
comptes Accord de Coopération Economique	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics	310	405	364	269	277	320	524	313
Banques en Belgique	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin.	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Particuliers	393	253	261	280	348	321	340	174
Valeurs à payer	831	447	465	362	390	450	654	474
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'U.E.P.	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.681
Provision spéciale :								
pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (arrêtés des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952)	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I.	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer	2.478	1.483	32	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire	208	232	256	283	315	349	385	425
b) fonds de prévision	228	234	243	243	245	247	248	254
c) compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfices net à répartir	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — BILANS ET SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Depuis le 31 décembre 1959

(millions de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1962 5 mars	1963 4 mars	1962 9 avril	1963 8 avril
ACTIF								
Encaisse en or	56.693	58.525	62.424	68.248	64.571	69.563	65.904	68.605
Monnaies étrangères	4.407	12.605	20.432	12.848	18.352	16.518	17.886	18.765
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	224	6.775	6.856	2.935	7.057	6.516	7.846	8.195
Accords internationaux (Loi du 28 juillet 1948) :								
a) U.E.P.	5.536	3.509	413	251	375	214	371	209
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	15	10	...
c) F.M.I.	4.388	4.388	7.989	6.738	7.238	6.738	7.238	6.738
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	18.494	12.341	16.695	16.670	16.166	18.349
Effets de commerce	7.560	6.773	5.086	10.083	2.277	3.552	1.974	4.191
Avances sur nantissement	102	51	74	3.022	107	31	39	244
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-48 et 15-4-52) :								
a) certificats du Trésor	8.215	6.040	6.515	5.140	4.615	9.150	5.690	8.175
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat .....	...	...	...	...	...	...	...	...
c) autres effets publics belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	645	617	490	326	552	369	524	367
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	1	1	2	2
Créance consolidée sur l'Etat (art. 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.568	2.627	2.627	2.702	2.627	2.702
Immeubles, matériel et mobilier	1.508	1.519	1.539	1.593	1.539	1.593	1.539	1.593
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.221	1.333	1.217	1.329
Divers	515	698	544	1.778	614	847	726	990
Compte d'ordre :	128.531	150.916	168.594	163.210	161.841	169.812	163.759	174.454
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.895	1.491	1.737	1.345
PASSIF								
Billets en circulation	118.325	124.091	129.078	138.481	127.510	139.969	128.023	141.157
Comptes courants :								
compte ordinaire ...	7	24	1	5	22	19	19	3
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	494	185	25	27	22	26	25	24
compte spécial liquidation U.E.P. ...	1	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger : compte ordin.	252	308	445	387	356	464	377	549
Comptes courants divers	3.161	2.606	8.338	3.474	5.363	954	6.437	782
Accords internationaux (Loi du 28 juillet 1948) :								
a) A.M.E.	344	249	200	185	119	105	146	146
b) autres accords	224	263	365	413	188	240	193	212
Total des engagements à vue ...	122.808	127.726	138.452	142.972	133.580	141.777	135.220	142.873
Monnaies étrangères et or à livrer	1.436	18.644	25.376	15.271	23.808	23.185	24.037	26.541
Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.221	1.333	1.217	1.329
Divers	767	938	1.007	1.016	605	814	658	1.008
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.088	2.133	2.191	2.273	2.227	2.303	2.227	2.303
Compte d'ordre :	128.531	150.916	168.594	163.210	161.841	169.812	163.759	174.454
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.895	1.491	1.737	1.345

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1962 31 janvier	1963 31 janvier	1962 28 février	1963 28 février
ACTIF								
A. Opér. d'épargne (art. 15, A. R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Caisse, Banque Nation., Chèques post.	5.972	5.933	7.533	6.523	3.349	3.084	3.036	3.051
Prêts au jour le jour	1.013	1.277	1.214	1.272	1.984	806	1.486	972
Banquiers	6.696	8.103	10.782	13.192	10.299	15.031	9.795	17.308
Maison-mère, succursales et filiales ...	2.345	3.236	4.287	4.717	5.904	5.388	6.190	5.852
Autres valeurs à recevoir à court terme	5.205	6.017	6.742	8.248	6.610	9.405	6.081	9.064
Portefeuille-effets	52.469	55.155	66.088	46.685	69.946	52.441	68.498	55.561
a) Portefeuille commercial ²	18.128	21.528	25.875	30.116	27.894	32.975	27.389	35.585
b) Eff. publ. réesc. à la B.N.B. ...	20.709	20.496	27.294	15.729	28.558	17.919	27.599	17.823
c) Effets publ. mob. à la B.N.B. à concurrence de 95 %	13.632	13.131	12.919	840	13.494	1.547	13.510	2.153
Reportis et avances sur titres	1.364	1.168	1.237	1.317	1.214	1.189	1.256	1.213
Débiteurs par acceptations	11.944	12.682	14.318	17.927	13.780	17.308	14.101	17.334
Débiteurs divers	22.792	26.064	30.726	38.608	31.881	39.227	32.666	38.848
Portefeuille-titres	34.988	39.274	53.444	75.148	52.240	74.245	51.888	74.709
a) Valeurs de la réserve légale	366	401	429	468	427	468	427	468
b) Fonds publics belges	32.021	36.199	50.094	71.460	48.910	70.703	48.605	71.132
c) Fonds publics étrangers	231	275	473	317	413	278	371	234
d) Actions de banques	1.340	1.291	1.261	1.282	1.249	1.368	1.252	1.444
e) Autres titres	1.030	1.108	1.187	1.621	1.241	1.428	1.233	1.431
Divers	1.730	1.570	1.552	2.339	1.451	2.292	1.262	2.150
Capital non versé	7	7	9	9	9	9	8	9
Total disponible et réalisable ...	146.525	160.486	197.932	215.985	198.667	220.425	196.267	226.071
C. Immobilisé :								
Frais de constitut. et de premier établ.	23	20	19	17	18	16	17	16
Immeubles	1.126	1.190	1.251	1.301	1.250	1.327	1.257	1.330
Participation dans les filiales immobil.	257	258	273	265	273	265	273	264
Créances sur filiales immobilières	350	345	278	312	313	323	318	326
Matériel et mobilier	140	153	166	200	167	203	172	201
Total de l'immobilisé ...	1.896	1.966	1.987	2.095	2.021	2.134	2.037	2.137
Total de l'actif ...	148.421	162.452	199.919	218.080	200.688	222.559	198.304	228.208
PASSIF								
A. Opér. d'épargne (art. 15, A. R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers privilégiés ou garantis	415	330	398	1.747	1.018	428	358	641
Emprunts au jour le jour	644	1.332	2.110	871	2.444	2.685	2.353	1.649
a) Garantis par des sûretés réelles	571	1.247	1.986	815	2.359	2.593	2.226	1.468
b) Non garant. par des sùr. réelles	73	85	124	56	85	87	127	181
Banquiers	8.568	14.208	28.067	26.553	27.152	29.073	24.435	34.037
Maison-mère, succursales et filiales ...	2.398	3.165	3.911	4.300	3.537	4.166	3.487	3.633
Acceptations	11.945	12.683	14.319	17.928	13.783	17.308	14.104	17.334
Autres valeurs à payer à court terme	2.690	2.382	2.776	3.875	3.595	6.129	3.135	5.318
Créditeurs pour effets à l'encaissement	889	990	967	1.095	1.050	988	935	1.020
Dépôts et comptes courants	99.256	103.790	121.118	130.986	121.431	131.077	122.956	133.686
a) A vue	62.077	61.080	66.746	71.259	64.930	70.395	64.426	72.389
b) A un mois au plus	3.319	4.873	6.112	5.532	6.342	5.760	6.459	6.118
c) A plus d'un mois	14.800	19.200	27.902	29.392	29.362	29.354	31.504	28.915
d) A plus d'un an	1.495	956	1.529	2.201	1.592	2.095	1.284	2.036
e) A plus de deux ans	2.097	1.975	2.495	2.671	2.541	2.653	2.555	2.617
f) Carnets de dépôts	13.730	14.115	14.613	17.937	14.939	18.821	14.975	19.577
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1.738	1.591	1.721	1.994	1.725	1.999	1.753	2.034
Obligations et bons de caisse	6.891	7.573	8.619	11.060	8.801	11.074	8.946	11.134
Montants à libérer sur titres et partic.	664	635	615	689	617	689	612	696
Divers	4.451	4.940	6.007	6.104	6.192	5.921	5.908	5.975
Total de l'exigible ...	138.811	152.028	188.907	205.208	189.620	209.538	187.229	215.124
C. Non exigible :								
Capital	5.746	6.201	6.520	7.636	6.559	7.634	6.579	7.708
Fonds indisip. par prime d'émission ...	283	284	292	785	290	785	290	793
Réserve légale (art. 13, A. R. 185) ...	369	406	428	467	456	467	456	468
Réserve disponible	3.106	3.363	3.652	3.828	3.645	4.009	3.636	4.009
Provisions	106	170	120	156	118	126	114	106
Total du non exigible ...	9.610	10.424	11.012	12.872	11.068	13.021	11.075	13.084
Total du passif ...	148.421	162.452	199.919	218.080	200.688	222.559	198.304	228.208

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif et de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions parafatitiques (millions de francs)

1959 31 décembre	6.885	1961 31 décembre	6.999	1962 31 janvier	5.566	1963 31 janvier	6.659
1960 31 décembre	6.547	1962 31 décembre	8.486	1962 28 février	5.909	1963 28 février	6.816

XIII - 8. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

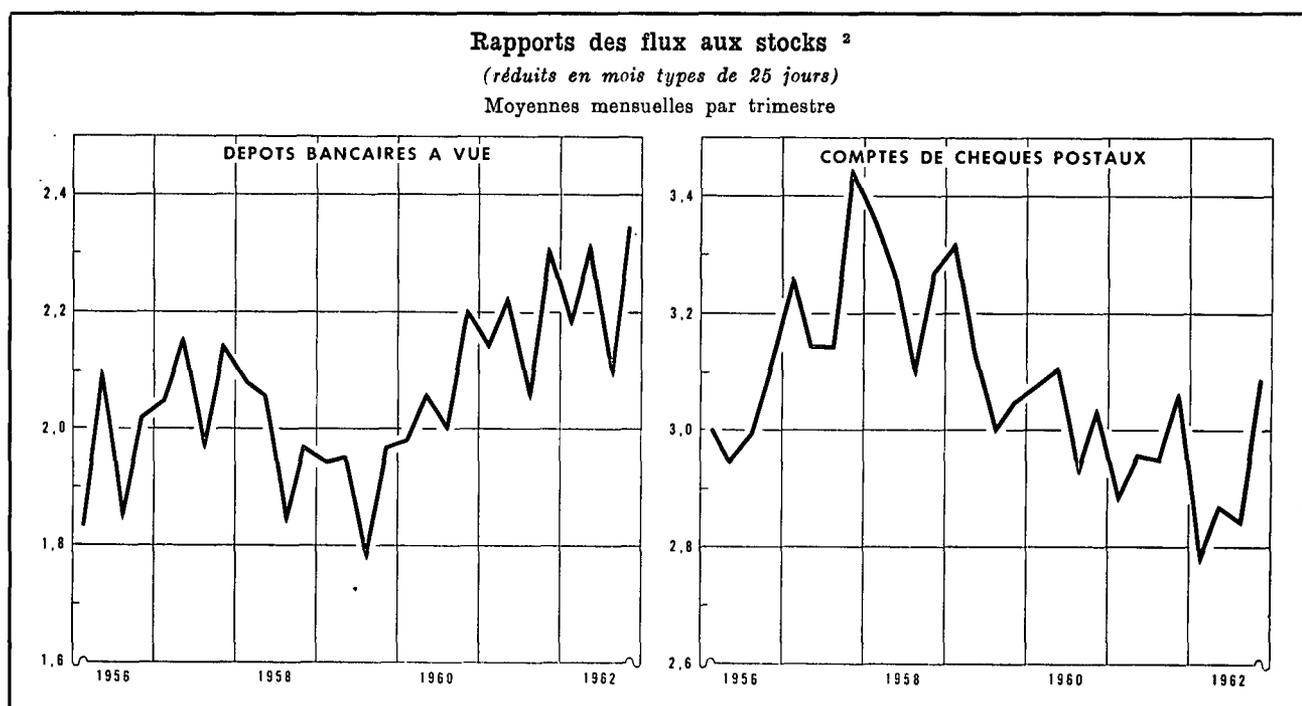
Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Pour- centages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes journalières)		(moyennes mensuelles ou mois)			
(fin de période)	(milliards de francs)								
1954	678	27,8	20,6	29,7	74,1	29,5	74,1	207,4	91
1955	703	28,3	20,8	30,5	76,2	30,3	76,2	213,3	91
1956	742	29,8	22,2	32,7	81,9	32,7	81,9	229,3	91
1957	765	30,4	22,4	36,0	89,1	36,0	89,1	250,2	91
1958	789	31,2	23,5	37,4	93,0	37,3	93,0	260,8	91
1959	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960	855	37,1	26,9	42,4	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,0	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,8	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1961 3 ^e trimestre	874	39,7	28,7	46,4	111,0	46,4	111,0	316,1	92
4 ^e trimestre	882	39,7	29,1	47,4	114,2	45,8	114,2	321,5	92
1962 1 ^{er} trimestre	887	42,7	31,5	46,6	114,9	47,4	114,9	323,7	92
2 ^e trimestre	891	43,4	32,1	49,3	115,5	48,6	115,5	328,8	92
3 ^e trimestre	900	43,4	31,8	48,4	114,8	48,7	114,8	326,7	92
4 ^e trimestre	907	44,2	31,6	54,7	128,4	52,8	128,4	364,3	92
1963 1 ^{er} trimestre	913	48,8	34,5	52,1	127,5	52,9	127,5	359,8	93
1962 Mars	887	41,5	31,6	46,1	112,5	45,3	112,5	316,3	92
Avril	888	43,9	32,3	48,3	112,3	49,3	112,3	322,2	92
Mai	890	42,7	31,7	49,8	118,4	48,9	118,4	335,5	92
Juin	891	43,6	32,2	49,7	115,7	47,7	115,7	328,8	92
Juillet	893	47,8	32,3	57,2	134,1	58,8	134,1	384,1	93
Août	896	41,5	31,6	44,3	108,5	46,2	108,5	307,6	92
Septembre	900	40,8	31,5	43,8	101,7	41,3	101,7	288,5	92
Octobre	903	43,7	31,5	51,7	124,8	52,6	124,8	353,8	91
Novembre	906	43,0	31,0	52,0	126,1	51,8	126,1	356,2	93
Décembre	907	46,1	32,4	60,4	134,3	53,9	134,3	382,9	93
1963 Janvier	909	51,2	34,7	56,9	132,5	53,9	132,5	375,8	92
Février	911	50,6	34,8	45,9	126,3	54,4	126,3	352,7	93
Mars	913	44,5	34,0	53,4	123,6	50,3	123,6	350,9	93

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cfr. tableau 8 du chapitre XVI du présent bulletin).

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut	réduit en mois types de 25 jours ⁵	
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1954	67,4	64,6	132,0	1,83	1,80	2,99
1955	75,4	66,8	142,2	1,94	1,92	3,06
1956	83,2	70,3	153,5	1,98	1,95	3,01
1957	89,8	76,6	166,4	2,10	2,08	3,25
1958	85,7	80,4	166,1	2,01	1,99	3,25
1959	90,3	83,4	173,7	1,93	1,91	3,13
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1961 2 ^e trimestre	110,5	94,4	204,9	2,19	2,22	2,96
3 ^e trimestre	100,8	91,0	191,8	2,11	2,06	2,95
4 ^e trimestre	115,2	96,1	211,3	2,29	2,30	3,06
1962 1 ^{er} trimestre	110,1	94,6	204,7	2,24	2,18	2,78
2 ^e trimestre	123,4	99,2	222,6	2,28	2,31	2,87
3 ^e trimestre	112,3	98,0	210,3	2,12	2,10	2,84
4 ^e trimestre	130,2	105,3	235,5	2,36	2,34	3,09
1962 Février	109,2	98,4	207,6	2,10	2,19	2,92
Mars	104,7	89,9	194,6	2,25	2,08	2,61
Avril	121,5	100,6	222,1	2,27	2,36	2,88
Mai	126,9	100,3	227,2	2,36	2,36	2,97
Juin	121,7	96,8	218,5	2,22	2,22	2,75
Juillet	124,0	105,2	229,2	2,30	2,30	2,97
Août	106,2	100,5	206,7	2,09	2,01	2,99
Septembre	106,8	88,3	195,1	1,98	1,98	2,57
Octobre	123,2	99,4	222,6	2,41	2,24	2,88
Novembre	132,1	108,4	240,5	2,27	2,37	3,30
Décembre	135,1	108,1	243,2	2,40	2,40	3,09
1963 Janvier	122,4	103,6	226,0	2,28	2,19	2,80
Février		108,3				2,96

¹ Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

⁵ De 1951 à 1954 inclus, calculé sur base du nombre de jours ouvrables à l'O.C.P.; par la suite, calculé sur base du nombre de jours ouvrables dans l'industrie.

N. B. — Méthodes d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B.* — *Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin d'Information et de Documentation* (cf. N. B. des tableaux 1 et 9 du chapitre XIII). — *Rapport annuel de la Commission bancaire.*

XIV. — INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NON MONÉTAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille (valeur nominale)			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats placés dans les banques	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées 1	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse 2
1952	4.112	—	—	—	—	—	2.350	1.000	10	344
1953	3.532	—	—	—	—	—	1.999	1.000	...	120
1954	5.023	—	—	—	—	—	2.248	1.000	2	1.327
1955	4.533	—	—	—	—	—	2.039	1.000	4	920
1956	5.930	—	—	—	—	—	2.631	800	2	1.998
1957	4.112	1.242	—	...	—	486	2.457	585	1.237	200
1958	3.311	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.572	623	2.700	1	...	4.608	72	—	...	...
1960 Janvier	4.908	5	1.200	719	1.922	5.421	...	—	...	...
Février	5.030	37	100	1.476	2.413	5.760	...	—	...	...
Mars	4.767	85	...	2.683	1.910	6.147	...	—	...	...
Avril	4.992	64	1.200	3.925	1.239	8.099	...	—	...	...
Mai	5.105	228	...	3.545	2.640	8.163	...	—	...	...
Juin	5.085	201	100	2.862	2.644	7.508	...	—	...	...
Juillet	5.995	70	...	1.188	2.237	5.933	...	—	...	...
Août	5.936	6	450	3	1.211	4.242	...	—	...	...
Septembre ...	6.075	89	1.000	...	103	3.896	...	—	...	...
Octobre	6.097	11	600	75	1.332	4.773	...	—	...	...
Novembre ...	6.366	...	400	1.312	1.383	6.165	...	—	...	...
Décembre	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961 Janvier	6.617	20	1.200	750	1.802	6.966	...	—	...	...
Février	6.434	90	...	2.917	1.932	7.932	...	—	...	...
Mars	5.978	10	825	1.644	3.273	8.401	...	—	...	...
Avril	6.104	18	1.875	1.086	3.569	9.266	...	—	...	...
Mai	6.054	25	2.525	2.150	2.685	10.042	...	—	...	...
Juin	6.394	78	825	1.916	4.239	10.043	...	—	...	...
Juillet	6.288	9	100	3.131	3.272	9.442	...	—	...	...
Août	6.371	...	...	4.377	3.410	10.800	...	—	...	...
Septembre ...	6.448	...	...	6.391	2.267	11.701	...	—	...	...
Octobre	6.599	166	150	6.876	2.030	12.511	...	—	...	...
Novembre ...	6.613	...	150	8.004	2.169	13.605	...	—	...	...
Décembre	6.892	1.086	...	3.200	3.069	10.996	...	—	...	...

1 Y compris les opérations à réméré.

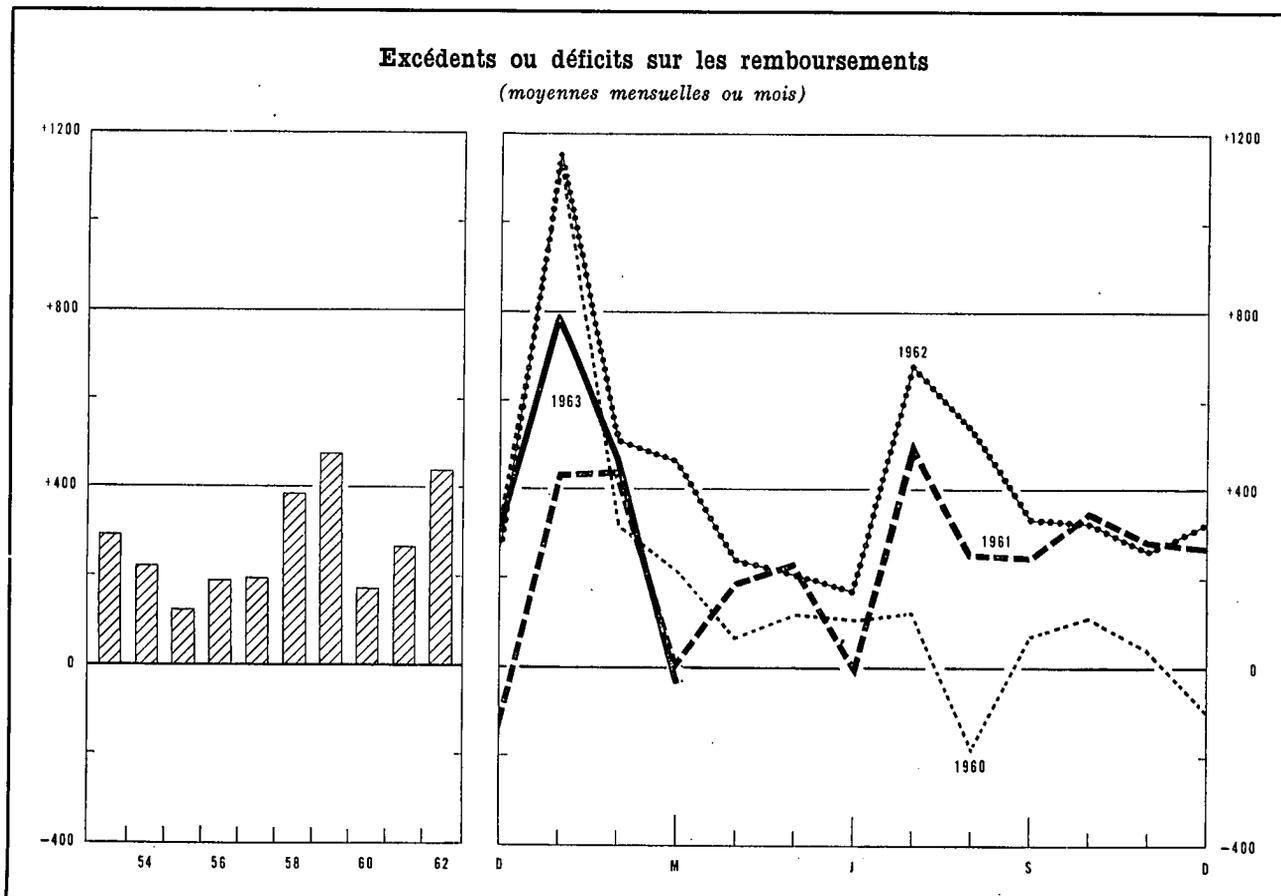
2 Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements		Remboursements		Excédents ou déficits		Soldes des dépôts à fin de période	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)				
1952	12.958	8.127	4.831	40.748 ¹				
1953	13.204	9.684	3.520	45.493 ¹				
1954	13.383	10.764	2.619	49.459 ¹				
1955	13.624	12.176	1.448	52.354 ¹				
1956	14.518	12.295	2.223	56.132 ¹				
1957	16.783	14.455	2.328	60.144 ¹				
1958	18.912	14.316	4.596	66.700 ¹				
1959	21.939	16.232	5.707	74.442 ¹				
1960	21.840	19.786	2.054	78.887 ¹				
1961	22.799	19.585	3.214	84.633 ¹				
1962	25.948	20.708	5.240	92.675 ¹				

	1962		1963		1962		1963	
	1962	1963	1962	1963	1962	1963	1962	1963
Janvier	2.616	p 2.379	1.458	p 1.588	1.158	p 791	85.791	p 93.446
Février	1.965	p 2.003	1.456	p 1.539	509	p 464	86.300	p 93.910
Mars	2.193	p 1.951	1.725	p 1.987	468	p -36	86.768	p 93.874
Avril	2.003		1.757		246		87.014	
Mai	2.093		1.878		215		87.229	
Juin	2.152		1.975		177		87.406	
Juillet	2.432		1.748		684		88.090	
Août	2.149		1.609		540		88.630	
Septembre	2.019		1.674		345		88.975	
Octobre	2.188		1.850		338		89.313	
Novembre	1.921		1.664		267		89.580	
Décembre	p 2.238		p 1.908		p 330		p 92.675 ¹	

¹ Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1956	1957	1958	1959	1960	1961
ACTIF						
Disponible ¹	0,2	0,5	0,3	0,3	0,2	0,3
Placements provisoires :						
Effets sur la Belgique	6,5	7,6	7,7	9,1	10,8	12,4
Avances à l'industrie	—	—	2,0	3,3	5,2	7,3
Crédit d'exportation	—	—	...	0,2	0,4	0,5
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	0,2	0,4	1,6	1,7	2,4	2,5
Certificats de Trésorerie	1,8	1,5	5,2	4,3	2,0	4,3
Prêts au jour le jour	1,0	1,3	0,8	1,1	0,8	0,7
Total des placements provisoires ...	9,5	10,8	17,3	19,7	21,6	27,7
Placements définitifs :						
Rentes belges directes	18,4	18,4	17,3	19,7	20,0	20,2
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	12,1	13,6	15,4	16,5	17,8	16,6
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes	1,9	1,9	1,8	1,8	1,7	1,7
et communes	1,5	1,5	1,2	1,2	1,0	1,0
Obligations de sociétés belges						
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
complémentaires aux prisonniers politiques, et						
avances à l'Œuvre nationale des invalides de la						
guerre	2,7	2,8	2,9	3,3	3,8	4,3
Prêts hypothécaires	3,3	3,4	3,4	3,5	3,6	3,6
Crédit agricole						
Avances à la Société nationale du logement, aux	17,1	18,3	19,9	21,3	22,2	22,7
sociétés agréées et aux communes en vue de la						
construction d'habitations sociales	57,9	60,8	62,8	68,2	71,0	71,0
Total des placements définitifs ...						

PASSIF

<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ² :						
Particuliers	55,9	60,0	66,5	74,3	78,7	84,5
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	4,8	4,6	4,9	3,8	3,7	3,7
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
Total des dépôts sur livrets ...	61,1	65,0	71,8	78,5	82,8	88,5
Dépôts en comptes courants ²	1,9	1,9	3,5	3,7	3,0	3,4
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses et fonds						
de réserve	5,6	6,2	6,7	7,3	7,9	8,7

¹ Cette rubrique comprend les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Comprennent les intérêts capitalisés.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite *

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1956	1957	1958	1959	1960	1961
ACTIF						
Portefeuille-titres :						
Rentes belges directes	6,3	7,2	7,5	7,7	7,3	7,1
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	8,8	9,1	10,1	11,0	11,6	12,5
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, provinces, villes et communes	1,3	1,3	1,2	1,2	1,1	1,0
Obligations de sociétés belges	1,5	1,4	1,3	1,2	1,1	1,0
Prêts hypothécaires	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
Avances aux sociétés agréées et aux caisses publiques de prêts en vue de la construction d'habitations sociales	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	18,4	19,5	20,5	21,5	21,5	22,0
PASSIF						
Fonds des Rentes ¹	19,0	13,2	13,5	13,8	13,1 ¹	13,4
Réserves mathématiques ²		6,7	7,4	8,2	8,8	9,4
Total ...	19,0	19,9	20,9	22,0	21,9	22,8

* La C.G.E.R. publie séparément :

- a) *Depuis 1957* :
- 1) Un bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ». Il s'agit des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et des lois coordonnées de 1946 relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers et des assurés libres. Toutefois, depuis 1960, les rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 ne figurent plus aux bilans des Caisses de Retraite mais bien aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie.
 - 2) Un bilan se rapportant à la « gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de 1925 et de 1930 sur la Pension des employés ». Ces assurances sont traitées selon le principe de la capitalisation.
 - 3) Un bilan se rapportant aux retraites des « employés » telles qu'elles ont été fixées par la « loi du 12 juillet 1957 » conçue également selon le principe de la capitalisation.
 - 4) Un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 30 juin 1956 relative à la pension des indépendants. Toutefois depuis 1960, ce bilan se rapporte également à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 28 mars 1960 sur la pension des travailleurs indépendants.
- b) *Depuis 1958* : Un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de pension des employés (versements supplémentaires).
- c) *Depuis 1960* : En plus, un bilan concernant les retraites des « employés » telles qu'elles ont été fixées par la « loi du 22 février 1960 », conçue également selon le principe de la capitalisation.
- ¹ Le Fonds des rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».
- ² Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie ¹

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1956	1957	1958	1959	1960	1961
ACTIF						
Portefeuille-titres :						
Rentes belges directes	1,8	2,0	1,9	2,2	3,0	2,9
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	0,5	0,7	1,1	1,3	2,0	2,6
Obligations du Crédit communal, provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
Total du portefeuille-titres ...	3,3	3,6	4,0	4,5	6,0	6,5
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ¹	2,5	2,7	2,9	3,2	4,6 ¹	4,9
Fonds de réserve	0,9	1,0	1,2	1,4	1,5	1,8

¹ Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et Bons de Caisse	Total des dépôts, obligations et bons de Caisse	Créances sur les entreprises et particuliers			Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public		
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique		Autres organismes parastataux	
1956	12,4	3,4	2,7	18,5	1,1	10,4	0,2	11,7	n.d.	0,2	0,1	0,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1957	13,7	3,8	3,1	20,6	1,4	12,0	0,3	13,7	n.d.	0,2	0,1	0,2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1960 3 ^e trimest.	19,6	5,4	4,7	29,7	2,4	17,5	0,4	20,3	6,1	0,2	0,1	0,4	0,3	5,4	12,5	32,8
4 ^e trimest.	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961 1 ^{er} trimest.	20,9	5,8	4,9	31,6	2,4	18,3	0,4	21,1	6,2	0,2	0,1	0,4	0,4	6,1	13,4	34,5
2 ^e trimest.	21,4	5,9	5,1	32,4	2,3	19,0	0,5	21,8	6,5	0,2	0,1	0,4	0,4	6,1	13,7	35,5
3 ^e trimest.	22,1	6,1	5,1	33,3	2,5	19,6	0,5	22,6	6,7	0,2	0,1	0,4	0,4	6,1	13,9	36,5
4 ^e trimest.	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962 1 ^{er} trimest.	24,1	6,7	5,5	36,3	2,2	20,9	0,5	23,6	7,6	0,2	0,1	0,4	0,4	6,6	15,3	38,9
2 ^e trimest.	24,8	7,0	5,7	37,5	2,2	21,9	0,5	24,6	7,6	0,3	0,1	0,4	0,4	7,2	16,0	40,6
3 ^e trimest.	25,7	7,2	5,9	38,8	2,4	22,7	0,5	25,6	8,1	0,3	0,1	0,5	0,5	7,3	16,8	42,4
4 ^e trimest.	27,4	7,4	6,3	41,1												

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961
ACTIF						
Portefeuille :						
Crédits d'investissement à long et moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	3,7	5,0	6,7	8,6	9,8	10,5
2 ^o garantis par banques et sociétés financières ...	4,2	4,4	5,1	5,5	6,2	6,7
3 ^o autres que ceux visés sub 1 ^o et 2 ^o 1	5,3	5,8	7,1	7,8	10,5	13,1
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations) (arrêté-loi du 30 novembre 1944, lois des 1 ^{er} octobre 1947, 6 janvier 1950, 24 mars 1953 et 26 juin 1956)	2,0	2,0	1,9	2,0	1,8	1,7
Crédits commerciaux à moyen terme	1,4	1,1	1,0	0,8	0,8	1,3
Crédits de financement d'exportations à moyen terme	0,8	0,7	0,6	0,8	0,9	1,1
Crédits gérés pour compte de l'Etat 2	2,3	2,2	2,4	2,5	2,7	2,7
PASSIF						
Obligations	14,6	17,2	21,4	24,9	30,1	35,9
Bons de caisse	3,5	3,3	4,1	5,7	6,3	6,9
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	2,0	2,0	1,9	1,9	1,8	1,7
Fonds de l'armement et des constructions maritimes	0,4	0,5	0,7	0,8	1,1	1,2

1 Cette rubrique comprend tous les autres crédits d'investissement; le risque de ces opérations est supporté par la S.N.C.I. qui se fait conférer, s'il y a lieu, des sûretés réelles et/ou personnelles.

2 Il s'agit de crédits financés par l'aide « Marshall » et par le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	créditeurs	débiteurs					
		Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces	Total	Pour remboursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extraordinaires						Total		
(1)	(2)	(3)	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1953	1.221	2.565		2.418	4.983	136	4.748	4.884	1.320	20.049	1.160	1.966	406	13.230	
1954	1.320	3.650		2.146	5.796	165	5.250	5.415	1.701	22.868	1.850	1.785	349	15.518	
1955	1.701	4.315		2.261	6.576	363	5.794	6.157	2.120	26.192	1.563	1.700	388	14.061	
1956	2.120	3.562		2.330	5.892	343	5.759	6.102	1.910	28.531	1.699	1.411	701	15.934	
1957	1.910	2.603		2.389	4.992	547	4.984	5.531	1.371	29.631	835	1.588	810	16.609	
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044	
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016	
1960	2.499	5.410		2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451	
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917	
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877	
1961 Février	2.915	712	65	202	979	159	711	870	3.024		4.139	1.631	1.415	1.889	
Mars	3.024	515	168	199	882	81	764	845	3.061		4.237	1.437	1.405	1.761	
Avril	3.061	398	52	110	560	36	420	456	3.165		4.427	1.160	1.638	1.788	
Mai	3.165	324	46	135	505	35	590	625	3.045		4.382	1.580	1.242	1.467	
Juin	3.045	446	63	145	654	46	576	622	3.077		5.396	1.370	1.523	1.342	
Juillet	3.077	654	132	88	874	256	471	727	3.224		5.725	880	2.596	2.581	
Août	3.224	481	155	91	727	110	665	775	3.176		5.526	1.535	1.751	1.500	
Septembre	3.176	500	100	173	773	56	557	613	3.336		5.456	1.888	1.206	1.537	
Octobre	3.336	627	153	178	958	59	781	840	3.454		5.268	1.758	1.182	1.982	
Novembre	3.454	443	94	132	669	28	659	687	3.436		5.553	2.026	1.036	1.363	
Décembre	3.436	497	145	133	775	35	723	758	3.453	46.849	5.231	1.737	1.341	1.617	
1962 Janvier	3.453	438	65	74	577	33	610	643	3.387		5.437	1.172	1.988	3.177	
Février	3.387	254	110	106	470	24	493	517	3.340		6.096	1.204	1.829	1.697	
Mars	3.340	448	129	122	699	33	681	714	3.325		6.275	1.614	1.796	2.488	
Avril	3.325	282	86	105	473	28	426	454	3.344		6.417	1.267	1.934	2.026	
Mai	3.344	392	97	114	603	34	545	579	3.368		6.968	1.729	1.491	1.593	
Juin	3.368	745	88	116	949	30	797	827	3.490		7.050	1.725	1.579	1.801	
Juillet	3.490	865	141	109	1.115	35	733	768	3.837		6.798	1.404	2.158	3.202	
Août	3.837	715	105	126	946	34	758	792	3.991		6.536	1.334	2.368	1.458	
Septembre	3.991	521	125	105	751	17	881	898	3.844		6.855	1.188	2.543	1.460	
Octobre	3.844	682	147	114	943	24	917	941	3.846		6.682	1.067	3.234	2.338	
Novembre	3.846	633	154	83	870	40	827	867	3.849		6.654	1.164	3.456	1.390	
Décembre	3.849	551	118	146	815	31	753	784	3.880	52.178	7.337	1.333	3.086	2.247	
1963 Janvier	3.880	479	155	56	690	13	784	797	3.773	52.158	7.352	1.059	4.235	3.781	
Février	3.773	675	214	140	1.029	15	607	622	4.180	48.058	6.848	1.273	3.778	1.944	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires économiques, Service des Assurances.

	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	1,0	1,4	1,7	2,3	2,6	0,9	1,0	1,1	1,2	1,4
Prêts hypothécaires	6,2	7,1	7,8	9,0	10,5	1,6	1,8	2,0	2,3	2,7
Prêts sur police	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	2,5	2,9	3,5	4,8	5,3	2,4	2,8	3,1	3,2	3,4
Valeurs étrangères	0,5	0,5	0,8	1,3	1,9	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4
Titres garantis par le Congo	0,2	0,2	0,4	0,1	0,1	...	...	...	...	...
Titres des organismes para-										
stataux de crédit	2,2	2,6	3,1	4,2	4,2	0,3	0,4	0,4	0,7	0,7
Titres des autres organismes										
parastataux	1,0	1,0	1,2	1,4	1,4	0,8	0,9	1,0	0,9	1,0
Titres des provinces et com-										
munes	1,6	1,7	1,7	1,4	1,7	0,5	0,6	0,6	0,5	0,5
Obligations de sociétés belges	6,0	6,4	7,2	7,2	7,4	0,5	0,5	0,6	0,5	0,6
Actions de sociétés belges ...	2,3	2,5	1,7	2,1	2,2	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6
Total des valeurs mobilières ...	16,3	17,8	19,6	22,5	38,5	5,2	5,9	6,5	6,7	11,8

PASSIF

Cautionnements déposés	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques ¹ ...	24,4	27,0	31,0	35,3	38,7	8,2	9,0	9,8	10,7	11,6

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

XIV - 10. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1954	1,65
1955	1,67
1956	1,80
1957	1,78
1958	1,77
1959	2,13
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1961 2 ^e trimestre .	2,84
3 ^e trimestre .	2,75
4 ^e trimestre .	2,89
1962 1 ^{er} trimestre .	2,67
2 ^e trimestre .	2,88
3 ^e trimestre .	3,13
4 ^e trimestre .	3,41

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscriptions perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux. — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.*

XV. — PRINCIPALES MODALITES DE L'EPARGNE DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1953		1954		1955		1956		1957		1958		1959		1960		1961	
1. Epargne-dépôts ¹ :																		
Caisse d'épargne	6,4		5,5		5,1		6,3		5,6		10,9		10,4		6,0		9,6	
Banques	2,8		3,0		2,2		-0,7		1,1		4,6		5,1		4,0		10,4	
Institutions parastatales de crédit ..	0,7		0,3		-0,2		0,3		-0,5		2,2		0,3		1,2		1,7	
Total ...		9,9		8,8		7,1		5,9		6,2		17,7		15,8		11,2		21,7
2. Epargne-réserves ¹ :																		
Organismes de pensions	3,1		3,4		3,8		3,6		5,2		4,0		3,1		2,7		3,2	
Organismes d'assurance contre les accidents de travail	1,0		1,0		1,1		1,2		1,0		1,1		0,9		0,7		1,1	
Caisses de vacances annuelles	0,5		0,1		0,3		0,1		0,4		-0,1		-0,1		-0,1		-0,1	
Organismes d'assurances sur la vie ..	2,9		3,1		3,4		3,5		3,5		3,8		5,4		6,8		4,9	
Organismes d'assurance de la responsabilité civile	0,1		0,1		0,2		0,2		0,2		0,3		0,1		0,2		0,2	
Assurances diverses, entreprises de capitalisation et d'épargne immobilière	0,2		0,2		0,3		0,3		0,4		0,3		0,4		0,4		0,5	
Total ...		7,8		7,9		9,1		8,9		10,7		9,4		9,8		10,7		9,8
3. Epargne hypothécaire et immobilière :																		
Prêts hypothécaires consentis par les particuliers	3,2		2,9		2,7		2,1		1,8		1,9		1,8		1,1		2,4	
Remboursements effectués par les particuliers sur emprunts hypothécaires	4,9		5,2		6,2		6,5		7,0		7,4		8,5		9,2		9,9	
Constructions d'habitations (capitales investies par les particuliers)	6,4		7,3		7,9		7,4		8,9		9,1		10,3		11,4		12,5	
Total ...		14,5		15,4		16,8		16,1		17,6		18,3		20,6		21,7		24,8
4. Emissions de capitaux :																		
Nouveaux placements du public	6,1		13,1		10,5		7,9		13,6		16,2		13,4		17,0		13,8	
Total (1 à 4)		38,3		45,2		43,5		38,8		48,1		61,6		59,6		60,6		70,1
Doubles emplois ² ...	-0,3		0,1		0,1		-0,8		0,3		-2,6		0,6		0,4		—	
Total net (1 à 4) ...		38,0		45,3		43,6		38,0		48,4		59,0		60,2		61,0		70,1
5. Epargne interne des entreprises :																		
Amortissements	23,2		23,8		25,4		28,5		30,9		29,8		30,7		35,0		35,9	
Epargne nette	7,8 ³		7,8 ³		9,6 ³		10,0		9,2		5,2		5,2		7,7		8,4	
Total ...		31,0		31,6		35,0		38,5		40,1		35,0		35,9		42,7		44,3
Total général (1 à 5) ...		69,0		76,9		78,6		76,5		88,5		94,0		96,1		103,7		114,4

¹ Accroissement de l'année.

² Accroissement ou diminution auprès de la C.G.E.R. et des institutions parastatales de crédit, des avoirs de diverses institutions et entreprises dont les réserves — propres ou exigibles — sont déjà recensées comme une épargne dans une des rubriques du présent tableau.

³ Ces chiffres ne sont pas comparables à ceux des années postérieures à 1955.

Références bibliographiques : Etudes complémentaires aux Comptes rendus annuels de la C.G.E.R.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres généralement accessibles au public ²					Titres non généralement accessibles au public			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales	Emissions brutes ⁵	Amortissements	Emissions nettes	
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes (8) = (1) - (2)						
(1)	(2)	(1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)		
1. Etat (dette directe uniquement)	1957	12,0	6,9	5,1	—	5,1	1,6	2,6	- 1,0	4,1
	1958	18,2	8,9	9,3	—	9,3	0,2	2,7	- 2,5	6,8
	1959	20,8	7,5	13,3	—	13,3	0,7	1,7	- 1,0	12,3
	1960	27,5	12,6	14,9	—	14,9	2,3	1,4	0,9	15,8
	1961	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0
	1962	11,9	8,4	3,5	—	3,5	3,5	1,0	2,5	6,0
1 ^{er} semestre										
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1957	3,9	1,0	2,9	...	2,9	1,3	0,1	1,2	4,1
	1958	3,3	1,1	2,2	...	2,2	2,7	0,3	2,4	4,6
	1959	3,7	1,2	2,5	...	2,5	2,6	0,4	2,2	4,7
	1960	r 0,9	1,3	r - 0,4	...	r - 0,4	r 2,7	0,4	r 2,3	1,9
	1961	3,6	1,5	2,1	...	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2
	1962	0,4	1,0	- 0,6	...	- 0,6	0,2	...	0,2	- 0,4
1 ^{er} semestre										
3. Organismes paraétatiques de crédit	1957	1,5	...	1,5	1,6	3,1	r 2,5	0,2	r 2,3	r 5,4
	1958	...	...	...	5,4	5,4	2,2	0,4	1,8	7,2
	1959	2,0	0,1	1,9	3,5	5,4	2,3	0,6	1,7	7,1
	1960	2,4	0,2	2,2	3,8	6,0	2,0	0,4	1,6	7,6
	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8
	1962	...	0,8	- 0,8	3,8	3,0	1,4	0,3	1,1	4,1
1 ^{er} semestre										
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	1957	2,1	0,8	1,3	2,3	3,6	...	...	...	3,6
	1958	2,4	1,6	0,8	4,8	5,6	...	...	...	5,6
	1959	1,2	1,0	0,2	4,1	4,3	...	0,1	- 0,1	4,2
	1960	1,3	2,1	- 0,8	5,0	4,2	...	...	...	4,2
	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
	1962	1,8	1,6	0,2	3,1	3,3	...	...	...	3,3
1 ^{er} semestre										
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1957	1,4	0,8	0,6	...	0,6	0,8	0,6	0,2	0,8
	1958	...	1,9	- 1,9	...	- 1,9	0,7	0,1	0,6	- 1,3
	1959	4,2	1,1	3,1	...	3,1	r 1,3	0,2	r 1,1	r 4,2
	1960	3,8	4,5	- 0,7	...	- 0,7	0,5	0,1	0,4	- 0,3
	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7
	1962	4,0	2,4	1,6	0,2	1,8	...	...	...	1,8
1 ^{er} semestre										
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1957	20,9	9,5	11,4	3,9	15,3	r 6,2	3,5	r 2,7	r 18,0
	1958	23,9	13,5	10,4	10,2	20,6	5,8	3,5	2,3	22,9
	1959	31,9	10,9	21,0	7,6	28,6	r 6,9	3,0	r 3,9	r 32,5
	1960	r 35,9	20,7	r 15,2	8,8	r 24,0	r 7,5	2,3	r 5,2	29,2
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	18,1	14,2	3,9	7,1	11,0	5,1	1,3	3,8	14,8
1 ^{er} semestre										
6. Congo et Ruanda-Urundi	1957	...	0,3	- 0,3	...	- 0,3	...	...	...	- 0,3
	1958	4,0	0,4	3,6	...	3,6	...	...	...	3,6
	1959	...	0,6	- 0,6	...	- 0,6	...	...	...	- 0,6
	1960	...	1,5	- 1,5	...	- 1,5	...	...	...	- 1,5
	1961	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1962	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1 ^{er} semestre										
Total 1 à 6 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge, du Congo et du Ruanda-Urundi	1957	20,9	9,8	11,1	3,9	15,0	r 6,2	3,5	r 2,7	r 17,7
	1958	27,9	13,9	14,0	10,2	24,2	5,8	3,5	2,3	26,5
	1959	31,9	11,5	20,4	7,6	28,0	r 6,9	3,0	r 3,9	r 31,9
	1960	r 35,9	22,2	r 13,7	8,8	r 22,5	r 7,5	2,3	r 5,2	27,7
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	18,1	14,2	3,9	7,1	11,0	5,1	1,3	3,8	14,8
1 ^{er} semestre										
7. Rectifications à apporter pour :	1957	1,9	—	1,9	—	1,9	- 1,9	—	- 1,9	—
a) obtenir l'évolution de l'encours des titres généralement accessibles au public d'une part et des titres non généralement accessibles au public d'autre part	1958	2,1	—	2,1	—	2,1	- 2,1	—	- 2,1	—
— corrections : conversion de titres non négociables E.A.M. en titres négociables ⁶	1959	1,6	—	1,6	—	1,6	- 1,6	—	- 1,6	—
	1960	1,8	—	1,8	—	1,8	- 1,8	—	- 1,8	—
	1961	1,4	—	1,4	—	1,4	- 1,4	—	- 1,4	—
b) passer du montant nominal au montant effectif des émissions — corrections : différence entre la valeur nominale et le prix d'émission ⁷	1957	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1958	...	—	...	—	...	—	—	—	—
	1959	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1960	- 0,2	—	- 0,2	—	- 0,2	—	—	—	—
	1961	- 0,4	—	- 0,4	—	- 0,4	—	—	—	—
	1962	- 0,2	—	- 0,2	—	- 0,2	—	—	—	—
1 ^{er} semestre										

¹ Pour les émissions au robinet des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique, vu l'impossibilité de ventiler dans certains cas les émissions de bons de caisse à un an ou moins et les émissions à plus d'un an, c'est la variation totale de l'encours de ces titres qui a été recensée. — Pour mémoire : Emission nette à court terme (un an ou moins) de l'Etat : en 1956 : - 4,0; en 1957 : - 1,4; en 1958 : 11,4; en 1959 : 8,9; en 1960 : - 3,9; en 1961 : 2,7.

² Sont considérés comme titres généralement accessibles au public, les titres cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire et la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ Dans le courant de l'année 1961, la dernière tranche de titres de l'E.A.M. a été libérée.

⁷ La commission de placement est comprise dans le prix d'émission.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission	
Mois	Jour							
1959	Novembre ...	16	S.N.C.B.	5,00	98,50	10 ans	2.000	5,24
	Décembre	10	S.N.C.I.	5,00	98,50	10 ans	2.000	5,24
1960	Février	1	Etat belge 1960-1970	5,25	100,00	10 ans	12.848	5,25
	Mars	3	R.T.T.	5,25	99,50	13 ans	1.500	5,31
	Avril	7	C.N.C.P.	5 — 5,25 ²	100,00	à 5 ou 10 ans	325	5,27 ⁶
	Avril	19	Etat belge 1960-65-70	5 — 5,25 ²	100,00	à 5 ou 10 ans	7.752	5,18
	Juin	7	Crédit Communal	3,00-5,00-5,50 ³	100,00	20 ans	1.338	5,53
	Juin	29	S.N.C.B.	5 — 5,25 ²	100,00	à 5 ou 10 ans	2.300	5,17
	Octobre	10	S.N.C.I.	5,25 — 5,50 ⁴	98,50	à 5 ou 10 ans	2.000	5,67 ⁶
	Novembre	16	Etat belge 1960-65-70-75	5,25-5,50-5,75 ⁵	99,00	à 5, 10 ou 15 ans	7.324	5,73 ⁶
	Novembre ...	30	C.N.C.P.	5,25 — 5,50 ⁴	98,50	à 5, 8 ou 11 ans	250	5,72 ⁶
1961	Janvier	16	S.N.C.B.	5,25 — 5,50 ⁴	98,25	à 5 ou 10 ans	2.350	5,76
	Février	27	S.N.C.I.	5,25 — 5,50 ⁴	98,25	à 5 ou 10 ans	2.000	5,82 ⁶
	Avril	13	R.T.T.	5,25 — 5,50 ⁴	98,25	à 5 ou 10 ans	2.000	5,84
	Mai	25	C.N.C.P.	5,25 — 5,50 ⁴	98,25	à 5, 8 ou 11 ans	250	5,82 ⁶
	Juin	8	Etat belge 1961-1973	5,25-5,50-5,75 ⁷	98,50	à 5, 9 ou 12 ans 6 mois	7.007	5,83
	août	24	Ville d'Anvers	{ 5,25 - 5,50 - 5,75 - 6,00 ⁸ }	98,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	800	5,83
	Octobre	2	Etat belge 1961-1981	5,25-5,50-5,75 ⁹	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	6.000	5,75
	Novembre ...	20	S.N.C.I.	5,25-5,50-5,75 ⁹	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	2.650	5,88 ⁶
	Décembre ...	11	Fonds des Routes	5,25-5,50-5,75 ⁹	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	2.500	5,78
1962	Février	1	Etat belge 1962-1982, 1 ^{re} série	5,00-5,25-5,50 ¹⁰	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	7.450	5,54
	Mars	1	Ville de Liège 1962-1982	5,25-5,50-5,75 ⁹	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	800	5,75
	Mars	29	R.T.T. 1962-1982	5,00-5,25-5,50 ¹⁰	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	2.500	5,54
	Mai	2	S.N.C.B. 1962-1982	5,00-5,25-5,50 ¹⁰	99,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	1.550	5,48
	Mai	28	Ville de Bruxelles 1962-1982	5,00-5,25-5,50 ¹⁰	99,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	1.000	5,43
	Juin	14	Etat belge 1962-1982, 2 ^e série	5,00 — 5,25 ¹¹	100,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	8.100	5,26
	août	27	Ville d'Anvers 1962-1982	5,00-5,25-5,50 ¹⁰	100,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	1.000	5,37
	Septembre ...	24	Fonds des Routes	5,00 — 5,25 ¹¹	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	2.500	5,20
	Novembre ...	12	Etat belge 1962-1982, 3 ^e série	4,75-5,00-5,25 ¹²	98,50	à 10, 15 ou 20 ans	10.480	5,06
1963	Mars	4	Etat belge 1963-1983	5,00-5,25 ¹¹	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	5.900	5,09 ¹³
	Avril	18	R.T.T. 1963-1983	5,50	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	1.350	5,55 ¹³

1 Ces montants sont différents de ceux du tableau précédent [XVI 1, colonne (1)] parce qu'ils ne comprennent pas les obligations remises en paiement, aux sinistrés par la C.A.D.G.

2 Intérêts : 5 % pendant les 5 premières années et 5,25 % pendant les 5 dernières années.

3 Emprunt à lots; intérêts : 8 % pendant les 10 premières années, 5 % de la 11^e à la 15^e année et 5,50 % de la 16^e à la 20^e année.

4 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années et 5,50 % pendant les dernières années.

5 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % les 5 années suivantes et 5,75 % pendant les 5 dernières années.

6 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

7 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % les 4 années suivantes et 5,75 % pendant les dernières années.

8 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % de la 6^e à la 10^e année, 5,75 % de la 11^e à la 15^e année et 6 % de la 16^e à la 20^e année.

9 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % pendant les 5 années suivantes et 5,75 % pendant les 10 dernières années.

10 Intérêts : 5 % pendant les 5 premières années, 5,25 % pendant les 5 années suivantes et 5,50 % pendant les 10 dernières années.

11 Intérêts : 5 % pendant les 10 premières années, 5,25 % pendant les 10 dernières années.

12 Intérêts : 4,75 % pendant les 10 premières années, 5 % pendant les 5 années suivantes et 5,25 % pendant les 5 dernières années.

13 Rendement sur la base des taux d'intérêt nominaux de l'emprunt.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement à l'émission	
Mois	Jour							
1959	Décembre	24	Fonds des Routes	5,75	98,5	15 ans	D.M. 60	6,02
1960	Janvier	12	Fonds des Routes	5,75	98,5	15 ans	D.M. 60	6,02
	Février	16	Etat belge 1960-1972	4,50	98,0	12 ans	F.S. 50	4,72 ⁴
	Mars	18	Congo	6,00	100,0	3, 4, 5 ans	U.S. \$ 20	6,13 ⁴
	Mars	31	Otraco ³	6,00	100,0	10 ans	U.S. \$ 5	6,08
	Mars	31 ²	Congo ³	6,00	100,0	12 ans	U.S. \$ 28	6,09
	Mars	31 ²	Congo ³	6,00	100,0	12 ans	U.S. \$ 7	6,10
1961	Mai	16	S.N.C.B.	4,50	100,0	12 ans	F.S. 50	4,50
	Mai	18	Etat belge 1961-1981	4,75	100,0	20 ans	Fl. P.B. 75	4,75
	Juillet	3	Soc. Nat. Distr. d'Eau	4,75	100,0	20 ans	Fl. P.B. 50	4,75
	Juillet	12	S.N.C.B.	5,00	100,0	2, 3, 4 ans	U.S. \$ 3	5,00
	Juillet	12	S.N.C.B.	5,25	100,0	15 ans	{ U.S. \$ 20 ou D.M. 80	5,32 ⁴
	Octobre	3	Sabena	4,75	99,0	20 ans	Fl. P.B. 22	4,92
	Novembre ...	14	Etat belge 1961-1964	5,50	100,0	3 ans	U.S. \$ 30	5,61
	Novembre ...	28	Etat belge 1961-1976	5,50	98,0	15 ans	U.S. \$ 25	5,88
	Décembre	12	Sabena 1961-1981 ⁵	5,00	100,0	20 ans	FLux. 250	5,06
1962	Mars	27	Etat belge 1962-1977	5,25	98,5	15 ans	U.S. \$ 30	5,55

1 La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau communiquant, de façon aussi approchée que possible, l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtés, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

2 Cet arrêté a été modifié par un arrêté royal du 19 mai 1960.

3 Emprunt contracté auprès de la B.I.R.D.

4 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

5 Emprunt de conversion.

* Emprunts de l'Etat, du Congo, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues).

XVI - 3. — DETTE DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dette directe								Total de la dette directe ²	Dette indirecte	Dette totale ²
	intérieure				extérieure						
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	conso- lidée 2	à moyen et court terme	totale 2			
1950	104,5	36,7	60,6	18,6	220,4	13,0	3,3	16,3	236,7	12,0	248,7
1951	106,5	33,9	68,0	19,4	227,8	12,8	2,1	14,9	242,7	11,9	254,6
1952	119,2	27,9	69,1	19,2	235,4	13,3	4,6	17,9	253,3	13,0	266,3
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1
1961 Mars	210,0	18,1	77,1	29,5	334,7	17,4	31,8	49,2	383,9	22,4	406,3
Avril	209,5	17,4	80,0	30,5	337,4	17,4	32,5	49,9	387,3	22,4	409,7
Mai	209,3	17,4	80,3	30,3	337,3	17,4	33,0	50,4	387,7	22,5	410,2
Juin	215,6	17,4	73,8	30,3	337,1	17,1	32,7	49,8	386,9	22,5	409,4
Juillet	215,2	17,4	72,8	30,4	335,8	18,0	31,9	49,9	385,7	22,4	408,1
Août	214,9	17,4	73,1	28,9	334,3	18,0	30,2	48,2	382,5	22,4	404,9
Septembre	214,7	17,4	74,1	29,5	335,7	17,9	30,2	48,1	383,8	22,4	406,2
Octobre	220,1	17,4	71,0	30,1	338,6	17,9	30,0	47,9	386,5	22,3	408,8
Novembre	218,2	17,4	73,3	30,3	339,2	17,8	29,7	47,5	386,7	22,6	409,3
Décembre	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0
1962 Janvier	216,1	18,5	73,7	33,5	341,8	18,8	27,8	46,6	388,4	25,4	413,8
Février	222,9	18,4	72,2	33,0	346,5	18,8	26,9	45,7	392,2	25,4	417,6
Mars	222,6	18,4	75,1	32,0	348,1	18,7	26,4	45,1	393,2	25,4	418,6
Avril	221,1	20,4	79,7	33,3	354,5	20,1	23,4	43,5	398,0	25,4	423,4
Mai	220,9	20,2	80,5	32,7	354,3	20,1	23,2	43,3	397,6	25,3	422,9
Juin	220,7	20,0	82,4	32,7	355,8	19,9	20,1	40,0	395,8	25,3	421,1
Juillet	223,8	20,0	79,3	34,0	357,1	19,8	19,9	39,7	396,8	25,2	422,0
Août	223,6	20,0	82,0	32,3	357,9	19,8	19,0	38,8	396,7	25,2	421,9
Septembre	223,4	20,0	82,8	32,4	358,6	19,7	18,4	38,1	396,7	25,2	421,9
Octobre	222,9	22,0	82,3	33,1	360,3	19,7	17,0	36,7	397,0	27,5	424,5
Novembre	232,2	20,9	76,3	33,0	362,4	19,7	16,7	36,4	398,8	27,5	426,3
Décembre	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2
1963 Janvier	250,7	16,7	56,1	37,4	360,9	19,5	18,1	37,6	398,5	27,5	426,0
Février	249,9	16,8	60,2	34,4	361,3	19,5	19,1	38,6	399,9	27,5	427,4
Mars	254,6	16,7	60,5	35,4	367,2	19,3	21,2	40,5	407,7	27,5	435,2

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par émetteurs

A = généralement accessibles au public 1.
B = non généralement accessibles au public.

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Emetteurs	1952	1953	1954	1955	1956			1957			1958			1959			1960		
					A	B	Total	A	B	Total	A	B	Total	A	B	Total	A	B	Total
Etat ^{2 3}	146,8	160,0	179,7	181,8	136,5	53,8	190,3	143,6	50,9	194,5	154,9	46,4	201,3	169,8	43,7	213,5	186,8	42,7	229,5
Fonds autonomes et organismes paraétatiques administratifs ³	18,5	18,9	18,7	23,4	17,2	7,6	24,8	20,0	8,8	28,8	22,1	11,2	33,3	24,6	13,4	38,0	24,2	15,7	39,9
Congo	4,6	4,6	6,8	8,9	9,3	1,3	10,6	9,0	1,3	10,3	12,7	1,3	14,0	12,2	1,3	13,5	10,8	1,3	12,1
Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	26,5	29,3	31,7	33,7	35,2	1,3	36,5	38,8	1,3	40,1	44,4	1,3	45,7	48,7	1,2	49,9	52,6	1,1	53,7
Organismes paraétatiques d'exploitation	24,7	28,0	30,1	32,8	31,0	3,9	34,9	31,6	4,1	35,7	29,9	4,7	34,6	33,0	5,8	38,8	32,2	6,1	38,3
Organismes paraétatiques de crédit	19,4	21,2	26,5	32,2	25,5	11,6	37,1	28,7	13,8	42,5	34,0	15,7	49,7	39,6	17,5	57,1	45,4	19,1	64,5
Total ...	240,5	262,0	293,5	312,8	254,7	79,5	334,2	271,7	80,2	351,9	298,0	80,6	378,6	327,9	82,9	410,8	352,0	86,0	438,0

¹ Sont considérés comme titres généralement accessibles au public, ceux qui sont émis par souscription publique et ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue (y compris les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Central de Crédit Hypothécaire).

² Dette publique belge directe intérieure consolidée et à moyen terme, sous déduction de l'emprunt 4 p.c. de la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché (actuellement la Société Nationale du Logement).

³ En 1954, à la suite de la dissolution du Fonds national d'Aide au Rééquipement ménager des Travailleurs, les « Bons de Rééquipement ménager » émis par ce Fonds et dont l'encours était à l'époque de 1,3 milliard, ont été convertis en « Dette à 10 ans 1954-1964 » de l'Etat et sont passés de ce fait de la rubrique « Fonds autonomes et organismes paraétatiques administratifs » à la rubrique « Etat ». Ils appartiennent à la catégorie des titres non généralement accessibles au public.

b) Par détenteurs

A = généralement accessibles au public.
B = non généralement accessibles au public.

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	1952	1953	1954	1955	1956	1957			1958			1959			1960		
						A	B	Total	A	B	Total	A	B	Total	A	B	Total
Pouvoirs publics, fonds autonomes et organismes paraétat. ^{1 2}	5,6	5,8	6,5	6,8	7,0	7,6	0,4	8,0	8,6	0,3	8,9	10,3	0,2	10,5	11,3	0,3	11,6
Fonds des Rentes	4,1	3,5	5,0	4,5	5,9	4,0	—	4,0	3,2	—	3,2	4,5	—	4,5	6,6	—	6,6
Organismes monétaires ²	49,4	53,4	59,9	62,1	63,5	25,4	38,3	63,7	31,5	36,5	68,0	35,4	36,3	71,7	35,7	37,7	73,4
Organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances et de capitalisation :																	
a) Caisses d'épargne	32,2	35,6	37,3	39,8	43,2	33,8	11,7	45,5	34,2	12,8	47,0	38,5	13,7	52,2	40,5	14,8	55,3
b) Organismes de sécurité sociale	30,7	33,6	37,2	41,6	44,4	32,8	16,0	48,8	35,9	17,8	53,7	36,8	20,0	56,8	39,0	21,8	60,8
c) Fonds de pensions spéciaux	2,5	2,6	2,6	2,7	2,0	2,1	0,1	2,2	2,2	0,1	2,3	2,3	0,3	2,6	2,5	0,6	3,1
d) Entreprises d'assurances	8,8	10,5	12,1	14,8	16,7	16,2	2,1	18,3	17,4	2,9	20,3	19,1	3,6	22,7	21,2	4,5	25,7
e) Entreprises de capitalisation	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1
f) Total	74,3	82,4	89,3	99,0	106,4	85,0	29,9	114,9	89,8	33,6	123,4	96,8	37,6	134,4	103,3	41,7	145,0
Congo et Ruanda-Urundi ³	2,1	2,8	4,3	4,7	5,5	4,0	1,4	5,4	4,1	1,1	5,2	4,0	0,7	4,7	3,3	0,3	3,6
Entreprises et particuliers ⁴	105,0	114,1	128,5	135,7	145,9	145,7	10,2	155,9	160,8	9,1	169,9	176,9	8,1	185,0	191,8	6,0	197,8
Total général ...	240,5	262,0	293,5	312,8	334,2	271,7	80,2	351,9	298,0	80,6	378,6	327,9	82,9	410,8	352,0	86,0	438,0

¹ A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

² A l'exclusion des avoirs des caisses de pensions gérées par ces organismes.

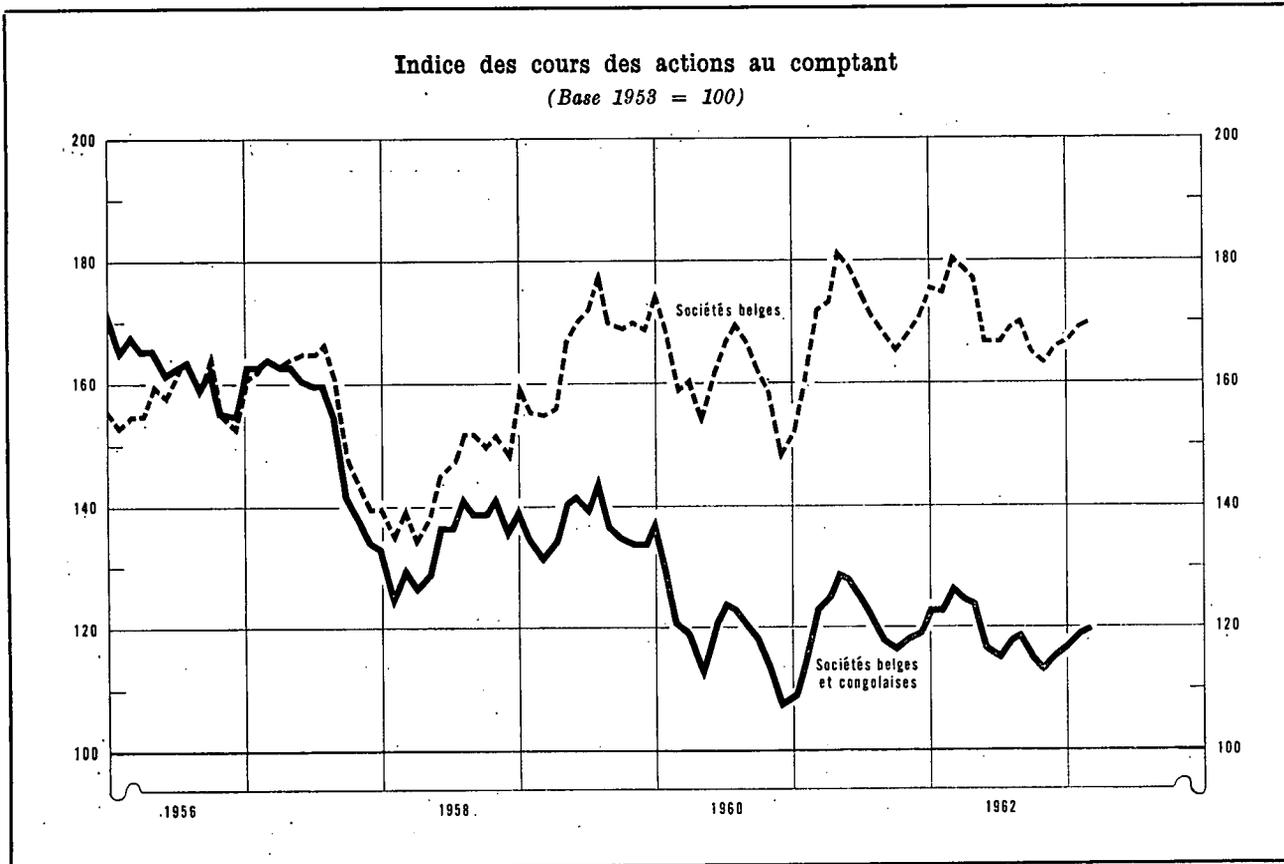
³ Etat, organismes paraétatiques, Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, sièges d'Afrique des banques congolaises (de 1952 à 1956).

⁴ Y compris les non-résidents autres que ceux repris à la rubrique « Congo et Ruanda-Urundi ».

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annuaire Statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Documentation du Ministère des Finances.* — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVI^e année, vol. I, n° 8, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV^e année, vol. II, n° 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émises jusqu'au 30 juin 1960 ».

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités (moyenne par séances - millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions			Taux de rendement % 3							
		Au comptant		A terme	Valeurs belges et congolaises 4 6	Valeurs belges 5						
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges									
(Base 1953 = 100) 2 4												
1953 Moyenne mensuelle .	67	100	100	100	4,2	n.d.						
1954 Moyenne mensuelle .	110	118	116	108	3,3	n.d.						
1955 Moyenne mensuelle .	152	157	146	141	3,0	n.d.						
1956 Moyenne mensuelle .	113	164	158	139	3,3	n.d.						
1957 Moyenne mensuelle .	106	155	158	133	3,6	n.d.						
1958 Moyenne mensuelle .	70	135	145	117	3,9	n.d.						
1959 Moyenne mensuelle .	105	137	166	129	3,4	2,9						
1960 Moyenne mensuelle .	93	121	162	116	4,5	2,8						
1961 Moyenne mensuelle .	103	120	169	115	4,5	3,1						
1962 Moyenne mensuelle .	82	119	171	113	3,2	3,2						
	1962	1963	1962	1963	1962	1963	1962	1963	1962	1963	1962	1963
Janvier	97	93	123	117	176	167	116	113	3,3	2,9	3,1	3,2
Février	96	89	123	119	175	169	117	117	3,3	2,9	3,1	3,1
Mars	113	79	127	120	181	170	119	116	3,2	2,9	3,1	3,2
Avril	104		125	117	179	168	117	114	3,2		3,1	
Mai	109		124		177		117		3,3		3,2	
Juin	85		117		167		112		3,3		3,3	
Juillet	62		116		167		110		3,1		3,2	
Août	58		118		169		110		3,1		3,2	
Septembre	63		119		170		113		3,1		3,1	
Octobre	65		115		165		107		3,1		3,2	
Novembre	67		113		162		108		3,0		3,2	
Décembre	70		116		166		111		3,1		3,2	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).

2 Source : Institut National de Statistique : Indices au 10 de chaque mois.

3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé, au cours à la fin du mois.

4 Bourses de Bruxelles et d'Anvers.

5 Bourse de Bruxelles.

6 Jusqu'en 1958, moyenne des fins de trimestres.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1953	52	2.776	2.466	646	—	282	36	1.841	50
1954	51	2.878	2.649	661	—	299	37	2.759	75
1955	50	3.265	2.704	644	1	306	33	3.653	119
1956	49	3.404	2.967	695	—	321	36	3.972	157
1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	38	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	p 8.293	363

Sociétés financières et immobilières ⁵

1953	1.178	10.261	8.214	1.610	44	1.108	76	3.305	159
1954	1.286	11.004	9.118	1.793	50	1.239	90	4.044	149
1955	1.327	11.694	9.721	2.095	39	1.357	99	4.811	214
1956	1.359	12.366	10.112	2.181	94	1.484	104	4.793	249
1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	233
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	p 11.122	531

Industrie des fabrications métalliques

1953	1.143	10.480	6.668	2.215	206	989	110	1.452	74
1954	1.213	10.926	7.587	2.032	234	923	101	1.426	86
1955	1.218	11.324	8.101	2.063	299	1.247	88	2.007	89
1956	1.233	11.416	8.520	2.194	429	1.065	111	2.005	101
1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	p 1.932	114

Métallurgie du fer

1953	109	10.269	7.121	1.323	20	798	52	2.069	121
1954	108	10.332	7.522	660	53	410	33	2.303	114
1955	106	9.313	6.732	1.135	46	653	51	2.226	123
1956	106	10.026	10.072	2.369	23	1.324	85	2.158	120
1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	p 4.764	294

Industrie textile

1953	1.070	9.882	9.842	551	544	247	48	486	27
1954	1.105	10.285	9.324	660	371	252	48	503	27
1955	1.081	10.299	9.119	793	298	291	55	522	28
1956	1.087	10.753	9.365	804	363	286	52	510	27
1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	p 421	26

Notes : Voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en via au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1953	725	6.911	3.748	661	73	352	49	696	34
1954	750	7.200	3.900	799	65	394	55	765	41
1955	742	7.359	4.069	881	82	425	59	792	45
1956	731	7.837	4.115	954	98	446	66	789	48
1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	^p 831	55

Industrie chimique

1953	518	8.553	5.646	1.168	140	582	43	1.097	58
1954	546	9.270	4.907	1.036	200	502	59	1.091	59
1955	560	9.501	5.395	1.258	52	932	63	1.006	58
1956	561	10.015	5.582	1.468	52	750	68	1.038	56
1957	552	11.285	6.087	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	^p 1.284	75

Electricité

1953	53	12.395	2.779	1.304	...	1.115	84	4.589	246
1954	54	12.754	2.909	1.456	—	1.165	88	4.764	257
1955	52	13.525	2.968	1.503	0,3	1.164	85	4.494	265
1956	51	15.382	2.207	1.558	...	1.251	82	4.434	253
1957	47	16.784	2.454	1.581	—	1.365	79	5.543	248
1958	44	17.016	2.722	1.637	0,7	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	—	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	0,1	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	2,6	1.608	86	^p 5.524	326

Industrie du charbon

1953	61	8.223	5.043	1.140	149	889	87	906	42
1954	61	8.268	4.927	900	196	723	72	1.073	49
1955	55	8.131	4.747	870	122	716	70	1.015	59
1956	54	8.592	4.263	1.212	153	937	92	972	56
1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	^p 477	30

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ^{6 7}

1953	12.353	108.387	72.712	15.375	1.819	8.615	909	18.952	944
1954	13.171	112.207	76.018	15.095	1.800	8.231	941	21.443	1.003
1955	13.268	114.978	77.313	17.092	1.518	9.674	990	23.506	1.144
1956	13.397	123.605	81.666	20.764	1.748	10.869	1.136	24.930	1.238
1957	13.487	131.010	86.852	22.389	1.810	11.970	1.203	28.457	1.285
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.531	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	^p 39.563	2.096

Notes Voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁷

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1953	449	26.804	12.598	7.854	259	4.296	319	1.334	61
1954	487	29.262	16.173	8.246	156	4.917	429	1.659	73
1955	527	32.018	20.039	9.356	289	5.567	393	1.833	91
1956	552	34.880	21.254	10.897	423	6.801	433	2.241	95
1957	579	42.986	19.520	12.222	287	7.575	428	2.799	107
1958	563	45.670	20.620	9.733	320	6.492	415	3.177	125
1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.602	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	p 1.352	56

C. — Total général des sociétés par actions ^{6 7}

1953	12.802	135.191	85.310	23.229	2.078	12.911	1.228	20.286	1.005
1954	13.658	141.469	92.191	23.341	1.957	13.148	1.370	23.103	1.076
1955	13.795	146.996	97.352	26.448	1.806	15.241	1.383	25.389	1.235
1956	13.949	158.485	102.920	31.661	2.171	17.670	1.569	27.171	1.333
1957	14.066	173.996	106.372	34.611	2.097	19.545	1.631	31.256	1.392
1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.133	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	p40.915	2.152

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique, ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁷ Total général net, après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ^{1 5}

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1959 12 mois	13.927	156,2	98,6	18,2	3,5	10,3	1,6
1960 10 premiers mois	13.088	142,7	90,0	18,7	3,1	10,2	1,6
11 premiers mois	13.480	156,3	97,8	20,8	3,2	11,3	1,8
12 mois	13.858	163,5	102,5	21,9	3,3	11,8	1,9
1961 Janvier	131	3,1	1,4	0,3	...	0,2	0,3
2 premiers mois	363	4,0	3,1	0,8	0,1	0,7	0,4
3 premiers mois	2.237	23,1	14,8	3,6	0,4	2,2	0,6
4 premiers mois	5.777	71,7	44,1	10,1	1,8	5,6	0,8
5 premiers mois	9.500	116,5	71,2	15,7	3,1	8,5	1,0
6 premiers mois	11.429	131,2	82,7	18,2	3,4	9,6	1,3
7 premiers mois	12.018	137,3	87,5	19,2	3,5	10,1	1,5
8 premiers mois	12.226	138,7	88,2	19,4	3,5	10,2	1,6
9 premiers mois	12.601	140,1	89,6	19,6	3,5	10,3	1,7
10 premiers mois	13.183	150,0	94,2	20,9	3,7	11,2	1,9
11 premiers mois	13.550	163,5	102,7	23,1	3,8	12,3	2,1
12 mois	13.957	172,8	109,1	24,3	3,9	13,1	2,4
1962 Janvier	p 116	3,9	0,9	0,4	...	0,2	0,2
2 premiers mois	p 293	4,5	2,4	0,9	...	0,8	0,4
3 premiers mois	p 1.647	18,6	10,8	3,3	0,8	1,9	0,5
4 premiers mois	p 4.209	52,2	29,3	8,1	0,8	4,4	0,7
5 premiers mois	p 7.157	113,9	64,5	16,3	2,3	8,8	0,9
6 premiers mois	p 8.734	130,2	76,7	19,1	2,5	10,1	1,1
7 premiers mois	p 9.285	137,1	82,3	20,2	2,6	10,7	1,3
8 premiers mois	p 9.473	137,8	82,8	20,3	2,6	10,7	1,4
9 premiers mois	p 9.757	139,5	83,9	20,6	2,7	10,8	1,5
10 premiers mois	p 10.250	146,3	87,6	21,7	2,8	11,2	1,7

Notes : Voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1959 12 mois	560	49,5	22,7	8,3	0,5	6,3	0,2
1960 10 premiers mois	407	43,5	21,2	9,6	0,3	7,1	0,1
11 premiers mois	424	45,6	21,6	9,7	0,3	7,2	0,1
12 mois	446	48,1	22,1	9,9	0,3	7,3	0,2
1961 Janvier	3	0,7	0,4	...	...	...	...
2 premiers mois	7	0,8	0,4	...	...	...	...
3 premiers mois	17	1,0	0,4	0,1	...	...	...
4 premiers mois	39	1,7	0,6	0,1	...	...	...
5 premiers mois	96	20,9	11,3	5,5	0,2	3,5	...
6 premiers mois	201	31,4	14,0	6,4	0,5	4,0	...
7 premiers mois	246	35,0	15,7	6,7	0,6	4,2	...
8 premiers mois	256	35,3	15,8	6,7	0,7	4,2	...
9 premiers mois	267	36,4	16,3	6,8	0,7	4,2	0,1
10 premiers mois	298	37,5	16,5	7,0	0,7	4,3	0,1
11 premiers mois	316	39,7	17,4	7,1	0,8	4,4	0,1
12 mois	340	41,7	19,2	7,2	1,0	4,4	0,1
1962 Janvier	p 1	...	...	...	...	...	...
2 premiers mois	p 6	0,1	...	...	...	...	...
3 premiers mois	p 13	0,3	0,1	...	...	...	...
4 premiers mois	p 36	1,3	0,5	0,1	...	...	...
5 premiers mois	p 74	19,7	11,8	4,4	0,1	2,4	...
6 premiers mois	p 170	29,4	14,3	5,4	0,2	2,8	...
7 premiers mois	p 212	32,9	16,0	5,6	0,3	2,8	...
8 premiers mois	p 214	33,1	16,1	5,6	0,3	2,9	...
9 premiers mois	p 223	33,7	16,9	5,6	0,4	2,9	...
10 premiers mois	p 240	34,1	17,0	5,6	0,4	2,9	...

C. — Total général ⁴

1959 12 mois	14.487	205,7	121,3	26,5	4,0	16,6	1,8
1960 10 premiers mois	13.495	186,2	111,2	28,3	3,4	17,3	1,7
11 premiers mois	13.904	201,9	119,4	30,5	3,5	18,5	1,9
12 mois	14.304	211,6	124,6	31,8	3,6	19,1	2,1
1961 Janvier	134	3,8	1,8	0,3	...	0,2	0,3
2 premiers mois	370	4,8	3,5	0,8	0,1	0,7	0,4
3 premiers mois	2.254	24,1	15,2	3,7	0,4	2,2	0,6
4 premiers mois	5.816	73,4	44,7	10,2	1,8	5,7	0,8
5 premiers mois	9.596	137,4	82,5	21,2	3,3	12,0	1,0
6 premiers mois	11.630	162,6	96,7	24,6	3,9	13,6	1,3
7 premiers mois	12.264	172,3	103,2	25,9	4,1	14,3	1,5
8 premiers mois	12.482	174,0	104,0	26,1	4,2	14,4	1,6
9 premiers mois	12.868	176,5	105,9	26,4	4,2	14,5	1,8
10 premiers mois	13.481	187,5	110,7	27,9	4,4	15,5	2,0
11 premiers mois	13.866	203,2	120,1	30,2	4,6	16,7	2,2
12 mois	14.297	214,5	128,3	31,5	4,9	17,5	2,5
1962 Janvier	p 117	3,9	0,9	0,4	...	0,2	0,2
2 premiers mois	p 299	4,6	2,4	0,9	...	0,8	0,4
3 premiers mois	p 1.660	18,9	10,9	3,3	0,3	1,9	0,5
4 premiers mois	p 4.245	53,5	29,8	8,2	0,9	4,4	0,7
5 premiers mois	p 7.231	133,6	76,3	20,7	2,4	11,2	0,9
6 premiers mois	p 8.904	159,6	91,0	24,5	2,7	12,9	1,1
7 premiers mois	p 9.497	170,0	98,3	25,8	2,9	13,5	1,3
8 premiers mois	p 9.687	170,9	98,9	25,9	2,9	13,6	1,4
9 premiers mois	p 9.980	173,2	100,8	26,2	3,1	13,7	1,5
10 premiers mois	p 10.490	180,4	104,6	27,3	3,2	14,1	1,7

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁵ A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui se convertissent en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1953	4.601	1.556	1.068	est. 700 ^a	est. 368 ^a	n.d.	est. 368 ^a	est. 1.929 ^a	2.525 ⁴
1954	7.358	3.489	1.777	879	898	529	1.427	4.916	8.331
1955	14.192	4.273	1.560	1.257	303	532	835	5.108	8.597
1956	16.557	3.503	1.701	1.404	297	389	686	4.189	6.562
1957	27.682	5.573	3.220	1.449	1.771	833	2.604	8.177	10.687
1958	8.801	4.908	3.144	1.507	1.637	1.288	2.925	7.833	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.568	1.628	814	2.442	6.202	11.317
1960	16.065	6.212	1.367	1.682	— 315	965	650	6.862	11.130
1961 p	19.013	4.686	1.598	1.566	32	791	823	5.509	10.111

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁵

1953	3.271	2.002	130	n.d.	130	n.d.	130	2.132	1.834 ⁴
1954	2.760	1.764	392	66	326	...	326	2.090	1.445
1955	4.711	2.995	316	91	225	— 7	218	3.213	2.625
1956	8.630	3.146	341	110	231	5	236	3.382	2.637
1957	6.994	1.759	724	171	553	...	553	2.312	1.905
1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.461
1961 p	209	145	...	85	— 85	— 24	— 109	36	— 73

Total général

1953	7.872	3.558	1.198	est. 700 ^a	est. 498 ^a	n.d.	est. 498 ^a	est. 4.056 ^a	4.359 ⁴
1954	10.118	5.253	2.168	944	1.224	529	1.753	7.006	9.776
1955	18.903	7.268	1.876	1.348	528	525	1.053	8.321	11.222
1956	25.137	6.649	2.042	1.514	528	394	922	7.571	9.199
1957	34.676	7.332	3.944	1.620	2.324	833	3.157	10.489	12.592
1958	11.033	6.070	3.594	1.631	1.963	1.339	3.302	9.372	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.655	1.756	793	2.549	6.922	11.923
1960	22.508	7.897	1.447	1.859	— 412	944	532	8.429	12.591
1961 p	19.222	4.831	1.598	1.651	— 53	767	714	5.545	10.038

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 5).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions nettes d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Estimations B.N.B.

⁴ Amortissements non déduits.

⁵ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N.B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques Economiques belges 1941-1960 (B.N.B.). — Bulletin Mensuel des Statistiques (Commission de la Bourse de Bruxelles). — Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank.*

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.) ³.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁴			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1960 3 premiers mois ...	1.950	1.016	79	1.095	731	63	...	63
6 premiers mois ...	5.282	2.409	302	2.711	5.055	258	...	258
9 premiers mois ...	10.044	3.987	805	4.792	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
12 mois	16.065	5.216	1.213	6.429	6.443	1.628	20	1.648
1961 3 premiers mois ...	2.929	645	176	821	28	...	...	...
6 premiers mois ...	6.873	1.847	357	2.204	145	6	...	6
9 premiers mois ...	8.945	2.648	472	3.120	145	6	...	6
12 mois	19.013	3.681	777	4.458	209	45	...	45
1962 3 premiers mois ...	3.181	1.267	220	1.487	219	30	...	30
6 premiers mois ...	6.691	2.877	1.564	4.441	256	31	...	31
9 premiers mois ...	13.945	5.084	1.590	6.674	395	196	...	196
1961 Juillet	950	268	90	358	...	...	...	...
Août	473	234	25	259	...	...	...	...
Septembre	649	299	...	299	...	...	...	...
Octobre	1.500	350	25	375	...	...	...	...
Novembre	2.694	173	173	346	42	39	...	39
Décembre	5.877	510	107	617	22	...	...	...
1962 Janvier	1.067	308	100	408	...	...	...	...
Février	945	192	8	200	200	30	...	30
Mars	1.169	767	112	879	19	...	...	...
Avril	1.083	687	1.132	1.819	...	...	...	...
Mai	1.314	707	160	867	37	1	...	1
Juin	1.113	216	52	268	...	...	...	...
Juillet	5.111	1.027	23	1.050	...	...	...	...
Août	570	457	3	460	...	...	...	...
Septembre	1.573	723	...	723	139	165	...	165
Octobre	1.202	790	...	790	...	...	...	...
Novembre p	957	160	...	160	...	...	...	...
Décembre p	3.628	500	...	500	...	...	...	...
1963 Janvier p	420	121	...	121	...	...	...	...
Février p	512	189	...	189	...	...	...	...

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. — Sociétés congolaises : (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations et d'actions du secteur public (celles de la Sabena pour la période couverte par le tableau).

⁴ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières	Capitaux prêtés par				Capitaux empruntés par				Total (9) = (1) + (2) + (8) + (4) ou (5) + (6) + (7) + (8)	Retraits de capitaux (10)
	Banques de dépôts 1	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 2	Banques de dépôts 1	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 3		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)		
1953	2.378	...	76	2.937	9	2.153	2.842	387	5.391	...
1954	2.330	...	21	2.985	19	2.276	2.733	308	5.336	...
1955	2.325	...	...	3.314	23	2.807	2.556	253	5.639	43
1956	2.428	...	15	2.780	22	2.313	2.602	286	5.223	185
1957	2.288	...	...	3.305	17	2.786	2.514	276	5.593	5
1958	2.078	...	8	1.821	15	968	2.504	420	3.907	577
1959	2.191	159	...	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	...	1.561	1.025	10	3.001	1.047	5.083	37
1961	2.487	1.811	...	1.523	1.817	1	3.014	989	5.821	23
1962	1.518	948	10	1.593	1.517	1	1.275	1.271	4.064	307
1961 3 ^e trimestre	2.320	2.766	...	1.650	2.069	...	3.703	964	6.736	...
4 ^e trimestre	2.714	1.297	...	1.468	1.772	3	2.688	1.016	5.479	90
1962 1 ^{er} trimestre	1.858	439	12	1.338	1.346	5	1.221	1.075	3.647	886
2 ^e trimestre	1.507	943	...	1.968	1.484	...	1.660	1.274	4.418	243
3 ^e trimestre	1.198	1.573	3	1.640	1.953	...	1.083	1.378	4.414	...
4 ^e trimestre	1.509	820	26	1.431	1.279	...	1.134	1.373	3.786	92
1963 1 ^{er} trimestre	1.780	221	1.697	...	1.430	163	2.105	...	3.698	174
1962 Mars	1.600	539	...	1.608	1.355	...	1.248	1.144	3.747	339
Avril	1.389	576	...	1.991	1.497	...	1.329	1.130	3.956	367
Mai	1.517	675	...	2.682	1.774	...	1.629	1.471	4.874	362
Juin	1.614	1.579	...	1.230	1.182	...	2.022	1.219	4.423	...
Juillet	1.087	2.208	9	1.777	1.986	...	1.298	1.797	5.081	...
Août	1.123	1.272	...	1.676	1.911	...	1.041	1.119	4.071	...
Septembre	1.401	1.205	...	1.450	1.964	...	891	1.201	4.056	...
Octobre	1.294	1.108	28	1.113	1.300	...	875	1.368	3.543	...
Novembre	1.508	238	7	1.845	1.068	...	1.285	1.245	3.598	281
Décembre	1.758	1.100	43	1.364	1.479	...	1.272	1.514	4.265	...
1963 Janvier	1.996	463	1.672	...	1.505	...	2.626	...	4.131	...
Février	1.438	139	1.786	...	1.397	11	1.955	...	3.363	186
Mars	1.880	45	1.639	...	1.382	478	1.704	...	3.564	345

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours.

1 Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

2 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B.

3 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1954	38	2	138	174	92	176	230	200	55	376	285
1955	38	2	133	188	96	190	229	210	56	400	285
1956	38	2	127	212	110	214	237	222	63	436	300
1957	38	2	119	232	128	234	247	239	66	473	313
1958	38	2	113	245	131	247	244	235	63	482	307
1959	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1961 3 ^e trimestre	39	3	273	397	164	400	437	249	61	649	498
4 ^e trimestre	39	3	220	450	181	453	401	274	65	727	466
1962 1 ^{er} trimestre	39	3	146	488	318	491	321	276	64	767	385
2 ^e trimestre	39	3	169	474	182	477	351	282	65	759	416
3 ^e trimestre	39	3	172	436	198	439	370	276	68	715	438
4 ^e trimestre	39	3	143	504	231	507	374	304	73	811	447
1963 1 ^{er} trimestre	39	3	140	451	206	454	346	285	72	739	418
1962 Février	39	2	115	458	177	460	292	257	59	717	351
Mars	39	3	155	486	166	489	321	278	66	767	387
Avril	39	3	147	479	184	482	331	279	63	761	394
Mai	39	3	192	492	188	495	380	284	66	779	446
Juin	39	3	168	450	174	453	342	285	67	738	409
Juillet	39	3	205	465	231	468	436	299	70	767	506
Août	39	3	164	438	185	441	349	273	66	714	415
Septembre	39	3	147	405	178	408	325	255	68	663	393
Octobre	39	3	139	529	236	532	375	321	74	853	449
Novembre	39	3	137	473	225	476	362	291	70	767	432
Décembre	39	2	152	510	232	512	384	300	75	812	459
1963 Janvier	39	3	167	513	222	516	389	297	78	813	467
Février	39	3	121	360	191	363	312	274	69	637	381
Mars	39	2	132	480	206	482	338	284	68	766	406

1 Il s'agit de l'argent au jour le jour et, du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 et 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 et 10 jours.
2 Titres, effets publics, coupons, viroments, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.) — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte						Avances en compte courant et prêts sur *			
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B.	Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	certificats de trésorerie		Certificats du Fonds des Rentes, émis à maximum 300 jours	autres effets publics 2
				domiciliées en banque	non domiciliées en banque		émis à maximum 300 jours 1			
1957 21 mars	3,50	3,50	4,25	5,—	5,25	5,25	Taux du certificat plus 5/16 %, minimum 2,25 %	—	5,25	
25 juillet	4,50	4,50	5,25	6,—	6,25	6,25		—	6,25	
12 novembre .	4,50	4,50	5,25	6,—	6,25	6,25		—	6,25	
1958 27 mars	4,25	4,25	5,—	5,75	6,—	6,—	» » » » » »	Taux du Certificat + 5/16 % minimum 2,25 %	6,—	
5 juin	4,—	4,—	4,75	5,50	5,75	5,75		5,75	5,75	
3 juillet	3,75	3,75	4,50	5,25	5,50	5,50		5,50	5,50	
28 août	3,50	3,50	4,25	5,—	5,25	5,25		5,25	5,25	
30 octobre ...	3,50	3,50	4,—	4,50	5,—	5,—		5,—	5,—	
1959 8 janvier ...	3,25	3,25	3,75	4,25	4,75	4,75		4,75	4,75	
24 décembre .	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	5,25	5,25	5,—		
1960 4 août	5,—	5,—	5,50	5,75	6,25	6,25	6,25	6,25		
		représentatives d'importations | d'exportations								
10 novembre .	5,—	5,—	4,—	5,50	5,75	6,25	6,25	6,25	6,25	
1961 24 août	4,75	4,75	3,75	5,25	5,50	6,—	6,—	6,—	6,—	
28 décembre .	4,50	4,50	3,50	5,—	5,25	5,75	5,75	2,25	5,75	
1962 18 janvier ...	4,25	4,25	3,25	4,75	5,—	5,50	5,50	2,25	5,50	
22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	5,25	
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	5,—	2,25	5,—	
6 décembre .	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	5,—	—	5,—	

1 Intitulé avant le 21 mars 1957 : Certificats de trésorerie ayant maximum 12 mois à courir.
 2 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.
 * Quotité de l'avance au 31 mars 1968
 Cert. de tréas. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 300 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyenne 1	
1957 Du 1-1 au 11-11 2 .	1,70
Du 12-11 au 31-12 3 .	2,25
1958	1,41
1959 Du 1-1 au 16-11	1,01
Du 17-11 au 31-12 ...	2,11
1960	2,80
1961	2,57
1962	2,13
1962 Avril	1,74
Mai	1,82
Juin	2,32
Juillet	2,73
Août	2,36
Septembre	2,44
Octobre	2,50
Novembre	1,77
Décembre	2,73
1963 Janvier	2,32
Février	1,76
Mars	1,77

XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 4				Certif. de trésor. B 5	Certif. du Fonds des Rentes 6	Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 8		
	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois				6 mois	9 mois	12 mois
1957	3,—	3,25	3,75	4,25	3,75		1959 6 janv.	3,398	3,646	3,860
1958	1,50	1,75	2,—	2,50	2,75		1960 5 janv.	4,171	*	4,354
1959	2,75	3,—	3,25	3,50	3,25		1961 6 janv.	4,862	4,925	4,956
1960	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75		1962 4 janv.	4,283	4,364	*
1961	3,50	3,75	4,—	4,25	4,25		1963 3 janv.	3,360	3,416	3,450
1962	2,50	2,75	3,—	—	3,30	3,27	1962 3 mai .	3,481	3,500	3,550
1962 Mai ...	2,50	2,75	3,—	—	3,30	3,34	5 juin .	3,396	3,450	3,500
Juin ...	2,50	2,75	3,—	—	3,25	3,25	3 juillet	3,370	3,450	3,498
Juillet ...	2,50	2,75	3,—	—	3,30	3,28	7 août .	*	3,450	3,500
Août ...	2,50	2,70	2,90	—	3,15	3,20	4 sept.	3,299	3,375	3,379
Sept. ...	2,50	2,70	2,90	—	3,20	3,16	2 oct.	3,329	3,351	3,400
Oct. ...	2,50	2,75	3,—	—	3,25	3,22	6 nov.	3,350	*	3,490
Nov. ...	2,50	2,75	3,—	—	3,25	3,24	4 déc.	3,350	3,400	3,450
Déc. ...	2,50	2,75	3,—	—	3,30	3,27	1963 3 janv.	3,360	3,416	3,450
1963 Janv. .	2,50	2,75	3,—	—	3,30	3,30	5 févr.	3,390	3,400	3,450
Févr. .	2,50	2,75	3,—	—	3,35	3,35	5 mars	3,400	3,449	3,500
Mars ...	2,50	2,75	3,—	—	3,35	3,35	2 avril .	3,451	3,505	3,550

1 Il s'agit, jusqu'au 16 novembre 1959, de la moyenne arithmétique simple des taux uniques journaliers.
 2 Depuis le 17 novembre 1959 : moyenne pondérée par les montants des capitaux empruntés, des taux journaliers moyens.
 3 Depuis le 19 novembre 1949 jusqu'au 3 août 1955 inclus, le taux a été de 1,25 %; du 4 août à fin décembre 1955, il a été de 1,50 %. Moyenne 1956 : 1,58.
 4 La réforme du marché monétaire de novembre 1957 a comporté notamment le relèvement du taux des certificats de trésorerie bancaires à 4 mois, devenus les certificats B, ce qui a permis des fluctuations plus larges des taux de l'argent au jour le jour.
 5 Cfr. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (Moniteur belge du 10 novembre 1957, p. 8028).
 6 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques, soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques.
 Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion, à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques. Le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, Moniteur belge du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches (10.000, 5.000 et 4.820 millions) portant intérêt au taux de 3,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 31-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.
 7 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.
 8 Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires du mois.
 9 Les taux donnés pour les adjudications des certificats de trésorerie à 6, 9 et 12 mois sont des taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés, tandis que le taux donné pour les certificats de trésorerie B et les certificats du Fonds des Rentes est un taux unique valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).
 * Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Turif I 1 Compte de dépôts à					Caisse Générale d'Épargne (Dépôts d'épargne des particuliers)		
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 75.000 F	de 75.001 à 150.000 F	au-delà de 150.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois			
1953	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1954	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1955	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1956	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1957	0,50	1,25	2,30	2,70	3,15	jusqu'à 200.000 F 3,—	au-delà de 200.000 F 2,—	
1958	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	jusqu'à 250.000 F 3,— ³	au-delà de 250.000 F 2,—	
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—	
1960	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³	2,— ³	
1961	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30	3,— ³	2,— ³	
1962	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— ³	2,— ³	
1962 Mars	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90	3,— ³	2,— ³	
Avril	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90	3,— ³	2,— ³	
Mai	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90	3,— ³	2,— ³	
Juin	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90	3,— ³	2,— ³	
Juillet	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90	3,— ³	2,— ³	
Août	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— ³	2,— ³	
Septembre	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— ³	2,— ³	
Octobre	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— ³	2,— ³	
Novembre	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— ³	2,— ³	
Décembre	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— ³	2,— ³	
1963 Janvier	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	2,75 ³	2,— ³	
Février	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	2,75 ³	2,— ³	
Mars	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	2,75 ³	2,— ³	

1 Tarif appliqué par environ 25 banques, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales appliquent en général un tarif supérieur. — 2 De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques. — 3 Prime de fidélité égale à 10 % des intérêts acquis sur toutes sommes restées en dépôt pendant l'année civile entière. Pour les sommes jusqu'à 250.000 F, pas de majoration en 1959. Pour les dépôts excédant 250.000 F, la prime de fidélité est appliquée depuis le 1-1-1960.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Dettes unifiées (rendement eu égard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée)
		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	
	4 % 1re s.	3,5 à 5,5 %	3 à 5,5 %	4 à 5,75 %	3 à 5,5 %	
1954	4,33	—	4,15 ¹	4,79 ²	—	4,70
1955	4,20	—	3,89 ¹	4,59 ²	—	4,46
1956	4,18	—	3,99 ¹	4,63	4,71	4,57
1957	4,47	—	5,17 ¹	5,54	5,59	5,45
1958	4,93	—	5,53 ¹	6,47	6,51	6,41
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64
1962 Avril	4,38	4,63	4,96	5,37	5,44	5,28
Mai	4,35	4,50	4,86	5,28	5,39	5,20
Juin	4,29	4,41	4,62	5,20	5,28	5,13
Juillet	4,23	4,51	4,68	5,21	5,25	5,14
Août	4,23	4,28	4,60	5,06	5,17	5,01
Septembre	4,18	4,33	4,54	4,96	5,09	4,93
Octobre	4,13	4,32	4,48	4,95	5,07	4,92
Novembre	4,08	4,30	4,46	5,01	5,04	4,95
Décembre	4,07	4,52	4,60	5,08	5,08	5,03
1963 Janvier	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94
Février	4,03	4,32	4,28	4,71	4,82	4,70
Mars	4,02	4,38	4,27	4,64	4,70	4,62
Avril	4,01	4,67	4,42	4,90	4,83	4,83

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

1 Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %. — 2 Emprunts aux taux de 4,25 et 4,5 %.

N.B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.), XXXI^e année, vol. I, n° 2, février 1956.

Références bibliographiques : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, n° 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXI^e année, vol. II, n° 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande-Bretagne		Italie		Pays-Bas		Suède		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 1-1-1956 ...		3,50		2,50		3,—		4,50		4,—		2,50		3,75		1,50
1956 Février ...							16	5,50			7	3,—				
Mars	8	4,50														
Avril			13	2,75												
Mai	19	5,50														
Août			24	3,—							25	3,25				
Septembre .	6	5,—														
Octobre ...											22	3,75				
Novembre .													22	4,—		
1957 Janvier ...	11	4,50														
Février ...							7	5,—								
Avril					11	4,—									15	2,50
Mai											17	4,25	11	5,—		
Juillet ...											16	5,—				
Août			23	3,50	12	5,—										
Septembre .	19	4,—					19	7,—								
Novembre .			15	3,—												
1958 Janvier ...	17	3,50	24	2,75							24	4,50				
Mars			7	2,25			20	6,—			25	4,—				
Avril			18	1,75												
Mai							22	5,50					3	4,50		
Juin	27	3,—					19	5,—	7	3,50	14	3,50				
Août							14	4,50								
Septembre .			12	2,—												
Octobre ...					16	4,50										
Novembre .			7	2,50			20	4,—			15	3,—				
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75				
Février ...					5	4,25									26	2,—
Mars			6	3,—												
Avril					23	4,—										
Mai			29	3,50												
Septembre .	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre .											16	3,50				
1960 Janvier ...							21	5,—					15	5,—		
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre .	11	4,—														
Décembre .							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	4,50														
Mai	5	3,—														
Juillet ...							25	7,—								
Octobre ...							5	6,50								
Novembre .							2	6,—								
1962 Mars							8	5,50								
Mars							22	5,—								
Avril							26	4,50			25	4,—	6	4,50		
Juin													8	4,—		
1963 Janvier ...							3	4,—			8	3,50	18	3,50		

1 Federal Reserve Bank of New York.
Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1958 31 décembre	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 8 février	1963 7 février	1962 8 mars	1963 7 mars
ACTIF								
Encaisse or	2.476	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Prêt d'or au Fonds de Stabilisation des changes	1.201	—	—	—	—	—	—	—
Disponibilités à vue à l'étranger	141	3.969	5.744	9.985	10.206	14.198	10.679	14.763
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹ .....	...	...	656	1.314	1.314	2.546	1.314	2.546
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>						2.204		2.204
<i>Autres opérations</i>						342		342
Monnaies divisionnaires	84	101	23	18	26	23	27	10
Comptes courants postaux	512	669	561	553	515	548	638	599
Prêts à l'Etat	6.510	6.500 ²	6.500 ²	6.500 ²	6.500 ²	5.450 ²	6.500 ²	5.450 ²
Avances à l'Etat	4.337	2.640 ³	901 ³	2.358 ³	2.324 ³	4.400 ³	1.919 ³	4.350 ³
Portefeuille d'escompte	22.217	16.392	18.851	18.675	17.338	16.700	17.209	16.281
<i>Effets escomptés sur la France</i>	6.707	4.232	5.118	5.846	5.595	6.066	5.631	6.832
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	3	1	1	1	1	1	...	1
<i>Effets garantis par l'Office des céré- ales</i> ⁴	481	699	878	797	670	961	487	628
<i>Effets de mobilisation de crédits à moyen terme</i>	15.026	11.460	12.854	12.031	11.072	9.672	11.091	8.820
Effets négociables achetés en France ⁵	2.609	2.827	3.554	2.878	2.306	2.331	2.443	2.552
Avances à 30 jours sur effets publics ...	222	169	205	187	168	160	172	148
Avances sur titres	97	83	70	74	64	66	64	61
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	763	863	529	553	320	486	271	442
Divers	562	627	764	834	796	1.113	1.171	1.091
Total ...	41.731	39.162	42.680	48.251	46.199	52.343	46.729	52.615

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	34.694	34.947	39.320	44.348	43.139	48.873	43.488	49.209
Comptes créditeurs :	5.720	2.943	2.066	2.590	1.883	1.942	1.693	1.918
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	1	...	1	...	1	...	1	...
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	4.564	1.965	967	1.561	841	212	731	212
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises</i>						666		672
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>						1.155		978	1.098	1.029	1.041	1.064	961	1.034
Capital de la Banque	2	150	150	150	150	150	150	150
Divers	1.315	1.122	1.144	1.163	1.027	1.378	1.398	1.338
Total ...	41.731	39.162	42.680	48.251	46.199	52.343	46.729	52.615

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 8 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1959 28 February	1960 29 February	1961 28 February	1962 28 February	1962 7 February	1963 6 February	1963 7 March	1963 6 March
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	--------------------	--------------------	-----------------	-----------------

Issue Department

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.035	2.136	2.237	2.313	2.313	2.338	2.363	2.338
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin	3	2	1	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.050	2.150	2.250	2.325	2.325	2.350	2.375	2.350
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.050	2.150	2.250	2.325	2.325	2.350	2.375	2.350

Notes Issued :

In Circulation	2.013	2.116	2.212	2.302	2.298	2.295	2.311	2.316
In Banking Department	37	34	38	23	27	55	64	34
Total ...	2.050	2.150	2.250	2.325	2.325	2.350	2.375	2.350

Banking Department

Government Securities	265	274	425	507	455	204	464	229
Other Securities :								
Discounts and Advances	10	33	28	44	78	64	40	61
Securities	22	20	19	20	19	20	20	22
Notes	37	34	38	23	27	56	64	34
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	335	362	511	595	580	345	589	347

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	4	4	4	4
Public Deposits :	17	12	18	13	11	14	11	14
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits	—	—	155	241	241	—	241	—
Other Deposits :								
Bankers	229	264	251	249	241	242	248	242
Other Accounts	70	67	68	73	68	70	70	72
Total ...	335	362	511	595	580	345	589	347

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1959 31 December	1960 31 December	1961 31 December	1962 31 December	1962 7 February	1963 6 February	1962 7 March	1963 6 March
ASSETS								
Gold certificate account	18.186	16.413	15.445	14.430	15.363	14.382	15.320	14.332
Redemption fund for F.R. notes	978	1.066	1.170	1.266	1.154	1.275	1.144	1.263
Total gold certificate reserves ...	19.164	17.479	16.615	15.696	16.517	15.657	16.464	15.595
F.R. notes of other Banks	524	525	—	—	—	—	—	—
Cash	359	363	320	288	481	433	455	406
Discounts and advances	458	33	130	38	205	251	412	212
Industrial loans .....	...	—	—	—	—	—	—	—
Acceptances :								
Bought outright	44	54	48	52	45	59	44	54
Held under repurchase agreement	31	20	3	58	—	10	—	—
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	2.606	2.900	3.193	2.442	3.081	2.433	2.900	2.435
Certificates	10.507	9.060	1.699	13.182	1.680	13.182	4.972	13.580
Notes	11.010	12.481	19.984	10.717	20.018	10.687	16.842	10.289
Bonds	2.484	2.543	3.846	4.137	3.817	4.164	3.846	4.164
Total bought outright ...	26.607	26.984	28.722	30.478	28.596	30.466	28.560	30.468
Held under repurchase agreement	41	400	159	342	...	494	...	84
Total U.S. Government securities ...	26.648	27.384	28.881	30.820	28.596	30.960	28.560	30.552
Total loans and securities	27.181	27.491	29.062	30.968	28.846	31.280	29.016	30.818
Due from foreign banks .....	...	...	—	—	—	—	—	—
Cash items in process of collection	6.438	6.809	6.125	6.518	4.416	4.805	4.561	5.107
Bank premises	100	108	111	104	110	104	109	104
Other assets	262	209	237	357	338	482	286	336
Total assets ...	54.028	52.984	52.470³	53.931³	50.708³	52.761³	50.891³	52.366³
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	28.262	28.449	28.802	30.151	27.919	29.200	28.041	29.392
Deposits :								
Member bank reserves	18.174	17.080	17.387	17.454	17.007	17.006	17.097	16.494
U.S. Treasurer - general account	504	485	465	597	341	836	410	857
Foreign	345	217	279	247	226	196	229	184
Other	693	554	320	424	250	297	205	198
Total deposits ...	19.716	18.336	18.451	18.722	17.824	18.335	17.941	17.733
Deferred availability cash items	4.847	4.941	3.825	3.584	3.479	3.660	3.415	3.672
Other liabilities and accrued dividends ...	29	32	59	73	68	73	67	67
Total liabilities ...	52.854	51.758	51.137	52.530	49.290	51.268	49.464	50.864
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	388	409	445	467	448	473	452	474
Surplus	775	817	888	934	888	934	888	934
Other capital accounts	11	...	...	...	82	86	87	94
Total liabilities and capital accounts ...	54.028	52.984	52.470³	53.931³	50.708³	52.761³	50.891³	52.366³
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	82	230	126	86	116	84	115	84
Industrial loan commitments .....	...	—	—	—	—	—	—	—
Ratio of gold certificate reserves to deposit and F.R. note liabilities combined ...	39,9 %	37,4 %	34,8 %	31,8 %	35,6 %	32,5 %	35,4 %	32,7 % ²

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

² « F.R. note liabilities combined » includes \$ 530 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of consolidated statement shown above.

³ Since 1-2-1961, this figure is not comparable with those of the preceding statements. The assets include no more the item « F.R. notes of other Banks ». Besides, the figure of the item « Cash items in process of collection » has been modified. In the liabilities, the figures relating to the « Federal Reserve notes » and the « Deferred availability cash items » have been modified too.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK
(miljoenen guldens)

	1959 31 december	1960 31 december	1961 31 december	1962 31 december	1962 5 februari	1963 4 februari	1962 5 maart	1963 4 maart
ACTIVA								
Goud	4.281	5.487	5.698	5.698	5.698	5.698	5.698	5.698
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	786	1.107	484	586	521	572	528	560
Buitenlandse betaalmiddelen	1	...	...	...	...	...	1	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens ¹	71	40	14	7	15	7	14	7
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto ²	6	...	48	...	10	...	...	...
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	547	249	523	597	386	310	171	310
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen) ³	62	12	52	72	11	4	20	3
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	35	51	21	13	20	14	21	15
Belegging van kapitaal en reserves	165	174	183	183	181	183	182	183
Gebouwen en inventaris	1	1	1	1	1	1	1	1
Diverse rekeningen	12	12	8	10	7	10	9	12
Totaal ...	5.967	7.133	7.032	7.167	6.850	6.799	6.645	6.789

PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	4.513	4.900	5.279	5.758	4.964	5.527	5.086	5.623
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.139	1.603	1.421	1.036	1.556	894	1.229	813
<i>'s Rijks schatkist</i>	528	934	995	620	820	410	505	310
<i>Banken in Nederland</i>	484	519	283	283	586	360	543	356
<i>Andere ingezetenen</i>	127	150	143	133	150	124	181	147
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	65	59	77	112	76	122	77	82
<i>Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen</i> ...	56	48	71	106	71	119	71	80
<i>Andere niet-ingezetenen</i>	9	11	6	6	5	3	6	2
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	6	320	14	18	16	16	15	30
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	152	164	168	168	164	168	164	168
Diverse rekeningen	72	67	53	55	54	52	54	53
Totaal ...	5.967	7.133	7.032	7.167	6.850	6.799	6.645	6.789
¹ Waarvan uit hoofde van de liquidatie van bila- terale akkoorden	9	...	...	—	...	—	...	—
² Waarvan schatkistpapier, rechtstreeks door de Bank in disconto genomen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
³ Waarvan aan Indonesië (wet van 15 maart 1933 — <i>Staatsblad</i> nr 99)	8	5	3	—	3	—	3	—
N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	105	110	69	62	66	62	64	61

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1959 dicembre	1960 dicembre	1961 dicembre	1962 dicembre P	1962 gennaio	1963 gennaio P	1962 febbraio	1963 febbraio P
Oro in cassa	5	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Oro all'estero dovuto dallo Stato	2	—	—	—	—	—	—	—
Cassa ¹	11	10	13	12	10	16	14	24
Portafoglio ²	430	443	500	616	481	628	474	608
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	46	64	107	260	130	156	143	280
Prorogati pagamenti	—	7	6	12	1	6	...	27
Ufficio italiano dei cambi	—	1.257	1.810	2.146	1.736	2.095	1.694	2.080
Disponibilita in divisa all'estero	62	63	63	63	63	63	64	64
Titoli emessi o garantiti dallo Stato	70	75	83	244	87	148	92	135
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	2.191	119	123	133	150	139	141	137
Partite varie	3	2	—	—	—	—	—	—
Anticipazioni temporanee al Tesoro	77	64	—	—	—	—	—	—
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	343	485	485	485	485	440	485	440
Emissioni per forze alleate	145	—	—	—	—	—	—	—
Conto corrente servizio tesoreria	—	—	—	—	—	—	—	—
Impieghi in titoli per conto del Tesoro ...	128	20	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	—	—	1	...	...	...	2	—
Spese	44	43	45	49	2	2	4	5
Totale attivo ...	3.557	3.652	4.236	5.020	4.145	4.693	4.113	4.800
Circolazione dei biglietti ⁴	2.237	2.424	2.779	3.235	2.500	2.944	2.496	2.967
Vaglia assegni e debiti a vista ⁵	28	23	39	43	20	20	14	18
Depositi in c/c liberi	130	117	118	122	90	46	81	50
Conti correnti vincolati	772	694	797	988	1.048	1.376	924	1.383
Creditori diversi	173	170	189	238	214	243	221	240
C/c servizio tesoreria	146	159	263	320	263	37	367	115
C/c servizio tesoreria — Fondo speciale .	17	—	—	—	—	—	—	—
Tesoro dello Stato - plusvalenza rivalutaz. oro	—	—	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	5	16	—	18	2	17	...	14
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	2	3	4	4	4	5	4	5
Fondo di riserva straordinario	2	2	2	2	2	2	2	2
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	—	—	1	—	5
Rendite	45	44	45	50	2	2	4	1
Totale passivo e patrimonio ...	3.557	3.652	4.236	5.020	4.145	4.693	4.113	4.800
Depositanti di titoli e valori	3.604	4.407	4.775	4.845	4.434	4.735	4.341	4.554
¹ Comprese monete di Stato	8	5	6	8	7	8	7	8
² Compreso finanziamento ammassi	—	437	482	588	471	584	467	584
³ Comprese operazioni con privati	—	3	3	4	4	2	3	2
⁴ Compresi biglietti presso il Tesoro	2	2	2	3	1	3	2	—
⁵ Compresi vaglia e assegni	16	14	21	18	15	15	11	13

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1960 31. Dezember	1961 31. Dezember	1962 31. Dezember	1962 7. Februar	1963 7. Februar	1963 7. März	1963 7. März
AKTIVA							
Gold	12.286	14.426	14.490	14.428	14.684	14.429	14.705
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	15.905	11.387	10.929	8.807	10.245	9.031	10.376
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	157	292	329	254	267	245	284
Kurz- und mittelfristige Kredite an inter- nationale Einrichtungen und Konsoli- dierungskredite	3.657	2.442	2.289	2.442	2.289	2.441	2.288
<i>davon : a) aus der Abwicklung der</i> <i>E.Z.U.</i>	1.993	1.038	897	1.038	896	1.037	896
<i>b) an Weltbank</i>	1.560	1.342	1.342	1.342	1.342	1.342	1.342
Deutsche Scheidemünzen	91	57	45	117	88	112	85
Postcheckguthaben	193	281	546	160	165	166	164
Inlandswechsel	1.283	1.146	1.967	790	1.448	1.034	2.302
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen	137	...	...	...	...	...	...
Lombardforderungen	419	220	158	14	23	17	22
Kassenkredite	79	167	739	2	148	3	59
Wertpapiere	324	1.484	1.369	1.485	1.353	1.485	1.345
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	3.561	3.432	4.958	3.325	3.698	3.720	3.917
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationale Einrichtungen	1.387	2.636	2.156	2.680	2.113	2.460	2.164
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Wechselkurse	—	3.778	3.703	3.778	3.703	3.778	3.703
Sonstige Aktiva	370	307	253	192	232	216	271
	39.849	42.055	43.931	38.474	40.456	39.137	41.685

PASSIVA							
Banknotenumlauf	20.470	22.992	24.147	20.735	22.327	21.545	23.156
Einlagen von	16.696	16.600	16.795	15.222	15.525	15.157	15.888
<i>Kreditinstituten (einschliesslich Post-</i> <i>scheck und Postsparkassenämter) ...</i>	13.036	11.615	12.232	10.380	10.866	10.140	11.329
<i>Öffentlicher Einlegern</i>	3.440	4.733	4.284	4.579	4.417	4.776	4.310
<i>Andere inländischen Einlegern</i>	220	252	279	263	242	241	249
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	447	368	374	467	381	364	373
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	282	274	353	363	355	274	340
<i>Sonstige</i>	165	94	21	104	26	90	33
Rückstellungen	806	867	950	867	950	867	950
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	562	588	638	588	638	588	638
Sonstige Passiva	578	350	737	305	345	326	390
	39.849	42.055	43.931	38.474	40.456	39.137	41.685

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1962 7 février	1963 7 février	1962 7 mars	1963 7 mars
ACTIF								
Encaisse or	8.369	9.455	11.078	11.543	10.739	10.648	10.668	10.650
Devises	535	583	842	867	684	813	741	765
Portefeuille effets sur la Suisse	58	53	70	124	60	81	51	65
<i>Effets de change</i>	58	53	70	79	60	81	51	65
<i>Rescriptions de la Confédération suisse</i> .....	...	...	...	45	...	...	...	...
Avances sur nantissement	40	38	66	72	8	7	9	10
Bons du Trésor de l'étranger en FS	—	—	—	207	—	207	—	207
Titres	44	43	43	43	43	43	43	43
<i>pouvant servir de couverture</i> .....	...	1	17	16	17	16	17	16
<i>autres</i>	44	42	26	27	26	27	26	27
Correspondants :	52	52	65	88	24	18	16	23
<i>en Suisse</i>	45	45	58	78	8	5	9	7
<i>à l'étranger</i>	7	7	7	10	16	13	7	16
Autres postes de l'actif	28	30	30	41	27	27	27	28
Total ...	9.126	10.254	12.194	12.985	11.585	11.844	11.555	11.791

PASSIF								
Fonds propres	51	52	53	54	53	54	53	54
Billets en circulation	6.344	6.854	7.656	8.506	6.950	7.570	7.067	7.715
Engagements à vue	2.535	2.756	2.947	2.800	2.948	2.584	2.797	2.380
<i>Comptes de virements des banques du commerce et de l'industrie</i>	2.330	2.288	1.996	2.294	2.265	2.295	2.109	2.099
<i>Autres engagements à vue</i>	205	468	951	506	683	289	688	281
Comptes de virements de banques temporairement liés	—	—	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035
Engagements à terme	—	390	293	373	400	400	400	400
Autres postes du passif	196	202	210	217	199	201	203	207
Total ...	9.126	10.254	12.194	12.985	11.585	11.844	11.555	11.791

Références bibliographiques : *International Financial Statistics* (F.M.I.). — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : Bolletino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif	31	31	28	28	31	31	Passif	31	31	28	28	31	31
	décembre	décembre	février	février	mars	mars		décembre	décembre	février	février	mars	mars
	1961	1962	1962	1963	1962	1963		1961	1962	1962	1963	1962	1963
I. Or en lingots et monnayé	2.340	1.883	2.482	2.324	2.469	2.396	I. Capital :						
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	79	49	54	43	56	56	Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
III. Portefeuille réescomptable : ...	193	667	169	326	119	307	II. Réserves :	24	25	24	25	24	25
1. Effets de commerce et acceptations de banque	16		5				1. Fonds de Réserve légale ...	11	12	11	12	11	12
2. Bons du Trésor	177		164				2. Fonds de réserve générale .	13	13	13	13	13	13
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	59	9	53	9	43	9	III. Dépôts (or) :	2.089	2.214	2.048	2.218	2.060	2.316
V. Dépôts à terme et avances : ...	1.217	1.344	1.172	1.287	1.294	1.245	1. Banques centrales :						
a) à 3 mois au maximum ...	1.019	1.184	1.060	1.141	1.144	1.064	a) de 9 à 12 mois	28	38	40	—	50	—
b) à 3 mois au maximum (or)	4	3	4	3	3	3	b) de 6 à 9 mois	—	—	28	38	28	38
c) de 3 à 6 mois	154	121	65	121	102	156	c) de 3 à 6 mois	10	10	—	—	—	—
d) de 6 à 9 mois	—	29	—	12	9	4	d) à 3 mois au maximum ...	182	559	157	313	157	302
e) de 9 à 12 mois	7	4	10	3	3	11	e) à vue	1.802	1.479	1.761	1.751	1.763	1.934
f) à plus d'un an	33	3	33	7	33	7	2. Autres déposants :						
VI. Autres effets et titres :	665	740	694	813	682	868	a) de 9 à 12 mois	10	—	—	—	—	—
1. Or :							b) de 6 à 9 mois	—	—	10	—	10	—
a) à 3 mois au maximum ...	10	3	—	—	10	58	c) de 3 à 6 mois	—	—	—	—	—	—
b) de 3 à 6 mois	10	10	—	18	—	93	d) à 3 mois au maximum ...	28	—	16	—	—	—
c) de 6 à 9 mois	—	75	58	128	72	93	e) à vue	29	128	36	116	52	42
d) de 9 à 12 mois	78	87	16	13	13	—	IV. Dépôts (monnaies) :	2.159	2.160	2.268	2.265	2.293	2.245
e) à plus d'un an	—	—	17	—	16	—	1. Banques centrales :						
2. Monnaies :							a) à plus d'un an	71	84	71	85	74	84
a) à 3 mois au maximum ...	375	65	485	202	395	187	b) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—
b) de 3 à 6 mois	113	367	24	313	61	318	c) de 6 à 9 mois	—	69	—	133	—	54
c) de 6 à 9 mois	2	34	13	47	34	29	d) de 3 à 6 mois	338	272	510	428	513	509
d) de 9 à 12 mois	10	28	2	19	3	23	e) à 3 mois au maximum ...	1.465	1.343	1.354	1.171	1.380	1.116
e) à plus d'un an	67	71	69	73	78	67	f) à vue	40	19	19	19	21	20
VII. Actifs divers	1	1	1	1	1	1	2. Autres déposants :						
VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68	68	68	68	68	68	a) de 9 à 12 mois	—	—	—	3	—	3
<i>Total actif ...</i>	4.622	4.761	4.693	4.871	4.732	4.950	b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	25
							c) de 3 à 6 mois	3	—	16	16	16	16
							d) à 3 mois au maximum ...	220	359	275	385	266	396
							e) à vue	22	14	23	25	23	22
							V. Divers	36	40	38	41	40	42
							VI. Comptes de profits et pertes ...	8	8	8	8	8	8
							VII. Prov. pour charges éventuelles	181	189	182	189	182	189
							<i>Total passif ...</i>	4.622	4.761	4.693	4.871	4.732	4.950

Exécution des accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne : (voir note 2)							Dépôts à long terme :	229	229	229	229	229	229
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et de l'adm. des chemins de fer et bons de l'adm. des postes (échus)	221	221	221	221	221	221	1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités (voir note 3)	153	153	153	153	153	153
2. Effets et bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76	76	76	76	76	76	2. Dépôt du Governem. allem.	76	76	76	76	76	76
<i>Total ...</i>	297	297	297	297	297	297	Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir ci-dessus)	68	68	68	68	68	68
							<i>Total ...</i>	297	297	297	297	297	297

Note 1. — Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris non plus l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

Note 2. — Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1953 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1er avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés et afférents à la date du 31 décembre 1952.

Note 3. — La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élevaient à l'équivalent de francs or 149.920.380,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.I.E.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement économiques.
O.N.E.	Office National de l'Emploi.
O.N.J.	Office National pour l'achèvement de la Jonction Nord-Midi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiotélévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.
S.N.D.E.	Société Nationale des distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		VII. — Prix et indices de prix.	
1. Population	I - 1	1. Prix de gros mondiaux	VII - 1
2. Revenu national net au coût des facteurs (estimations I.N.S.)	I - 2	2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2
3. Produit national brut (estimations Dulbéa) :		3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
a) P.N.B. calculé par l'analyse des revenus aux prix courants	I - 3a	4. Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
b) P.N.B. calculé par l'analyse de la production aux prix courants	I - 3b		
c) P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses aux prix courants	I - 3c	VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	
d) P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses aux prix de 1953	I - 3d	1. Tableau général	VIII - 1
4. Investissements bruts dans l'ensemble de l'économie	I - 4	2. Exportations par groupes de produits	VIII - 2
		3. Importations par groupes de produits	VIII - 3
II. — Emploi et chômage.		4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1	b) Indices du volume	VIII - 4b
2. Chômage — Renseignements généraux	II - 2	5. Orientation géographique	VIII - 5
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3		
III. — Agriculture et pêche.		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
1. Production agricole	III - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2	2. Chiffres trimestriels	IX - 2
IV. — Industrie.		X. — Marché des changes.	
1. a) Indices généraux de la production industrielle ...	IV - 1	1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de compensation à Bruxelles	X - 1
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2	2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2
3. Energie	IV - 3		
4. Métallurgie	IV - 4	XI. — Finances Publiques.	
5. Construction : données annuelles	IV - 5	1. Situation de Trésorerie	XI - 1
6. Construction : données mensuelles	IV - 6	2. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 2
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7	3. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 3
		4. Détail des recettes fiscales	XI - 4
V. — Services.		XIII. — Organismes monétaires.	
1. Transports :		1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a	2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts	XIII - 2
b) Navigation maritime	V - 1b	3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
c) Navigation intérieure	V - 1c	4. Stock monétaire	XIII - 4
2. Tourisme	V - 2	5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
3. Commerce intérieur :		6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951-1958)	XIII - 6
a) Indices des ventes	V - 3a	Bilans et situations hebdomadaires de la B.N.B. (depuis le 31 déc. 1959)	XIII - 6
b) Ventes à tempérament	V - 3b	7. Situation globale des banques	XIII - 7
VI. — Revenus.		8. Comptes de chèques postaux	XIII - 8
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1	9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P.	XIII - 9
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2		

Numérotation
des tableaux

Numérotation
des tableaux

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10

XV. — Principales modalités de l'épargne disponible à l'intérieur du pays

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2
3. Dette de l'Etat	XVI - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de Trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3

4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 4
5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 5

XX. — Banques d'Emission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements internationaux, à Bâle	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 3. — (P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses aux prix courants et aux prix de 1950 c) et d)	I - 3c et d
II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3
IV - 1. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture	IV - 1
IV - 2. — Indices de la production industrielle	IV - 2
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. .	IV - 7
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
IX - 1. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	IX - 1
XI - 2. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 2
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
XIII - 9. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks	XIII - 9
XIV - 5a — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts .	XIV - 5a
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant	XVII - 1

Prix de l'abonnement annuel { Belgique, 250 francs.
Etranger, 300 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.
